Parti Socialiste
Convention nationale de Cachan
"Un nouvel ordre mondial"
6 et 7 avril 1991

Sommaire

Le président (André Billardon) 2
Jacques Carat 2
Patrick Sève 3
Un intervenant de l'Allier 5
Marcel Debarge 6
Gérard Lindeperg 10
Michel Charzat 12
Gérard Collomb 14
Bernard Roman 17
Michel Rocard 18
Françoise Seligmann 30
Le président (Daniel Vaillant) 31
Jean-Marc Ayrault 31
Dominique Roullet 36
Gérard Le Gall 38
Michel Debout 40
Jean Glavany 43
Gilbert Roger 46
Pierre Mauroy 48
Michel Vauzelle 60
Michel Delebarre 65
Geneviève Domenach-Chich 70
Jean Poperen 73
Jean-Michel Boucheron 79
Lionel Jospin 84
Claude Evin 93
Pierre Guidoni 97
Jean Crusol 102
Jacques Chérèque 106
Gisèle Stievenard 109
Le président (Michel Sapin) 111
Jacques Salvator 111
Ahmed Gayet 113
Gérard Fuchs 115
Henri Emmanuelli 119
Louis Mermaz 127
Laurent Fabius 132

Fondation Jean-Jaurès

Bernard Roman..... 144
Jean-Yves Autexier 147
Yannick Bodin..... 150
Jérôme Lambert..... 151
Marcel Debarge 152
Claude Germon..... 156
Pierre Mauroy..... 157
Pierre Mauroy..... 160

Séance du samedi 6 avril 1991 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de André Billardon.

Le président (André Billardon)

Chers camarades, nous avons trois quarts d'heure de retard et dès que chacun d'entre vous sera installé, j'ouvrirai la Convention.
Je déclare ouverte notre Convention nationale. Je vous demande d'être attentifs à partir de maintenant à nos travaux. Et, sans plus attendre, je donne la parole à Jacques Carat, le sénateur maire de Cachan.

Jacques Carat

Chers amis, chers camarades, c'est un honneur pour la section que d'accueillir pour la seconde fois une Convention nationale à Cachan, ville où depuis 38 ans mes amis et moi-même nous efforçons de mettre le mieux possible en pratique les principes qui sont les nôtres.
Nous avons voulu, tout au long de cette période, avec les différentes générations qui se sont succédé, donner à Cachan un environnement agréable, en faire une cité unie et solidaire où chacun en matière de logement ou d'emploi puisse espérer trouver sa place et s'y épanouir.
Au moment où le débat sur la ville vient au centre des préoccupations des responsables de notre pays, il me plaît d'observer ici à Cachan que nous avons essayé avec un peu d'avance de mettre en œuvre sur le terrain les idées que le gouvernement est en train de lancer pour l'ensemble de la France urbanisée.
Chers amis, cette Convention nationale est importante à un double titre. D'abord en raison du conflit que nous venons de connaître et de vivre difficilement tant le concept de guerre est insupportable pour les héritiers de Jaurès. Bien que nous approuvions à la quasi-unanimité l'attitude lucide et courageuse du Président de la République dans la crise du Golfe, notre Parti n'a pas échappé complètement aux turbulences. Nous espérons les voir disparaître au plus vite pour réfléchir plus sereinement à ce nouvel ordre mondial auquel sont consacrés nos travaux.
Mais, cette Convention est aussi la première manifestation où se retrouvent tous les responsables de notre Parti et de nos fédérations depuis le déplorable Congrès de Rennes qui reste pour moi comme pour la plupart d'entre nous le plus triste souvenir de notre vie militante.

Fondation Jean-Jaurès

Le Parti, chacun le mesure, dans le secteur où il agit, en a gardé dans l'opinion publique une image de marque assez déplorable. Ce n'est pas parce qu'il y avait eu à Rennes de vives discussions entre nous. Depuis qu'il existe, le mouvement Socialiste a connu en son sein de sérieux affrontements, adhésion ou non à la troisième Internationale, participation ou non au gouvernement, priorité au pacifisme ou lutte antifasciste, approbation ou rejet de la CED, notre histoire a été traversée par des débats souvent dramatiques, suivis parfois de scissions entraînant pour un temps un affaiblissement certain.
Du moins s'opposait-on alors sur des problèmes de fond. Le plus grave serait aujourd'hui pour nous de donner à l'extérieur le sentiment que nos divisions sont artificielles, qu'elles portent moins sur des divergences d'idées que sur des rivalités de courants, et nous n'effacerons cette impression dans l'opinion publique que lorsque nous nous retrouverons unis autour d'un grand projet qui vaille pour les prochaines décennies, qui prenne en compte les aspirations parfois confuses mais intenses de tous ceux qui souffrent profondément, parfois jusqu'à la révolte, des inégalités, des exclusions dont ils sont l'objet, ce qui devrait nous amener à remettre en cause certains des fondements apparemment les plus solides de notre société actuelle, à aller en tout cas bien au-delà du programme d'action qui nous a conduits à la victoire, à la victoire de François Mitterrand il y aura bientôt 10 ans ; un projet qui propose aussi sur le plan international des règles non seulement pour garantir la paix, l'indépendance des nations et le respect des minorités, mais pour assurer une solidarité effective entre les pays nantis et les pays déshérités car les inégalités entre les peuples ne sont pas moins insupportables pour l'esprit que les inégalités entre les individus.
Ce projet, capable de rendre au Parti le rayonnement qui doit être le sien, qui a été le sien, nous ne l'élaborerons que si chacun y participe avec toute son intelligence et la force de sa conviction, et que si lors de sa discussion en Congrès ou en Convention chacun se décide, en fonction de l'intérêt de la proposition présentée, sans se soucier du courant auquel appartient celui qui la défend, sans chercher à tout prix à se compter pour établir dans nos rangs des rapports de force.
Je souhaite que nos travaux de ces deux jours contribuent à créer le climat propice à cet aboutissement.
L'air de Cachan est particulièrement salubre puisque dans notre ville tout le monde devient centenaire. Puisse-t-il renforcer entre nous l'amitié et stimuler nos imaginations.
Mes vœux les plus fraternels pour le succès de notre Convention nationale.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jacques Carat qui vient de nous souhaiter longue vie à tous et je donne la parole à Patrick Sève, Premier fédéral.

Patrick Sève

Mes chers camarades, je souhaite la bienvenue aux délégués Socialistes réunis aujourd'hui à Cachan à l'occasion de cette Convention.

Fondation Jean Jaurès

Au cours de ces deux journées, je souhaite pour nos militants et pour les hommes et les femmes de gauche qui nous regardent que nous fassions la démonstration de notre capacité à réfléchir ensemble politiquement.
Je souhaite que nos propositions répondent aux questions concrètes que beaucoup se posent après cette période d'extraordinaire et d'intense activité ou mutation sur le plan international.
Dans cette perspective, qu'il me soit permis d'exprimer quelques envies.
Reparlons politique, ayons un message clair et original. Alors, nous serons écoutés avec intérêt.
Faisons vivre le débat idéologique aussi au sein du Parti entre nous dans les instances prévues pour cela, avec la convivialité qu'il faut et le respect mutuel. Alors le Parti Socialiste sera digne de l'intérêt qu'il suscite et qu'il mérite.
Vous êtes ici dans le Val de Marne où nous parvenons à faire vivre la synthèse plutôt bien. C'est la preuve que les passions et les rivalités peuvent s'atténuer quand l'intérêt général l'impose et quand on se souvient que nos adversaires n'ont que faire de nos diversités.
Ici, nous sommes face à un parti Communiste encore puissant et nous ne sommes pas de trop, avec Laurent Cathala, René Rouquet, Roger-Gérard Schwartzenberg ou Jacques Carat, pour faire claquer le drapeau de l'espérance et du Parti Socialiste.
C'est dans cet esprit d'ailleurs que nous entendons préparer les prochaines échéances en regrettant que le maintien du mode de scrutin cantonal nous interdise d'espérer conquérir rapidement ce département. Avec un projet politique et avec une stratégie ici, ce ne peut être que rassemblement à gauche malgré les difficultés avec le Parti Communiste, malgré Georges Marchais et Gaston Viens.
Le Premier secrétaire fédéral que je suis n'a pas trouvé d'autre solution pour conserver nos sièges ou en conquérir de nouveaux, sauf à trahir et rompre avec notre stratégie.
Pour ces batailles électorales, d'abord un projet et d'abord une stratégie. Puis, nous verrons pour le choix des hommes qui animeront ces batailles. Et, de ce point de vue, croyez bien que je préfère préparer ces échéances dans le Val de Marne entre nous, avec les Socialistes, que chez nos amis des Bouches du Rhône. Car, s'il y a l'efficacité, il y a aussi les valeurs.
Dans ce Parti qui n'est ni à jeter ni à prendre, reste-t-il place pour l'action et pour l'espérance afin de combattre le pessimisme ambiant, les désillusions du peuple de gauche, la politique décriée et l'excès de nombrilisme ?
Je suis d'une génération venue au Parti Socialiste en 1971 pour François Mitterrand. J'ai aimé passionnément cette aventure et la reconstruction du Parti Socialiste, puis la conquête du pouvoir. Mais j'ai envie aussi de voir la Gauche longtemps au pouvoir, avec les hommes quels qu'ils soient, qui sauront nous faire gagner.
Comme moi, des milliers de militants sont restés consternés par le gâchis de Rennes. Eh bien, je voudrais que chacune des interventions de chacun de nos dirigeants de notre Parti aujourd'hui n'ait pour objectif et ambition que de nous

Fondation Jean Jaurès

rendre l'espoir et l'envie de continuer ensemble.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Françoise Seligmann vous propose une composition du bureau de la Convention et de la Commission vie interne.

Françoise Seligmann - En ce qui concerne le bureau de la Convention, nous proposons Daniel Vaillant, Françoise Seligmann, Yves Durand, Gérard Lindeperg, Jean-Luc Laurent.

Un intervenant de l'Allier

Chers camarades, je vous rappelle que le règlement du Parti prévoit que la Convention nationale est convoquée par le Comité directeur et qu'à partir de ce moment-là, ce sont les délégués qui sont souverains. Dans ce sens, je me demande s'il est anachronique, inacceptable, complètement inconcevable et impraticable que dans l'ensemble des organismes qui vont être désignés maintenant, plus tard la Commission des résolutions, et aussi les prises de parole, les délégués aient au moins une part congrue.
Je vous demande d'adopter la proposition suivante qui consiste à dire que les délégués devront être représentés dans tous les organismes qui vont être désignés par la Convention en nombre respectable et je demande que ce souhait soit accepté.

Le président - Merci, chers camarades, la proposition que Françoise Seligmann vient de faire pour la composition du bureau de la convention m'a semblé aller dans le sens du souhait exprimé.
(Rires)
Il n'y a pas d'objections à la proposition qui vous a été faite ? Françoise, tu nous proposes maintenant la Commission vie interne.

Françoise Seligmann - En ce qui concerne la Commission vie interne, chargée notamment d'examiner les statuts fédéraux, les réintégrations, nous vous proposons - ce n'est dans un aucun ordre, cela a été fait un peu vite - les noms suivants : Jean-Marcel Bichat, François Rebsamen, Jean-Pierre Bonin-Moulin, Yannick Bodin, Jérôme Lambert, Claude Fleutiaux, Jean-Luc Laurent, Marie-Arlette Carlotti, Henri Viols, Philippe Guérin, Maurice Janetti, Marie-Thérèse Mutin, Daniel Frachon, Alain Richard, Jean-Michel Rollot.

Le président - Merci, pas d'objections ?
Cette Commission se réunit tout de suite dans une salle qui est à ma droite.
La parole est à Marcel Debarge pour vous présenter le rapport d'activité de la Direction nationale.

Contribution Jean Jaurès

Marcel Debarge

Chers camarades, d'abord remerciements à Jacques Carat qui est un de mes collègues dans une institution, maire de Cachan, si nous n'avions pas quelques centenaires au Pré Saint-Gervais, je lui aurais demandé un logement, mais comme nous avons quelques centenaires aussi, l'air est bon dans les deux villes, et certainement ailleurs.

Remerciements aussi à Patrick Sève pour leur accueil et l'organisation de cette Convention qui, je n'en doute pas, sera suivant la tradition du Val de Marne tout à fait en conformité avec nos vœux.

Les travaux de notre Convention nationale s'ouvrent toujours, comme le prévoient nos règles, par le rapport introductif du Secrétariat national à la coordination.

Nous sommes aujourd'hui réunis pour notre seconde Convention nationale depuis le Congrès de Rennes. C'est, pour respecter la tradition, et parce que c'est une réalité, un moment important de la vie de notre Parti.

Notre dernière Convention, nous la tenions, il y a à peine plus de quatre mois, sur le thème "A la rencontre des Français". Lancement de notre projet et mobilisation des militants de notre Parti étaient alors à l'ordre du jour.

Depuis lors, bien des événements se sont déroulés : la guerre du Golfe n'était alors qu'une éventualité dont tous souhaitaient qu'elle ne devienne pas réalité. Elle a eu, hélas, lieu, malgré les initiatives prises par le Président de la République, François Mitterrand, pour tenter de l'éviter.

A cet égard, je voudrais, sur la politique du Président de la République, rappeler l'essentiel : dans cette crise, la politique menée par François Mitterrand était une politique juste.

- Juste sur le plan de la défense du droit.
- Juste sur la constitution d'un nouvel ordre mondial.
- Juste sur le plan de la très haute conception que nous avons de la place et du rôle de notre pays dans le monde et dans les nouveaux rapports de force.
- Juste enfin pour parvenir à un règlement des problèmes du Proche-Orient.

(Applaudissements)

Mais qui, parmi nous, pourrait se déclarer surpris par la primauté du rôle du Président de la République dans cette affaire et n'est-il pas dans la logique des institutions de la 5ème République que le Parti majoritaire soutienne le chef de l'Etat ?

C'est, je le pense, le sentiment de l'immense majorité de notre Parti et, cela, nous pouvons l'apprécier au sortir de la guerre du Golfe et nous féliciter tant de notre attitude en cette période que de la politique du Président et de l'action menée par le gouvernement.

(Applaudissements)

D'autant plus que les décisions prises par le Parti ont été, en ce qui le concerne, largement approuvées par l'opinion publique, les conséquences de cette guerre dans la société française, notamment dans les rapports entre communautés, n'ayant en rien correspondu à ce que d'aucuns envisageaient, prévoyaient

fortement, ou craignaient.
Chers camarades, je voudrais vous réaffirmer une nouvelle fois, sans tricher avec notre diversité, ma profonde conviction que notre force en tant que Socialistes est d'être rassemblés.
Le débat chez nous est légitime, il l'a toujours été. Mais une fois le choix pris démocratiquement par le Parti, il doit devenir le choix de tout le Parti et, donc, de tous les Socialistes.
(Applaudissements)
Et il nous faut respecter cette conception, sinon il n'y a plus de Parti.
Des sanctions, comportant notamment des suspensions de délégation pour manquement à cette conception ont été prises par le Comité directeur. La suite à donner, sur proposition du Bureau exécutif, sera transmise à la Commission des résolutions. La question sera ensuite posée devant la Convention.
Je souhaite fortement, nous souhaitons à la direction du Parti, que, certes, cette question soit normalement évoquée, mais qu'elle ne soit pas le point central de notre Convention, qui est constituée sur le thème "Un nouvel ordre mondial".
(Applaudissements)
Mais, si certains parmi nous, peu nombreux, il est vrai, estiment que la position de François Mitterrand durant la guerre du Golfe, a constitué un virage idéologique au niveau international, je pense qu'ils se trompent. La France a joué son rôle et continue à le faire sur la scène internationale et à l'ONU, dans le cadre d'une solidarité internationale active. S'il est clair que toute la situation géopolitique du Proche et du Moyen-Orient doit être repensée, notre Convention nationale saura, j'en suis certain, définir de façon plus fine (voire dans certains domaine redéfinir) notre analyse et, a fortiori, notre position dans nos rapports avec les peuples et les pays arabes (je préfère peuples et pays arabes à l'appellation monde arabe, par exemple, qui me paraît aujourd'hui discutable), comme nous devrons expliciter ce que nous entendons par pays du tiers-monde. En effet, il me semble que là aussi, sur ce sujet, nos analyses et nos schémas doivent être profondément actualisés.
Mes chers camarades, cela fait dix ans que le Parti Socialiste cogère, co-gouverne. C'est en tout cas ainsi que les Français le perçoivent dans notre pays.
Mais le monde a changé, la France a beaucoup changé depuis 1981 et, puisque l'heure est, non pas au bilan, mais à un état des lieux, n'ayons pas peur de ce que nous avons fait mais n'omettons pas de dire tout ce que nous n'avons, soit pas pu, soit pas su faire.
Notre Parti s'active dans ses différents secteurs, comme vous pourrez le constater à la lecture du rapport d'activité. Ainsi ai-je pris quelques exemples que je juge significatifs et que les Secrétaires nationaux pourront développer au cours de ces travaux.

- Des nouveaux critères de péréquation pour les fédérations ont été élaborés sous la responsabilité du secrétariat aux fédérations et adoptés à l'unanimité du Bureau exécutif.
- La fondation Jean Jaurès est désormais en état de marche sous la responsabilité du secrétariat chargé des organismes associés.

Collection Jean Jaurès

- Le secrétariat à la formation a ouvert le centre Condorcet, outil pour la formation de nos militants et de nos cadres.
- Le secrétariat international et le secrétariat aux questions européennes ont multiplié leurs initiatives au cours de cette dernière période.
- Une conférence nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste s'est tenue, une autre est en préparation et un travail s'organise sur le service national, problème qui touche les jeunes.
- Le Secrétariat national au projet poursuit activement ses travaux.
- Le Secrétariat national aux droits de la femme a organisé, à l'occasion du 8 mars, une table ronde de qualité.

Ceci constitue, bien entendu, une liste non exhaustive. Vous m'en excuserez, je tenais simplement à affirmer que tous les Secrétaires nationaux ont rempli pleinement leur office et contribuent activement à la vie de notre Parti.
Mes chers camarades, vous aurez tout à l'heure à donner quitus à la Direction nationale de votre Parti du travail accompli. Je ne doute pas que vous le ferez. Mais pourtant, ne nous voilons pas la face : notre capacité militante s'estompe, tous les dirigeants et tous les cadres le savent. Il faut être lucide, nous ne sommes pas dans une grande période.
Est-ce dû à un manque de formation ou d'information de nos militants ? Ou bien n'est-ce pas plutôt une difficulté à se rénover, à se moderniser, à adapter nos structures militantes à une société en mutation permanente, à constater une sorte de handicap à transmettre sur le réel, sur le quotidien, nos idées ?
Ces questions doivent être posées, des réponses doivent être apportées. Notre réflexion, mais aussi notre action, doivent se développer car sinon, non seulement nous ne serons pas un parti de masse, mais nous ne serons plus assez pour peser et agir, bref pour être concrètement le Parti de la transformation sociale.
Mais pour autant, les choses ne sont pas figées et je pense que le balancier peut repartir dans le bon sens si nous savons assumer nos tâches prioritaires.

- Soutenir le Président et le gouvernement.
- Elaborer un projet.
- Expliquer sur le terrain.
- Préparer les prochaines élections régionales et cantonales.
- Nous tourner de plus en plus vers le pays et pas seulement vers nous-mêmes, vers le pays et ses problèmes de vie quotidienne et ses problèmes sociaux.

Pour cela, il nous faut conforter les positions de notre Parti et veiller au rassemblement de la Gauche, étape indispensable et qui continue à être indispensable à un regroupement plus large et facteur essentiel de re-mobilisation de notre électorat.
(Applaudissements)
La France, au sortir de ce conflit, est au niveau social, à peu de choses près, dans le même état qu'il y a trois mois. Pourtant, les choses ont changé car les affaires internationales ont fait irruption de manière durable dans nos foyers et cette perception mondiale des événements, peut-être nouvelle chez nos concitoyens, a

Fondation Jean Jaurès

sûrement contribué à renforcer notre cohésion nationale. Elle peut éclairer nos choix, car il est possible, l'histoire l'a prouvé, de demander des efforts aux Français. Encore faut-il les persuader que ce qui nous guide, c'est la lutte contre les inégalités et le progrès social !
La cohésion de la société française est un bien précieux, sachons la préserver dans la défense de l'intérêt général.
Si cette crise a eu, à mes yeux, une conséquence directe, la disparition de ce qui n'était qu'accessoire dans la demande sociale, la vraisemblable diminution, du moins pour un temps, des corporatismes de toutes sortes, elle a, a contrario, mis encore plus en lumière la réelle attente de notre pays : une lutte renforcée contre les inégalités.
Sachons l'analyser et le comprendre pour, avec le gouvernement, faire progresser non seulement nos idées mais prendre des mesures concrètes permettant d'améliorer et de garantir les droits de nos concitoyens dans des domaines essentiels : l'emploi, l'insertion professionnelle, l'éducation et la formation, l'intégration, la santé, le logement social, la vie dans nos banlieues. C'est sur ces terrains-là que nous serons jugés. Je pense, par exemple, en ce qui concerne un sujet auquel je suis très attaché, la vie dans nos banlieues, que le gouvernement vient de proposer au Parlement une mesure concrète et symbolique de ce qu'il convient de faire en matière de lutte contre les inégalités, parfaitement illustrée par le texte du gouvernement sur la solidarité financière entre les communes.
(Applaudissements)
Toutes ces actions à mener ne signifient pas forcément de nouveaux crédits, car nous le savons, la situation économique est aujourd'hui difficile, mais nécessitent de définir clairement et collectivement nos priorités (n'oublions pas notre électorat) car de ces priorités affichées doit découler une action gouvernementale de plus en plus cohérente où le but n'est pas de préserver les crédits des uns ou des autres mais d'agir ensemble vers un but commun.
Si au plan social il y a eu du déficit, il faut dès à présent amplifier notre action et donner la priorité à des actions importantes dans ce domaine.
De notre capacité à innover, à imaginer, à nous renouveler et à agir dépend notre avenir car, chers camarades, ne nous trompons pas, nous sommes à un an des élections régionales et cantonales et à deux ans des législatives. C'est à la fois peut-être relativement éloigné et très proche et, surtout exige que nous y consacrions beaucoup de notre activité militante. Veillons à ne pas nous diviser car la tâche est difficile.
Nous devons simultanément plus que jamais travailler sur notre projet à moyen terme, devenir de plus en plus un parti de proposition et d'action et enfin préciser, même si je reviens encore une fois sur ce sujet, notre stratégie du rassemblement à gauche et de ce qui peut être consacré à l'ouverture.
Enfin, je pense que si nous savons proposer aux Français ce nouvel élan, cette espérance assortie de mesures concrètes pour améliorer le quotidien de nos concitoyens, nous pourrons nous présenter devant les Françaises et les Français.
Il est temps, partant de notre diversité mais résolument attachés à notre unité, de

Fondation Jean Jaurès

développer notre travail dans ce sens.
(Applaudissements)

Le président - Nous allons maintenant ouvrir le débat sur le rapport d'activité. Je pense que les inscriptions nous parviennent dès maintenant...
La parole est à Gérard Lindeperg, puis ce sera le tour de Michel Charzat.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, avant que nous ne procédions au vote sur le quitus, je crois qu'il était utile d'apporter quelques éclairages sur certains points de notre activité et je voudrais remercier Marcel Debarge d'avoir écourté son rapport d'activité pour permettre à quelques Secrétaires nationaux d'apporter quelques informations sur le secteur dont ils ont la charge.
Chers camarades, vous vous en souvenez comme moi, les 7 motions présentées au Congrès de Rennes avaient au moins un point commun : toues voulaient faire de la formation des militants une priorité. En apparence, il suffisait de reprendre la balle au bond en inscrivant dans la réalité le fruit d'une si belle unanimité.
Mais, vous le savez aussi bien que moi, dans notre Parti le plus dur ne réside pas dans la réalisation d'une unanimité sur des orientations générales, mais dans leur concrétisation. Nous sommes généralement assez doués pour le maniement des concepts et les grands échafaudages théoriques, mais nous avons plus de difficulté dans les réalisations concrètes et il faut bien le dire, nous excellons moins dans la modestie du travail quotidien sans lequel les meilleures idées demeurent sans effet, faute de pouvoir trouver leur point d'application.
C'est pourquoi je voudrais remercier ici tous ceux qui m'ont aidé à vaincre les difficultés que rencontre tout projet, difficultés minimes prises isolément, mais dont l'addition finit parfois par décourager les meilleures bonnes volontés.
Je voudrais particulièrement remercier notre trésorier, Henri Emmanuelli, qui tout en veillant à l'équilibre budgétaire de notre Parti, n'a pas hésité à accorder nos moyens à nos priorités politiques.
Ainsi, après un temps de travail, le centre de formation Condorcet est né. Il vient de s'installer dans ses bureaux rue du Louvre. Il s'est entouré de nombreux bénévoles et a déjà organisé plusieurs stages nationaux.
Cet après-midi encore, j'aurai l'occasion d'ouvrir près d'ici, à Dourdan, un stage destiné à ceux qui se consacrent à la formation politique dans les fédérations.
Le conseil d'administration de ce centre, bien entendu à la proportionnelle des courants, a été installé. Il comporte un collège Parti Socialiste et un collège FNESER, puisque le centre Condorcet est un centre commun à la FNESER et au Parti.
Dans un premier temps, ce centre souhaite former des formateurs qui seront au service des fédérations qui en feront la demande, et bien entendu les fédérations garderont la maîtrise de leur plan de formation, le centre Condorcet étant là pour fournir ingénierie, conseil, formateurs et outils pédagogiques.
A cette fin, nous avons déjà réalisé des livrets de formateurs, et nous avons arrêté notre programme de fabrication de moyens audiovisuels.

Le centre doit fonctionner de manière très ouverte, car la formation est l'espace où la richesse de nos différences doit pouvoir pleinement s'exprimer. Nous souhaitons également professionnaliser notre démarche et sortir d'un certain bricolage, et exploiter l'expérience acquise dans la pédagogie des adultes.
Un conseil scientifique regroupant des techniciens de la formation se met en place, et je voulais profiter de cette tribune pour lancer un appel à tous ceux qui sont motivés par la formation et qui ont un peu de temps disponible, pour les inviter à nous contacter.
La formation du Parti doit également intégrer la dimension internationale, et pour la première fois l'année dernière, à La Garde Freinet, nous avions des invités étrangers qui ont participé à notre université d'été.
Dans le même esprit, nous avons mis en place un cycle de formation intitulé "Connaissance du Socialisme européen", et les premiers stagiaires partiront dans quelques jours en Suède pour une semaine.
Nous serons également accueillis prochainement par nos camarades du PSOE, et en septembre nous irons également faire un voyage d'étude au Québec, où nous serons reçus par nos amis du Parti québécois.
Bien entendu la formation des militants et élus ne doit pas vivre sur elle-même, elle doit être en prise directe avec les objectifs et les campagnes du Parti, et le secrétariat formation est appelé à collaborer avec l'ensemble des secrétariats.
Notre principale richesse, mes camarades, est constituée par nos adhérents, et la formation est le meilleur moyen de valoriser ce potentiel.
A cet égard, nous avons encore un grand retard à rattraper par rapport aux autres Partis Socialistes européens et par rapport aux syndicats. Je suis convaincu que la formation bien organisée est un moyen de rayonner et un moyen de nous développer, de fidéliser les nouveaux adhérents. Combien de jeunes sont repartis déçus après un accueil trop sommaire de notre part ?
La formation est le moyen d'apporter les racines et la mémoire qui fondent notre engagement collectif, à un moment où beaucoup de nos adhérents n'ont connu que les Socialistes au pouvoir, re-politiser le Parti, l'enraciner dans une longue histoire faite plus de défaites que de victoires, et qui marque aujourd'hui encore notre paysage politique et nos structures mentales.
Si nous voulons éviter de devenir un parti de supporters qu'il suffirait de mobiliser dans les périodes qui précèdent les élections, si nous voulons un parti de militants, il faut développer la formation. Si nous voulons faire vivre la démocratie interne, cela suppose des militants bien informés et bien formés.
Enfin, si nous voulons relever les grands défis de cette fin de siècle, si nous voulons tout à la fois rester fidèles à nos valeurs forgées par des décennies de luttes, et nous adapter à un monde qui bouge, il faut nous donner les moyens de prendre de la distance, de prendre du recul, et à ce titre, la formation est un moyen pour moderniser notre Parti et redonner un sens à notre engagement.
J'ajoute pour conclure que ce qui nous manque le plus, c'est la convivialité, car il n'est pas possible de réfléchir et de travailler sérieusement dans la tension. Parce que la formation est un lieu de rassemblement, sans enjeu de pouvoir, elle contribue à mieux nous faire vivre ensemble, et tous ceux qui quelques mois

Fondation Jean Jaurès

après Rennes étaient présents à l'université d'été de La Garde Freinet ont apprécié ce nouveau climat.
Notre prochaine université d'été se tiendra à Ramatuelle, la première semaine de septembre, en présence de tous les dirigeants du Parti. Je vous invite à retenir cette date et j'espère que nous serons très nombreux à ce rendez-vous que je souhaite être une occasion d'un large rassemblement des Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Charzat, ensuite à Gérard Collomb.

Michel Charzat

Chers camarades, je voudrais à mon tour faire le point sur la préparation d'un secteur d'activité de notre Parti. Vous avez pensé, bien sûr, que j'allais vous parler de l'avancement de la préparation de notre projet qui entre dans sa phase cruciale.
Vous savez que depuis plusieurs mois nous avons conduit une grande consultation dont les résultats vont être mis à la disposition des militants, et également de l'opinion, et cela dans les tout prochains jours.
Vous savez également que depuis plusieurs semaines la seconde phase, intitulée "A la rencontre des Français", s'est ouverte.
Je dois vous dire que le débat est lancé activement dans beaucoup de fédérations, mais avec la crise du Golfe qui a entraîné une période d'attente, ces rencontres doivent prendre toute leur ampleur et se prolonger jusqu'au début de l'été, pour impliquer tout le Parti et notamment les fédérations qui n'avaient pas dès le mois de janvier décidé de s'impliquer pleinement dans ces rencontres avec leurs concitoyens.
Chers camarades, il dépend de vous que nos sections, que nos fédérations animent cette préparation décentralisée et active du projet. Vous savez en effet que chaque idée, chaque proposition sera prise en compte. Nous avons organisé la remontée des informations afin que nous puissions régulièrement faire la synthèse des propositions dont les sections et les fédérations seront les vecteurs, faisant du projet un instrument de re-politisation, un lieu d'élaboration et de délibération ouvert à toutes et à tous, afin d'associer les forces vives de notre pays à notre réflexion.
Mais ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que le moment est venu d'accélérer le rythme. Dès les semaines prochaines vont se mettre en place plusieurs groupes de travail correspondant aux grands défis que nous voulons relever à l'horizon 2000 ou 2005. Quels systèmes de relations sociales ? Quelles relations du travail ? Quelle définition donner à l'économie mixte ? Quel rôle à l'Etat ? Quelles réformes institutionnelles ? Quelle politique pour l'environnement ? Quelle intégration pour les exclus ? Quel avenir pour le service public de l'audiovisuel ? Quelle école pour demain ? Je pourrais bien sûr allonger la liste.
Il s'agira sur tous ces points de tracer des lignes d'horizon, de déterminer des priorités mobilisatrices et enfin d'énoncer les réformes pratiques qui nous permettront d'indiquer notre volonté de changer au quotidien la vie des Français.

Fondation Jean-Jaurès

Pour gagner en 1993, la Gauche a en effet besoin de déterminer quelques grandes orientations capables de mobiliser au-delà même de la Gauche, mais aussi, je le répète, de proposer des solutions efficaces pour mieux répondre aux problèmes de la vie quotidienne.
Ce travail d'élaboration politique qui prendra en compte, je le répète, tous les matériaux qui ont été rassemblés depuis maintenant un an, se poursuivra jusqu'à la fin du mois de juin prochain, sous l'impulsion du Bureau exécutif et de la Commission centrale du projet.
J'ajoute que plusieurs réunions décentralisées se tiendront en province, notamment au mois de juin à Blois, au Mans, à Bron, pour tester certaines idées, pour faire progresser le débat par la délibération politique, par l'association de l'opinion à nos réflexions.
Au début de l'été, nous disposerons d'un plan détaillé du projet. Puis nous aurons tout l'été pour rédiger le texte qui sera présenté au Comité directeur de décembre pour être transmis aux adhérents.
Il s'agira d'un document stratégique d'une centaine de feuillets, peut-être davantage, qui comportera à l'évidence un certain nombre d'options. Nous aurons ainsi la capacité d'animer un grand débat d'idées dans le Parti, peut-être, et même sans doute, de faire apparaître des majorités d'idées à l'occasion de ce débat.
Je crois que cela était nécessaire, chers camarades, car où en sommes-nous vingt ans après Epinay ? Dix ans après avoir conquis le pouvoir présidentiel ? 8 ans après avoir exercé les responsabilités du gouvernement ? Que signifie le Socialisme au sein du monde industrialisé dans lequel nous vivons ? Quelle est la marge de manœuvre du Socialisme ? Dès lors que l'on récuse le concept de rupture avec le système, devrons-nous limiter notre mission au marché et aux Droits de l'homme ?
De telles interrogations supposent à l'évidence une actualisation de notre doctrine, un "aggiornamento" pour tracer un nouvel horizon à la France et au Socialisme.
Ni manifeste prophétique, ni programme électoral, le projet doit être le moment d'une refondation politique du Socialisme, au moment où l'effondrement du Communisme ouvre le champ des possibles à un réformisme conséquent, audacieux et réaliste.
En un mot, c'est un immense champ de réflexion qui s'offre à nous, et nous n'aurons pas trop des prochains mois pour réussir cette refondation.
Alors, oui, je crois qu'il faut maintenant accélérer le mouvement. Il faut impliquer tous les Socialistes dans les sections, dans les fédérations, mais également aussi au sein de la direction.
Il ne faut sans doute pas confondre vitesse et précipitation, le débat sur les idées et le débat qui suivra sur la restructuration de la direction du Parti Socialiste. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faudra, et nous aurons jusqu'au moins de juin pour le décider, trouver la meilleure formule qui nous permettra de donner toute son ampleur à notre réflexion sur le projet.
On a parlé d'un Congrès extraordinaire, d'une Convention extraordinaire... peu

Fondation Jean-Jaurès

importe le terme. En toute hypothèse, il me paraît nécessaire que la refondation politique du projet Socialiste soit la première étape, le premier moment de la relance du Parti Socialiste.
Il faut donc qu'un grand rendez-vous démocratique se tienne à la fin de l'année, en décembre, afin qu'un autre grand rendez-vous permette de rassembler les Socialistes.
Chers amis, le projet maintenant est, je crois, en marche. L'"Aggiornamento" est irréversible. Soyons à la hauteur de nos responsabilités et préparons le rassemblement des Socialistes par le débat et dans la clarté.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Collomb.

Gérard Collomb

Mes chers camarades, dans un article du Monde, Gérard Lindeperg soulignait assez justement, je crois, le décalage qu'il y a entre l'image de notre Parti dont les politologues ne cessent de décrire le profond malaise, et les réalisations concrètes intervenues depuis deux ou trois ans.
Quel parti en effet, en France, peut se targuer d'avoir mis au point un hebdomadaire comme "Vendredi" ?
Quel parti est en train de créer un centre de formation, comme la fondation Condorcet ?
Quel parti se donne comme but de redéfinir les enjeux pour la société française de cette fin de siècle, comme nous sommes en train de le réaliser avec le projet ?
Quel parti enfin se donne les moyens de créer une grande fondation, comme la fondation Jean Jaurès, à l'instar de ce qui se passe dans l'ensemble des grands partis socio-démocrates ?
C'est de cette fondation que je voudrais vous entretenir brièvement.
L'idée en a été lancée avant même le Congrès de Rennes par Pierre Mauroy, qui souhaitait qu'à la fois sur le plan du renouvellement des idées et en même temps sur celui de la coopération internationale, puisse se créer, aux côtés du Parti, une grande fondation, qui pourrait nous permettre de démultiplier notre action et qui pourrait permettre d'accroître notre rayonnement.
En tant que Secrétaire national adjoint aux organismes associés, j'ai eu la responsabilité à partir du Congrès de Rennes de mettre sur pied cette fondation, en prenant appui sur les structures qui existaient déjà, l'ISER, solidarités Internationales, en essayant de les intégrer dans cet ensemble plus vaste.
Aujourd'hui, mes chers camarades, je crois que nous sommes en passe de réussir notre pari, d'abord parce que la fondation Jean Jaurès existera dans quelques jours lorsque le Conseil d'Etat aura reconnu son utilité publique. Pour cela, nous avions à franchir plusieurs obstacles, le premier était d'ordre juridique, il nous fallait passer l'obstacle de la constitution auprès d'un certain nombre de grands ministères d'un dossier qui aurait l'agrément des pouvoirs publics. C'est fait.
Il nous fallait réunir un capital, qui serait la dotation de la fondation Jean Jaurès, grâce, je dois le dire, à Léon Fatous, à qui je rends hommage, la fondation Jean

Fondation Jean-Jaurès

Jaurès a aujourd'hui ce capital. C'est la cité Malesherbes qui revient enfin dans le patrimoine de notre Parti, et qui est aujourd'hui propriété de la fondation Jean Jaurès.
Il fallait enfin commencer déjà à mettre sur pied un certain nombre d'actions concrètes, nous sommes en passe de le faire.
Nous avons, en effet, depuis six mois, travaillé pour structurer cette fondation autour de 4 grands pôles. D'abord un secteur études et recherches qui devait nous permettre de favoriser le renouvellement de la pensée Socialiste, par l'organisation de séminaires, par l'organisation de colloques, par des relations nouvelles tissées avec les chercheurs, avec les universitaires, avec le monde enseignant, avec aussi les grandes fondations étrangères.
Nous avons progressé largement dans cette voie. C'est ainsi que nous avons déjà organisé un colloque sur l'avenir de la démocratie dans le Maghreb, avec les représentants du FFS, avec Aït Ahmed, avec l'USFP marocaine, avec la Ligue des Droits de l'homme tunisiens, que nous avons organisé un colloque sur l'environnement avec les responsables écologiques de tous les grands partis européens, le PCI, le PSI, le PSOE, le DGB allemand que nous avions invité, bref nous avons essayé de définir ce que pourrait être au niveau européen une politique de l'écologie.
Nous avons organisé récemment un colloque sur la politique industrielle de la France, qui a réuni à la fois des responsables de grandes entreprises, des responsables des grandes organisations syndicales, un certain nombre d'intellectuels et des chercheurs, des gens en charge du dossier au niveau des ministères.
Samedi prochain, nous organiserons un colloque sur la justice et l'Etat, où nous compterons à la fois les grands noms des problèmes judiciaires en France mais aussi en Europe, puisque participeront des juristes anglais, des juristes allemands, des juristes portugais, et des juristes espagnols.
Deux séminaires sont actuellement en préparation avec les instituts et fondations d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, d'Italie sur les problèmes de défense en Europe, sur les mouvements migratoires et les politiques d'intégration que nous aurons à mener.

Le président - Je vais t'interrompre un instant.
J'accueille en votre nom Michel Rocard, je lui dis le plaisir que nous avons de le voir parmi nous participer à nos travaux.
Michel, sois le bienvenu !
(Applaudissements)

Gérard Collomb - Le deuxième axe complémentaire, essayant de participer à ce renouvellement de la pensée Socialiste, a été la relance de la nouvelle revue Socialiste. Un certain nombre d'entre vous reçoivent ces numéros, je crois qu'au fil des parutions, ils se sont améliorés et particulièrement le dernier numéro, que nous avons sorti, sur le nouvel ordre mondial, avec la collaboration de gens de qualité, comme Sami Naïr, Maxime Robinson, François Godement, Jean-Luc

Domenach.
L'organisation de débats sur les problèmes israélo-palestiniens entre quelqu'un de la Gauche israélienne, comme Eli Barnavi et le directeur des études palestiniennes, Elias Sembar, montre effectivement que nous sommes en train de réunir autour du Parti Socialiste un certain nombre d'intellectuels qui sont prêts à venir débattre avec nous.
Troisième axe de cette fondation Jean Jaurès, la coopération internationale, et l'aide aux Partis démocratiques à travers le monde.
Mes chers camarades, nous nous sommes donnés 4 secteurs géographiques d'intervention prioritaires, d'abord les pays de l'est, ensuite l'Amérique latine, le Maghreb, et l'Afrique noire.
Dans tous ces pays la fondation Jean Jaurès est en train de contribuer à la formation de partis démocratiques en envoyant des formateurs dans ces pays, en recevant un certain nombre de leurs cadres en France, c'est ainsi par exemple qu'en ce moment un certain nombre de cadres hongrois, de cadres bulgares, de cadres roumains, de cadres, des militants d'Amérique latine sont en train en France, au Parti Socialiste, dans les instituts annexes et surtout dans les municipalités, de discuter, de se former, de regarder effectivement comme nous gérons.
Mes chers camarades, je crois qu'au travers de cet aspect, nous sommes en train de donner à notre Parti les moyens d'avoir un rayonnement partout, à travers le monde, et à travers ces actions nous passons d'une démarche intellectuelle à une véritable démarche pratique.
Dire que nous voulons un nouvel ordre mondial, c'est aussi, mes chers camarades, s'en donner les moyens. Les Allemands à travers par exemple la fondation Friedrich Ebert avait ces moyens, nous ne les avions pas jusqu'à aujourd'hui et nous sommes en train de nous en doter. Je crois que c'est un pas tout à fait considérable.
Je dois dire que je me félicite de ce point de vue de la collaboration que nous pouvons avoir avec le secteur international qu'anime Pierre Guidoni, qui comprend en ses rangs des gens d'excellente qualité qui effectivement a des analyses, des capacités de réflexion qui sont extrêmement intéressantes.
Je vois que Jean Poperen en connaisseur des problèmes internationaux approuve mes réflexions.
Enfin, quatrième axe, avec Louis Mexandeau, et la Commission histoire, nous pensons qu'il faut restructurer un secteur mémoire du Parti, afin que notre Parti sache aussi garder le souvenir de ce qu'il a fait, de l'action que nous avons pu mener au cours des dernières années.
Nous devons de ce point de vue là essayer d'avoir des coopérations avec ce qui peut exister autour du Parti Socialiste, et en particulier avec ce que peuvent faire des camarades proches de nous, les camarades de l'Ours par exemple.
Mes chers camarades, nous avons souvent évoqué avec nostalgie la capacité d'action des grands partis socio-démocrates. Je crois qu'avec la fondation Jean Jaurès, avec le centre de formation Condorcet, avec Vendredi, nous sommes en train de nous donner les moyens d'avoir un parti qui aura le rayonnement de ces

Fondation Jean Jaurès

grands partis socio-démocrates.
Reste, pour faire en sorte que ces actions concrètes puissent se traduire par un écho plus profond dans le pays, le problème de l'unité et de la solidarité entre nous. Je crois que ce sera là l'objet principal au-delà même des problèmes internationaux de ces deux journées de notre convention.
Merci.
(Applaudissements).

Le président - Un point d'organisation, chers camarades, les fédérations, qui sont concernées par les problèmes de contentieux et de réintégration, sont invitées dans une salle, qui est toujours à ma droite.
Il s'agit, pour les questions de contentieux, de la Dordogne, de la Meurthe et Moselle et de la Haute-Savoie.
Pour les problèmes de réintégration, il s'agit des Bouches du Rhône, la Côte d'Or, la Drôme, l'Eure et loire, la Gironde, l'Indre, le Pas-de-Calais, les Hautes Pyrénées.
La parole est à Bernard Roman.

Bernard Roman

Chers camarades, une intervention brève pour vous faire part d'une initiative décidée par la Direction nationale du Parti, et prise en charge, sous la responsabilité du secteur communication, et information.
Dans cinq semaines, très précisément, nous fêterons le 10 mai 1991 le dixième anniversaire de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.
Six semaines plus tard, les 11, 12 et 13 juin, nous fêterons le vingtième anniversaire du Parti d'Epinay.
Et pour fêter ces deux anniversaires, nous avons décidé d'essayer de relever le défi d'une grande campagne. Une campagne de six semaines, une campagne qui devrait mobiliser l'ensemble des fédérations et l'ensemble des sections.
Chers camarades, dans vos conventions fédérales, dans vos réunions, vous avez l'occasion de faire face quelque fois à un peu de morosité, à un peu d'impatience, mais lorsqu'à l'occasion de ces dix ans on se retourne, que l'on regarde le travail qui a été accompli, le bilan considérable qui a été réalisé par les gouvernements de Pierre Mauroy, de Laurent Fabius, de Michel Rocard sous la responsabilité de François Mitterrand, eh bien, il faut qu'aux yeux de l'opinion, aux yeux de l'opinion de gauche, dans notre pays, nous puissions nous réapproprier ce bilan.
Tant de choses sont devenues si naturelles aujourd'hui, qu'on oublie à qui on les doit. Françoise Seligmann évoquait dans une réunion de travail, il y a quelques jours, une idée qui me semble bonne, et qui pourrait être reprise dans nos fédérations.
Pourquoi ne pas faire un petit pamphlet, un petit compte sur la vie quotidienne avant 1991, on verrait que dans le domaine des avancées sociales, dans celui des libertés, de la culture, quelle était triste la France, sans la fête de la musique !

Fondation Jean Jaurès

Dans le domaine de la formation, de l'éducation, dans le domaine des droits des femmes, eh bien, chers camarades des avancées considérables ont été faites depuis dix ans.
Alors une grande campagne, six semaines de campagne lancée le 10 mai par une manifestation symbolique, qui se fera très certainement en présence du Président de la République, et qui se poursuivra jusqu'au 21 juin, date à la quelle nous demanderons à toutes les fédérations, toutes les sections d'organiser une journée "portes ouvertes".
Dès le 6 mai, une grande campagne à travers la France et quelques jours avant la fourniture à toutes nos fédérations d'un matériel, affiches, tracts, 4 pages qui reprendront ces éléments qui nous permettront d'atteindre notre but, nous réapproprier ce bilan fantastique de dix années de présidence de la République de François Mitterrand.
Chers camarades, toutes les fédérations sont présentes ici. Marcel Debarge disait tout à l'heure avec raison que le militantisme a subi une déprime, une certaine récession dans notre Parti, depuis quelque temps. Il est vrai qu'il y a deux ans que nous n'avons pas eu d'élections mais il est vrai aussi que celles qui s'annoncent à l'horizon sont particulièrement importantes pour le Parti.
Alors je voulais, en vous annonçant cette campagne au nom de la Direction nationale ici, lors de cette Convention, vous y sensibiliser, vous demander d'y préparer vos sections, vos militants et vous demander de faire en sorte que cette campagne soit l'occasion d'un grand départ pour les élections de 1992 et 1993. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, parmi les fédérations concernées par les questions de réintégration, il faut ajouter dans la liste la fédération de l'Isère.
Je donne maintenant la parole à Michel Rocard.
(Applaudissements)

Michel Rocard

Chers camarades, chers amis, bonjour. Comme je n'avais pas pu, pour des raisons de calendrier, m'exprimer devant le Parti, ni à l'occasion de la dernière Convention, ni à l'occasion du dernier Comité directeur, je me suis senti le devoir, en même temps que la joie de venir devant vous faire un peu le point, et notamment au sujet des problèmes qui font l'objet de votre ordre du jour aujourd'hui.
Cette Convention n'évoquera pas que des problèmes internationaux. Mais ce sont tout de même les problèmes internationaux qui sont le cœur de son ordre du jour. Et le dernier que nous avons connu était une guerre.
Parce qu'elles mettent en cause l'essentiel, la vie et la mort, la liberté et la servitude, les guerres sont toujours des moments de vérité.
Et les Socialistes le savent bien qui, à trois reprises au cours de ce siècle, ont vu ainsi leur parti déchiré. Vous vous en souvenez tous, c'est la première guerre mondiale qui créa la grande fracture d'où naîtra après le Congrès de Tours le

Fondation Jean Jaurès

Parti Communiste.
La seconde guerre mondiale vit notre ancêtre, la Section française de l'internationale ouvrière, la SFIO, s'évanouir dans la débâcle de la chambre du Front Populaire. Et seule l'action courageuse de quelques-uns derrière Léon Blum et Daniel Mayer permit d'entretenir la flamme qui permettra la renaissance.
La troisième guerre était coloniale. On sait le temps qu'il a fallu, après la guerre d'Algérie, et le retour du gaullisme triomphant qu'elle a produit, pour que François Mitterrand parvienne à rassembler les tribus dispersées de la Gauche Socialiste et à faire du PS le grand parti de gouvernement qu'il est aujourd'hui.
Tout cela, mes amis, c'est notre histoire commune.
La guerre du Golfe a provoqué des débats parmi nous. Je garde en mémoire, vous aussi sans doute, la densité d'émotion, la haute dignité des débats de vos parlementaires et du Comité directeur le 15 janvier dernier, comme si chacun, laissant de côté les polémiques artificielles si souvent mesquines, avait l'intime sentiment que la décision qu'il allait prendre le mettait seul à seul face à son engagement d'élu, de responsable, de militant.
Je connais beaucoup de nos députés et de nos sénateurs que les souvenir des grandes ruptures du mouvement Socialiste a hantés, et je sais qu'en face de la responsabilité personnelle que chacun prenait il a fallu au moins autant de conscience à ceux qui ont soutenu le Président et le gouvernement de leur vote qu'à ceux qui ne l'ont pas fait.
Mais la guerre du Golfe n'a pas provoqué - et qui ne s'en réjouira ? - d'aussi graves déchirures que par le passé. Nous le devons, je crois, au fait que nous avons pour la première fois vu s'ébaucher dans l'ordre international l'un des principes fondamentaux qui guident l'action des Socialiste depuis Jean Jaurès : celui de la sécurité collective.
Paix, désarmement, sécurité collective : on pouvait croire il y a encore quelques années que ces mots que l'on voyait déjà sur les banderoles dans nos Congrès d'avant 1914 étaient destinés à rester à l'état d'idées généreuses ou de vœux pieux.
Mais voilà que, sous la pression de l'ouverture démocratique en Europe de l'est, le désarmement prend corps avec, en 1989, l'ouverture des discussions de Vienne sur les forces conventionnelles, la conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, et en 1990 les premières dans l'histoire humaine, les premières destructions contrôlées d'armes non-conventionnelles en même temps aux Etats-Unis et en Union soviétique.
Et puis, avec la guerre du Golfe, l'organisation de la communauté internationale donne une dimension nouvelle à l'espérance de sécurité collective. Si longtemps paralysée par l'affrontement des blocs, si longtemps condamnée à l'impuissance de dire le droit sans les moyens de le faire respecter, dire le droit sans les moyens de le faire respecter, l'Organisation des Nations Unies a retrouvé avec la guerre du Golfe l'inspiration qui fut celle de ses origines et qui n'aurait jamais dû cesser de l'être.
Le désarmement progresse, la sécurité collective s'esquisse, la paix peut trouver

Collection Jean Jaurès

des fondements plus solides que jamais. Ce sera difficile. Qui en douterait ? Ce sera long. C'est une évidence. Est-ce pour autant qu'il nous faut renoncer à donner corps à cette immense espérance qui est celle des Socialistes depuis le début du siècle ?
La réaction de la communauté internationale dans la défense du droit a fait lever un espoir d'un monde qui ne serait plus soumis à la seule loi du plus fort, celui d'un monde dans lequel, hors la légitime défense, les Nations Unies détiendraient le monopole de décision du recours à la force pour appliquer le droit, comme la police le détient seule dans les nations démocratiques.
Cet espoir ne doit pas retomber, cette avancée ne doit pas être sans suite.
Et pourtant, voyez la répression féroce qui s'abat sur le peuple kurde !
Dans les villages du nord de l'Irak, Saddam Hussein se livre depuis des jours à une répression sanglante dont les premières victimes sont encore une fois les femmes, les enfants, les vieillards. Il faut que cela cesse !
(Applaudissements)
Depuis longtemps exploités, exilés, gazés, gazés, les Kurdes ont des droits pour la défense desquels ils ont une longue histoire. Ces droits doivent être reconnus et protégés, en Irak comme dans tous les autres états où vit le peuple kurde - ils sont six. Car c'est bien à chaque Etat qu'il appartient de définir les conditions de la libre participation de ses communautés à la vie nationale.
Même si l'on peut - et je suis de ceux-là - déplorer amèrement que le principe de non-ingérence apparaisse une nouvelle fois comme le droit des dictateurs d'opprimer leur propre peuple ; même si l'on doit - et c'est ce que fait la France - ne cesser de s'élever là contre dans les enceintes internationales, nous voilà mes camarades rageusement ligotés par le fait qu'il s'agit désormais d'un conflit national et non pas d'un conflit international.
Nous voilà à peu près impuissants et cette impuissance nous est insupportable moralement, politiquement, je dirais même viscéralement. Même si nous en connaissons tous les raisons - et nous les savons puissantes - comment nous résigner à ce contraste insoutenable entre la mobilisation au profit d'un peuple opprimé aussitôt suivi par la passivité à l'égard d'un autre peuple également opprimé, dans les deux cas par le même dictateur, mais dans le second cas à l'intérieur de ses propres frontières ?
La conscience universelle s'en révolte et il faut que cette révolte débouche sur des avancées dont l'humanité a un besoin vital.
Déjà, vous le savez sans doute, le gouvernement turc vient de s'engager publiquement dans la voie d'une véritable autonomie kurde. Il faut l'en féliciter et tout faire pour que Bagdad suive cet exemple.
Le gouvernement français, lui, ne reste pas inactif. Déjà, vous le savez, la nouvelle est publique, plusieurs opérations d'aide humanitaire ont été acheminées aux populations Kurdes et la France a répondu à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies en faveur de l'ensemble des civils irakiens.
Par ailleurs, depuis plusieurs mois le gouvernement a organisé l'accueil en France de centaine de familles kurdes réfugiées d'Irak ; effort qui sera poursuivi en liaison avec le haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, vous le savez, la France a demandé que la question kurde soit examinée dans le cadre du règlement de l'ensemble des dossiers du Proche-Orient et elle est en débat devant le Conseil de sécurité à notre initiative ; elle l'a été cette nuit.
Devant le drame du peuple kurde, avec vous tous, nous resterons vigilants et solidaires.
Notre pays continuera de se manifester et d'agir avec détermination. Il le fera partout et tout le temps, au service de ses idéaux qui sont de liberté, sans répit, sans relâche, sans amnésie. Car le souvenir de l'horreur est nécessaire à sa prévention. Ne jamais rien oublier : non pour venger, mais pour progresser.
C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'à ma demande la Documentation française publiera avant la fin de ce mois l'essentiel du rapport d'enquête sur le Chili de Pinochet qui doit être accessible à tous pour que tous mesurent ce que c'est qu'une dictature.
(Applaudissements)
Un nouvel ordre du monde est en gestation.? Il faut que l'Europe, largement coupable des désastres de l'ordre ancien, soit motrice dans l'ordre de l'avenir.
Certains ont souligné que l'Europe avait été tragiquement absente dans la guerre du Golfe. Je trouve ce reproche à la fois vrai, bien sûr vrai, et en même temps profondément injuste.
Car, enfin, où aurait-on vu que l'Europe ait reçu, des nations qui la composent, compétence pour élaborer, dire et appliquer une politique étrangère qu'on lui avait au contraire toujours refusée. Donc, qui s'étonne de quoi, sinon le plus souvent d'ailleurs ceux qui ont voulu ce freinage ?
L'Europe a dit pourtant ce qu'elle pouvait dire. Elle a fait ce qu'elle pouvait faire dans la phase diplomatique précédant les opérations militaires, compte tenu de ce qu'elle est et des compétences qui organisent la Communauté.
Qu'auriez-vous donc voulu qu'elle fit, l'Europe, tant qu'elle n'est qu'une organisation économique ?
En réalité, mes amis, ce que les événements du Golfe ont cruellement illustré, c'est la nécessité d'une intervention forte et volontaire du politique pour redonner un sens à la construction européenne.
Le grand marché est nécessaire et souhaitable. Il ne peut pas être l'élément constitutif d'une identité européenne. Plus la production et les services s'internationalisent, plus on trouve les mêmes d'un bout à l'autre de la planète. Et aujourd'hui, un marché, ça ne se définit plus par des frontières. Une identité européenne se forgera au contraire à travers le modèle culturel et social qui s'est édifié au cours des siècles d'une histoire mouvementée, conflictuelle, mais pourtant commune.
L'Europe a des choses à faire et à dire chez elle, aux Européens, mais elle est aussi porteuse d'un message qu'attendent les pays d'Europe de l'est et ceux du tiers-monde qui cherchent d'autres voies de développement que celles du capitalisme sauvage ou du Communisme en faillite.
Pour éviter une aggravation forte du chômage, le gouvernement (vous l'avez entendu, cela remonte à un peu plus de trois semaines) a décidé de financer 100

000 contrats emploi-solidarité supplémentaires. Il a décidé aussi une revalorisation sensible de la prise en charge du chômage partiel, amélioration que l'Etat finance intégralement puisque, lors du Conseil d'administration de l'UNEDIC, non seulement le patronat (ce qui n'est qu'à moitié surprenant), mais certains syndicats, ont voté comme si la prévention du chômage total ne les concernait pas ! Etrange logique de ces partenaires sociaux, qui préfèrent les licenciements au chômage partiel ! Car enfin, c'est cela, le sens du vote que nous venons d'enregistrer. Mais, cela n'a pas empêché l'Etat de faire, lui, son travail de son côté.

D'ores et déjà, j'ai mis en chantier le quatrième volet du plan emploi, qui sera présenté, comme chaque année, au mois de septembre et qui mettra plus spécialement l'accent sur l'allégement du coût du travail dans le secteur des petites et moyennes entreprises et sur le développement des emplois de proximité, pour la garde des enfants ou le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées, par exemple.

Je redis tout cela car, mes amis, je me sens parfois un peu seul à tenir sur le chômage cette analyse de façon continue et à justifier nos choix en conséquence : le chômage reste et demeure la pire des inégalités... (applaudissements)... et c'est donc à l'aune de leurs effets sur la compétitivité des entreprises et, par conséquent, sur l'emploi, que nos propositions budgétaires, fiscales, sociales, doivent être évaluées.

La réduction des inégalités progresse aussi par la négociation. La revitalisation des négociations de branche, que j'avais annoncée en juin dernier, vous vous en souvenez, lors du colloque du Parti pour la nouvelle étape sociale, cette revitalisation a donné des résultats importants et, comme ils ont été peu commentés, je vous les rappelle.

Au 1er mars 1991, cette année, 49 branches ont conclu un accord, contre 34 l'année précédente.

Les augmentations des minima hiérarchiques prévues par les accords sont de 4,8% contre 3 l'année précédente.

Et les plus bas salaires garantis ont augmenté plus vite que les autres : + 10,8% en moyenne (j'ai bien dit + 10,8%) pour le premier niveau des ouvriers spécialisés.

Et ces accords de branche concernent 3 200 000 salariés.

Cette revitalisation de la négociation concerne aussi la fonction publique puisque, dans la fonction publique, maintenant, on mesure les premiers effets des accords Durafour de février 1990, ou les premiers effets du plan de revalorisation de l'enseignement.

Pour les 2 400 000 fonctionnaires de l'Etat, l'augmentation salariale moyenne prévue avant toute mesure nouvelle est de 5,1% en 1991 pour une inflation de 2,8%. Attention, si mon discours doit être donné à la presse, il porte "1981"... Ce serait quand même assez erroné ! En 1991, 5,1%, pour une inflation de 2,8%, les mesures spécifiques pour les personnels de l'Education nationale et celles qui résultent de la réforme de la grille publique en faveur des petites catégories représentant plus du tiers de cette augmentation de 5,1%.

Fondation Jean Jaurès

Mes amis, l'impact en est encore plus sensible pour les deux millions d'agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, où naturellement les petites catégories sont proportionnellement plus nombreuses.
Dans ma propre commune, j'ai pu constater (comme, j'imagine, l'ont fait la plupart de ceux d'entre vous qui sont maires ou Conseillers municipaux) que dans l'augmentation des dépenses de personnel, d'une année sur l'autre, l'application des mesures de revalorisation de la grille salariale intervenait pour plus du tiers et concernait plus de 60% des agents.
Alors, faisant ce constat, le rapprochant des autres chiffres que je signalais deux minutes plus tôt, je me suis pris la tête à deux mains et je me suis dit : "Quand même ! Ce gouvernement Rocard, quel déficit social !"
Alors, je menace !
Déficit social qui se poursuivra avec le dépôt sur le bureau du Parlement de deux projets de loi, l'un portant sur la généralisation à tous les salariés du droit aux activités sociales et culturelles dans l'entreprise, l'autre projet de loi complétant le dispositif de prévention des accidents du travail et développant le rôle et les missions des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
Déficit social qui s'amplifiera cet automne avec un autre projet de loi, intervenant après la négociation entre les partenaires sociaux, pour prolonger et développer, vingt ans après, la grande loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle.
Oui, mes chers camarades, si le déficit social s'aggrave de cette façon-là, je ne vois guère d'autre moyen pour le combler et le financer que l'instauration d'une taxe sur la "sinistrose" !
(Applaudissements)
Elle rapporterait d'ailleurs beaucoup d'argent dans un pays (et même parfois dans un parti) comme le nôtre !
(Applaudissements)
L'avenir de notre système de protection sociale est aussi au cœur de l'action du gouvernement.
Lors du débat sur l'instauration de la Contribution sociale généralisée, j'avais indiqué que nous nous attacherions à mettre en œuvre une politique volontaire et négociée de maîtrise des dépenses de santé.
On connaît les données : les Français consomment en moyenne quatre fois plus de médicaments que les Hollandais (et on n'est pas beaucoup plus malade, le taux de mortalité n'est pas sensiblement supérieur...) et deux fois de plus que les Anglais, sans qu'il y ait à cela, bien entendu, de raison qui tienne à l'état sanitaire de notre pays. C'est une question d'état d'esprit, une question de comportement collectif et individuel.
Ma conviction, comme celle du ministre des Affaires sociales et de la solidarité, Claude Evin (qu'il m'a semblé apercevoir dans la salle tout à l'heure), est qu'on ne traite pas les problèmes de comportement de manière autoritaire et arbitraire, mais au contraire en faisant appel à la responsabilité de nos concitoyens. Là où le plan Séguin réduisait les remboursements, frappait indistinctement tout le monde et donc, naturellement plus lourdement les plus démunis, le plan Evin

Fondation Jean Jaurès

repose sur la négociation et le contrat : avec les biologistes, ce fut signé il y a six semaines, avec les cliniques privées, avant-hier (j'ai écrit cela quand tu me l'as dit dans la voiture, je n'ai pas vérifié... c'est bien signé ? Oui), et aussi avec les médecins généralistes, pour la mise en place progressive d'un "contrat de santé", d'abord au bénéfice des assurés pris en charge à 100% et, progressivement, un peu plus tard, pour tous les assurés sociaux.
Bien sûr, le conservatisme et le sectarisme n'ont pas manqué de se déchaîner contre cette politique négociée de maîtrise des dépenses de santé.
Des syndicats médicaux, vous l'avez vu, ont même parlé de "bolchévisation de la médecine" ! Combat d'arrière-garde pour se faire peur avec un épouvantail dépenaillé ! Le patronat, avec l'appui de certains représentants des salariés (et cela, c'est tout de même un comble), a oublié avec quelle virulence il réclamait, il y a six mois, une meilleure maîtrise des dépenses de santé, et maintenant il la combat.
Mais, dans l'ensemble, le souci du progrès, de la concertation et de la responsabilité l'a emporté.
J'espère qu'il en ira de même pour le grand débat (je vous sens inquiets, car vous savez ce qui vient...) qui va maintenant s'engager au sujet des retraites, puisque c'est dans quelques jours que je rendrai public, comme je l'avais annoncé en novembre dernier, un livre blanc sur ce dossier des retraites.
Ce qui est en cause avec ce débat, c'est notre capacité à être une démocratie adulte. Rien de moins.
Une démocratie adulte, c'est une démocratie où l'on sait réfléchir à temps sur les problèmes de l'avenir et non pas traiter toujours les problèmes sous l'emprise de la nécessité, de l'urgence ou du conflit.
Disons-le fortement et clairement : le financement des retraites actuellement servies est parfaitement assuré. Les actifs qui prendront leur retraite d'ici 2010 n'ont pas d'inquiétude fondamentale à se faire. Le problème n'est donc pas celui de l'urgence financière mais de la responsabilité que nous avons de préparer pour les générations futures un système viable et équilibré.
En tout cas, chers camarades, c'est un dossier explosif, tellement explosif, tellement chargé de symboles et d'intérêts contradictoires, que si jamais, par hasard, dans un couloir, dans la rue, vous rencontrez le Premier Ministre (dont vous savez, bien sûr, puisque tout le monde le dit, qu'il gouverne surtout en cherchant à passer entre les gouttes et en surfant sur les sondages !), ayez l'amitié de lui conseiller de laisser ce dossier et ce problème au successeur de son successeur ! Ce serait, en tout cas, plus sage !
(Applaudissements)
La nécessité de poser dès aujourd'hui les besoins de financement à venir du régime vieillesse ne résulte ni d'une imprévoyance antérieure (ce n'est pas le cas), ni non plus d'une mauvaise gestion. Elle vient du résultat de quelques-uns de nos plus grands succès collectifs.
Le vieillissement de la société française, c'est le produit des progrès immenses faits en matière de santé et de conditions de vie.
L'arrivée à la retraite de générations aux carrières pleines élève le niveau des

prestations servies : succès du système.
Des carrières diversifiées et un niveau croissant d'activité féminine conduisent maintenant bien des ménages à percevoir plusieurs retraites.
Seulement voilà : là où il y avait 3 actifs cotisants pour un retraité voici quelques dizaines d'années, on comptera moins de 2 actifs cotisants pour un retraité en 2010 et à peine 1,3 en 2040, quand nos bébés d'aujourd'hui prendront leur retraite, sinon un peu avant. Le vieillissement de la population, la perception sociale de la retraite et de l'inactivité diffèrent de ce qu'ils étaient il y a un demi-siècle et nous obligent, par là, à penser en des termes complètement nouveaux le problème des retraites et des conditions de vie des personnes d'âge dans notre société.
Le livre blanc y contribuera en donnant des faits, en proposant des hypothèses, en stimulant la réflexion sur ce dossier qui concerne l'ensemble des acteurs sociaux. Je veux simplement, à ce stade et sans anticiper les conclusions d'un débat qui va s'étendre sur toute l'année, dire deux choses qui me paraissent essentielles.
La première, imputer, comme le font certains, les difficultés de financement prévisibles à l'horizon des trente prochaines années à l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite est un bien mauvais procès, alors que le niveau d'activité baisse dans ce pays dès 55 ans et que, déjà, nous avons, vous le savez, le plus grand mal à éviter aux plus âgés des salariés les drames du chômage ! En fait, l'âge moyen de cessation d'activité, chômage et préretraite compris, est déjà passé en dessous de 60 ans. La possibilité de prendre sa retraite à 60 ans (la possibilité, pas l'obligation) est considérée par les Français comme une des conquêtes sociales majeures de la décennie et elle est signée des Socialistes !
(Applaudissements)
Pour tous ceux qui ont commencé jeunes leur vie active, pour tous ceux qui ont exercé ou qui exercent des métiers usants, pénibles ou difficiles, cette mesure a représenté l'espoir et elle incarne aujourd'hui la réalité d'une vie pleine après le travail.
L'Europe ne sera à la hauteur de cette attente et de cette espérance que si s'organise une véritable puissance publique européenne. C'est ça à mes yeux l'enjeu fondamental des conférences intergouvernementales qui doivent intervenir cette année et d'ici 1993.
Pour que l'Europe existe, elle doit s'affirmer comme une puissance politique et s'en donner les instruments. La France, comme chacune des grandes nations de ce continent, s'est bâtie autour de trois références essentielles : une monnaie, une armée, une citoyenneté. Et bien, l'Europe elle aussi n'acquerra une existence que si elle se dote d'une monnaie unique, que si elle construit progressivement une politique étrangère et une politique de sécurité et que s'échafaude un sentiment d'appartenance collective.
(Applaudissements)
Et je voudrais en donner une illustration à travers les questions des ventes d'armes, je ne me résous pas à l'immobilisme qui résulte du vieux dialogue de sourds entre les naïfs et les cyniques, entre ceux qui tiennent que toutes les

ventes d'armes devraient être prohibées et ceux qui font remarquer que si ce n'est pas nous qui vendons des armes, d'autres le feront. Vous connaissez le débat, il a eu lieu dans beaucoup de nos sections.
Il n'y a pas, chacun en est maintenant bien conscient, de pays indépendant, diplomatiquement actif et écouté, s'il ne dispose pas d'une force militaire moderne, capable d'intervenir efficacement sur des théâtres lointains.
Certains s'interrogeaient, il y a peu, sur les raisons pour lesquelles c'était la France et la grande Bretagne, et non pas la Communauté en tant que telle, qui siégeaient comme membres permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies. L'importance des contingents français et britanniques dans les forces de la coalition internationale, le rôle qu'ils y ont joué, constituent pour une large part la réponse à cette interrogation.
Mais en même temps, nous savons que, mis à part peut-être les Etats-Unis, plus aucun pays n'est en mesure de soutenir une industrie d'armement qui réponde aux besoins sans cesse renouvelés de sa défense et de son indépendance, avec les seules commandes de ses armées nationales. Les ventes d'armes sont autant un moyen d'atteindre un seuil de production minimale pour une industrie d'armement économiquement viable, qu'un moyen de s'assurer des clientèles dans tel ou tel secteur du champ diplomatique.
A ce dilemme, l'Europe, si elle devient une Europe politique et donc une Europe capable d'assurer sa sécurité et de contribuer à celle du monde, peut, je crois, apporter une réponse, car à l'échelle européenne, peut s'organiser un équilibre dans la fabrication des armements, qui réponde à la fois aux besoins des armées de chaque Etat et aux nécessités d'une capacité européenne de présence diplomatique et militaire et qui, par voie de conséquence, permette que les ventes d'armes, s'il doit y en avoir à l'extérieur de la Communauté, s'effectuent de façon limitée, sélective et contrôlée, une politique commune des armements peut être une première étape vers une politique commune de défense.
Europe de la sécurité collective, Europe politique. Il faut que l'Europe assume les responsabilités du pouvoir et celles ci ne se divisent pas.
On ne peut pas, par exemple, à la fois rapprocher les taux de taxe de la valeur ajoutée entre les Etats membres, ce qui est nécessaire et souhaitable, mais ne pas aussi prendre en compte les répercussions de ce rapprochement sur les finances publiques de chaque Etat membre, et donc sur le financement du service public.
On ne peut pas ouvrir l'espace communautaire à la politique agricole commune, mais prétendre interdire que chaque Etat membre prenne ses dispositions en cas d'épidémie ou d'épizootie animale dans le domaine des bovins, l'Europe interdisant aux Etats de le faire, mais ne le faisant pas elle-même. Le pouvoir ne se divise pas.
On ne peut pas ouvrir l'espace communautaire à douze à la libre circulation des personnes, ce qui est nécessaire et souhaitable, et ne pas prendre en compte à douze les exigences de sécurité intérieure et de maîtrise des flux migratoires que personne n'a le droit d'omettre.
La construction d'une Europe politique ne résultera pas d'un excès de pointillisme juridique ou constitutionnel et il faut que la réglementation

européenne apporte un plus par rapport à l'état existant des solidarités intra-communautaires.
Pour illustrer d'un exemple mon propos, l'Europe doit à mes yeux moins chercher à légiférer sur la chasse à la palombe que veiller à concilier les régimes de retraite pour un salarié français qui irait travailler en Espagne.
(Applaudissements)
Un nouvel ordre international s'ébauche. Une formidable charge d'espérance, trop forte peut-être, pèse sur les épaules de ceux qui ont agi en son nom au cours des mois écoulés. Mais je sais qu'il ne se construira pas sans que l'Europe n'affirme une présence et une réalité qui équilibre la présence et la réalité des Etats-Unis d'Amérique.
J'éprouve pour les Etats-Unis le sentiment de reconnaissance et d'admiration de ceux qui ont vécu leur adolescence dans les années de la libération. Il y a dans un certain antiaméricanisme primaire quelque chose, j'ai envie de paraphraser un de nos grands anciens, dont je respecte la prose, non pas qu'elle fut sans faute historique, on va le voir, mais parce qu'il avait la dent dure et qu'il parlait clair, un antiaméricanisme primaire quelque chose que Marx aurait pu appeler le "Socialisme des imbéciles". Il avait la formule fréquente, et, dictateur pour dictateur, puisque certains utilisent le même mot pour les deux, pour ma part je ne vois pas là de désaccords majeurs entre nous tous, je ne mets pas sur le même plan la dictature de Saddam Hussein et celle du Coca-Cola.
(Applaudissements)
Là les applaudissements sont clairsemés.
(Rires)
Amphibologie des deux dictatures, c'est un beau sujet de débat pour notre Convention.
Car en même temps, mes camarades, je sais, et vous aussi, que les Etats-Unis ont leurs intérêts de grande puissance et que toute puissance a besoin d'être équilibrée par une force au moins équivalente. C'est clair.
Aujourd'hui, il n'y a que l'Europe pour être cette puissance là. Le veut-elle ? Le voulons-nous ? Ce n'est pas le moindre des défis qui nous sont lancés pour les mois qui viennent.
La guerre du Golfe nous a rassemblés. Chacun a bien mesuré, en effet, face à la gravité de l'enjeu, le caractère dérisoire et artificiel de certains clivages de naguère.
Parce que les problèmes économiques et sociaux, le chômage, la crise des banlieues, la protection social, reviennent au premier plan de l'actualité, cela signifie t-il que les positionnements tactiques vont reprendre le dessus ?
J'espère bien que non. Je veux croire que les uns et les autres auront à cœur de rechercher, dans la définition (je cite) du projet des Socialistes pour l'an 2000, occasions d'un vrai débat, d'un rassemblement authentique, sur les bases de notre solidarité dans l'épreuve.
Depuis près de trois ans, je n'ai cessé d'affirmer que je n'avais qu'une obsession : le chômage et, par conséquent, qu'une priorité : l'emploi, en fonction de quoi tout le reste devait être évalué et jaugé.

Fondation Jean Jaurès

Même lorsque la baisse régulière et continue du chômage poussait certains à demander davantage de redistribution, au risque de fragiliser la compétitivité des entreprises, je gardais en tête et le chiffre de deux millions et demi de demandeurs d'emploi et le drame personnel vécu par chacun d'entre eux.
Les statistiques du chômage au mois de février sont venues nous rappeler que dans ce domaine là non plus, rien n'est jamais acquis.
Allons-nous assister de nouveau à une flambée du chômage, ruinant les efforts accomplis depuis des mois et des années ? Même si nous devons nous préparer à une détérioration de la situation de l'emploi cette année, car nous ne retrouverons pas les 3% de croissance d'il y a deux ans, il existe bien des raisons de se mobiliser pour tirer le meilleur parti possible de la situation internationale.
L'économie mondiale sort d'une longue période d'incertitude. Les craintes d'une envolée des prix du pétrole, les risques d'un enlisement des opérations dans le Golfe, la déprime des marchés financiers se sont aggravés pendant l'hiver. Il faut noter que les conséquences psychologiques de la guerre ont été beaucoup plus importantes que les effets mécaniques du mini-choc pétrolier de l'automne.
Où en est aujourd'hui la conjoncture ? Le brouillard est encore épais, mais la visibilité s'améliore. Le prix du pétrole est resté modéré et la fin de la guerre du Golfe met fin à l'attentisme des consommateurs et des investisseurs.
La récession américaine touche peut-être à sa fin. L'Allemagne continue même si c'est à un rythme plus ralenti, de jouer un rôle de locomotive en Europe, et dans ce contexte, j'affirme que l'économie française mérite qu'on lui fasse confiance.
En effet, les raisons d'un rebond sont réelles, ce qu'on appelle les anticipations, c'est-à-dire les prévisions des gens sur l'avenir proche et les décisions qu'ils en tirent, acheter, renouveler sa voiture, par exemple, les anticipations s'améliorent, les commandes ont repris. L'activité n'a pas brutalement fléchi ces derniers mois, j'en veux pour preuve l'indice de la production industrielle qui, en janvier, a progressé de 3% par rapport à décembre. Le pouvoir d'achat distribué ces derniers mois va alimenter la consommation, les perspectives d'investissement ne sont pas gravement altérées, une enquête récente auprès des chefs d'entreprise le confirme.
D'un autre côté, les résultats de l'économie s'améliorent sur deux fronts très importants : celui du commerce extérieur, ne serait-ce que parce que le pétrole coûtera moins cher cette année, et celui des prix d'autre part, puisque la France enregistre maintenant la meilleure des performances des principaux pays de l'OCDE, ce qui est, compte tenu de l'histoire de notre pays une fameuse performance.
Que notre monnaie soit stable, c'est bon pour le pouvoir d'achat qui progresse régulièrement depuis dix huit mois et qui progresse en francs forts. Mais c'est bon aussi pour la monnaie elle-même.
On peut envisager à cet égard la poursuite d'une évolution de nos taux d'intérêt plus favorable que chez nos voisins d'outre Rhin, comme on vient de le voir avec la baisse des taux décidée par la Banque de France.

Fondation Jean Jaurès

Voilà, mes amis, quelques éléments qui prouvent que l'économie française mérite qu'on lui fasse confiance.
C'est dans ce contexte là qu'il nous faut adapter notre politique sociale pour à la fois tenir bon sur le plan de l'emploi et d'autre part poursuivre les réformes qui doivent en profondeur réduire les inégalités parmi les Français.
J'attends de pied ferme le débat avec ceux qui proposeront de revenir sur ce droit. Il n'en est pas question !
(Applaudissements)
Deuxième remarque, un système de retraite est par excellence le système dans lequel se reflète une société, avec son histoire et sa culture. Notre société française, et c'est un des traits que le monde entier lui envie, a organisé son système de retraite selon le principe de la solidarité entre les générations, ce système de la répartition qui veut que les actifs d'aujourd'hui paient pour les actifs d'hier.
Quand nous avons demandé aux retraités, ou pour être plus exact, à la moitié d'entre eux seulement, ceux qui ont des ressources supérieures à 5500 F par mois, de cotiser pour la branche famille au travers de la contribution sociale généralisée - et je sais, vous le savez aussi, vous vous l'êtes assez entendu dire, on en a assez jasé dans les sections, que cette mesure a suscité beaucoup d'incompréhension - eh bien, mes amis, en demandant cela aux anciens, c'était aussi une façon d'assurer la solidarité entre les âges, c'est-à-dire entre les actifs d'hier et ceux de demain.
Cette solidarité qu'exprime le système de retraite par répartition est à mes yeux au cœur de ce qui fonde le pacte social entre les Français. Remettre en cause ce pacte social entre les Français, ce serait porter atteinte à l'un des piliers essentiels de notre société. C'est pour le consolider, au contraire, qu'il faut s'y prendre à temps dans le débat et dans la sérénité.
Au bout du compte, on retrouve au cœur du débat social la question fondamentale qui est toujours celle de l'équilibre entre le désir de liberté et le besoin de sécurité, problème fondamental que le Socialisme démocratique, je crois, peut résoudre mieux que nous.
Les pays de l'Europe de l'est récemment affranchis du Communisme éprouvent cruellement que la liberté ne suffit pas en elle-même à assurer la sécurité de la vie quotidienne. Les pays d'Afrique qui secouent le joug des dictateurs en font aussi la dure expérience, et nos pays développés qui voient se creuser les inégalités produites par la croissance, se déchirer le tissu social, se multiplier les facteurs d'exclusion, subissent aussi à leur manière les conséquences, et c'est là que notre choix n'est pas celui de M. Reagan ou de Mme Thatcher.
En abattant le mur de Berlin, les Allemands de l'est ont choisi la liberté. En attendant la réunification politique, ils ont aussi choisi l'unification économique, et ces mêmes Allemands de l'est découvrent avec colère que la liberté a sa rudesse, que l'économie de marché a sa sauvagerie et que les protections d'hier, dans leur système d'hier, ont brutalement disparu.
Eh bien, voilà le défi que doivent relever les Socialistes en formulant leur projet pour l'an 2000, celui de définir ce qu'on peut appeler, je crois, une société

solidaire dans une économie de marché.
Le marché, oui, c'est l'efficacité. Ses bornes, ses limites doivent tenir à l'organisation de la solidarité entre tous les habitants, entre les régions, entre les âges, entre les générations, entre le passé et le futur.
Une société solidaire dans une économie de marché, je crois que c'est le meilleur résumé du projet qu'ensemble nous bâtissons. Une économie de marché parce que l'économie administrée a partout fait faillite, parce que la compétition, c'est la vie et qu'il n'y a pas de progrès collectif sans initiative et sans entrepreneurs. Une société solidaire parce que le marché sans règles, c'est la jungle, que la compétition sans bornes, c'est l'exclusion, et parce que le progrès sans valeur se retourne contre l'homme qui l'a suscité.
(Applaudissements)
Donner des règles à l'économie de marché et les faire respecter, c'est le rôle d'un état fort, d'un état compétent et assuré de ses missions.
Le renouveau du service public, la meilleure formation des fonctionnaires, la déconcentration qui affirme la responsabilité de l'Etat en face des collectivités décentralisées, voilà aussi une des grandes réformes que nous avons engagées pour une société solidaire.
Lutter contre les exclusions, assurer un revenu minimum à chacun, restaurer l'égalité des chances en construisant l'école de la réussite, garantir les équilibres à long terme de la protection sociale, reconquérir la ville en y réduisant les phénomènes de ségrégation, c'est la seconde dimension d'une société solidaire.
A travers une politique de l'eau, la protection des espaces naturels, le souci d'une économie économe, promouvoir une conception du progrès qui respecte l'environnement des hommes et la qualité de leur vie et de leurs rapports avec la nature, développer la culture pour tous et sous toutes ses formes, établir des valeurs qui fassent agir les hommes sur d'autres critères que celui de l'argent, voilà pour la société solidaire un troisième champ de conquête.
Mes amis, il y a là un combat qui est national, bien sûr, mais qui est plus encore européen et international, puisque les techniques de la production et de la circulation de l'argent, elles, sont mondialisées.
C'est à travers ce nouvel équilibre entre la liberté et la sécurité, entre le mouvement et la protection, entre la mobilité et la solidarité que va, j'en ai la profonde conviction, se définir le progrès Socialiste à l'aube du siècle prochain, et tel que le Parti a entrepris de le définir dans l'immense travail qu'il mène cette année.
Mes camarades, bon vent dans cette perspective, elle est porteuse. Nous avons l'avenir devant nous !
(Vifs applaudissements)

Le président - Voici la composition de la Commission des résolutions.

Françoise Seligmann

Chers camarades, voici la liste des membres de la Commission des résolutions que nous vous proposons.

Fondation Jean Jaurès

Titulaires : Pierre Mauroy, Claude Allègre, Alain Bergougnoux, Vincent Buroni, Jean-Marcel Bichat, André Billardon, Françoise Boilletot, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Michel Charzat, Alain Claeys, Gérard Collomb, Jean Crusol, Marcel Debarge, Michel Debout, Raymond Douyère, Gérard Dumas, Josette Durieu, Henri Emmanuelli, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, André Laignel, Jean Le Garrec, Gérard Lindeperg, Louis Mermaz, François Rebsamen, Bernard Roman, Jacques Salvator, Michel Sapin, Françoise Seligmann, Dominique Strauss-Kahn, Daniel Vaillant.
Suppléants : Jean-Pierre Bayle, Renaud Boisvert, Jean-Pierre Bonin-Moulin, Pierre Bourguignon, Charles Depoorter, Marie-Madeleine dieulangard, Geneviève Domenach-Chich, Gérard Gaumé, Claudette Grosse, Gilles Johanet, Jean-Luc Lacambra, Christian Laurissergues, Gérard Le Gall, Catherine Mabru-Lissonde, Didier Manier, Michèle Matringe, Norbert Métairie, Louis Mexandeau, Pierre Moscovici, Guy Neliaz, Christian Proust, Gilbert Roger, Yvette Roudy, Patrick Sève, Gisèle Stievenard, Yannick Vaugrenard, Guy Verdier, Michel Vignal, Richard Violante, Marie-Françoise Wilkinson.
Je demanderai d'autre part aux quatre autres membres du bureau de venir à la tribune dès que la séance sera levée pour que nous nous concertions.

Le président - Chers camarades, nous allons interrompre nos travaux pour le déjeuner. Ils reprendront à 14 heures 30 et le premier intervenant sera Jean-Marc Ayrault.

(La séance est suspendue)

Parti Socialiste
Convention nationale de Cachan
"Un nouvel ordre mondial"
6 et 7 avril 1991

Séance du samedi 6 avril 1991 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Daniel Vaillant.

Le président (Daniel Vaillant)
Je donne la parole à Jean-Marc Ayrault.

Jean-Marc Ayrault
Chers camarades, après ce bon repas organisé par nos camarades de Cachan, je comprends qu'il soit encore un petit peu difficile pour vous tous de reprendre, mais je vais m'efforcer, durant les quelques instants pendant lesquels je vais m'adresser à vous, de vous parler du Parti.
Je ne vous ferai pas un discours sur la politique internationale, bien que j'ai aussi des choses à dire, mais il faudrait beaucoup plus de temps et d'autres

Fondation Jean Jaurès

orateurs le feront excellemment ou l'ont déjà fait.
Mais je voudrais vous parler du Parti parce que comme beaucoup de militants je ressens avec une certaine inquiétude la situation dans laquelle nous sommes.
Nous avons vécu des circonstances historiques tout à fait exceptionnelles, que beaucoup d'entre nous, quel que soit leur rôle dans le Parti, élus, ou non élus, n'imaginaient même pas d'avoir à vivre, ou des responsabilités importantes à prendre que nous n'imaginions pas non plus.
Nous avons tenu, au niveau du Parti tant bien que mal, même si nous avons eu des éléments qui nous ont fragilisés et d'une certaine façon, c'est le Parti Socialiste qui a été le plus fragilisé par ces événements en tant que Parti.
Mais je voudrais vous dire franchement les choses, je crois que si nous avons tenu bon, ce n'est pas surtout grâce à nous-mêmes, à la façon dont nous vivons, à la façon dont nous travaillons mais surtout il faut le dire, grâce à la manière remarquable dont le Président de la République a conduit la politique de la France pendant cette période, et c'est vrai que nous étions à ses côtés, mais en tant que Parti nous avons un peu tardé à réagir, nous n'avons pas toujours été sur le terrain, même si une campagne a été lancée, le relais qui aurait été nécessaire.
Et puis, il y a eu aussi la cohésion à la tête de l'Etat entre le gouvernement dans son ensemble, et le Président de la République.
Alors, où en sommes-nous vraiment ? Je crois, c'est vrai, les enquêtes d'opinion le montrent, que le Parti Socialiste est des Partis celui qui a la meilleure image, en fait, il ne profite pas du très haut niveau de la cote de popularité du Président de la République et du Premier Ministre, en tout cas pas en intentions de vote.
Il ne profite pas réellement d'engagements en sa faveur, il y a donc un problème.
Ne tournons pas autour du pot. Quelles en sont les causes ?

Le président - Jean-Marc, je t'interromps, je trouve que les camarades ne sont pas raisonnables, je leur demande de s'asseoir, s'ils ont des conversations à tenir, qu'ils aillent les tenir à l'extérieur.
Jean-Marc, tu as seul la parole. Je demande aux camarades de t'écouter.

Jean-Marc Ayrault - Merci Daniel.
Je crois que nous souffrons en fait de deux maux, le désarroi militant, une sorte de langueur que nous ressentons tous dans les sections, les fédérations, en fait une distanciation croissante entre la base, qui s'effrite dans bien des cas, et cette Convention nationale, je l'ai constaté moi-même, les conversations de ce midi le confirment, et les jeux d'appareil qui malheureusement se sont développés.
Le deuxième mal, c'est la dérive des courants eux-mêmes, qui transforme peu à peu le Parti Socialiste en confédération de mini-Parti, une sorte d'UDF, ou d'Union des Forces Socialistes, comme vous voudrez, mais qui raisonne d'abord en rapport de forces et qui favorise en fait les rivalités d'ambition.
C'est un constat, ce n'est pas un jugement de valeur sur les courants, et j'y reviendrai tout à l'heure. C'est un constat, chers camarades, que tous les militants ressentent profondément. Je pense que je dis là ce que ressentent beaucoup.

Je crois pourtant qu'il y a une occasion formidable, je ne crois pas qu'il soit trop tard, mais en tout cas nous avons déjà perdu trop de temps juste après la crise du Golfe, la cote de popularité du Président de la République, qui est reconnu comme un grand chef d'Etat, le Parti Socialiste aurait dû dans ce contexte, où finalement les hommes politiques ont été un peu réhabilités dans cette période, ou ils se sont bien comportés malgré toutes les critiques qu'on leur fait, ils ont pris leurs responsabilités, les jeux politiciens ont été mis à l'écart, le Parti Socialiste aurait donc dû prendre ce créneau pour exister, redonner confiance, repartir de l'avant.

Et pourtant que constatons-nous ? Nous constatons que cela recommence, ou que cela continue, comme avant, il suffit d'ailleurs de lire les titres des journaux. Ce sont des querelles de chefs, des querelles de chapelles, en fait chers camarades nous ne sommes pas sortis de Rennes et le Premier secrétaire du Parti Socialiste, Pierre Mauroy, s'efforce, c'est vrai, de faire vivre la fausse synthèse de Rennes, avec toutes les difficultés que cela comporte, et c'est vrai que cela ne marche pas.

Alors il est temps, il est grand temps, malgré les bonnes volontés réelles de changer les choses, d'agir pour préparer et gagner 1993, car vous imaginez que nous pourrons vivre une nouvelle cohabitation, que le Président de la République accepterait de vivre une seconde cohabitation ? Moi, je ne l'imagine pas, cela dépend de nous d'abord, aujourd'hui, maintenant, du Parti Socialiste auquel nous sommes tous attachés et à qui nous devons, chacun d'entre nous, d'être ce que nous sommes.

L'image d'un parti unique, autour d'un projet commun, est aujourd'hui la première nécessité, la première urgence. Alors, vous me direz que Michel Charzat en a fait le rapport ce matin, nous avons commencé à préparer notre projet, c'est vrai.

Mais ce projet ne sera mobilisateur, réaliste aussi que s'il est celui de tous les Socialistes, et non pas une sorte de compromis laborieusement élaboré entre des forces rivales.

Alors, je souhaite et j'espère que les discussions du projet soient celles du Parti tout entier, et nous verrons bien au bout du processus si des divergences réelles existent entre nous, que s'opposeraient une majorité, une minorité, mais pas sur les bases actuelles. Et c'est pourquoi je voudrais faire, et j'essaierai d'être rapide, pour suivre ce que nous a demandé Daniel Vaillant, 5 propositions à la Convention nationale.

Que la convention, constatant les divergences artificielles entre les courants, appelle les responsables des courants formés statutairement au Congrès de Rennes à respecter la lettre et l'esprit de nos statuts, et leur demande de procéder à la dissolution de chacun des courants organisés maintenant non plus en courants, mais en tendances, selon des modalités soumises au contrôle d'une Commission désignée par la Convention nationale.

La deuxième proposition : que dès maintenant les courants s'engagent à ne plus organiser aucune université, qu'elle soit d'été, d'hiver, ou de printemps, mais que le Parti justement sous la conduite du Premier secrétaire, du Secrétaire

national au projet et de l'exécutif du Parti, organise dans la période qui vient, maintenant, et dans la perspective de l'adoption du projet des universités ou des rencontres du Parti Socialiste sur les thèmes essentiels, qui ont été évoqués notamment ce matin par plusieurs orateurs. C'est la deuxième proposition.
La troisième proposition est que la décision finale d'adoption de notre projet de parti se fasse lors d'un Congrès extraordinaire à la fin de l'année 1991.
La quatrième proposition : je propose qu'à l'occasion de ce Congrès extraordinaire nous ajoutions à la question du projet une question complémentaire qui concerne la modification de nos statuts sur un point seulement, c'est-à-dire sur le mode d'élection de nos responsables au niveau fédéral et au niveau national.
Je voudrais, sur ce point, préciser l'esprit de mes propositions récentes. Je ne suis pas un adversaire des courants mais je suis un adversaire des faux courants, des tendances, des fractions qui ne correspondent pas à des vrais clivages politiques.
C'est pourquoi je suis favorable à ce que les minorités d'idée puissent continuer à être représentées. Mais je crois qu'il faut provoquer un choc et donner aussi la parole et la représentation aux délégués de base, aux militants sur le terrain qui, très souvent, travaillent au-delà des courants.
C'est pourquoi je propose que le Comité directeur soit élu à l'avenir dans les conditions actuelles pour 60% de ses effectifs, mais pour les 40% restants qu'il soit élu par fédération en déterminant le nombre de délégués au Comité directeur par fédération en fonction des votes réels des militants au scrutin majoritaire à deux tours ; et qu'en ce qui concerne les directions fédérales, chargées d'appliquer la politique du Parti, donc celle du Comité directeur, entre les Congrès, celles-ci soient élues au scrutin majoritaire à deux tours.
Ainsi, nous aurions les meilleures équipes, des équipes soudées. Et nous ne retournerions pas forcément aux pratiques anciennes de la SFIO mais nous aurions trouvé une nouvelle voie, après l'expérience que nous venons de vivre depuis le Congrès d'Epinay. C'est une nouvelle étape que je propose.
(Applaudissements)
Enfin, cinquième proposition : je propose que l'application de ces modifications statutaires soit effective à compter du Congrès ordinaire de 1992 dont il faut déterminer la date, bien sûr, qui ne peut pas avoir lieu en même temps que les élections cantonales. La Direction nationale et les directions fédérales seraient alors élues en fonction des modalités arrêtées au Congrès extraordinaire de la fin de l'année.
Voilà les cinq propositions que je voudrais faire et j'arrive maintenant à la fin de mon propos.
A l'occasion de tout le processus que je viens d'évoquer brièvement, je crois que l'on pourrait voir se clarifier des divergences qui peuvent exister, mais aussi s'affirmer de fortes convergences qui seraient en fait, j'en suis convaincu, les plus importantes. On verrait aussi - je le souhaite - s'effacer les méfiances des uns vis-à-vis des autres, se dissiper les procès d'intention, se révéler des synergies d'ambition plutôt que de neutralisation de destin.

Fondation Jean Jaurès

Je crois qu'il nous faut, chers camarades, méditer sur la façon dont François Mitterrand a su créer un Parti Socialiste puissant et conquérant. Il a toujours cherché à rassembler. Certes, jamais il n'a méconnu les difficultés de faire cohabiter de fortes personnalités. Mais il a toujours su dépasser les querelles d'hommes lorsque celles-ci mettaient en péril l'œuvre collective.

Depuis Epinay, nous avons vécu entre nous de rudes affrontements, c'est vrai. Mais ils n'étaient jamais artificiels. De surcroît, l'exercice du pouvoir a tranché bien de nos divergences avec ce que peut avoir de brutal aussi, chers camarades, le choc de la réalité.

Alors, il est paradoxal de nous diviser aujourd'hui alors que dans notre grande majorité nous n'avons jamais été aussi proches, à la fois dans nos analyses mais aussi dans la définition des politiques concrètes qu'il faut mettre en œuvre et que nous mettons en application au plan national ou au plan local.

Je plaide pour un retour à la confiance en nous et entre nous. Il y a, j'en suis sûr, place dans un organigramme des responsabilités pour chacune des ambitions dès lors que chacune d'entre elles ne se considère pas comme exclusive des autres.

Certes, pas plus que dans toute autre organisation, le pouvoir, s'il veut être efficace, ne se divise pas, c'est vrai.

Mais dans le Parti Socialiste, chers camarades, il ne peut être efficace que s'il se partage dans l'estime et l'amitié. Et si tel d'entre nous considère que les autres lui font barrage, que l'on médite sur les raisons profondes de cette situation : ne réside-t-elle pas dans la revendication à peine implicite d'une emprise univoque dans le Parti ?

Oui, je vous le dis parce que je le ressens profondément, je le crois : nous ne sortirons pas de cette triste situation où nous sommes si nous ne réussissons pas à conclure entre nous tous un réel pacte de confiance. Alors, oui, chacun doit y contribuer. A défaut, si cela ne se fait pas, ce sont les ambitions personnelles qui créeraient les conditions de leur illégitimité tandis que les méfiances s'en trouveraient au contraire légitimées.

La préparation du projet Socialiste dans les conditions que j'ai dites à l'instant pourrait faire passer un souffle d'air frais sur notre Parti dont il a tant besoin, et créer aussi une situation psychologique nouvelle qui favoriserait de nouvelles et réelles convergences. Car elles existent, les militants les voient tous les jours dans leur section et leur fédération.

En étant là, ils voient ce qui se passe et, en même temps, ils sont inquiets. Nous sommes nombreux ici à avoir participé depuis Epinay à la construction de ce Parti, à avoir vu l'évolution, les victoires, nous sommes nombreux à avoir peur de l'échec, de la disparition comme grande force politique du Parti Socialiste. Et ceux-là, ils ne l'acceptent pas. C'est pourquoi je fais ces propositions.

Mes chers camarades, j'ai terminé. Je n'ai pas l'intention de donner des leçons à quiconque. Ce serait mal comprendre mon propos. J'ai fait des propositions, des propositions concrètes. C'est maintenant aux chefs des courants de dire ce qu'ils en pensent ou d'apporter leur propre réponse à la question des militants du Parti et des électeurs, et aussi aux militants de dire ce qu'ils en pensent et quelle réponse ils pensent que l'on doive apporter à la question qui se pose aujourd'hui

Fondation Jean Jaurès

au Parti Socialiste.
Alors, simplement, comme beaucoup d'autres à ma place, j'ai voulu apporter ma contribution à ce nouvel élan que le Président de la République a appelé de ses vœux pour le pays, mais qui vaut aussi pour le Parti Socialiste sans lequel ceux de nos concitoyens qui ont placé leur confiance en nous se retrouveraient orphelins de leurs espoirs et désabusés de leurs engagements.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Jean-Marc. Je demande à tous les participants à cette Convention de respecter la Convention et je demande à ceux qui participent de se respecter eux-mêmes en écoutant les orateurs. Je demande à ceux qui sont chargés de l'organisation de veiller à ce que cette convention se tienne dans des conditions responsables. Je fais un appel à chacun d'entre vous pour qu'il en soit ainsi désormais.
Avant de passer à l'orateur suivant, je demande à la fédération du nord, du Pas-de-Calais et de la Martinique d'aller à la Commission vie interne, et je demande aux fédérations qui n'auraient pas encore déposé leur résultat de convention fédérale de le faire auprès de la Commission concernée. Merci.
La parole est à Dominique Roullet.

Dominique Roullet

Chers camarades, cette intervention est présentée au nom des militants de la fédération de l'Indre.
S'il est indispensable pour les Socialistes d'affirmer avec force leurs valeurs, en particulier sur la scène internationale afin d'apporter leur contribution à la construction d'un nouvel ordre international - et c'est dans cette perspective que se situe cette convention - il faut avoir la franchise de dire clairement que le projet est ambitieux, que la seule affirmation de principe ne suffit pas.
Le Koweït a retrouvé sa souveraineté, l'Irak s'est refermé sur lui-même et son gouvernement se venge par l'extermination du peuple kurde. Nos cris ne suffiront pas, notre conscience est mise à mal face à notre impuissance actuelle. Nous devons agir pour que le meurtre cesse.
Dès lors, nous devons avoir le langage de la vérité et l'on ne peut pas se satisfaire pour convaincre de déclarer seulement que la guerre dans laquelle la France était engagée était bien une guerre contre la violation du droit international, c'est ce que tenterait de nous suggérer le texte qui est soumis à notre réflexion, mais aussi il y a là une forme d'hypocrisie que de passer sous silence cet aspect : une guerre économique. Cela n'a échappé à personne. L'ensemble de la population a compris l'enjeu. C'est une erreur politique que de vouloir continuer à l'estomper derrière la seule défense du droit, notre Parti aurait gagné à l'expliquer. Ce devoir de vérité doit être le devoir de notre Parti, le Parti Socialiste.
Il nous faut procéder autrement que par déclarations de principe, sorte de vœu pieux qui ne serait pas suivi d'effet.

Fondation Jean-Jaurès

Cela est vrai aussi en politique intérieur et notre Parti doit jouer pleinement son rôle. Il est investi d'une mission, la mise en œuvre du progrès social qui doit se traduire dans les faits.
A cet égard, il est pour le moins surprenant que notre texte nous dise qu'il n'y a pas d'alternative à la politique actuelle, alors que le déficit social existe, qu'il y a urgence à prendre des mesures adaptées si nous voulons assurer la mobilisation de la Gauche pour gagner les prochaines élections.
Il; faut choisir et cela est affaire de courage et de volonté politique : mobiliser la Gauche, c'est inévitablement déplaire à certains pour susciter les avancées sociales attendues par nos militants et par notre électorat.
Une stratégie claire, rassembler à gauche, oui, mais alors disons clairement que nous ne pouvons nous contenter d'accords politiques sur quelques grandes orientations comme l'indique notre texte ou encore sur quelques objectifs essentiels, à moins de compromettre l'avenir du Parti Socialiste et de nos idéaux.
Il faut cesser de dire que le Parti est en bon ordre de marche, les militants ne le croient pas, il serait à cet égard indispensable de les consulter comme nous l'avons fait pour les intellectuels.
Cette mobilisation de la Gauche passe par le Parti. Le Parti joue seulement une fonction de soutien à la politique gouvernementale pour laquelle nous sommes en attente de dynamique et de grandes réformes, mais il n'assure pas son rôle critique, ni son rôle de proposition, parce que les enjeux sont ailleurs dans des querelles de chefs qui n'ont rien d'éminemment politiques.
Notre Parti a un mandat, il est redevable devant ses militants, il se doit de les écouter et d'agir en prenant en compte leurs aspirations. Il ne le fait pas actuellement. Peu d'initiatives au niveau national, une perte d'identité du Parti Socialiste sont deux des maux essentiels qui ont frappé les militants de la fédération.
En ce sens, les militants de ma fédération trouvent inacceptable que le Premier secrétaire ait intronisé M. Tapie qui n'a pour mérite que ses qualités de hâbleur médiatique, le fric symbole érigé en zorro des banlieues ou en sauveur de la Canebière. Quelle dérision pour le Socialisme ! Quelle tristesse pour les Socialistes !
(Applaudissements)
Ce sentiment est celui des militants de la fédération de l'Indre qui, réunie avant hier en Convention fédérale, a voté en conséquence à l'unanimité moins trois abstentions contre le quitus à la Direction nationale.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je demande aux orateurs d'être brefs et une fois de plus et là vraiment je demande y compris si c'est nécessaire au service d'ordre de faire en sorte que les camarades ne restent pas debout dans les travées et je demande aux cameramen de respecter la Convention nationale du Parti Socialiste.
La parole est à Gérard Le Gall.

Fondation Jean Jaurès

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je m'exprimerai cet après-midi dans le cadre du prolongement du rapport d'activité, prisonnier d'un double statut un peu contraignant de chargé des études politiques et coresponsable à côté de mon ami Jean-Claude Petitdemange, des questions électorales, je m'exprimerai brièvement sur deux thèmes : le rapport du Parti Socialiste avec l'opinion et je ferai quelques considérations ensuite sur la réforme régionale.

Sur le premier point, côté médias, nous subissons de nouveau un flot de discours sur le déclin du Parti Socialiste, et une apologie croissante de l'individualisme politique.

Pour tenter d'y répondre sans tordre vraiment le coup au sujet, contentons-nous aujourd'hui de lire les faits à travers les enquêtes d'opinion ou les résultats des élections partielles pour dissiper une certaine sinistrose à laquelle Michel Rocard faisait allusion ce matin, remarquons tout d'abord pour nous en féliciter le bon crédit dont notre Parti continue de bénéficier.

Ce jour paraît un sondage de la SOFRES, sondage mensuel, confirmant la tendance antérieure qui montre que 53% des Français ont une bonne opinion du Parti Socialiste. Ce n'est pas si mal, puisque c'est aussi bien qu'en 1980 à la veille de 1981, sensiblement mieux qu'en 1983 ou 1985, un peu moins bien qu'en 1988.

Et les votes me direz-vous ? Selon les partielles, le PS continue ou conforme sont statut d'excellent parti de rassemblement de second tour ; selon les sondages portant sur les intentions de vote aux législatives, j'insiste sur l'aspect législatif, le PS obtiendrait entre 28 et 30% sur étiquette de Parti et même 31% sur la base des candidatures de 1988. Ce n'est pas si mal quand on sait que les Verts réalisent régulièrement entre 10 et 13% des intentions de vote.

Faut-il rappeler, mais je crois qu'il le faut qu'à son apogée au lendemain de la présidentielle de 1981 le Parti Socialiste réalisa 37% et que François Mitterrand lui-même Président sortant obtint 34% au premier tour de la présidentielle, le 24 avril 1988 ?

Alors, sachons raison garder, il n'y a pas péril, mais soyons vigilants, plus unis, plus créatifs, 1993, n'est pas joué, à nous forcer le destin.

Deux remarques au passage sur deux thèmes évoqués sur l'après Golfe : cessons d'opposer avec légèreté, je l'ai encore entendu tout à l'heure, l'excellence de la cote de popularité de François Mitterrand et Michel Rocard à celle du Parti Socialiste.

Faut-il rappeler, comme je le fais dans tous les stages de formation, de formation pour débutants, qu'il n'est pas honnête et rigoureux de comparer des votes qui expriment des choix entre formations politiques et la popularité qui est la résultante des soutiens de toutes les formations politiques.

Aujourd'hui, l'exécutif, et nous nous en félicitons, bénéficie des soutiens du Golfe et de ses retombées et le RPR et l'UDF qui ont soutenu le Président de la République prolongent leur soutien en soutenant François Mitterrand et Michel Rocard. Pourvu Que ça dure ! Mais aussi le soutien de la moitié des Communistes et des écologistes lors de cette crise du Golfe.

Deuxièmement, par rapport au thème des sanctions, je souhaiterais vous rappeler un petit point d'histoire, histoire récente pour éclairer nos décisions à cette convention : avant le 17 janvier 1991, la partie était loin d'être gagnée politiquement dans notre pays sur le problème du Golfe. François Mitterrand et Michel Rocard n'étaient-ils pas à l'époque minoritaires dans tous les sondages d'opinion ? Et une majorité de Français n'était-elle pas opposée à l'intervention militaire de la France aux côtés des alliés ?
Bref, nos oppositionnels internes ont été d'autant plus durs, d'autant plus audacieux avec la politique définie par le Président de la République, que la situation était plus aléatoire dans l'opinion.
Chers camarades, quand on fait le choix stratégique de prendre date, il faut accepter le bon risque y compris celui d'être sanctionné, quand on transgresse la loi interne du Parti, notamment au niveau du Parlement pour le vote de confiance à Michel Rocard et à François Mitterrand.
Le deuxième thème que j'aborderai très rapidement, parce que l'architecture de la réforme régionale est connue, c'est deux points pour répondre à l'opposition à la Droite, deux points très simples : notre projet est-il un projet sur mesure pour le Parti Socialiste ? Notre projet oblige t-il la Droite à l'alliance avec le Front National ?
Est-il un projet sur mesure pour le Parti Socialiste? Vous étonnerai-je en disant que ma réponse est non, mais il faut argumenter. Non, parce que la réforme emprunte à la réforme municipale de 1982 et on ne répète pas assez que notre réforme de 1982 a été conçue à un moment où ni le Front National, ni les écologistes, n'avaient une réelle existence électorale. Donc, ce n'est pas une loi de circonstance.
Ce n'est pas une loi de circonstance, mais un progrès de la démocratie qu'il faut accomplir désormais au niveau de la région. Cette fois, c'est encore la même inspiration.
Pour ma part, je crois n'être pas le seul, j'aurais préféré que l'architecture fut appliquée, fut traduite au niveau de la région. Je pense que c'est l'opinion de beaucoup d'entre vous mais il nous faut respecter un compromis dont il faut savoir qu'il handicape le Parti Socialiste et donc avantage l'opposition.
Deuxièmement, notre projet oblige t-il la Droite à l'alliance avec le Front National ?
C'est ce que nous suggèrent les deux compères… (illisible)… et Blanc, les magouilleurs avec le Front National dans leur région, dans le dos des électeurs, mais aussi Gérard Longuet qui nous fait une grosse rechute vers le Front National.
La vraie question est la suivante : la Droite accepte t-elle ou non l'alliance avec le Front National à l'issue d'un tour unique si la réforme ne passait pas ou entre les deux tours ?
Ce sont là les termes du débat, ce n'est pas la réforme qui induit les alliances, c'est un choix politique délibéré de la Droite.
Chers camarades, c'est ce qu'il faut répéter.
En conclusion, les cantonales et les régionales, il va falloir, chers camarades,

Fondation Jean Jaurès

préciser rapidement, dès le lendemain de cette Convention, le calendrier de désignation des candidats et préciser tout aussi rapidement dans des rencontres la nature de nos relations avec France Unie, dans la mesure où trop de dirigeants de la France Unie tiennent des discours en contradiction avec notre propre stratégie, stratégie qui nous a permis de gagner en 1988 et pour eux de devenir ministres.
Je crois qu'il faudra alors dire la vérité et dénoncer leurs prétentions un peu trop gourmandes et parfois léonines en matière électorale.
Je pense exprimer votre demande, votre désir en indiquant que dans les départements il faudra respecter les vrais rapports de forces électoraux pour constituer des listes et non pas des pressions indirectes.
Je termine en disant que (et je pense m'exprimer au diapason des Premiers fédéraux et des délégués) dans nos départements il faudra donc respecter ces rapports de forces.
Vous avez compris, en politique comme en musique il faut accepter parfois les ouvertures, mais plutôt sous le mode non troppo qu'allegro !

Le président - La parole est à Michel Debout, en lui demandant de restreindre son temps de parole.

Michel Debout

Mes chers camarades, à l'invitation du Premier secrétaire et à la suite du rapport de Marcel Debarge, je veux vous entretenir quelques minutes, rapidement, de l'activité du secteur entreprise dont, vous le savez, j'ai la charge avec Jean-Louis Cottigny depuis un an maintenant.
Notre premier souci a été de faire le point de la situation, autrement dit l'état des lieux du secteur.
Evidemment, je ne voudrais pas tomber dans la "sinistrose" que dénonçait à juste raison le Premier Ministre ce matin, mais essayer simplement de parler vrai.
Mes camarades, le secteur entreprise ne va pas bien. J'ai même écrit, dans un texte que vous avez peut-être lu (en tout cas, je le souhaite), qu'il était en perdition.
Je veux, pour cela, vous donner simplement deux indications chiffrées.
Dans les années 1980-1984, il existait 1700 structures locales du secteur entreprise, entre GSE départementaux et sections d'entreprise.
Lorsque, à la fin du Congrès de Rennes, nous avons repris le secteur entreprise, il n'y en avait plus que 390.
Autre chiffre, tout aussi éloquent malheureusement : dans 35 fédérations, il n'y a plus aucune structure entreprise !
Au-delà du constat (parce que ce constat n'est pas très positif, comme vous le remarquez) je crois qu'il faut essayer de comprendre les raisons qui ont fait que nous en sommes là.
Ce sont, je crois, des raisons essentiellement politiques.
D'abord, c'est dans les entreprises que le passage de la culture d'opposition à la

Fondation Jean Jaurès

culture de gouvernement a été le plus rude. Les militants, qui étaient habitués jusque là (jusqu'en 1981) à revendiquer, ont dû s'habituer à assumer et cela n'a pas toujours été simple, vous le savez bien.
La deuxième raison, c'est que nous avons accepté, et nous avons eu raison de le faire (c'est le lien avec ce que je viens de dire), d'être en économie ouverte. Nous avons accepté aussi la construction européenne. Mais nous savons bien, en même temps, que tout cela supposait un certain nombre de contraintes, notamment le poids de l'idéologie libérale car, en Europe, c'est encore elle qui domine, et que les contreparties pour les salariés, pour les travailleurs, n'ont pas toujours été suffisantes.
La troisième raison, c'est la formidable mutation technologique dans les modes de production et, là, je vais aller très vite car vous avez tous cela en tête.

- Modification des modes de production.
- Des liens entre les producteurs.
- Modification aussi des structures de production elles-mêmes, avec l'émergence des petites et moyennes entreprises, et vous savez bien que c'est dans les petites et moyennes entreprises que, demain, plus de la moitié des salariés travailleront.

Nous en sommes là. Le vieux modèle productif, fondé sur le taylorisme, n'est pas encore complètement mort, mais le nouveau n'est pas encore complètement né.
Enfin, et j'en aurai terminé avec ces explications qui ne sont pas exhaustives, un déficit de concept.
Oui, c'est vrai, le Socialisme bureaucratique, étatiste, s'est effondré, on l'a vu à l'est. Mais en même temps, qu'est-ce qui l'a remplacé ?
Je crois qu'il y a pour nous tous, en tout cas pour nous, Socialistes, un déficit de concept. Avant 1981, nous avions le triptyque de la nationalisation, de la planification et de l'autogestion. Nous savons bien que nous ne pouvons plus, aujourd'hui, aller devant les travailleurs avec ce même triptyque. Il a pris un petit peu (excusez-moi) de "plomb dans l'aile" !
Seulement, la vraie question, c'est : par quoi va-ton le remplacer ?
Nous sommes, mes camarades, en déficit de concept pour ce qui est de notre conception des phénomènes de production des richesses.
Oui, c'est vrai, nous avons dit : l'économie mixte.
Oui, c'est vrai, ce matin même, à cette tribune, le Premier Ministre a parlé d'économie de marché modifiée par la solidarité.
Mais nous sentons bien, tous, que tout cela, c'est plutôt une définition négative de ce que nous ne voulons pas (c'est-à-dire que nous ne voulons pas du libéralisme "sauvage"), mais ce n'est pas encore suffisamment une définition positive de ce que nous voulons.
Or, les salariés ont besoin de savoir ce que nous voulons et, par conséquent, nous ne pouvons pas en rester avec l'idée, bien sûr riche, peut-être un peu facile, que les Socialistes, c'est pour la meilleure justice dans la distribution des richesses. Bien sûr qu'il faut une meilleure justice dans la distribution des richesses, mais encore faut-il que nous ayons un discours sur la production des

Fondation Jean Jaurès

richesses et sur la place des salariés, des producteurs, dans ce processus !
Voilà, je crois, ce qui nous manque.
C'est aussi une nécessité politique, mes camarades, car je crois qu'il y a un risque. Je ne veux pas forcer le trait, mais je le ressens comme cela, il y a un risque à ce que, peu à peu, parce que nous n'aurions plus de discours sur les phénomènes de production, sur les méthodes de production, nous devenions, sans le vouloir évidemment, sans même s'en être aperçu vraiment, le Parti des cadres et des exclus et nous laissions au bord du chemin les producteurs, je veux dire les salariés, les employés et les ouvriers. Là, vous voyez effectivement les risques politiques.
Alors, face à tout cela, le secteur entreprise n'est pas resté inerte, les bras ballants.
La Commission nationale entreprise s'est réunie tous les deux mois.
Elle a auditionné le Premier secrétaire, des Secrétaires nationaux, un certain nombre de ministres et de représentants de leurs cabinets. Elle a réuni son bureau tous les mois. Elle a organisé 17 rencontres régionales entre le mois d'octobre et le mois de décembre et il y a eu 1300 militants qui ont participé à ces rencontres. Elle a réfléchi sur l'Europe sociale. Elle a mis en œuvre un bulletin permanent. Elle a organisé la première rencontre internationale européenne des salariés des postes et télécommunications. Elle a également participé à l'organisation du colloque de la fondation Jean Jaurès sur la politique industrielle.
Oui ! Nous ne sommes pas restés les bras ballants, mes camarades, mais en même temps nous avons une ambition : celle de réussir la prochaine conférence nationale entreprise. Vous savez que la date de cette conférence a dû être reportée. Elle était prévue initialement au mois de février, mais les événements internationaux étaient si forts et si dramatiques qu'il a fallu la reporter. Donc, nous nous réunirons prochainement, les 31 mai, 1er et 2 juin prochain. Je souhaite que vous soyez nombreux à venir à cette conférence nationale entreprise.
Nous y traiterons (et j'en aurai terminé, cher président, puisque je sais que le temps est compté) de quatre thèmes essentiels. Evidemment, ces thèmes ne résument pas toutes les questions et, notamment, la grande question de la formation professionnelle, de la formation initiale, des formations continues, ne sera pas abordée, mais on sait bien que c'est une question décisive pour l'avenir et je ne peux que saluer la politique du gouvernement à ce point de vue.
Ces quatre thèmes sont :
1°) La politique industrielle...

Le président - Michel, je te demande d'accélérer, s'il te plaît.

Michel Debout - J'accélère...
La politique industrielle, avec la place de l'Europe, la place de l'Etat et aussi la place des entreprises nationalisées. Je crois qu'il faudra qu'on en dise quelque chose et ce que j'ai entendu ce matin me laisse à penser qu'il faudra

Fondation Jean Jaurès

effectivement qu'on précise un peu notre pensée de ce point de vue.
2°) La réduction et l'aménagement du temps de travail. Oui, et Michel Rocard l'a rappelé, le chômage est la première des inégalités, mais je crois vraiment, mes camarades, que nous ne pourrons apporter de réponse que si l'on s'oriente de façon volontaire vers une réduction et un aménagement du temps de travail. Cela se fait d'ailleurs en Allemagne et je trouve que nous-mêmes ne sommes pas assez hardis sur ce terrain.
3°) Le droit des travailleurs. Je l'ai indiqué, cette conférence nationale se tiendra à Roanne et nous pourrons donc valablement tirer le bilan de l'application des lois Auroux. Mais autant je peux et nous pouvons nous féliciter de la décision du gouvernement concernant les accidents du travail et la lutte contre le travail clandestin, autant je le dis, mes camarades, ici, devant vous, j'ai été surpris que le gouvernement renonce à son projet de loi concernant la représentation des salariés dans les PME et les PMI !
4°) Enfin, dernier thème, le mouvement social. Vous savez, mes camarades, qu'on parle beaucoup d'aggiornamento, on dit que notre Parti est le Parti de la réforme, mais je crois qu'on ne manque pas trop d'idées. Les idées, on en a, il suffit d'entendre tous ceux qui s'expriment à cette tribune ou ailleurs, il y a beaucoup d'idées dans notre Parti. Mais la vraie question, notamment dans les entreprises, notamment pour la politique sociale, ce n'est pas d'avoir des idées (bien sûr, il en faut), c'est de pouvoir les faire appliquer ! Et si on ne s'appuie pas sur un mouvement social fort, on sait bien qu'au bout du compte ce ne sont pas nos idées qui triomphent. Alors, il faudra qu'on se pose la question du mouvement social et, dans le mouvement social, le problème des syndicats.
J'en ai fini, cher président. J'espère que vous serez nombreux à Roanne pour cette conférence nationale entreprise, la huitième. Ces questions que je viens d'aborder rapidement sont, bien sûr, les questions du secteur entreprise, mais j'ai essayé de vous dire qu'elles sont d'abord les questions de tout le Parti.
Je sais, nous savons, qu'on peut compter sur le Parti. Le Parti doit savoir qu'il peut compter sur nous !
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel.
Avant de donner la parole à Jean Glavany pour quelques minutes, je voudrais que notre Convention nationale salue la présence ici de Laurent Gbagbo, Secrétaire général du Front Populaire ivoirien, reçu en France par la fondation Jean Jaurès et le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
La parole est à Jean Glavany.

Jean Glavany

Chers camarades, je voudrais parler rapidement du texte dont nous avons débattu pour cette Convention, et du Parti.
Du texte dont nous avons débattu, je dirai que, pour reprendre une formule qui n'est pas de moi, c'est un bien bon texte puisqu'il est unanime, c'est un bien

mauvais texte puisqu'il est unanime.
C'est un bien bon texte parce qu'il est unanime et qu'il exprime, au fond, tout ce qui nous rassemble, tout ce qui est notre patrimoine commun, toute notre pensée commune. Mais il est aussi un mauvais texte parce qu'il est unanime et, donc, il gomme, semble-t-il, tout ce qui pourrait faire débat entre nous.
J'en tire une conclusion pour notre Parti. A Rennes, nous avons vécu sans doute le pire : l'excès de division et l'absence d'idées. Je crois que nous devons désormais nous garder d'un autre excès qui serait l'excès d'unanimité et l'absence d'idées. Je sais bien que nous sommes encore un peu convalescents de ce Congrès de Rennes, que nous avons si mal vécu, mais je crois que nous devrons très vite retrouver le chemin de ce débat franc et fraternel, de ce débat d'idées hors duquel il n'y a pas d'avenir et de dynamisme pour notre Parti.
J'en viens au nouvel ordre mondial.
La guerre est maintenant derrière nous et nous vivons l'après-guerre. La guerre, au fond, nous l'avons vécu assez douloureusement. Certes, nous étions fiers, parce que François Mitterrand était là, et qu'il était digne, et qu'il était fort. Nous étions fiers aussi parce que, grâce à lui, la France tenait son rang. Nous étions fiers aussi parce que cette vieille idée Socialiste de sécurité collective par l'arbitrage international, pour la première fois dans l'histoire, devenait crédible.
Mais nous étions moins fiers, parce qu'un peuple était écrasé sous les bombes, sous nos bombes, et nous étions moins fiers parce que, au fond, la "tasse de thé" des Socialistes, ce n'est pas la guerre.
Et puis, vient l'après-guerre, cette après-guerre qui vient à nous et qui nous pose cette question brutale : alors, ce qu'on avait fait pour libérer le peuple kolwezi... (murmures)... lapsus... j'espère qu'il n'est pas significatif... ce qu'on avait fait pour libérer le peuple koweïti, on ne pourrait pas le faire pour le peuple kurde ?
Chers camarades, nous aurions pu nous contenter de répondre par la question simple : au fond, pour éviter ce massacre, fallait-il alors aller jusqu'à Bagdad ? Fallait-il alors exterminer l'armée irakienne ? Car n'était-ce pas au fond le seul vrai moyen de se mettre à l'abri de telles déviations ?
Nous aurions pu aussi répondre par le droit, le droit international, car pour mener cette guerre, nous nous sommes appuyés, nous, la communauté internationale tout entière, sur une décision de l'ONU permise par sa charte. Venir au secours du peuple kurde relevait d'un droit d'ingérence que justement la charte de l'ONU ne permet pas.
Et pourtant, il y a eu l'initiative de la France de mercredi dernier, et dont tout le monde pensait dès mercredi dernier, au gouvernement, dans le Parti, à l'étranger, chez les observateurs, qu'elle allait conduire la France à un splendide isolement, qu'elle était une belle et bonne initiative, mais vouée à l'échec.
Mais la cause était juste, les valeurs étaient belles et la voix de la France a porté. Et l'ONU, contre toute attente, a voté cette nuit cette résolution 688 qui ouvre la voie à une vraie réforme de la charte des Nations Unies et qui, je le crois, est un beau succès pour le gouvernement de la France et pour le Président de la République.
J'oserai dire que ce coup ci, nous pouvons être fiers sans réserve, car une fois de

plus la voix de la France s'appuyant sur les vraies valeurs porte dans le monde, et nos réserves pendant la guerre s'effacent avec cette initiative et son succès et tranche un peu plus le débat qui aurait pu nous diviser.
J'en viens au Parti pour dire simplement trois choses.
Premièrement, je partage l'idée de Gérard Lindeperg dans Le Monde d'hier soir, nous avons sans doute besoin d'un électrochoc. Je crois que l'état de notre Parti, cette apathie militante, et qui déborde largement nos militants, qui touche nos sympathisants et nos électeurs, relève de cette apathie que Jean-Marc Ayrault décrivait lui aussi, même si je ne partage pas totalement les remèdes qu'il préconise.
Cet électrochoc proposé par Gérard Lindeperg, ou bien nous le provoquons, ou bien d'autres pourront le provoquer un jour ou l'autre, ou bien nous le subirons.
Faut-il dissoudre les courants ? Je ne sais pas si entre nous, sérieusement, on peut comme cela émettre des vœux pieux. Pierre Mauroy a lancé l'idée d'un avancement du Congrès. Je suis sûr que cela ne doit en aucun cas mobiliser l'essentiel de notre Convention. Mais je crois que de toutes façons il faut rendre hommage à Pierre Mauroy et dire que s'il pose ce problème, c'est tout simplement parce qu'il se pose.
Notre Congrès devrait avoir lieu au mois de mars ou avril prochain. Il est impossible de le tenir au moment des élections régionales et cantonales, il faudra bouger sa date. Faut-il le retarder ou faut-il l'avancer ?
Je ne suis pas complètement hermétique à l'idée que le fait de l'avancer puisse présenter plus d'avantages que le fait de le reculer. Mais en tous cas, le problème se pose. Il me semble que nous devrions être capables de l'aborder sérieusement et que cela ne doit pas être un objet de déchirement inutile entre nous.
Mais bien entendu, je partage aussi l'avis de ceux qui disent : un Congrès, pourquoi faire ? Si c'est pour recommencer ce qu'on a fait il y a un an, chers camarades, alors là il vaudrait mieux le retarder le plus longtemps possible !
Enfin je voudrais dire un mot sur les sanctions, et sur les sanctions sur lesquelles la Convention nationale aura à se prononcer.
Je crois que nous sommes tous par principe hostiles à cette idée de répression à l'égard d'un certain nombre de nos camarades et que nous sommes aussi tous hostiles à l'idée d'exclure, d'exclure, d'exclure... alors qu'il vaudrait mieux rassembler.
Mais, chers camarades, je voudrais vous dire une chose simple. Nous nous apprêtons, en tous cas si la Convention en décide ainsi, aujourd'hui ou demain à réintégrer trois députés, Cartelet, Lupy et Claude Miqueu, que je connais bien puisque j'étais le candidat officiel du Parti contre lui en 1988. Ces trois camarades députés viennent de passer deux ans et demi hors du Parti. Pourquoi ? Parce qu'en juin 1988 ils avaient décidé de maintenir leur candidature contre les candidats officiels du Parti, dont je fais partie, je viens de le rappeler.
Quelle était leur faute ? De croire qu'ils avaient suffisamment de légitimité locale pour avoir le droit eux aussi de se présenter à ces élections. D'une certaine manière, les faits ne leur ont pas donné tort.

Fondation Jean Jaurès

Ils ont fait cette faute et ils ont été punis de deux ans et demi d'exclusion du Parti. Mais jamais aucun des trois n'a voté contre le gouvernement, ne s'est exprimé avec véhémence contre la politique du gouvernement et du Président de la République. Jamais aucun des trois n'a participé à des manifestations où l'on criait "Mitterrand assassin" !
(Vifs applaudissements)
Alors, chers camarades, ces trois camarades que nous allons réintégrer, ils ont subi ces deux ans et demi de sanctions, et elles étaient méritées, puisque c'était nos statuts. Il est temps qu'elles prennent fin. Nous serons heureux de les accueillir. Mais vraiment, y a-t-il une discipline possible dans une organisation collective comme la nôtre si, quand il s'agit de faute, par rapport à nos règles collectives, il pouvait y avoir dans des cas pareils deux poids deux mesures
(Vifs Applaudissements)

Le président - Merci.
Pour quelques minutes, Gilbert Roger, et nous procéderons ensuite au vote sur le quitus national.
Je demande à Gilbert d'être très bref, parce que le retard est en train de s'accumuler.

Gilbert Roger

Je voudrais arrêter mon propos sur deux aspects importants que notre Parti devrait à mon sens prendre en compte dans son action immédiate, tant au plan gouvernemental que dans sa réflexion pour l'élaboration du projet de l'an 2000.
Si la guerre n'efface pas tout, elle est peut-être un révélateur pour des dossiers longtemps laissés en suspens. Exprimerons-nous quelques réflexions sur les institutions de la 5ème République et sur notre action dans le domaine de l'économie et du social ?
Si nous examinons les phases successives des conditions du pouvoir politique depuis 1981, nous pouvons constater qu'hormis la période 1981-1986, durant laquelle le Parti Socialiste a eu à lui seul pour la première fois de son histoire une majorité sans partage au Parlement, la période du scrutin à la proportionnelle, le retour de la Droite aux affaires publiques, le discours adopté lors des dernières élections législatives ne permettent plus d'envisager, à mon sens, pour les prochaines échéances une majorité absolue Socialiste à l'Assemblée Nationale.
En 1986, en introduisant la proportionnelle, le Parti Socialiste voulait faire disparaître les alliances politiques assez contraignantes liées à la nécessité électorale. Avec la proportionnelle, il fallait aller à l'alliance essentielle, comme sur les grandes orientations qui déterminent des choix fondamentaux.
Aujourd'hui il ne me semble pas que nous soyons disposés à revenir à un tel mode de scrutin. Donc à nouveau, en 1993, nous serons avec le scrutin majoritaire confrontés à la détermination d'une majorité parlementaire, en coïncidence ou non avec le choix exprimé par les Français aux présidentielles de 1988.

Fondation Jean-Jaurès

La Constitution mise en place en 1958 et profondément modifiée en 1962 risque une fois de plus de nous placer face à une telle situation d'accords électoraux. Ce d'autant plus que nous avons, et j'en suis heureux, rejeté dans nos résolutions de Congrès sans ambiguïté les hypothèses d'accord avec les forces de Droite. Mais un accord à Gauche nécessite au préalable une clarification avec toutes les forces qui se réclament de la Gauche ou de la majorité présidentielle, tant pour les relations internationales que pour la politique nationale.
Pouvons-nous aujourd'hui nous en remettre à l'improvisation pour régler la marche de nos institutions ? Non, une réflexion collective et globale des Socialistes s'impose, aboutissant à des propositions qui peuvent aller jusqu'à toucher le fondement même de la Constitution de 1958, voire à instaurer le compromis entre parlementarisme et présidentialisme.
J'observerai simplement que dans la pratique, nous venons de vivre une telle démarche pendant la période du conflit du Moyen-Orient.
Tout aussi importants sont évidemment les grands choix de l'action gouvernementale pour les mois à venir, particulièrement dans le domaine de l'économie et du social. Aujourd'hui les statistiques font apparaître une masse qui semble incompressible à la baisse de 2,5 millions de chômeurs. Toutes les actions que nous avons engagées depuis 1981, il faut le reconnaître, n'ont pas réussi à faire baisser ce chiffre. Faut-il continuer à se contenter de mesures adoptées ou reconduites chaque année ? Il faut le dire nettement, la disparition du chômage en France ne passe pas uniquement par le développement industriel. Si rien n'interdit ce développement, a-t-on mesuré quelle est son influence réelle sur l'emploi ?
De nos jours, la qualification industrielle concerne dans les firmes de moins en moins de monde, laissant la place à l'automatisation et la robotisation de la production. C'est la machine qui crée de plus en plus directement la richesse. Mais la machine n'est rien sans l'homme qui la créée, qui l'utilise et qui l'exploite.
L'emploi n'est plus seulement l'affaire du marché, mais principalement celle de la collectivité nationale. Si le mouvement Socialiste doit continuer de poser le débat sur la fatalité de la crise, la sortie de cette fatalité, nous le percevons, passe obligatoirement par un changement de système, ce qui n'est pas à l'ordre du jour.
Sans tromper l'opinion sur nos objectifs, quelles sont les mesures concrètes et immédiates possibles ?
Pour longtemps encore, le travail est une nécessité économique et un besoin moral. Il faut poursuivre les incitations à l'embauche, poursuivre la politique des grands travaux, insister sur la politique d'insertion, ne pas abandonner l'objectif des 35 heures.
Mais osons le dire, si le travail est un coût, le non-travail l'est tout autant. Un calcul plus complet du coût du non-travail est indispensable, incluant les indemnisations, mais aussi les charges indirectes, c'est-à-dire les pertes de recettes fiscales et sociales, le travail au noir, la délinquance, l'aide sociale.
Ne peut-on dès lors imaginer une répartition différente de celle actuellement

pratiquée ? En répondant notamment à des besoins d'emplois nouveaux, de services d'entraide, non directement productifs, mais entièrement offerts au service de la collectivité nationale ?
Cette répartition différente des moyens financiers ne peut se limiter à celle déjà engagée. La solidarité nationale pose une fois encore la différence entre les prélèvements dits obligatoires, ainsi les produits financiers qui résultent du simple maniement de la monnaie et de l'accumulation d'un capital improductif doivent plus que tout autre participer - et je conclus - à la solidarité nationale.
Faut-il le rappeler, l'aurions-nous oublié, nous sommes porteurs des intérêts et des espérances d'une classe, celle des salariés directs et indirects d'une société qui n'est pas la leur et qui ne le deviendra jamais, puisque ses propriétaires n'entendent pas leur laisser.
L'abstention, le vote négatif pour le Front National, sont d'une certaine manière l'expression de l'attente de celles et de ceux qui nous faisaient confiance depuis 1981. Ne leur laissons pas penser que les inconvénients du pouvoir d'Etat seraient supérieurs à ses avantages.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, à la fin de cette première partie de discussion, je crois que le moment est venu de soumettre à la Convention le vote du quitus à la Direction nationale du Parti. Aussi, je demande aux délégués, avec le carton rouge, de se prononcer.
Je demande à ceux qui votent pour le quitus de lever la main...
Ils sont tellement nombreux que je vais sans doute procéder à l'épreuve contraire.
Quels sont ceux qui sont contre ?
...
5.
Quels sont ceux qui s'abstiennent ?
...
2.
Comme nous avons le nombre des délégués ayant pointé à l'entrée, je propose pour gagner du temps de ne pas procéder au comptage des pour, et je crois que très largement la Convention nationale a apporté un vote positif au quitus à la Direction nationale. J'en remercie la Convention !
(Applaudissements)
La parole est à Pierre Mauroy. Tu as donc la parole.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, nous avons eu ce matin un débat sur nos activités. Le rapport présenté par Marcel Debarge témoigne de la vitalité, de la détermination du Parti. Des organismes nouveaux ont pris leur essor au cours des derniers mois, en particulier le centre Condorcet pour la formation, la fondation Jean Jaurès pour l'action internationale, "Vendredi" représente une réussite saluée par tous, nous avons été présents sur le terrain des idées, je crois aussi de l'action.

Fondation Jean Jaurès

Cette réussite, sur laquelle il faut insister, n'est pas celle de tel ou tel d'entre nous, elle est collective, et nous devons nous en féliciter.
J'en remercie les Secrétaires nationaux, et toute l'équipe nationale, et en particulier ceux de la coordination et si je les cite, c'est pour associer tous ceux qui sont avec moi, Marcel Debarge, Henri Emmanuelli, Gérard Lindeperg, Michel Debout, Daniel Vaillant qui préside notre convention et puis particulièrement, et vous comprendrez pourquoi, Pierre Guidoni.
(Applaudissements)
Je salue en particulier l'action qu'il a faite dans le secteur international.
De plus Gérard Le Gall l'a souligné, ne jouons pas excessivement les pleureuses, la cote de sympathie du Parti, retrouvée après le fléchissement de l'an dernier, les résultats électoraux - il faut se donner la peine de les analyser - eux-mêmes, qui sont assez satisfaisants, nous apportent sans doute des satisfactions, mais devraient naturellement nous inciter à faire plus, et si nous aurons à parler d'indiscipline, nous saluons aussi les camarades qui vont retrouver le Parti, une centaine, et sans doute bien d'autres à Marseille et dans les Bouches du Rhône, et une fédération qui a retrouvé ses couleurs et j'espère sa force.
Et pourtant nous ressentons tous, malgré ces efforts, malgré ces succès, nous ressentons tous que le Parti s'interroge, que des militants s'interrogent. Oui s'interrogent !
Il me semble que tel est le terme exact, ne nous accablons pas nous-mêmes d'un vocabulaire de crise, ce serait excessif, injuste et dangereux pour l'action que nous menons.
Mais à l'inverse, inutile de se cacher la nécessité d'un sursaut. Et ce n'est pas là seulement une question de volonté.
Mes chers camarades, il n'était pas facile à franchir ce cap des sept mois de crise du Golfe. Bien sûr, aujourd'hui, à la lumière des événements déjà inscrits dans l'histoire, il est aisé de porter jugement. La guerre a été brève. Moins meurtrière pour nos soldats que nous ne l'avions craint. Et surtout l'objectif de libérer le Koweït est atteint, mais nous tous ici, sans aucune exception, nous avons mesuré la gravité, pour toute conscience d'homme et surtout de Socialiste, de ce choix de la guerre comme moyen ultime de la paix. Il nous marquera pour longtemps.
Ce choix, vous l'avez fait, parce que vous étiez convaincus qu'une France Socialiste ne pouvait que défendre aux yeux du monde ces valeurs de paix et de liberté. Vous l'avez fait en soutenant l'action du Président de la République, François Mitterrand, au moment où il prenait la responsabilité la plus grave depuis 1981.
Vous l'avez fait en soutenant l'action du gouvernement, que le Premier Ministre, Michel Rocard, a rappelée tout à l'heure. Je sais aussi que certains d'entre vous ne l'ont pas fait sans déchirement. Disons-le, cette décision a été difficile pour beaucoup, et peut-être pour tous, et pourtant vous l'avez prise, et pourtant nous l'avons prise.
La conscience n'est pas l'apanage de quelques-uns, elle n'a pas été le monopole de ceux qui l'ont brandie le plus ostensiblement. Je veux ici remercier tous ceux

qui, malgré les difficultés, ont choisi d'adhérer à la politique du Président de la République, et de son gouvernement, que dis-je, de faire bloc avec le Président de la République et son gouvernement.'
(Applaudissements)
Mes chers camarades, et au-delà de vous les militants et les militantes, vous avez ainsi permis que cette convention ne soit pas celle de la division.
La très grande majorité des Socialistes a su rester unie. Voilà pourquoi ma fierté pour le Parti est de pouvoir monter à cette tribune, comme Premier secrétaire, garant du rassemblement, présentant un texte qui a su réunir l'unanimité du Bureau exécutif. Je souhaite retrouver ce très large accord devant la convention, sachant que le débat pour un nouvel ordre mondial sera bien sûr sans cesse renouvelé.
Aujourd'hui, nous avons dépassé le cap de la guerre, et nous vivons chaque jour le retour du combat politique national et parfois de ses arcanes.
La Droite brûlait de reprendre l'offensive. Elle l'a fait à contretemps une fois ou deux avant le 28 février. Et naturellement, dès l'annonce du cessez-le-feu. Elle a repris après Poniatowski, Longuet n'a pas attendu longtemps pour préconiser l'alliance avec un Front National pourtant en difficulté et qui aurait dû payer de son isolement la poignée de main de Le Pen à Saddam Hussein.
Quel dommage pour l'image générale de la politique qui semblait se redresser dans l'esprit des Français, compte tenu de l'attitude des Partis devant la crise du Golfe. Mais raison de plus pour donner, nous Socialistes, à l'occasion de cette première grande réunion d'après crise, une autre image de la politique, celle de l'imagination, du débat véritable, de la détermination à construire l'avenir.
Dans quelques mois, la parole sera aux Français pour des élections régionales, cantonales et sénatoriales dans des conditions nouvelles et plus satisfaisantes pour nous. Puis, année après année, le suffrage universel sera appelé à se prononcer pratiquement sur tous les niveaux de pouvoir : législatives en 1993, européennes de 1994, municipales de 1995, et naturellement élections présidentielles.
A chacune de ces étapes, mes chers camarades, il faudra vaincre, car telle est la condition pour faire triompher nos idées et nos convictions. Et l'année de préparation pour le Parti, c'est bien en 1991.
Pendant toute cette période, il nous faudra au moins un Congrès, sinon il faudra le remettre pour après 1995. A chacune de ces étapes, nous nous présenterons forts de notre bilan. Dix ans, oui dix ans depuis le 10 mai 1981, nous aurions tort de craindre ou de douter, ce bilan est immense. Il sera attaqué peut-être, contesté sans doute, soit. Eh bien, c'est à nous de saluer l'action du Président de la République et de ses gouvernements.
Nous le ferons avec éclat, conscients de la solidité de ce que nous avons déjà construit, et dans chaque critique nous verrons une incitation à prolonger, à aller plus loin encore, bref à continuer.
A cette heure, mes chers camarades, une seule question devrait nous préoccuper, elle est simple à formuler, comment gagner ? Elle est naturellement plus complexe à gérer, quoique les conditions du succès tiennent en trois phrases :

gouverner en ralliant le plus grand nombre des Français, leur proposer un grand projet pour renouveler notre contrat de pouvoir et faire vivre un parti digne de ce nom.
La démarche d'élaboration du projet est engagée.
Offrir une perspective à l'horizon de la fin du siècle, donner un sens à notre action d'aujourd'hui, en fonction d'objectifs à plus long terme, notre mission est là toute entière.
N'oublions jamais ceci : nous accomplissons aujourd'hui un moment d'une histoire que d'autres avant nous ont engagée. Le Socialisme est certes une idéologie. Et les idéologies sont mortelles : l'affaiblissement du Communisme nous le prouve, la nôtre peut sans doute enfin suivre le cours de ses valeurs initiales.
Le Socialisme fut avant la première guerre mondiale une incroyable fluorescence d'idées, la rupture après 1920 contraignit le mouvement Socialiste à se définir en quelque sorte par différence avec le Communisme triomphant d'alors.
Il perdit dans cette confrontation une part de ses forces créatrices du départ. Aujourd'hui, la mise en cause générale du modèle Communiste offre au Socialisme une chance d'être lui-même. Le projet de 1991, que nous devons préparer ensemble, peut, mes chers camarades, être le grand projet des Socialistes, celui qui marquera les prochaines générations. A nous de prendre, maintenant, les moyens d'une offensive sur les idées.
Nous avons gagné chaque fois que nous avons mené cette offensive, c'est cette offensive là qui est essentielle, le reste est secondaire et quelque fois dérisoire.
Cette offensive, nous devons prioritairement la mener sur le plan de l'action internationale de la France.
Au Moyen-Orient, la rapidité de la guerre nous laissait espérer l'imminence de la paix. Or, le cessez-le-feu en Irak n'est pas la paix. La souveraineté du Koweït a bien été rétablie dans les conditions exactes que nous imposait la décision du Conseil de sécurité.
Mais malgré son accablante défaite, le dictateur irakien s'est maintenu au pouvoir. Pire encore, il a multiplié les forfaits contre son peuple, et tout particulièrement contre la minorité kurde.
La France, au cours des dernières heures, vient d'accomplir par le vote de la résolution 688 condamnant la répression en Irak, une indéniable avancée diplomatique. L'initiative du Président de la République donne à la France une victoire politique et plus encore morale.
(Applaudissements)
L'aide humanitaire, évidemment difficile à acheminer, permettra d'alléger le fardeau dramatique qui pèse sur la population kurde.
Et au-delà de ces événements, la question kurde nous engage à une réflexion plus générale, sur le problème des minorités. Nous, Socialistes, affirmons que nulle part dans le monde ne saurait exister de règlement de paix sans libre expression des populations.
Soyons clairs cependant, dans le monde tel qu'il est, avec des frontières qui

tirent leur légitimité de l'histoire, nous ne croyons pas qu'à chaque nationalité doive nécessairement correspondre un Etat, la plupart des minorités d'ailleurs ne le demandent pas. Mais, en revanche, à chaque nationalité doit correspondre le respect des droits, droit à l'identité, à la langue, à la culture et bien sûr, Droits de l'homme. La question est de savoir comment l'assurer.

Il est indispensable que les organisations internationales, particulièrement l'ONU, envisagent un élargissement de leur action au-delà des relations entre Etats, d'ailleurs le Conseil de sécurité s'est reconnu compétent pour sanctionner l'Afrique du sud coupable de faire régner l'apartheid. Quand la vie d'un peuple est en danger, comment l'ONU pourrait-elle s'abstenir d'intervenir sous prétexte d'arguties juridiques ?

La non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat reste sans doute un principe essentiel, mais notre conscience de Socialistes nous appelle à un véritable devoir d'ingérence humanitaire ! Et nous nous félicitons de la décision de l'ONU d'hier soir sur proposition française.

(Applaudissements)

Pour m'être exprimé en votre nom à trois reprises à l'Assemblée Nationale sur les problèmes du Proche et Moyen-Orient, notamment ceux du Golfe et du Liban, je me limiterai à souligner l'urgence du règlement de la question palestinienne.

Les Socialistes tiennent depuis 1973 le même discours.

Droit à l'autodétermination et à une patrie pour le peuple palestinien, droit à Israël de vivre dans des frontières sûres et reconnues. Là-dessus, nous sommes extrêmement clairs. Le problème est désormais notre capacité à le résoudre. La France doit participer à ce règlement. Elle n'a pas capacité à le conduire seule. Aussi, voyons-nous comme un événement majeur la prise de conscience, de la part des Etats-Unis, du caractère central de la question palestinienne dans le règlement d'ensemble du conflit. Ceci est une avancée qui, si elle ne règle pas le fond des problèmes, permet au moins de les envisager d'une façon plus réaliste.

La vraie question est de savoir comment surmonter ces intransigeances qui se cumulent et se renforcent. J'ai la conviction, depuis mon voyage en Israël, que la rigidité du gouvernement Shamir n'est pas celle du peuple israélien.

En tout cas, j'ai la certitude que nos amis travaillistes et du MAPAM ont, à cet égard, des positions plus ouvertes.

De la même façon, nous avons répondu récemment à l'OLP en affirmant la volonté des Socialistes français de voir s'engager la négociation sans exclusive et sans délai.

Je traiterai aussi du problème des ventes d'armes. Il faut nécessairement distinguer le contrôle des ventes d'armes et le désarmement régional. Mais nous ne devons pas attendre le lancement de cette négociation pour faire le ménage chez nous.

Là encore, il convient de s'appuyer sur le renouveau des institutions internationales. L'Europe des douze a un rôle à jouer en matière de coordination des ventes d'armes. Il ne sert à rien, en effet, d'instaurer une discipline plus rigoureuse en France si nos voisins ne font pas de même.

Fondation Jean-Jaurès

De la même façon, l'Organisation des Nations Unies devrait se doter de moyens de contrôle et de surveillance des marchés d'armes. Cette question est prioritaire pour l'édification d'un nouvel ordre international.
Que cesse effectivement l'hypocrisie ! A quoi bon convoquer des diplomates autour des tables de négociation si parallèlement l'activité des marchands d'armes n'est pas sévèrement contrôlée ! Ne soyons pas naïfs. Il ne s'agit pas de lutter contre l'armement en soi. Chaque pays a le droit de se doter des moyens de sa sécurité. Il s'agit - et c'est déjà beaucoup - de lutter contre le surarmement. Et l'on sait bien qu'au Proche-Orient la paix s'obtiendra à un niveau d'armement bien inférieur à celui que l'on constate aujourd'hui.
Je terminerai cette revue des problèmes liés à la crise du Golfe par quelques mots sur le rôle des pays européens. A différents moments de la crise, les douze états européens ont adopté des positions communes. Ils ont été les premiers, avant l'ONU, à décréter un embargo contre l'Irak et cela juste après l'invasion du Koweït.
Ne cédons pas à l'auto-flagellation. Ce serait rendre un fier service à ceux qui pratiquent continuellement le dénigrement de l'Europe communautaire. Leur intention cachée est de ruiner les efforts d'une Europe en laquelle ils n'ont jamais cru.
La vérité, c'est qu'on ne peut pas faire comme si l'Europe politique existait et déplorer ses carences. L'Europe politique, la politique étrangère commune sont à construire. Après quoi viendra le temps de la défense européenne. Il n'est pas dans notre pouvoir d'inverser l'ordre des priorités. A la fin de l'année, d'ailleurs, un traité d'union politique verra peut-être le jour.
L'Europe se dotera ainsi des instruments pour cette politique étrangère commune dont la crise du Golfe a montré l'urgente nécessité.
Si je ne m'étends pas davantage, c'est parce que le texte que j'ai présenté au Bureau exécutif, qui est un travail collectif, qui a été adopté par le Bureau exécutif, a été largement diffusé dans le Parti. Vous le connaissez.
Mes chers camarades, cette offensive, nous devons aussi la mener sur les questions de société et de politique intérieure.
Nous avons tout à l'heure entendu le Premier Ministre. Nous approuvons sa démarche et tout particulièrement le rappel de ce qui a été fait sur le plan social et de ce qui a été annoncé. Nous aurons l'occasion à l'Assemblée Nationale de discuter des modalités des différents projets qui nous sont ainsi présentés par le Premier Ministre lui-même.
Je ferai une remarque cependant. Il est vrai que nous sommes tributaires pour la politique sociale de la situation économique et le Premier Ministre nous l'a rappelé. Il est vrai aussi qu'une politique de gauche peut être assurée à partir de réformes circonstanciées et répondant directement aux préoccupations des Français, voire même de telle ou telle catégorie de Français. Vis-à-vis de notre électorat, nous devons faire ressortir la logique sociale de la politique du gouvernement. Cette logique doit être mieux perçue. Ceci concerne le gouvernement, ceci concerne également le Parti.
Elle l'est, en tout cas, cette logique sociale d'une politique de gauche, dans

l'action pour la ville menée par Michel Delebarre et Philippe Marchand. Et je salue les lois qui ont été préparées, qui ont été votées, et les prochaines lois qui viendront.
Elle l'est dans l'adoption du plan social étudiant de Lionel Jospin.
Elle l'est dans les mesures décidées à l'égard de l'audiovisuel public par Catherine Tasca.
Elle l'est en ce qui concerne la réforme hospitalière que Claude Evin a préparée.
Elle l'est dans la réforme de l'aide légale proposée par Henri Nallet.
Elle l'est dans la définition d'une politique européenne fondée sur la charte sociale avec Roland Dumas et Elisabeth Guigou. Et nous nous félicitons que, sur proposition de la France, la Commission ait avancé sur ce point.
C'est à nous, Parti et gouvernement, tous ensemble, de faire ressortir cette logique sociale. Une trop grande timidité nous priverait du bénéfice de ces réformes auprès des catégories mêmes en faveur desquelles nous les prenons.
Il nous appartient, dans le cadre de notre projet, de montrer que chacun de nos textes, que chacune de nos réformes est une étape vers un objectif plus global. C'est en effet à notre projet d'offrir la perspective dans laquelle s'inscrit le gouvernement. Et c'est cela l'urgence d'aujourd'hui.
Grâce à la politique engagée depuis 1982, notre pays connaît la réussite économique : la croissance est saine, l'inflation maîtrisée, le franc stable et 800 000 emplois ont été créés depuis 1988. Ce n'est pas rien !
Et pourtant, ce n'est pas suffisant pour enrayer la progression du chômage qui demeure, comme l'a dit le Premier Ministre, la première des inégalités. Nous savons tous qu'il n'existe pas de filtre magique, sans doute. Mais notre projet doit être l'occasion d'apporter des réponses novatrices à ce qui constitue la source même de tant de maux de notre société.
Nous devons aborder sans complexe le problème de notre politique industrielle. Il n'est plus possible que notre balance industrielle se détériore encore. Que doit-on faire pour remédier à cela ? Brider encore et toujours plus les salaires comme nous le suggère la partie la plus conservatrice du patronat français ? Ce serait oublier que notre différentiel de compétitivité avec l'Allemagne ne vient pas du tout du salarié. Les salaires français sont toujours inférieurs de 15% aux salaires allemands. Les difficultés que nous éprouvons proviennent d'autres facteurs ; sans doute d'une absence de spécialisation forte de notre industrie, d'un sous-dimensionnement de nos entreprises moyennes, d'une carence de formation continue dans les entreprises, du manque de qualité et d'innovation dans les produits que nous fabriquons, mais aussi et surtout d'une conception trop archaïque des relations sociales dans l'entreprise.
(Applaudissements)
L'entreprise française est encore engoncée dans le taylorisme. Il est temps pour les dirigeants français de comprendre que les salariés sont la seule vraie richesse de l'entreprise. C'est pourquoi je souhaite que notre projet définisse cette société d'économie mixte. Et quant à la place de l'Etat, je ne suis pas pour la diminuer mais plutôt pour la renforcer.
Je souhaite que notre projet soit audacieux aussi sur la question de la réduction

Fondation Jean Jaurès

et de l'aménagement du temps de travail. Le débat est largement engagé dans la plupart des pays européens, et notamment en Allemagne. Pourquoi en serait-il autrement en France alors que nous avons été parmi les premiers à progresser dans cette voie ?
Sur le problème des retraites, le Premier Ministre s'est exprimé d'une manière très complète, je n'y reviens pas, et nous avons été très heureux d'enregistrer ses propos sur la retraite à 60 ans.
Enfin, notre projet devra bien sûr apporter toute son attention aux droits des travailleurs dans l'entreprise. Les lois Auroux ont permis des avancées réelles. Je souhaite que l'on établisse un bilan précis et rigoureux de ces lois pour les faire mieux appliquer, les prolonger notamment dans les petites et moyennes entreprises.
Sur tous ces problèmes, et sur bien d'autres, le débat est ouvert. Sur tous ces problèmes, plus on sera prompt à apporter telle proposition complémentaire à toutes celles que nous avons proposées et réalisées d'ailleurs pour la plupart, je crois que gouvernement, Parti, septennat, tout le monde s'en portera mieux.
Mes chers camarades, l'offensive des idées doit s'appuyer sur un parti fort. Au mois de juin prochain, nous fêterons le 20ème anniversaire du Congrès d'Epinay. Au-delà de sa signification symbolique et historique, cette manifestation doit être un temps fort de réflexion sur notre Parti et son avenir. En 1971, avec François Mitterrand, nous avons voulu un Parti Socialiste organisé, cohérent dans sa ligne politique, rassemblé et rassembleur.
Ces objectifs ont été atteints. Encore faut-il, dans la période présente, qui est celle du pouvoir exercé dans la durée, les maintenir et les approfondir. Tel est sans doute un des enjeux les plus essentiels de cette période.
La Gauche a pris son envol historique quand elle a compris que l'organisation faisait sa force à côté de celle des idées. Mais les Socialistes, d'une manière différente des Communistes, ont conçu des formes d'organisation originales, fondées sur la démocratie et le débat interne. C'est cette organisation qui nous a permis d'arriver là où nous en sommes aujourd'hui.
Dans les règles fixées dès l'origine, il y a naturellement celle concernant la discipline. Car il n'existe pas d'organisation sans règles de conduite et, donc, sans sanctions. Cela, j'en suis sûr, chacun d'entre vous en est convaincu. Et c'est aussi ce qu'il faut examiner, ce qu'il nous faudra examiner au cours de cette convention : le débat sur ces indisciplines, en saluant d'ailleurs nombreux indisciplinés qui vont regagner le Parti, ceux qui avaient été indisciplinés lors des élections municipales il y a deux ans, et ceux qui avaient été sanctionnés tout particulièrement à Marseille dans les Bouches du Rhône.
Je viens, mes camarades, devant votre Convention nationale en Premier secrétaire de la rigueur et de la modération. Je ne demande rien d'autre que de confirmer les sanctions déjà prises contre les parlementaires qui ont pourtant rompu la règle essentielle de discipline de vote à l'Assemblée Nationale et au Sénat concernant un débat très grave et, pour quelques-uns d'entre eux, qui ont battu les estrades et les plateaux de télévision, une prolongation de ces dispositions.

J'ai conscience que c'est un minimum et chacun peut en convenir. Mais si nous n'appliquions pas ce minimum, alors pourrions-nous encore dire que nous sommes une organisation ?
(Applaudissements)
Chacun doit comprendre que cette rigueur, cette exigence, n'est pas celle d'un Premier secrétaire, pas davantage celle d'une direction. Elle est d'abord l'exigence que nous devons à chacun de nos militants du Parti Socialiste qui, eux, sont disciplinés.
(Applaudissements)
Voilà pourquoi je demanderai ce soir à la Commission des résolutions de suivre les propositions de Marcel Debarge qui sont les propositions du Bureau exécutif adoptées à une très large majorité.
Un Parti cohérent, tel est le deuxième trait du Parti créé à Epinay. Il vise notre stratégie, fixée à l'origine. Nous la formulons aujourd'hui dans la notion de rassemblement à gauche. Ce rassemblement, on le sait, vise aujourd'hui des acteurs et des rapports de force qui ont changé depuis vingt ans.
L'échec du Communisme international, la fuite du Parti Communiste français dans un activisme gauchiste sans référence à un projet global, l'utilisation d'un système d'analyse qui récuse la réalité, tout cela alimente un désarroi qui perturbe les repères de l'ensemble de la Gauche.
Le Parti Communiste en s'éloignant du rassemblement s'est enfermé dans un piège ; les débats du 27ème Congrès l'ont montré. Son attitude lors du conflit du Golfe a aggravé encore la distance.
Nous pourrions laisser le Parti Communiste poursuivre sa politique suicidaire. Je crois cependant que nous devons résister à cette tentation et chercher les moyens de renouer le dialogue avec les Communistes et plus largement avec tous ceux qui sont inspirés de la culture Communiste.
Cette volonté de dialogue est majeure dans notre proposition de modification du mode de scrutin régional. Il s'agit bien sûr avant tout d'assurer à cette collectivité si importante en matière de développement d'une France décentralisée, la stabilité et donc les majorités nécessaires que le mode de scrutin actuel à l'évidence ne lui donne pas.
Mais il s'agit aussi, mes chers camarades, de permettre au deuxième tour de passer devant l'opinion le même contrat de rassemblement de la Gauche que celui qui nous lie dans les autres scrutins. Aussi, le Parti Socialiste a t-il demandé au gouvernement de présenter à la prochaine session parlementaire, c'est-à-dire dans quelques semaines, un projet de loi transposant le mode de scrutin municipal aux élections régionales. Nous insistons. Nous y tenons et j'espère que sur ce plan là la Convention nationale renforcera le mandat de la direction du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Au-delà du PC nous avons aussi le souci de rassembler la mouvance Communiste. A Rennes, nous en avions décidé le cadre, celui des états généraux de la Gauche à tenir dès la fin de cette année. Le pouvons-nous encore ? Manifestement, la crise du Golfe a modifié le climat et nous devons réajuster

notre calendrier.
Les états généraux pourront se tenir après les élections régionales, lorsque la Gauche sera une nouvelle fois rassemblée au second tour pour conquérir des régions et des Conseils généraux.
Le Parti créé à Epinay s'est donné pour vocation de rassembler les Socialistes. Avec François Mitterrand, nous savions que les grands moments de l'histoire du Socialisme étaient ceux de l'unité. Nous savions que la division ne conduisait qu'à l'échec, et en 1971 nous étions dans une telle période. Moment cruel et difficile. Cependant, année après année, nous avons réussi à construire cette unité et à établir la cohésion des Socialistes. Le rassemblement des Socialistes reste plus que jamais d'actualité, et plus encore dans une période où nous sommes au pouvoir, où les Français attendent de nous autre chose que polémique et stériles débats.
Chacun mesure bien la portée des échéances qui sont devant nous. Le PS doit élaborer et porter collectivement son projet. Il doit rassembler la Gauche face à un parti Communiste qui perd progressivement ses réflexes de rassemblement à gauche. Il doit assurer la cohérence de son action au sein de la majorité présidentielle.
Sur ce point, la Convention nationale de décembre avait donné mandat d'ouvrir des négociations. Les événements du Golfe ne l'ont pas permis, pas plus que la mise en place retardée des structures de France Unie. Les négociations doivent maintenant s'engager très rapidement, sur la base des principes que nous avons définis et qui sont clairs.
Le Bureau exécutif rendra compte au Comité directeur de ces négociations et enregistrera les listes des candidats aux prochaines élections. Il appartiendra à une instance du Parti en septembre ou octobre prochain d'approuver l'ensemble du dispositif. Vous direz si c'est un Comité directeur ou une Convention.
Mais pour parcourir ce chemin, nécessairement semé d'embûches, il nous faut un parti fort et cohérent.
La synthèse nous a permis au sortir du Congrès de Rennes d'éviter le pire. Depuis lors, nous avons travaillé. Cependant, nous savons tous ici que le Parti, quelles qu'en soient les raisons, n'a pas retrouvé encore toutes ses assises. Il est riche de potentialités comme rarement dans son histoire, il a rassemblé des jeunes nouvelle génération Qui ne demandent qu'à être au service du Parti, à condition qu'on avance oui pour baliser le chemin, pour reprendre le chemin de nos idées, ce que nous avons toujours fait dans les grands moments, et le Parti est en interrogation, un parti trop fort de ses possibilités, qui les annule lui-même et qui se plaint de cette situation, comme s'il n'était pas en notre pouvoir de corriger cette situation, ce que nous devons à l'ensemble de nos militants. Il ne s'agit pas d'une crise ou d'un malaise, mais d'un handicap lié au jeu des courants poussé à l'extrême et à notre organisation.
Je ne souhaite pas ici développer une approche critique du fonctionnement du Parti et je ne suis pas pour le retour à un scrutin majoritaire dans le Parti, mais il est certain que, progressivement, les courants nous ankylosent. Avec le risque émergent d'une asphyxie du débat d'idées. De fait, tout le processus de décision

aujourd'hui est plus lourd, plus lent, plus difficile.
Nous avons, certes, trouvé les modalités d'un travail collectif qui nous permet de franchir un à un tous les obstacles, et nous y sommes toujours parvenus depuis un an, mais il faut discuter, il y a les impératifs du Parti dans son ensemble, les impératifs plus particuliers et légitimes mais qui nécessitent bien des discussions, bien des difficultés supplémentaires. A terme, mes chers camarades, je vous le dis, j'ai quand même quelques années à la responsabilité d'organisations Socialistes du Parti Socialiste, le risque d'un tel fonctionnement est que cela entrave sérieusement notre élan, cela c'est un risque qui est bien réel, dont nous ressentons dès maintenant les effets.
Mes chers camarades, j'ai, depuis plusieurs mois, bien réfléchi aux équilibres d'un parti formé de composantes dont aucune ne dispose de la majorité, mais vous savez pourquoi.
Il n'y a pas que les considérations arithmétiques, il y a aussi des logiques politiques.
Le Congrès de Rennes, chacun a pu en faire l'analyse, les majorités possibles, il y en avait, arithmétiques, il y en avait, politiques, il n'y en avait pas, la synthèse s'imposait, c'est pourquoi d'ailleurs on s'est tous retrouvé dans la synthèse et que je suis le Premier secrétaire de la synthèse.
Vous voulez vous échapper à ces règles qui ont fait le désordre du Congrès de Rennes, ce sont toujours les mêmes, mes amis. Il faut, par conséquent, assurer notre chemin, assurer nos victoires en prenant en compte cette situation politique, bien entendu.
En tout cas, depuis un an, je me suis efforcé de créer les éléments d'une animation d'un parti ainsi constitué, mais sans doute celui qui vous parle est-il bien placé avec beaucoup d'autres, avec chacun d'entre vous, et vous aurez le temps d'y réfléchir, pour surmonter ces difficultés et faire un certain nombre de propositions.
Telle est la raison de ma proposition concernant la date de notre prochain Congrès ordinaire. Je la fais avec le sourire, je n'oblige personne.
J'ai rencontré les différents responsables du Parti, nous en avons parlé et je dois dire qu'avec Laurent Fabius nous avons parlé d'une façon amicale et pas du tout orageuse.
La réponse n'est pas à apporter aujourd'hui, n'allez pas trop vite, ne dites pas trop vite oui ou trop vite non, attendez, c'est un Comité directeur qui devra décider de cela.
Mais de quoi s'agit il ? Et c'est par là que je vais terminer.
Je n'ai pas envie de faire pression sur une Convention qui d'ailleurs n'a pas de décision à prendre, mais simplement pour que vous puissiez dans les prochaines semaines réfléchir avec les militants à ce que je vais vous dire maintenant.
D'abord, je note, auprès des militants, que lorsqu'on parle d'un Congrès, il y a une appréhension, mais, mes amis, il faudra bien en faire un prochain, à moins que vous décidiez qu'on n'en fera un qu'après 1995 et de me reconduire jusqu'après 1995 !
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Mes amis, la date normale du Congrès, ces choses là ont été très bien dite par Jean-Marc Ayrault, est en mars 1992 au moment même où se tiennent les élections cantonales régionales et un peu plus tard sénatoriales. Cette date ne peut être retenue. Il reste, par conséquent, deux hypothèses simples: ou retarder le Congrès, mais c'est alors prendre le risque de tenir cette instance entre deux échéances électorales lourdes au moment où précisément le Parti a le plus besoin de se mobiliser sur le terrain pour franchir l'échéance de pouvoir la plus importante du septennat, car après 1993 il serait trop tard, si nous "loupons".
Et puis, il faudra aussi nous préoccuper du rassemblement de la Gauche et de la majorité présidentielle, nous préoccuper aussi de nos adversaires quand même, et faire partager par le plus grand nombre de Français notre projet qui aura été arrêté à la fin de cette année.
Voilà bien du travail pour 1992 avec les états généraux de la Gauche, j'en ai parlé tout à l'heure.
Ou bien, nous anticipons l'échéance de trois mois en liant l'organisation du Congrès à celle du projet, tel est d'ailleurs l'argument essentiel. Que signifierait un Congrès se tenant quelques mois après l'adoption d'un projet ce qui aurait l'inconvénient de nous replacer dans des débat d'idées dans le cercle infernal des enjeux de pouvoir, ces enjeux de pouvoir qui nous ont créé les difficultés de Rennes, alors que tous au sortir de Rennes, vous disiez : vive un Congrès où on pourrait débattre d'idées, où si nous n'étions pas tous d'accord nous pourrions nous compter sur les idées des uns et des autres, parce que cela c'est honorable, cela c'est la logique du Parti, en tout cas on prendrait le risque au regard de l'opinion de faire apparaître des divisions entre Socialistes qu'aucune justification dans le débat d'idées n'imposerait.
Mes chers camarades, chacun comprend bien que nous ne débattons pas seulement de la date d'un Congrès, la question qui nous est posée finalement est bien simple : dans les remous actuels nous devons affirmer l'identité de notre Socialisme et de notre Parti, vous le demandez tous. Comment le faire mieux qu'en concentrant toute notre vie interne sur notre débat d'idées et sur notre projet qui ne sera pas seulement un projet pour des élections législatives prochaines mais pour les dix ou quinze prochaines années ?
Tout peut changer avec le projet si nous passons ce cap avec mention honorable, le Parti aura devant lui de larges horizons. Il sera le môle autour duquel toute la politique française s'ordonnera, et pour longtemps, et nous permettra alors de grandes ambitions, celles de nos idées, définies ensemble, et l'élaboration en Congrès, vous le savez bien, se fera différemment de l'élaboration dans une Convention nationale, surtout d'un projet qui est tout de même un projet, au-delà de la législative, pour dix ans ou pour quinze ans.
Mais à l'inverse, si pour des raisons tactiques nous préférons gérer des attentes, sacrifier des idées, alors soyons convaincus que nous perdrons tout et que nous perdrons tous ensemble.
Je ne demande pas à cette Convention nationale de trancher, bien sûr, sur la date du Congrès. Nos statuts attribuent cette compétence à un Comité directeur. Il se réunira en juin, après le 20ème anniversaire d'Epinay, qui a été le Congrès du

rassemblement, d'un rassemblement continu.
Il sera précédé de tous les débats nécessaires pour conduire la discussion du projet avec un esprit de rassemblement.
Je voudrais dire à chacun d'entre vous que j'ai été l'homme de la synthèse, mon mandat est celui de la synthèse. Personne ne peut supposer que j'ouvre un combat contre qui que ce soit. Je me l'interdis, d'abord compte tenu de la mission que vous m'avez confié d'être le Premier secrétaire de la synthèse. J'entends, au contraire, préparer, avec vous tous, un Congrès qui sera celui des idées, celui de nos idées pour l'avenir, celui de notre rassemblement pour la victoire.
L'heure est bien trop grave, mes chers camarades, pour permettre les demi-mesures, les petites précautions et les prudences qui ne nous mèneraient qu'à gérer l'immobilisme.
L'heure, mes camarades, est au mouvement, à la conquête pour les prochaines élections et pour les dix ans à venir. Si nous restons sur la défensive, oui, nous risquons de tout perdre.
Si nous prenons l'offensive, l'offensive avec nos idées et avec tout le Parti, alors oui, nous gagnerons !
(Applaudissements)

Le président - Merci au Premier secrétaire, Pierre Mauroy.
Avant que le débat général ne s'engage, je voudrais demander à un camarade par motion de se réunir autour de Gérard Collomb afin de préparer le travail de la Commission des résolutions, en se saisissant des textes remontés des fédérations, et que la Commission des résolutions soit nourrie du travail effectué au niveau des Conventions fédérales.
D'autre part, je demande à un certain nombre de fédérations de se rendre auprès de la Commission chargée d'examiner les statuts fédéraux (c'est Yannick Bodin qui conduira les travaux de cette Commission).
Je demande donc aux fédérations de l'Aine, de l'Allier, des Alpes-Maritimes, de l'Aube, de l'Aude, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Maritime, du Cher, de la Corse du sud, du Gard, de l'Indre-et-loire, de l'Isère, de la loire-Atlantique, de Paris, de Seine-Maritime, de Vendée, de l'Yonne, du territoire de Belfort, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, du Val d'Oise, du Tarn et du Finistère, dans l'ordre (ne partez pas tous ensemble mais au fur et à mesure), d'aller à la rencontre de la Commission des statuts fédéraux.
La parole est maintenant à Michel Vauzelle.

Michel Vauzelle

Chers camarades, vous avez sans doute remarqué comme moi combien la période qui a coïncidé avec la crise, la malheureuse crise du Golfe, et la guerre, a permis à l'opinion publique de se faire une idée plus exacte du rôle que doivent jouer les hommes et les femmes politiques dans ce pays et dans une démocratie.
La maturité avec laquelle le monde politique, et particulièrement les

Collection Jean Daniel

responsables du Parti Socialiste et les élus Socialistes, ont su en effet répondre à l'attente du pays et à la ligne définie par le Président de la République, dans une période qui était particulièrement grave pour notre pays, a, je crois, fait...

Le président - Michel, excuse-moi... Je demande vraiment impérativement aux camarades, si possible, de rester dans la Convention, ou alors, si vraiment ils ont besoin d'aller à l'extérieur, d'aller à l'extérieur !

Michel Vauzelle - Si vous avez besoin d'aller à l'extérieur, allez à l'extérieur...
En effet, si l'on veut bien se souvenir d'une époque, qui n'est pas très lointaine et que, j'espère, nous n'allons pas retrouver demain, où le monde politique était injurié de manière injuste, et en tout cas attentatoire aux intérêts de la démocratie, je crois que nous avons intérêt, avant de songer à précipiter peut-être le rythme de nos Congrès, à continuer à travailler sur des sujets comme celui qui est inscrit à l'ordre du jour de notre Convention.
Il y a beaucoup de questions qui sont posées par nos compatriotes. Elles sont difficiles. Nous n'avons pas les réponses toutes faites. Nous devons réfléchir et travailler avec notre peuple pour essayer, demain, de faire en sorte que la France, conduite par les Socialistes, réponde à l'attente de ce peuple qui est le nôtre.
Nouvel ordre mondial.
Pour nous, Socialistes, dans ce nouvel ordre mondial, où est la place de la France ?
Elle est au premier rang, nous a dit le Président de la République, et c'est ce que pensent aussi, j'imagine, tous les Socialistes.
Mais au premier rang pourquoi faire ?
Certainement pas, dans le Golfe ou ailleurs, pour poursuivre je ne sais quel projet néo-colonialiste ou néo-impérialiste. Mais certainement parce que la France est à sa place, surtout quand elle est dirigée par les Socialistes, partout où est en cause, dans le monde, la liberté, partout où doivent être défendus les Droits de l'homme.
C'est cette place au premier rang qui correspond à l'image qu'ont, de la France, nos amis à l'étranger et c'est cette place que nous devons tenter de gagner en donnant à la France les moyens de cette ambition politique.
Nouvelle donnée européenne, d'abord, il y a quelques mois, où la France a été à sa place et continuera à l'être, cheminant avec l'Allemagne dans la construction à marche forcée, si possible, de la Communauté Economique Européenne, par les conférences qui ont lieu en ce moment même.

- Conférence de Paris sur la sécurité et là... en Europe, qui s'est tenue il y a quelques semaines, qui a été une formidable revanche par rapport à Yalta, qui avait été marqué par l'absence de la France et par la division de l'Europe. Voilà tout au contraire que l'Europe se réunit et qu'elle se réunit en présence de la France, à Paris.
- Rôle de la France dans la construction d'une Confédération européenne, avec le rôle que nous allons jouer autour du Président de la République

dans les assises qui se tiendront au mois de juin à Prague.

- Rôle de la France à travers le Conseil de l'Europe, qui est plus que jamais à sa place pour, depuis Strasbourg, étendre l'espace des Droits de l'homme et des libertés à l'ensemble du continent, de Lisbonne à Moscou.

Crise du Golfe.

On a entendu ici ou là que ce n'était pas l'affaire de la France, que ce n'était pas la place de la France, que ce n'était pas la guerre de la France, que ce n'était pas notre guerre...

Mais bien au contraire, chacun a remarqué combien l'opinion publique, peu à peu, s'est rassemblée, alors même que la guerre était en cours, autour du Président de la République, du gouvernement, des Socialistes, parce que la France était à sa place dans cette guerre !

Elle est à sa place, encore une fois, partout où la liberté est en cause et, notamment, le droit des peuples à la liberté et à l'autodétermination.

La France ne pouvait pas être et elle ne peut pas être absente, dès lors que, pour la première fois depuis la guerre mondiale, l'ensemble des Nations Unies, unanime, à part peut-être le Yémen et Cuba, a décidé de mettre la force au service du droit pour empêcher que ce soit la loi de la jungle qui, demain, règne sur le monde.

La France, de plus, avait des raisons plus particulières encore : puissance méditerranéenne, pays méditerranéen (pourquoi employer le mot de "puissance" ?), elle appartient de fait, que nous le voulions ou non, à cet ensemble de fait que constitue le monde euroméditerranéen.

Oui, quand les Américains seront retournés en Amérique, nous, Français, nous resterons dans cette région, au contact (et pas seulement au voisinage), chez nous, avec des populations d'origine maghrébine, avec des populations maghrébines qui sont installées chez nous et qui sont, chez nous, chez elles.

Eh bien, cette solidarité de fait nécessitait, en effet, que nous soyons présents, et au premier rang, dans cette crise du Golfe.

Et puis, dernière raison (et pourquoi aurions-nous honte de le dire au passage ?), il faut bien que la France et ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire les Socialistes, défendent ses intérêts ! Si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place ?

Meilleur défenseur de la paix, oui, avec le plan de François Mitterrand aux Nations Unies en septembre, parmi d'autres actions menées par la France qui s'est, par ailleurs, acharnée jusqu'à la dernière minute pour trouver une solution pacifique au conflit, et qui peut le nier ? Certainement pas nos amis arabes, ceux du Maghreb, qui nous ont observés et qui ont été déçus par notre position, mais qui, cependant, ont reconnu que notre diplomatie avait été assez indépendante et assez inspirée pour qu'en effet on reconnaisse à la France, la France dirigée par les Socialistes, d'avoir été une bonne servante de la paix.

Comme aujourd'hui, maintenant que le conflit est heureusement terminé, la France reste et doit rester le meilleur défenseur de la justice contre ce système des deux poids et deux mesures que nous ne pouvons plus accepter et que, grâce à une pédagogie, j'en conviens, qu'il ne faudrait pas renouveler trop souvent

Fondation Jean Jaurès

parce qu'elle est trop lourde, notamment, de vies humaines, la guerre, l'opinion publique mondiale qui est en train de se constituer (parce qu'il n'y a pas que de mauvais aspects dans les images charriées par la télévision, il y a aussi de bons aspects) n'accepte plus, et pas seulement dans l'opinion arabe.
Non, il ne peut plus y avoir une mesure et un poids pour les Koweïtiens, et puis une autre mesure et un autre poids pour les Palestiniens !
(Applaudissements)
Non, il ne peut plus y avoir une mesure et un poids pour les Koweïtiens, et puis un autre poids et une autre mesure pour les Kurdes !
(Applaudissements)
La France, parce qu'elle a assez donné, et notamment en prenant tous les risques de la guerre dont on ne savait pas si on pourrait maîtriser et son espace et sa durée, la France a bien le droit aujourd'hui d'œuvrer pour la paix, la paix fondée sur l'équilibre dans le Golfe et non pas sur de nouveaux déséquilibres qui amèneraient le retour à une malheureuse "case départ" dans cette région.
La paix repose sur la reconnaissance, enfin, et par une négociation (qui doit commencer, sous quelque forme que ce soit, conférence mondiale ou pas, conférence internationale ou pas), des droits du peuple palestinien. C'est dans la reconnaissance des droits du peuple palestinien à établir les structures étatiques de son choix, sur un espace reconnu, que se situe la meilleure garantie de la sécurité d'Israël et ce n'est pas lorsque les Israéliens ont eu le courage et le sang-froid de résister aux provocations de l'Irak que l'on peut aujourd'hui être démenti sur cette analyse.
La paix est aussi fondée sur une politique méditerranéenne et une politique arabe de la France, même s'il peut y avoir ici ou là des discussions sur l'emploi de ces termes, politique méditerranéenne et politique arabe qui supposent non seulement la solution sincère du problème palestinien, mais aussi une nouvelle donne dans les relations entre le nord et le sud de l'espace méditerranéen, relations entre le nord et le sud qui doivent être exemplaires, qui doivent le devenir, qui doivent être fondées non plus sur je ne sais quelle idée de néo-impérialisme culturel ou de rapports un peu condescendants, d'aide au développement, mais de co-développement, de partenariat, parce que c'est ainsi que les choses pourront aller dans le respect de l'identité culturelle des peuples arabes de la rive sud et dans le respect de leur dignité.
C'est pourquoi aujourd'hui même, même si c'est difficile (parce que c'est difficile), il faut lancer des idées qui apparaissent peut-être prématurées, comme l'idée d'une conférence entre la France et les pays du Maghreb... (applaudissements)... comme l'idée d'une conférence au niveau le plus élevé entre les quatre pays de la Communauté européenne situés au sud, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la France, qui peuvent entraîner la Communauté européenne à ne pas être seulement obsédée, ou comme happée, par la nécessité de la solidarité avec l'Europe de l'est, et les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe, pour tenter d'établir, à l'ouest du dispositif méditerranéen, ce moteur qui entraînera peut-être un jour, en effet, non seulement en Europe continentale, mais dans l'ensemble euroméditerranéen, un ensemble de paix et de sécurité qui

ne concerne pas seulement les peuples du sud, mais également notre propre sécurité, notre propre possibilité de développement.
Au-delà du Golfe, deux ou trois grands problèmes ont été posés de manière plus générale.
Nous n'aurons pas la paix, dans tous les sens du terme, si nous ne faisons pas en sorte que sous l'égide des Nations Unies, s'établisse je ne sais encore quelle organisation des pays producteurs d'armements, de sorte que ce ne soit plus les lois du marché et du commerce qui fassent précisément la loi en matière d'armes. Certes, il faut que chaque pays, même s'il n'appartient pas au groupe des 7 plus riches ou plus puissants, puisse naturellement avoir des armes pour se défendre, mais il faut aussi que l'on évite la logique commerciale dans un domaine où bientôt, avec la sophistication des armes modernes, nous finirions par créer les termes de notre propre insécurité. Nous savons bien que dans le cas de l'Irak, il s'en est fallu de peu d'années que cela ne soit illustré, et de quelle manière !
A côté du problème de l'armement et du contrôle de l'armement, il faut également, comme l'a fait la France et François Mitterrand lors de la conférence de la Baule, lier de plus en plus l'apport que nous pouvons faire aux peuples qui en ont besoin à la nécessité pour eux de cheminer à leur rythme, suivant leur propre culture, vers le respect des Droits de l'homme et de la démocratie. Et nous voyons maintenant avec plaisir en Afrique noire, même si c'est dans des conditions parfois détestables comme au Mali, qu'il y a quelque chose qui se passe et qui va dans le sens que nous pouvons souhaiter.
Enfin, nous venons d'assister de manière tout à fait spectaculaire à ce que peut faire la France, alors que souvent on nous compare naturellement à l'énormité des moyens des Etats-Unis. Alors la France, qui n'est que la France, est-ce qu'elle est condamnée à cette alternative qu'on nous a toujours présentée : ou bien nous sommes condamnés au suivisme par rapport aux Etats-Unis, et nous ne faisons que marcher derrière, ou bien alors nous sommes en proie à un antiaméricanisme primaire et nous nous trouvons isolés.
Eh bien, nous devons refuser cette alternative. Non, nous ne sommes pas condamnés à être soit à la remorque des Etats-Unis, soit à être isolés, abandonnés par les bons alliés des Etats-Unis. Nous pouvons trouver une autre voie. C'est celle précisément le Président de la République a trouvé pour le récent conflit, et c'est celle que nous avons encore trouvée en refusant, dans le cas des Kurdes, les deux poids deux mesures et en contraignant la communauté internationale, qui s'y est refusée il y a encore quelques jours, à voter la résolution 688 qui est une victoire de la France, pour l'honneur de la France et des Socialistes !
(Applaudissements)
Enfin il y a un droit à l'identité culturelle sur lequel nous devons réfléchir. Nous ne pouvons pas, nous ne pouvons plus rejeter, comme étant déjà une concession au nationalisme, une juste revendication de certains peuples, de certains groupes, à s'épanouir selon leur propre identité culturelle.
Nous voyons bien l'éveil des nationalités en Europe de l'est, nous voyons bien

la poursuite souvent difficile de cette identité culturelle pour les pays arabes ou pour les pays musulmans, nous voyons bien les problèmes qui se posent à nous-mêmes, dans notre propre espace, par rapport à nos propres populations, ou par rapport à la construction européenne et la nécessité de l'unité européenne.
Eh bien, je crois que si nous ne savons pas prendre en compte la juste revendication de l'identité culturelle, de sa préservation qui fera demain la richesse du monde, nous abandonnerons un immense créneau politique au Front National, aux pires extrémistes, nationalistes, xénophobes et racistes.
Pour cette grande ambition, pour que nous servions ce grand idéal, ce nouvel ordre mondial qui ne doit pas être le nouvel empire ou la nouvelle hégémonie de la superpuissance mondiale du moment, même si elle est notre amie et même si nous pouvons nous féliciter de ce qu'elle vient de faire et qu'elle était seule capable de faire, dans la remise au pas de la dictature irakienne, eh bien, la France, oui, a les moyens de cette politique ambitieuse dès lors qu'elle s'appuie sur des espaces de solidarité où elle puisse démultiplier ses propres possibilités.
Ainsi en est-il de la Communauté européenne d'abord, qui malheureusement a donné un assez piteux exemple durant la guerre du Golfe, mais les choses doivent évoluer. Ainsi en est-il de l'Alliance Atlantique, qui doit également évoluer, et ainsi en est-il de la future grande Europe de Lisbonne à Moscou, de son approche confédérale telle que l'a dessinée le Président de la République, ainsi en est-il de l'espace francophone de nos amis d'Afrique, de l'espace méditerranéen, j'en parlais à l'instant, sans oublier, pour être tout à fait complet, ou pas tout à fait sans doute encore, l'espace latino-américain où nous avons bien entendu des solidarités culturelles importantes, qui pourront demain être précieuses dans de grandes confrontations entre blocs culturels qui nous permettront précisément d'éviter l'affadissement et l'impérialisme d'un seul dans ce domaine.
La liberté n'est pas une abstraction, elle est liée à la diversité des modèles culturels, et nous devons veiller, nous, Socialistes, à défendre cette diversité.
Tel est le message d'espérance que la France peut aujourd'hui lancer, et je le dis avec d'autant plus de foi ce soir que la France a pu obtenir par son acharnement le vote de cette résolution 688.
Oui, le nouvel ordre mondial auquel nous rêvons, nous, Socialistes, est possible. La France, conduite par les Socialistes, peut y contribuer. Tel est le message que cette Convention doit s'employer, me semble-t-il, à faire parvenir à nos compatriotes !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je donne la liste des orateurs qui suivent : Michel Delebarre, Geneviève Domenach-Chich, Jean Poperen, Lionel Jospin, Claude Evin.
Je donne la parole à Michel Delebarre.

Michel Delebarre

Mes amis, mes camarades, quelques mots sur un autre monde que celui que

vient d'évoquer Michel Vauzelle, c'est le monde un peu plus près de chez nous des banlieues et des secteurs difficiles.
Quelques mots pour vous faire part de quelques impressions, après cette semaine consacrée aux conséquences du meurtre de Sartrouville et à un débat particulier sur la solidarité financière passé aux assemblées.
Bien sûr, je ne vous parlerai pas de ces dizaines de quartiers, qui sont des quartiers pourtant réputés difficiles, où les choses se passent sur le terrain le mieux possible, grâce à des hommes et des femmes qui y consacrent énormément de temps.
Je ne vous parlerai pas non plus de Saint-Denis de la Réunion où le problème de la ville s'inscrit dans un contexte un peu plus complexe, dans celui des problèmes considérables de l'économie des départements d'Outremer et d'une société réunionnaise qui voit se confronter à la fois le plus fort taux de personnes recevant le RMI et les plus grandes inégalités de revenus. D'ailleurs, Louis Le Pensec le ferait beaucoup mieux que moi.
Je ne vous parlerai pas de la politique de la ville dans son ensemble, si ce n'est pour réfuter le procès de la Droite et du RPR selon lequel les problèmes de ces banlieues seraient en quelque sorte le symbole de l'échec de dix années de Socialisme. C'est aller un peu vite en travail, c'est avoir, je crois, la mémoire courte. C'est oublier en particulier que les grands ensembles sont le fruit d'une spéculation foncière et d'un non-aménagement des villes il y a 15, 20 ou 30 ans. Souvenez-vous, c'était au moment où fleurissaient le RPR immobilier et l'état RPR tout puissant ! Période aux conséquences de laquelle nous devons faire face depuis près de dix ans, dans un contexte économique combien plus difficile.
C'est oublier qu'en région parisienne en particulier, la paupérisation de certains quartiers des banlieues est la conséquence directe de la spéculation foncière à Paris, et des rénovations parisiennes qui ont évacué vers Aubervilliers, Saint-Denis, Antony ou Epinay les populations qui connaissaient des situations sociales très difficiles.
C'est oublier ces années où l'industrie automobile florissante baissait ses coûts de production en faisant venir des dizaines de milliers de travailleurs des pays du Maghreb.
Et puis c'est oublier enfin que l'élaboration progressive d'une véritable politique de la ville doit beaucoup, depuis 1981, au gouvernement de Pierre Mauroy, faisant confiance à des hommes comme Hubert Dubedout et Gilbert Bonnemaison, c'est ignorer et oublier le travail fait depuis dix ans par Rodolphe Pesce, François Geindre, Paul Picard, Jacques Floquet, Roland Castro et beaucoup d'autres.
Je ne dis pas que sur le front de ce combat, pour réussir une civilisation urbaine, il n'y a que des hommes et des femmes de Gauche. J'en connais de Droite qui sur ce point partagent notre ambition et notre démarche. J'en connais malheureusement quelques-uns, même de Gauche, qui n'ont pas encore compris, mais je suis sûr que cela viendra...
Mais je sais pertinemment qu'une véritable politique de la ville est souvent plus symbolisée dans les quartiers en difficulté par les Socialistes que par d'autres.

Fondation Jean-Jaurès

Mes amis, mes camarades, si dans des centaines de quartiers en difficulté il se passe chaque semaine des choses positives et favorables, nous nous trouverons certainement encore confrontés à ces événements où la violence, malheureusement, l'emporte et où des jeunes refusent une société qui les exclut.
Sartrouville, c'était il y a dix jours. Le meurtre de Djamel Chettouh par un vigile armé. Sartrouville, c'était la solidarité des jeunes entre eux et leur révolte pour demander que justice soit faite. Sartrouville, c'était l'impossible dialogue avec un maire donnant l'impression de conduire une sorte de croisade. Sartrouville, c'était aussi le remarquable travail fait sur le terrain par les représentants de l'Etat dans le contexte des nuits difficiles.
Mais Sartrouville, c'est aussi devenu depuis huit jours la recherche permanente d'un contact avec les représentants des jeunes, et c'est dans cette tentative l'extraordinaire boulot suivi par nos camarades de la section Socialiste de Sartrouville et soutenu par eux, boulot de membres de mon cabinet, plus militants de Gauche que fonctionnaires, mais surtout aussi boulot conduit grâce à l'infatigable présence au plus près du terrain, au plus près des jeunes, de notre camarade Ahmed Gayet, délégué national auprès de Michel Dufour.
(Applaudissements)
Mes amis, mes camarades, si le chemin du dialogue incontestablement long et difficile a pu être trouvé entre 6 heures du matin et 13 heures jeudi, c'est avant tout grâce au sens de la responsabilité des jeunes de la cité des Indes. Mais c'est aussi dû au formidable travail de trois ou quatre militants.
Alors tirons-en un principe simple pour notre projet, pour notre avenir, un principe fondé sur une dizaine d'années d'expérience, je le résume ainsi : ayez des millions de fonctionnaires et vous gérerez la France. Soyons 200 à 300 000 militants et nous transformerons la société française.
(Applaudissements)
Sachons, mes amis, mes camarades, animer les uns, il s'agit des fonctionnaires, et reconnaître, respecter et écouter les autres, il s'agit des militants, et alors nous devrions être capables de conduire la transformation tant attendue par celles et ceux qui ignorent ou rejettent encore une société trop inégalitaire.
Mes amis, mes camarades, si nous voulons être le Parti de la transformation sociale, alors battons-nous pour transformer nos villes, nos quartiers, pour changer la vie quotidienne. Car la ville est sans doute le principal révélateur des échecs et des réussites d'une société.
Lorsque François Mitterrand nous demande de rendre possible pour la fin du siècle, c'est-à-dire avant dix ans, une véritable civilisation urbaine, il compte sur nous pour réussir ce pari qui est le plus formidable avec celui de l'Education nationale. Et derrière cet enjeu, il y a un combat pour les valeurs qui nous rassemblent, nous, les Socialistes, avec d'autres militants de la Gauche, mais qui rassemblent aussi plus largement autour de nous, si nous le voulons, des hommes et des femmes de bonne volonté.
Faites donc une expérience simple. Allez à pied, évitez donc la voiture, allez à pied dans ces quartiers difficiles. Demandez-vous ce que peut bien signifier la devise républicaine pour les habitants de ces quartiers, et particulièrement pour

Fondation Jean Jaurès

les jeunes.
Elle est belle, la devise de liberté, d'égalité et de fraternité ! Parlons-en ! La liberté, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela peut signifier quand on n'a ni le diplôme, ni l'emploi qui servirait de billet de sortie à la galère quotidienne ? Quand on est assigné à résidence dans des logements en attente de rénovation ou de destruction ?
Que veut donc dire l'égalité, dans ces quartiers où manquent les équipements trop souvent, les terrains de sport ? Et la fraternité, quelle peut-elle être, quand le regard de l'autre, de l'habitant du centre ville ou des beaux quartiers vous renvoie l'image du mépris ou de la peur ? Ou que la couleur de la peau tout simplement détermine les attitudes ?
Dans une société où l'argent est devenu roi, où il est devenu l'alpha et l'oméga de la réussite ? Dans ces sites où les supermarchés sont les seuls lieux de vie, dans une société où l'accès au travail est plus difficile pour les jeunes ? Comment s'étonner donc que fleurissent la fauche, la casse ou la dépouille ?
A nous, à nous mes amis, mes camarades, de proposer d'autres valeurs, pas avec des mots, pas seulement avec des mots, mais aussi avec des actes, en soutenant tous les projets, toutes les associations, toutes les initiatives porteuses d'organisation collective, à nous de soutenir toutes celles et tous ceux qui font avancer les choses, sur le terrain. A nous, militants Socialistes, de donner un contenu concret à ce très beau mot de solidarité.
Certes, ce ne sera pas facile, car l'efficacité d'une telle pratique ou d'une telle politique suppose bien des remises en cause, remises en cause de situations acquises, remises en cause de certains tabous, de certains avantages, et remises en cause de bien des comportements y compris sans doute de nos propres comportements.
Je n'ai pas le temps d'évoquer l'ensemble du dispositif législatif qui sera mis en œuvre d'ici l'été, pour soutenir la politique en faveur de la ville. J'évoquerai simplement en deux mots ce débat en cours sur l'égalité ou plutôt sur une plus grande justice financière entre les communes qui ont des ressources importantes, et peu de problèmes, et celles qui ont des problèmes considérables et pas de moyens.
Il paraît que c'est un projet de Gauche ! Moi, je le vois plutôt comme un projet de justice, et je le vois plutôt comme un projet de progrès, mais c'est vrai que justice et progrès ne sont pas non-cohabitables avec la Gauche, bien au contraire et nous voyons dans les débats à l'Assemblée Nationale et dans celui qui vient de se terminer au Sénat se dresser celles et ceux qui ont à défendre des situations acquises, et qui n'aiment pas beaucoup qu'on le leur prenne, pour donner plus aux autres.
Et nous le faisons, nous, à partir de la loi, c'est-à-dire en République, à partir de critères déterminés par le Parlement et dans une transparence totale, respectant pleinement le rôle de la décentralisation, mais lorsque la décentralisation ne suffit pas à répondre à la solidarité active, partout, à travers le pays, il y a un devoir d'Etat de servir la solidarité nationale en direction des plus pauvres, et je me suis rendu compte que le dépôt de loi préparé avec Philippe Marchand, une

fois mise sur le bureau des assemblées, a suscité des vocations tardives. J'ai vu le principal responsable du RPR avoir, dans ce domaine, des idées, et proposer pour la région Ile-de-France, un fonds de solidarité où lui et quelques départements, les villes ayant des moyens attribueraient des gratifications aux communes ayant des difficultés, les choisissant en fonction de leurs difficultés et veillant surtout à ce que ces élus des communes en difficulté respectent bien la mise en œuvre de l'argent.
Mes amis, mes camarades, cela me rappelle tragiquement ce qu'on appelait à la fin du siècle dernier la charité, charité entre les collectivités locales qui n'est pas pour moi l'organisation d'une réelle solidarité dont a besoin notre pays.
(Applaudissements)
Mes amis, mes camarades, je demeure convaincu que la France qui bouge et que ceux qui veulent la faire bouger sur le terrain, dans les quartiers, ont besoin d'appuyer sur le militantisme et leur action sur un grand Parti de transformation sociale et ce rôle seul le Parti Socialiste peut aujourd'hui l'assumer.
La solidarité et l'intégration que nous souhaitons pour toutes celles et tous ceux qui vivent sur notre territoire supposent que la crédibilité des moyens et notre militantisme soient assurés aux meilleurs partenaires de cet effort de solidarité, d'abord l'Education nationale, et plus largement l'ensemble de la fonction publique, les collectivités territoriales, les associations, les organisations syndicales pour ce qui concernent le monde du travail. Les mesures prises depuis deux ans par le gouvernement de Michel Rocard vont dans le bon sens du progrès, mais leur mise en œuvre sur le terrain dépend de la confiance des partenaires, des interlocuteurs que je viens d'évoquer.
Chers camarades, le travail de transformation de la société ne manque pas, et je suis convaincu que les militants ont soif d'action dans ce domaine. Mais ils sont pour partie désabusés, peu motivés, par des échos qui vont de petits déjeuners du mardi en réunions du mercredi, ou petits phrases du jeudi. Ces échos les transforment en girouettes, ne sachant plus d'où vient le vent. Quelques-uns leur parlent d'un nouveau souffle.
D'autres que moi ont présenté, ou vont présenter des propositions pour transformer le fonctionnement de notre Parti, Jean-Marc Ayrault, Bernard Roman en particulier, je crois qu'ils ont raison, même si les modalités méritent d'être largement débattues. Mais toute transformation de notre fonctionnement serait peu efficace si dans le même temps un accord de comportement clair entre les principaux responsables du Parti n'était pas envisageable et de cela eux seuls en portent la responsabilité, personne ne peut rejeter la responsabilité sur les militants !
(Applaudissements)
Alors faut-il avancer le Congrès ? Ou faut-il le reculer ? Je n'en sais rien. Mais c'est le sondage auquel j'ai été soumis à l'entrée de cette salle par les journalistes qui nous interpellaient, la seule question d'aujourd'hui serait : faut-il l'avancer ou faut-il le reculer ?
Je n'en sais rien, mais je ne suis pas favorable, comme le disait Jean Glavany avant moi à cette tribune à laisser ce Congrès à mi-chemin entre des cantonales

Fondation Jean Jaurès

et des régionales d'une part, et des législatives d'autre part. A ce moment là, mes amis, mes camarades nous aurons d'autre chose à faire, si nous voulons véritablement gagner en 1993.
(Applaudissements)
Mes camarades, une précision vécue par les militants, et je crois une satisfaction qu'il faut leur donner rapidement, soyez assurés que depuis que les Duchesnay sont devenus champions du monde du patinage artistique, je crois que nous pouvons exonérer certains de nos responsables de toute ambition dans ce domaine !
N'oublions pas, mes camarades, à chaque fois que nous parlons de nous et à chaque fois que nous parlons entre nous, celles et ceux qui souvent, à juste titre, jugent que le monde politique ne les concerne pas, qu'il leur parle peu, se trouvent un peu plus exclus. C'est à nous de leur tendre la main et pour cela il faut aller à leur rencontre.
Mes amis, mes camarades, comme vous, je pense que c'est sur le terrain que se juge un militant, sûrement pas dans l'activisme de telle ou telle chapelle du Parti, rarement quelque fois dans tel ou tel palais national, c'est sur le terrain que nous défendrons le mieux notre politique.
(Applaudissements)
Elle le mérite, c'est sur le terrain que nous gagnerons les prochaines élections, parce que c'est sur le terrain du quotidien que se mesure vraiment le passage de l'exclusion ou de la dépendance à la vie et à l'espérance.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci Michel. La parole est à Geneviève Domenach-Chich.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, des banlieues de nos villes, je voudrais passer aux banlieues du monde, puisque l'ambition de notre Convention est de tirer les leçons de la guerre du Golfe.
Un texte présenté par Pierre Mauroy a été adopté au Bureau exécutif du Parti. Je l'ai voté en ce qu'il soutient l'action menée par le Président de la République, je l'ai également voté en ce qu'il pose la nécessité d'imprimer une nouvelle dynamique nord-sud.
En effet, un débat géopolitique majeur est né de l'effondrement du mur de Berlin. Il porte sur l'avenir des pays du sud, dans la dynamique mondiale, et plus particulièrement sur le risque d'éviction que représenterait pour eux la priorité donnée à l'est.
Cette disponibilité politique plus grande pour notre pays à l'égard de l'est n'est pas surprenante, car après tout il n'y a aucune incongruité à voir des Européens se mobiliser pour d'autres Européens, surtout s'ils les ont soutenus ces ex-dissidents, surtout ce qui a été le cas de beaucoup d'entre nous s'ils ont lutté contre le totalitarisme. Mais la proximité culturelle, le combat anti-totalitaire ne sont pas seuls en jeu, on assiste depuis maintenant plus de dix ans en France, et

Fondation Jean Jaurès

notamment à gauche, à une forte érosion du nombre des forces politiques sociales et culturelles attentives à l'ex-tiers-monde.
Les mobilisations s'effectuent de manière ponctuelle et en général sur le mode passionnel et caritatif.
Cimetière des illusions idéologiques, ou d'une conception paternaliste de l'est, le sud ne fait plus recette. Jean Poperen a raison de stigmatiser un tiers-mondisme naïf, boy-scout et culpabilisant. Certes la politique d'aide aux Etats notamment africains ne s'est pas avérée facteur de développement. Mais prenons garde, chers camarades, sur ce terrain, comme sur d'autres, à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, à ne pas raisonner en termes exclusifs, comme nous y invite Michel Charzat dans le document préparatoire du projet.
Imprimer une nouvelle dynamique nord-sud, cela suppose donc à mes yeux trois points que je traiterai rapidement.

1) De renouveler notre regard sur les pays du sud, comme nous le demandait Marcel Debarge.
2) De poursuivre le changement dans notre politique d'aide impulsée à la Baule, liant aide au développement et démocratie.
3) De résister par toutes les fibres de notre conviction Socialiste à une dérive nombriliste nous rendant absents au monde.

Notre texte dénonce une vision idéaliste et uniforme du tiers-monde. Dès décembre 1976 dans un article dans Le Monde, Lionel Jospin alors responsable du secteur tiers-monde du Parti Socialiste disait son scepticisme sur l'unicité du tiers-monde. On était au 31 décembre 1976, on n'a donc pas franchement attendu aujourd'hui.
Aujourd'hui, il y a trois situations assez tranchées. Il y a les pays qui s'en sortent, qui ne font plus partie du tiers-monde, comme la Malaisie, ou la Thaïlande. Ceux-là ils nous prennent des marchés, ceux-là il faut les traiter en fonction de notre intérêt national.
Et puis il y a une série de situations moyennes, de pays à moitié bien partis ou à moitié mal partis, comme le disait René Dumont, la Chine, l'Inde, le Brésil. Avec ceux-là il faut combiner à la fois la logique de notre intérêt national et dans certains cas, dans certaines provinces la logique de l'aide.
Et puis, il y a, chers camarades, plus de la moitié de l'humanité qui tombe dans la malédiction. Dans ces pays la Banque mondiale et le FMI contrôlent la vie publique et la vie sociale. On est passé, dans ces pays, d'une domination de type colonial à une domination financière.
C'est dans ces banlieues du monde que s'enfoncent les gens dans la pauvreté. C'est dans ces banlieues que la fin du conflit est-ouest, la fin de la régulation internationale peuvent favoriser l'émergence, favorise l'émergence de conflits, de rébellions qui, hier, s'exprimaient dans le vocabulaire du Communisme et qui risquent demain, de plus en plus, de s'exprimer dans le vocabulaire religieux.
Ce sont enfin de ces pays que risquent de partir, que partent, que partiront demain des vagues de migrations de la misère.
Enfin des Etats entiers, comme la Colombie, sont menacés, sont gangrenés notamment par le narcotrafic. A la délégation à la lutte contre la drogue nous en

Fondation Jean-Jaurès

savons quelque chose.
Dans cet effort d'actualisation de nos propositions, renouvelons aussi nos analyses, chers camarades, sur les flux de commerces mondiaux, sachons que concernant les matières premières le nord est de moins en moins tributaire des approvisionnements du sud.
Regardons le tiers-monde comme il est, non pas comme il fut dans notre jeunesse.
Enfin, imprimer une nouvelle dynamique nord-sud, cela suppose une redéfinition de notre politique d'aide. Il nous faut d'abord inscrire comme une priorité l'aide d'urgence. La disparition d'un conflit est-ouest favorise l'éclosion de conflits locaux, ethniques, religieux qui ne feront qu'augmenter en nombre, en gravité, le devoir d'ingérence dont on parle depuis quelques jours lorsque la survie d'une population est en péril, sera hélas de plus en plus fréquent.
Ne méprisons pas la diplomatie humanitaire de la France. Elle sera hélas de plus en plus nécessaire. C'est par devoir d'ingérence humanitaire, comme l'ont dit Jean Glavany, Michel Rocard, Michel Vauzelle, le Premier secrétaire du Parti, Pierre Mauroy, que la France a pris, face au génocide des kurdes irakiens, des initiatives qui l'honorent.
Là encore la France a marqué sa différence, là encore d'abord isolée, elle a été suivie. L'aide d'urgence apparaît donc face au dérèglement mondial comme une forme de diplomatie qu'il nous faudra hélas intégrer.
Mais dans le même temps, nous devons poursuivre notre aide liant développement et démocratie. Peu de camarades du Parti, souvent prompts à critiquer la politique africaine de la France, à critiquer la politique du gouvernement, peu de camarades ont noté l'évolution majeure de cette dernière depuis le sommet de la Baule.
D'un soutien peu imaginatif et clientéliste à des régimes rentiers, et quelque fois corrompus, nous sommes passés depuis deux ans et plus nettement depuis juin dernier, depuis le sommet de la Baule, à une aide aux pays en voie de démocratisation.
Les événements récents au Togo, au Bénin, au Mali, et demain au Cameroun, ne sont pas sans lien avec cette évolution.
Aide, démocratisation, multipartisme se développent aujourd'hui en Afrique.
Mais repenser notre aide, c'est aussi peut-être ne pas tout miser sur l'aide à des états mais favoriser l'aide à des communautés de terrain. Michel Delebarre vient de parler de terrain à propos des banlieues. Parlons aussi terrain à propos de l'aide du tiers-monde et par le biais, notamment, des associations et des organisations non gouvernementales.
Enfin, en conclusion, je dirai qu'imprimer une nouvelle dynamique nord-sud, c'est résister au nombrilisme repus et au nationalisme frileux. Ne sont-ils pas ébranlés, ceux de nos camarades que je respecte, qui n'ont pas soutenus l'engagement de la France dans la guerre du Golfe, d'avoir trouvé à leurs côtés le Front National ? Ce n'est pas par tiers-mondisme que Le Pen s'est rangé du côté de Saddam Hussein. C'est bien plutôt par anti-tiers-mondisme, c'est bien plutôt par réflexe égoïste, par indifférence au monde : occupons-nous d'abord de

nous. Cela ne vous rappelle pas quelque chose le "je préfère ma fille à ma cousine, je préfère ma cousine à ma voisine" ? Cette espèce d'attitude centrée sur elle-même, cette espèce d'absence, absence au monde, absence de générosité. Telle est l'explication - avec l'antisémitisme - de sa position pendant la guerre du Golfe.
Alors, le lâche soulagement, notre histoire l'a connu. Ce repli sur soi "la Corrèze plutôt que le Zambèze", nous l'avons connu. La peur des sociétés autres, l'assimilation facile entre l'Islam et les fanatiques, nous les connaissons aujourd'hui.
Face à une conception étriquée, c'est donc autour d'une ouverture du monde, d'une présence solidaire au monde que nous devons construire un nouvel internationalisme. Car la question des exclusions n'est pas seulement une question française. C'est une question mondiale.
Prenons garde, camarades, à ce qu'à la désespérance de nos banlieues ne réponde la désespérance des banlieues du monde.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Mes chers camarades, oui, en effet, les banlieues d'ici et d'ailleurs sont bien, je crois, les grands sujets. Du coup, on peut considérer que cette Convention nationale tombe bien puisqu'elle est d'abord centrée sur, entre autres, les banlieues du monde.
Je m'en suis exprimé et même je vous ai écrit puisque j'ai écrit une lettre aux femmes et aux hommes de gauche. Donc, je pense que cela concerne tout le monde ici. Vous ne l'avez peut-être pas tous reçue mais je crois que ce sera prêt d'ici ce soir. En sorte que je me bornerai à évoquer quelques repères dans notre réflexion qui, à mon avis, ne fait que commencer sur un sujet considérable et grave pour nous.
J'ai été tout à fait frappé de la référence qu'a faite ce matin le Premier Ministre à ce qu'ont été les crises du mouvement Socialiste au travers de ce siècle, a l'occasion des grands conflits mondiaux et peut-être plus particulièrement à l'occasion du premier puisque cela a influencé et marqué toute la suite.
Cette fois, rien de tel. Pourtant, un débat grave, parfois difficile, et comme on l'a très bien dit, y compris aujourd'hui à cette tribune, qui a pu être en chacun de nous.
C'est pourquoi autant j'approuve, bien sûr, ce qui a été dit par plusieurs, et notamment par le Premier secrétaire sur les impératifs de la discipline d'une organisation, autant je crois qu'il convient d'aborder tous ces sujets, ceux de nos divisions - politiques pour une fois -, de nos hésitations, en une telle matière avec prudence, avec respect. Il s'agit de sujets difficiles, graves, qui touchent aux choix politiques mais aussi à la conscience de chacun d'entre nous.
C'est bien pourquoi il faut continuer de les aborder avec cette prudence et avec

Fondation Jean-Jaurès

ce sérieux. Mais, enfin, il le faut.
Et, surtout, je m'étais un peu mépris sur une formule du Premier secrétaire, je le prie de m'en excuser, répondant à l'un d'entre nous. J'avais cru comprendre qu'il était pressé de tourner la page de ce débat. Apparemment, il n'en est rien. Nous voilà donc d'accord aussi là-dessus.
Sûrement pas ; non pas pour ressasser nos arguments aux uns et aux autres sur ce qui s'est passé, mais pour réfléchir à ce que tout cela a signifié et, surtout, à ce qui est devant nous.
Ce que cela a signifié : en schématisant - ce qui est toujours dangereux, mais tout de même - nous avons vécu pendant en gros pas tout à fait un demi-siècle dans le monde bipolaire dominé par les deux supers grands, où l'équilibre était celui, horrible formule mais juste hélas, de l'équilibre de la terreur.
Symboliquement, la chute du mur de Berlin - je dis bien symboliquement parce que l'événement, comme toujours, s'était préparé, a eu ses prolongements, mais enfin c'est là la coupure historique - a mis fin à cette situation et, par là même, a introduit cette plus grande incertitude, cette plus grande mobilité, cette plus grande dispersion dans la vie politique internationale ; sûrement pas, à mon avis - je peux me tromper - un monde mono-polaire, quelle que soit provisoirement la suprématie des armes des Etats-Unis, mais bien un monde qui s'éclate, multipolaire, avec donc tous les risques dès lors qu'il y a tant d'Etats autoritaires par nature agressifs, qu'il y a tant de causes aussi, et souvent sérieuses, de conflits et d'affrontements, donc de la multiplication des conflits puisque, d'une certaine façon, l'horrible équilibre de la terreur maintenait un certain ordre. Nous y avons tous réfléchi.
Il est probable que Brejnev n'aurait pas laissé faire Saddam Hussein. Gorbatchev l'a laissé faire mais l'a laissé tomber parce qu'il ne pouvait pas l'empêcher de le faire et qu'il ne pouvait pas vraiment l'aider.
Du coup, les risques sont multipliés, le monde est d'une certaine façon - cela paraît contradictoire - devenu plus dangereux.
D'où la nécessité si forte de ce nouvel ordre mondial. Nous y sommes. Il le faut absolument et l'épreuve, le test - et je crois que c'est le fond du désaccord que nous avons eu entre nous - ces deux aspects, d'une part avoir sous-estimé l'ampleur du changement qui résultait de la chute du mur et dont le premier grand effet a été, à mon avis, la crise et la guerre du Golfe, et ensuite de la nécessité où cela nous mettait, où cela mettait le monde, où cela mettait l'organisation internationale de faire prévaloir les règles désormais, faute de quoi ce serait la loi de la jungle et les "Saddam Hussein" se multiplieraient, et les risques de conflit éclateraient partout.
Il fallait donc qu'à la première épreuve le droit international l'emportât et que les règles nouvelles prévalent. Je viens de dire "nouvelles" mais, on l'a rappelé, celles dont les Socialistes se sont, depuis qu'ils existent en tant que grand mouvement, toujours réclamés.
Y a-t-il un combat qui soit davantage celui des Socialistes, et notamment entre les deux guerres autour de Léon Blum, que celui de la sécurité collective ? Faire prévaloir les règles du droit international mais hélas qui jamais justement dans

l'entre-deux guerres n'avaient prévalu, ce qui avait été la cause d'une énorme déception pour l'ensemble des forces de progrès de la Gauche. Pour la première fois la sécurité collective avait prévalu.
Je continue à m'étonner quelques semaines après l'événement que des Socialistes aient pu bouder cette grande première de l'histoire international. Les décisions de l'organisation internationale systématiquement bafouées dans le passé, ce fut l'une des causes, nous le savons, du deuxième conflit mondial, de reculade en reculade de la SDN devant les coups de force des agresseurs, cette fois la sécurité collective l'emportant.
Mes chers camarades, est-ce qu'il y avait ici un seul naïf ? En général il n'y en a pas beaucoup dans ces enceintes !
Est-ce qu'il y avait un seul naïf pour imaginer qu'ayant fait prévaloir le droit international, la route était libre et qu'il prévaudrait facilement en toutes circonstances ?
Non, simplement il fallait qu'ils prévalent pour ensuite pouvoir l'emporter. La route aurait été fermée si l'agresseur avait triomphé. Elle est seulement ouverte, mais les épreuves sont devant nous, et en fait pas devant nous, nous sommes déjà dans la première, avec ce qui se passe aux dépens du peuple kurde.
Mais ce qui est en train de se passer, depuis quelques heures, sans que naturellement on puisse considérer que le compte est bon, loin de là, mais tout de même, montre que les sceptiques ont tort.
La résolution dont Michel Vauzelle parlait tout à l'heure, la 688, montre qu'on peut poursuivre dans cette voie, elle est encore modeste à nos yeux, sans doute insuffisante, je l'imagine, mais elle est un pas.
A qui est-elle due mes chers camarades sinon à la diplomatie française, à la volonté du Président de la République, à notre diplomatie. De dire, "on ne s'en tient pas là, il faut continuer puisqu'on a pris le pari de la sécurité collective"... (applaudissements)… et donc à nouveau il faut que l'organisation internationale prenne ses responsabilités. Mais oui, il va falloir se battre politiquement à chacune des échéances qu'il aura devant nous, et vous imaginez bien qu'il y en aura d'autres. Donc cela veut dire aussi - mais je ne m'attarderai pas là, parce que je me suis beaucoup exprimé là-dessus, avec quelque vivacité dirons-nous - que les camarades qui avaient des inquiétudes, et je respecte les inquiétudes, on peut toujours en avoir - il vaut mieux en avoir parfois d'ailleurs - sur notre alignement, voire notre capitulation devant la volonté américaine, n'avaient pas tout à fait raison, à la lumière des événements, c'est le moins que l'on puisse dire.
Il y a quelques jours, la diplomatie américaine n'était pas du tout disposée à aller dans cette voie, mais parce qu'il y a eu une initiative française, et un grand effort sur le plan international, avec d'autres, en fin de compte une autre direction a pu prévaloir. Donc, nous ne sommes pas à cet égard condamnés.
Un certain nombre de camarades ont paru hésiter entre ce que j'ai appelé la démocratie imparfaite des Etats-Unis, et en effet imparfaite mais quand même incontestable, au regard de nos critères, de nos valeurs, ou alors je ne comprends plus rien, et la non-démocratie, le régime tyrannique de Saddam Hussein. Moi

Fondation Jean Jaurès

j’avoue qu’à aucun moment je ne pouvais hésiter quand les Américains ont débarqué en 1944, même si j’avais déjà à l’époque un jugement négatif sur leur société, sur le fait qu’il nous libérait de ce dont nous ne voulions plus depuis 4 ans, de ce dont nous voulions nous débarrasser depuis 4 ans.
(Applaudissements)
On ne peut pas mettre les valeurs les plus élémentaires les unes par dessus les autres, chers camarades. Et c’est un peu ce qui s’est fait. Il est temps de voir les choses comme elles sont et donc de chasser ce que j’appellerai, malgré tout, certains fantasmes.
Mais, en effet, nous allons avoir à nous concerter avec cette puissance américaine - on n’est pas au bout - notamment dans la réponse à apporter aux problèmes que Geneviève vient d’évoquer et qui sont la cause profonde des difficultés, des affrontements, des risques de crise dans le tiers-monde, c’est-à-dire son état de misère, son état économique.
Mes chers camarades, alors là il faut nous interroger. Qu’avons-nous fait en tant que force Socialiste et qu’a fait dans son ensemble le mouvement Socialiste pour faire passer dans la pratique les directions indiquées par le Président de la République il y aura bientôt 10 ans dans le discours de Cancun ?
Là est la direction, c’est-à-dire imposer - eh oui, c’est le mot - là aussi, comme chez nous, un plus juste partage. Tant que nous n’aurons pas fait cela, naturellement qu’il y aura des Saddam Hussein et naturellement qu’il y aura des risques de conflit, et naturellement alors que nous serons coupables. A ceux qui traînent leur culpabilité en sautoir en permanence, je dis là : oui, pour le coup, nous serons coupables si sur ce plan nous ne faisons rien avancer. Et force est de reconnaître que nous n’avons pas beaucoup avancé malgré les efforts de notre gouvernement, du Président, mais je dis le mouvement Socialiste. Puisque nous nous interrogeons sur des objectifs d’action, en voilà un et qui me paraît essentiel.
Un autre, je l’évoque seulement mais il mérite notre réflexion et je souhaite que le secteur international s’y penche - et je sais qu’il y est attentif, Pierre Guidoni interviendra, je crois, bientôt - : nos relations avec les forces démocratiques de ces pays. Que notre gouvernement, que le Président ait des rapports avec les chefs d’Etat de ces pays, c’est la nécessité d’Etat, ce n’est pas en toute circonstance agréable. Mais vous savez bien que si c’était seulement en fonction de l’agrément, on peut dire que la responsabilité du ministre des Affaires étrangères s’en trouverait beaucoup réduite, qu’il lui resterait peu à faire.
Nous, nous avons, en tant que force Socialiste, à rechercher le contact, à multiplier le dialogue, les rencontres, les colloques, peut-être, avec les forces démocratiques de ces pays, même si souvent elles sont faibles encore, fragiles, opprimées. Mais partout elles existent et c’est avec celles-là que nous pouvons préparer l’avenir.
Mes chers camarades, comme le temps nous est compté, que j’ai déjà été un peu long, dans le temps qui me reste, je veux dire que tout cela implique, comme le reste d’ailleurs, comme les banlieues sujet que je ne connais pas trop mal de par mes fonctions de maire de la banlieue lyonnaise, évoqué par Michel Delebarre,

tout cela implique que ce Parti joue bien son rôle.
Pas de sinistrose, a t-on dit, sûrement pas, pas de dramatisation, il n'y a pas matière, simplement peut-être serai-je un peu plus préoccupé malgré sa démonstration, comme toujours brillante et pour l'essentiel convaincante, de Gérard Le Gall, que lui, et d'ailleurs le Premier secrétaire a fait écho à ces préoccupations lorsqu'il a dit, j'ai noté, les militants s'interrogent, ce qui n'est pas mal en soi, mais il y a un peu plus que cela, Pierre, tu le sais. On a parlé de nécessité du sursaut, c'est bien qu'il se passe quelque chose.
Il me semble, au travers de nos initiatives, que le Parti joue le rôle qu'il aurait dû pouvoir jouer au-delà du grand succès de 1980 de ce palier que nous avons atteint et que nous n'avons pas su, ayant eu des responsabilités j'en prends ma part, d'être un parti de rassemblement des forces de progrès et de démocratie.
Autant nous avons atteint les objectifs fixés il y a vingt ans, en dix ans, faire gagner la Gauche, être majoritaires à gauche, accéder au pouvoir, autant assurer la représentation de tout ce pan de la vie politique française, honnêtement je crois qu'il nous faut entre nous reconnaître que nous n'y sommes pas, et là il y a tout de même dans la dernière période, à mon avis, des occasions que nous aurions dû mieux saisir.
Tu as évoqué les états généraux de la Gauche, Pierre, je déplore, je le dis comme un constat, sans passion particulière, mais tout de même, qu'ils n'aient pas pu avoir lieu, si le mot d'ordre avait été mis en œuvre plus tôt, au lendemain du Congrès, peut-être nous aurions pu aboutir à certaines réalités qu'en effet il est plus difficile de mettre en œuvre aujourd'hui, nous le sentons bien, et pourtant nous sommes devant la difficulté.
Il y a tout cela à faire et pour cela il faut que le Parti ait toute sa vigueur, c'est pourquoi j'évoquais en termes très mesurés tout à l'heure ce qui est l'une des questions de cette Convention en conséquence de l'épreuve politique qui nous a été imposée.
J'ai écrit dans le texte que j'évoquais en commençant : ni bûcher, ni gibet, et je le pense profondément, parce que je crois que les problèmes sont fondamentalement politiques. Donc, vous voyez un peu mon état d'esprit par rapport à c e qui va se faire tout à l'heure et à ce que nous déciderons demain sur le rapport qui nous sera fait vis-à-vis d'un certain nombre d'indisciplines. Je crois que c'est le sentiment dominant, mais alors, mes chers camarades, je reprendrai une formule qui est très à la mode : pas deux poids, deux mesures… (applaudissements)… oui, je vois Marie-Noëlle applaudir, d'accord, tes applaudissements me ravissent, tous les applaudissements et plus encore les tiens… (applaudissements)… mais je ne pensais pas tout à fait à ceux là.
(Rires)
Mes chers camarades, à moins qu'on ne me dise, cela m'ennuie d'être obligé de dire cela ici, mais je considère qu'il n'y a pas en ce domaine qui est celui de notre éthique politique un moment où on s'interroge ou il y a un certain trouble déjà sur notre identité, de petits sujets.
Au moment où le sentiment dominant est qu'on ne va pas régler les comptes après la guerre du Golfe, et je viens de le dire, c'est mon sentiment, on s'apprête

Fondation Jean Jaurès

à proposer pour beaucoup c'est nouveau, mais il faut que le Parti le sache, on s'apprête à proposer qu'un camarade, candidat pirate à une élection cantonale partielle, c'est mal, mais enfin au regard du destin du monde, il y a deux ans et demi, se voit refuser aujourd'hui sa réintégration, pour des raisons, je le dis comme je le ressens, qui sont celles de pratiques de tyranno-politique, pas autre chose, sauf si on me sort une raison forte, on me dit que c'est une décision prise à la quasi-unanimité de la Commission exécutive, mais, camarades, je mets la Convention devant ses responsabilités et on ajoute que le camarade, qui a été élu à l'occasion de cette élections pour laquelle d'ailleurs le dissident s'est désisté comme il le devait et l'a fait élire, occupant un poste administratif élevé, a écrit qu'il ne voulait pas de cette réintégration, où sommes-nous ? Où sommes-nous ? Que veulent dire ensuite nos réflexions sur notre éthique et nos pratiques politiques si on laisse faire des choses de ce genre ?

Je ne veux pas m'attarder davantage, mais le problème est posé.

Pour en terminer, ce que j'ai évoqué tout à l'heure à propos du rassemblement et de nos difficultés, cela veut dire qu'en effet, mais je reprendrai volontiers la formule de Jean-Pierre Chevènement, je crois qu'en effet le logiciel d'Epinay (la formule est un peu savante, mais enfin on voit bien ce qu'elle veut dire surtout ici où il n'y a que des savants) n'est plus tout à fait adapté.

Le projet qui vient, le grand débat d'idées et comme toi, Pierre, je salue le retour de l'idéologie naturellement… (rires et applaudissements)… tout cela veut dire que nous avons à mettre quelque chose au point qui corresponde à la situation de vingt ans après et dix ans après. On ne va pas seulement commémorer, je pense d'ailleurs que ce n'est pas ce que tu as laissé entendre, et donc cela dépend d'abord de nos initiatives politiques. Vous savez, je continue à croire fermement que les difficultés de fonctionnement, elles sont d'abord le résultat d'insuffisances politiques. Donc, les initiatives politiques, j'en ai évoqué une celle des états généraux telle qu'elle aurait pu se faire, mais il y a quelques problèmes de fonctionnement quand même, alors, en quelques secondes, je donne rapidement mon point de vue, plus rapidement que d'autres, pour aujourd'hui.

Le Congrès plus tôt. Surtout que de cette Convention il ne sorte pas que Plantu comme il arrive souvent avait raison il y a deux jours. Bref, que l'événement de cette Convention ne soit pas le débat sur la date.

Moi, d'ailleurs, je vous le dis, je ne suis pas partant, parce que la question qui parait décisive, ce n'est pas la date. Est-ce que lorsque nous aurons fixé la date, nous ferons en sorte que cela ne risque pas d'être une répétition de ce que nous avons vécu il y a un an à peine ?

(Applaudissements)

Parce que, mes chers camarades, si c'est pour avoir Rennes Bis, je dirai que le plus tard sera le mieux, franchement... mais ne plaisantons pas, parce que le sujet n'est pas franchement drôle.

Donc, cela dépend de la mise en place préalable, et cela c'est un point de vue sur le fond, c'est le seul que j'ai pour le moment, et il faut le temps pour cela. Si nous l'avons d'ici les délais que tu envisages, Pierre, moi, cela ne me pose pas

de problème qu'on avance la date.
Par conséquent, il faut la mise en place préalable des règles du jeu, parce que, si on n'a pas changé les règles du jeu, comme les rapports de forces, à "un poil près", n'auront pas changé (c'est seulement probablement la disparition politique d'un certain nombre de militants qui fera que les équilibres se seront modifiés dans les fédérations...), je ne vois pas pourquoi cela se passerait très différemment d'il y a un an !
Donc, les règles du jeu.
Et la deuxième (c'est le dernier point de mon intervention), c'est : qu'est-ce qu'on fait avec les structures sur lesquelles nous avons vécu ?
A l'évidence, cela ne va plus avec les courants tels qu'ils sont, parce qu'il y a eu (cela a été dit avant moi à cette tribune) une véritable dérive, donc un transfert de fonction des courants, à coup sûr, mais (et c'est tout le fond du débat, qui n'est pas nouveau, il ressort périodiquement et il y a des camarades qui, à cet égard, ont autant d'obstination que moi... mais pas tout à fait dans la même direction) comme les courants ne vont plus tels qu'ils sont, ce sont les courants qui devraient disparaître.
Mes chers camarades, il y a des organisations où il n'y a qu'un seul courant.
(Rires)
Cela existe !
(Applaudissements)
Il faut, en effet, retrouver le véritable rôle politique et idéologique et, pour cela, au stade où je suis de mes réflexions, je crois être prêt, après avoir consulté plus largement (pas seulement, comme on dit habituellement ici, maintenant, mes proches amis...) à faire très vite des propositions qui s'inspireront des exigences suivantes.
La première, en tout cas, pas de retour à la liste unique.
Tu as dis, Pierre, tout à l'heure : pas question.
Seulement, il y a quand même des informations qui circulent et qui me font penser qu'il peut y avoir des formules de succédanés de liste unique, et là, je dis franchement non, parce que cela aussi, permettez-moi de vous le dire, il me semble que cela a fait ses preuves. Premier point.
Deuxième point (cela, c'est plus positif), c'est vrai qu'il faut en finir avec la désignation par les dirigeants de courants des directions et notamment du Comité directeur, parce qu'enfin ils sont là tous, ils ne me démentiront pas, pratiquement avec le système que nous avons mis en place, avec la conférence de courants huit jours avant le Congrès, car c'est cela qui se passe, cela ne peut plus durer, ce qui veut dire à coup sûr une formule qui rendra la parole davantage aux militants, ce n'est jamais mauvais.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Michel Boucheron, puis à Lionel Jospin.

Jean-Michel Boucheron

Mes chers camarades, la convention est bien évidemment le moment idéal d'un

Collection Jean Jaurès

échange d'idées pour ouvrir un certain nombre de pistes, et si vous voulez, je resterai dans le sujet du nouvel équilibre mondial, spécialement en ce qui concerne les problèmes de sécurité du monde.
La guerre du Golfe a eu lieu, le monde est durablement déstabilisé et dangereux. Tout simplement une logique a succédé à une autre. Il y avait une logique de séparation idéologique du monde, aujourd'hui les logiques géographiques ont repris le dessus et, curieusement, elles sont éminemment plus dangereuses, plus complexes, mais aussi plus nombreuses, car elles traversent toutes les zones du monde, elles traversent même les états à l'intérieur d'eux-mêmes, et donc ces logiques différentes nous mettent dans une situation où toutes nos analyses en termes de sécurité doivent être repensées non pas rejetées, mais en tout cas, c'est certain, repensées.
Lors de cette guerre du Golfe, nous avions à vrai dire à choisir entre deux drames : l'un immédiat et l'autre de plus grande ampleur qui était bien évidemment inéluctable à moyen terme. Donc, de nombreuses décisions nous attendent et si vous le voulez, j'ouvrirai quelques questions très concrètes en matière de sécurité et j'essaierai d'ouvrir quelques pistes et peut être d'en fermer d'autres.
Tout d'abord, trois choses : il nous faut, dans certains domaines, être courageux, c'est-à-dire ne pas considérer des dogmes comme acquis d'une façon définitive. Il nous faudra peut être aussi et ceci n'est pas forcément valable uniquement en matière de sécurité, apprendre à être seuls, c'est-à-dire à marcher devant avec un certain nombre d'idées généreuses et d'essayer de convaincre plutôt que d'avancer avant d'avoir rassemblé.
Troisième chose, je crois qu'il nous faut aussi émettre un certain nombre d'utopies.
Tous les grands équilibres du monde et tous les grands équilibres de nos sociétés sont nés à un moment ou à un autre d'idées utopiques qui, petit à petit, ont fait leur chemin, qui, petit à petit, ont rassemblé et qui ont trouvé tout simplement leur formalisation.
Donc, l'objection du réalisme n'est pas toujours une objection valable à une proposition de fond.
Le sérieux consiste d'abord, en matière de sécurité et de défense, à écarter un certain nombre d'errements.
Je voudrai au moins en citer deux.
Le premier errements, c'est cet éternel débat dans la société française, dans l'hémicycle, à l'Assemblée Nationale, sur le niveau du budget de la défense nationale de la France.
Il y a un an, il fallait que nous diminuions de 25% ces dépenses, sous prétexte que la paix était définitivement installée.
Aujourd'hui, souvent les mêmes voix nous demandent d'augmenter de 50 ou de 60% ces budgets !
Eh bien, non ! Mes chers camarades, dans un pays qui vit en paix, sans menace à très court terme, il faut défendre tout simplement la notion de l'effort constant.
Qu'est-ce que j'appelle l'effort constant ?

Fondation Jean Jaurès

Bien évidemment, une part constante du budget de la nation donnée à la défense du pays.
Actuellement, 15,5% du budget de la nation. Cela est un bon niveau. Au-dessous, il y aurait une certaine irresponsabilité de notre part et, au-dessus, il y aurait une certaine gabegie, car la stature internationale d'un pays est basée sur sa puissance militaire mais aussi sur sa puissance économique et sur sa puissance politique. Il faut donc garder les équilibres.
Pour moi, avec un effort constant, un pays comme la France peut assurer un appareil de défense efficace et qui serve réellement son positionnement international. Aux spécialistes, après, de se débrouiller dans cette enveloppe.
Le deuxième errements me semble être cette mode d'appel à l'armée de métier.
Mes chers camarades, le Golfe est un conflit particulier. Nous avons dû mettre 15 000 hommes dans cette zone. Est-ce à dire que tout autre conflit poserait les mêmes problèmes ? Bien évidemment pas, et ce n'est pas parce que le contingent n'a pas été dans le Golfe qu'il devient inutile, ne serait-ce que parce que la France est un pays continental, que personne ne peut dire aujourd'hui qui sera, dans deux mois, le maître de l'Union soviétique, ou en tout cas de la Russie, ni quelle politique il appliquera, et qu'il serait impensable (au cas où l'inimaginable, mais imaginons-le quand même... se produirait), en cas de menace à l'est, de passer directement de petites escarmouches de frontière au feu nucléaire. Il est bien évident que la France devrait, avec ses alliés, ce jour-là montrer sa volonté de défense et, donc, aligner des forces conventionnelles infiniment supérieures à celles que nous avons pu mettre dans le Golfe.
J'ajoute que l'armée de métier serait extrêmement onéreuse, au moins 10 milliards par an, et je vous pose une question : si cette armée de métier était décidée, il faudrait bien évidemment recruter, généralement à très bas salaire. Sur quel type de motivation ?
Il faudrait recruter des dizaines de milliers d'hommes de métier pour constituer notre armée... Quelle serait, mes camarades, la nature réelle de cette armée-là ? Est-ce qu'elle serait complètement cohérente avec les valeurs qui sont les nôtres ? Certainement pas.
Quant à ceux qui proposent l'armée de métier pour des raisons électorales, en se disant : "Nous allons faire plaisir aux jeunes...", je les mets en garde car, proposant l'armée de métier, il faudrait bien évidemment qu'ils joignent immédiatement à cette proposition la liste des 100 ou 150 bases françaises qu'il faudrait bien évidemment immédiatement fermer ! Nous pourrions en informer immédiatement les élus locaux...
En ce qui concerne le service national, ce n'est pas parce que nous refusons l'armée de métier qu'il ne faut pas réformer le service national. Il doit être réformé selon, à mon avis, trois axes qui sont :

- La diminution progressive de sa durée. Le Président de la République en a déjà annoncé le principe.
- Le changement, bien sûr, du statut des VSL.
- Et une réforme visant à plus d'égalité du service par sa diminution et par l'augmentation de ses formes civiles, la diminution de la durée du service

militaire étant, mes camarades, un élément de l'égalité dans le service.
Alors, s'il faut écarter un certain nombre d'errements, il faut aussi, je crois, aborder un certain nombre de sujets qui peuvent paraître utopiques, mais ce sont des grands chantiers qui peuvent paraître hasardeux qu'il nous faut ouvrir. Il ne faut pas pécher par excès de prudence. Le jour où ont été signés les accords d'Helsinki, les accords d'Helsinki étaient une immense utopie et leur concrétisation s'est signée à l'Elysée, en octobre dernier...
Quels sont les domaines où il nous faut ouvrir ces chantiers ?
Le premier, bien évidemment, c'est le domaine des exportations.
Mes camarades, il faut, dans ce domaine, trouver des solutions, mais il ne suffit pas de le dire, il faut apporter un certain nombre de propositions concrètes.
Quelles sont, dans le monde où nous vivons, les possibilités que nous avons de créer des situations de non-guerre par l'absence de surarmement ?
A mon avis, ces possibilités sont à trois niveaux et je voudrais les préciser devant vous.
La première, c'est ce que j'appellerai les zones d'auto-contrôle.
La CSCE en Europe a fait ses preuves puisqu'elle a réussi à créer une dynamique de désarmement, puisque des armes vont être cassées. Même si l'on peut avoir quelques doutes sur les décisions de l'état-major soviétique dans cette affaire, des modalités de contrôle sont là pour vérifier tout cela et je crois que la méthode de la CSCE, où il y a trois corbeilles qui sont la sécurité par le désarmement, qui sont la coopération économique, et qui sont les Droits de l'homme, cette méthode est une méthode exportable. Elle est exportable pour le monde de la Méditerranée et elle est exportable aussi pour toute la zone du Golfe arabo-persique.
La méthode des zones de sécurité est une méthode d'auto-limitation des armements.
Est-elle suffisante ? Bien évidemment, non.
Deuxième façon d'aborder le problème, qui me paraît concrètement réalisable, c'est par un rôle régulateur que pourrait jouer l'ONU.
Comment l'ONU pourrait-elle jouer un rôle régulateur dans le domaine des exportations d'armements ?
Tout d'abord, par l'évaluation des déséquilibres stratégiques régionaux. L'ONU pourrait se doter d'un outil d'évaluation, car il est très facile de savoir de quels armements dispose tel ou tel pays. C'est très facile. A partir du moment où l'on sait quels sont les armes offensives dont dispose tel ou tel pays, il est aussi tout à fait facile de savoir si ce volume d'armes correspond aux nécessités de la sécurité et de la souveraineté ou si ce volume d'armes démontre une volonté d'agression. Il suffit simplement que les équilibres soient respectés, grosso modo, entre pays voisins. En termes complètement concrets, s'il est normal que l'Irak dispose de 1500 chars pour assurer sa sécurité, il est complètement anormal que l'Irak dispose de 4500 chars ! Il y a là une volonté d'hégémonie.
Or, à partir du moment où ce constat très simple à faire serait fait, sur toutes les zones du monde, retournons-nous vers le Conseil de sécurité et, là, nous constatons, en regardant ses différents membres, qu'ils réalisent à eux cinq plus

de 80% du chiffre d'affaires des ventes d'armes dans le monde !
Donc, dans ce domaine-là, nous pouvons imaginer un système qui, à partir d'évaluations, pourrait déboucher sur des accords d'embargo au-delà de certaines limites, où bien sûr les souverainetés seraient assurées, mais où les volontés d'agression seraient donc défaites.
Un problème dans ce domaine est souvent sujet à discussions difficiles, c'est celui du transfert des technologies sensibles.
Mes chers camarades, je ne crois pas que toutes les technologies soient ambivalentes, je veux dire par là qu'il est possible de ne pas exporter certaines technologies vers certains pays, du tiers-monde notamment, sans pour cela mettre en cause leur développement. Il suffit simplement de trier. Certaines technologies très précises sont extrêmement dangereuses et elles ne cassent pas le développement si elles font l'objet d'un embargo. Si les quelques rares pays qui disposent de la technologie des centrales inertielles de missiles décidaient demain de ne pas en exporter, cela ne mettrait pas en cause le développement agricole ou économique de l'essentiel des pays du tiers-monde !
Donc, je crois que ce faux débat sur le transfert des technologies sensibles peut être clos à partir du moment où on se restreint à certaines technologies bien particulières.
La troisième piste concernant les exportations d'armes, je crois que c'est Michel Rocard qui en a parlé ce matin, c'est le problème de l'Europe de l'armement. Il est bien évident que si les industries européennes s'alliaient, l'argument de l'exportation pour la rentabilisation tomberait à 80%, et donc, la construction de l'Europe de l'industrie de l'armement doit se faire. Disons-le tranquillement, cette Europe-là, mes chers camarades, elle se fait, les industriels savent la faire, ils la font sous la pression des nécessités économiques.
L'autre sujet d'utopie, ou de chantier à ouvrir, c'est l'Europe de la défense, à condition de préciser les choses.
Il y a, à mon avis, trois domaines d'analyse qui sont :

- La défense de l'Europe. Problème simple, il suffit de renforcer le rôle de l'UEO dans l'OTAN et, donc, de renforcer le pilier européen face au pilier américain, sachant que l'Amérique restera bien évidemment implantée en Europe, même si ses forces seront au moins deux fois moindres.
- Le deuxième thème, c'est la sécurité en Europe et, là, je crois qu'il nous faut défendre le processus de la CSCE. L'Europe à 35, ce forum qu'il nous faudrait formaliser en une assemblée parlementaire des 33 européens, plus canadiens et américains, qui est bien évidemment un lieu d'évaluation des crises et, disons-le, de négociation permanente.
- Et puis, il y a le troisième sujet, dont on ne sortira pas, à mon avis, c'est le hors zone.

Est-ce que la défense européenne doit intervenir en dehors de la zone Europe ? Et là, mes chers camarades, je crois qu'il ne faut pas aller dans cette direction. Elle relève du domaine national. La France a des responsabilités méditerranéennes et en Afrique, je vois mal une concertation européenne

Collection Jean Jaurès

intervenir à court terme dans ce domaine.
Enfin, parmi les pistes à ouvrir, il y a bien évidemment l'espoir du co-développement.
Le co-développement, c'est le l'adage de la paix des Etats, c'est le gage de la paix intérieure aux Etats et le discours de La Baule de François Mitterrand a été un discours essentiel et qui a eu des retombées extrêmement concrètes. Pour ceux d'entre vous qui ont eu l'occasion de visiter le continent africain depuis le discours de La Baule, nous voyons partout des essais, plus ou moins bons (peu importe), de démocratie et de multipartisme qui apparaissent et, donc, il y a là une pression forte qui donne ses effets.
Je crois qu'il nous faut convaincre les Etats riches, les Etats-Unis, bien sûr, mais aussi l'Allemagne et le Japon, que les égoïsmes économiques sont suicidaires.
Un grand débat, lié à la nature même de l'ONU, devra lui aussi s'ouvrir : le débat des Droits de l'homme et des droits des Etats.
Le problème kurde est l'exemple même de cette contradiction où il nous faudra avancer et les décisions de l'ONU de la nuit dernière font évidemment jurisprudence tout à fait éclatante en ce domaine.
Bref, mes camarades, je crois qu'il ne faut pas, à la suite de la guerre du Golfe, des déséquilibres à l'est, à la suite de toutes ces inquiétudes que nous pouvons encore avoir, pécher par pessimisme.
Effectivement, si vous regardez la carte du monde, les démocraties ont progressé partout. Elles progressent partout, en Asie, en Afrique, et partout aussi les états, les pouvoirs prennent conscience que le développement économique et la démocratie, les Droits de l'homme, sont intimement liés, qu'ils ne sont rien les uns sans les autres.
Bref, mes chers camarades, nous pouvons avancer sur ces pistes. Nous serons peut-être un peu isolés, d'autres mettant plus en avant un réalisme qui est souvent un alibi pour ne rien faire. Donc marchons sur ces voies qui sont intéressantes, qui peuvent apporter à notre monde et à notre pays beaucoup d'audience, beaucoup de stabilité, beaucoup d'espoir de paix, avançons et créons un consensus par adhésion, plutôt qu'un consensus par dilution.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, cette Convention de Cachan, comme l'a dit le Premier secrétaire, est une convention ordinaire qui se tient dans un contexte extraordinaire.
En effet, nous sortons de la crise du Golfe, premier conflit militaire international auquel la France ait été engagée depuis trente ans. Cet événement a été vécu par beaucoup, et par beaucoup d'entre nous, de façon intense. Il a été l'occasion de choix politiques fondamentaux.
Aujourd'hui, alors que la France appartient à la coalition victorieuse, alors qu'elle agit avec François Mitterrand pour la paix, les interrogations ne

Coll. Fondation Jean Jaurès

manquent pas. Allons-nous assister à l'émergence d'un nouvel ordre international plus harmonieux ? Celui-ci sera-t-il au contraire un nouvel ordre américain auquel Jean-Pierre Chevènement redoute que nous soyons soumis ?
Il nous faut, réflexion faite, distinguer, sous l'impact de cet événement récent, ce qui va durer, ce qui reste identique, ce qui a changé en profondeur et ce que nous pouvons faire. Bref, nous devons nous garder de sous-estimer, mais aussi de surestimer l'importance de cette crise sur l'évolution du monde. Et aussi, en tant que Socialistes, nous devons nous demander quel peut et quel doit être notre rôle dans la période qui s'ouvre.
Nous voyons bien que l'action du Président de la République est approuvée par une large majorité de Français. Nous sentons bien aussi que le crédit qui est le sien ne sera pas automatiquement transféré sur les Socialistes, ni même projeté dans l'avenir.
Nous sommes aussi face à d'autres interrogations historiques. Peut-être pas des interrogations, cher Pierre, qui nous ramènent jusqu'à 1914, car le Socialisme démocratique ne s'est arrêté ni en août 14 ni en octobre 17. Il y a eu 1936, il y a eu 1945, et il y a dix ans bientôt que celui qui fut le Premier secrétaire du Parti Socialiste a été élu Président de la République.
Tous ici, nous pensons que dix ans ne suffisent pas. Mais dix ans de pouvoir créent une responsabilité. Qu'avons-nous fait de ce pouvoir ? De nos valeurs, et pour notre société ? Que nous reste-t-il à faire ?
Plus loin encore, il y a vingt ans, à Epinay, naissait le nouveau Parti Socialiste. Où en est notre Parti aujourd'hui ? Où va-t-il ? N'avons-nous pas des inquiétudes à son égard ?
Ces questions que je me pose devant vous me conduisent à traiter de deux problèmes essentiels.
Quelle est la nouvelle donne internationale et comment pouvons-nous agir sur elle ? Comment pouvons-nous penser aujourd'hui l'avenir du Socialisme français et le construire dans des démarches pratiques ?
Certains d'entre nous sortent de la période historique qui vient de s'écouler marqués par la guerre du Golfe, mais aussi par l'effondrement du Communisme, incertains de leur valeur. La nouvelle physionomie du monde sonne-t-elle le glas de nos idées ? Certains le pensent, qui ne voient pas que malgré la guerre et sa violence, mais guerre et violence que l'Irak pouvait à tout moment éviter, ce sont manifestés les premiers signes d'une régulation des conflits internationaux par les Nations Unies, ou disons en tous cas sous l'égide des Nations Unies ?
La France est-elle affaiblie et s'est-elle alignée ? Il est vrai que notre solidarité, notre engagement n'ont pas manqué à la coalition qui a délivré l'Irak de Saddam Hussein, dans laquelle les Etats-Unis ont joué un rôle prépondérant. Mais dans quelle situation serions-nous si nous nous étions coupés de nos alliés occidentaux et du groupe des démocraties, dans une attitude de complaisance à l'égard de l'Irak ?
Avons-nous manqué à la solidarité avec le sud ? Mais de quel sud s'agit-il ? Prenons-nous un dictateur sanglant pour le sud et des manifestations de rues fort provisoires pour la véritable expression des peuples du Proche-Orient ?

Fondation Jean Jaurès

L'Europe ne s'est-elle pas marginalisée ? C'est vrai, sa présence dans la crise du Golfe n'a pas été majeure. Mais fallait-il justement que la France attende qu'elle s'unisse pour elle-même prendre ses responsabilités internationales ?
Par ailleurs, l'effondrement du Communisme ne nous atteint-il pas directement, nous, Socialistes ? Nous devons y prendre garde, dans la mesure où le capitalisme libéral se pose ouvertement en repreneur de l'entreprise Communiste en faillite.
Mais ces méthodes, comme on le voit dans l'ex-RDA, peuvent s'avérer économiquement et socialement désastreuses.
Ces interrogations et les réponses succinctes dont je les accompagne montrent que ce qu'on appelle la nouvelle donne internationale est une réalité complexe.
Je pense que cet ensemble, fait d'éléments nouveaux, mais aussi de la poursuite de tendances longues, conforte nos valeurs à condition que nous les portions et que nous saisissions les opportunités, ce que François Mitterrand et la diplomatie entendent faire.
La victoire du Golfe doit être celle du droit et de la sécurité collective. Ce principe auquel nous sommes attachés depuis longtemps a prévalu parce que nous avons pesé en ce sens, et le droit prononcé par l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU a été respecté.
Certes, le droit n'est pas pur, mais contingent, et particulièrement le droit international. Il dépend, comme tout droit dans la société, des hommes, des rapports de forces, mais nous devons nous appuyer sur cette affirmation nouvelle du droit pour en étendre désormais l'application.
Je ne suis pas pour qu'il y ait deux poids deux mesures, deux droits deux mesures. Nous devons trouver une solution au problème israélo-palestinien, qui passe par la libération des territoires occupés, sans doute démilitarisés, par la création d'un état palestinien, par la reconnaissance de l'existence d'Israël par ses adversaires, dans des frontières sûres et garanties.
Notre position est celle d'une conférence internationale, mais il ne s'agit pas pour nous d'un carcan rigide. Elle peut, nous le savons, être une ou multiple, régionale, puis mondiale, et elle n'exclut même pas de nouveaux Camp David si certains en prenaient l'initiative.
L'important d'abord est que le dialogue se noue entre les Palestiniens à travers les représentants qu'ils se reconnaissent et Israël.
De même je me réjouis que l'ONU ait écouté l'appel du Président de la République à prendre en compte le problème des Kurdes. Leur répression sanglante nous heurte tous profondément, même s'il est difficile de nous demander maintenant d'aller à Bagdad pour régler le problème de Saddam Hussein. Il nous faudra nous en saisir inlassablement jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Le droit international là aussi doit montrer son efficacité, non pas sans doute pour faire naître un état kurde qui ferait éclater cinq états nationaux, mais pour que soient reconnus un peuple kurde, une unité et une identité culturelle kurde, et sans doute des économies au sein des cinq états concernés.
Autre question qui est posée, les Etats-Unis sont-ils désormais la seule superpuissance mondiale ? Je ne le crois pas. Il y a peut-être la fin du monde

bipolaire, il y a sans nul doute l'affaiblissement de l'URSS, mais aucune puissance n'est désormais en état de réguler le monde dans sa massivité, sa complexité et sa diversité.
Quant à l'antiaméricanisme primaire et au tiers-mondisme, comme ils n'ont jamais été sous la direction de François Mitterrand, sous la mienne ou sous celle de Pierre Mauroy, la position majoritaire du Parti, je ne crois pas utile en tant que Parti d'en faire le centre de nos débats, sauf naturellement si Jean Poperen a encore besoin de convaincre quelques-uns des siens...
Je prends les Etats-Unis pour ce qu'ils sont, militairement forts : sans eux, qui eût contrecarré pratiquement sur le terrain l'Irak ? Politiquement rationnels, donc sensibles aux rapports de forces et à la réalité internationale, économiquement affaiblis désormais.
Ils sont nos alliés, parce qu'ils nous écoutent, mais nous sommes différents d'eux et quand il le faut, nous savons le montrer.
Nous avons commencé à parler de l'évolution de notre défense et de notre attitude à l'égard des ventes d'armes, et ces deux débats sont importants.
En matière de défense, je serai bref aujourd'hui, nous devons retrouver la notion de suffisance, et à cette lumière examiner nos programmes militaires. Réorganiser le service national en posant la question du format de l'armée de terre, dans la direction indiquée par le Président de la République. Ce débat s'ouvre et je souhaite, comme le Premier secrétaire, que nous lui donnions le moment venu un relief particulier.
Les ventes d'armes posent des problèmes complexes, problèmes d'éthique, problèmes industriels, d'emploi, de capacité de coopération internationale, et nous ne pouvons négliger, nous le savons bien, aucune de ces dimensions. C'est pourquoi il nous faut à la fois nous interdire d'exporter des matériels sensibles militaires, des équipements élaborés, et tous ce qui peut concerner de près ou de loin la fabrication du nucléaire, du bactériologique ou du chimique.
Il faut prévoir des contrôles internationaux, l'AIEA pour le nucléaire, une organisation similaire pour le chimique.
Il faut nous interroger, dans le cadre du débat sur la défense, sur la taille et les performances de notre industrie d'armements, et nous devons, je crois, aller vers une organisation à l'échelle européenne, ce qui implique une spécialisation, des regroupements, une concertation sur les besoins futurs.
Mais j'ajouterai aussi un point plus politique ou plus psychologique. Il faut aborder, chers camarades, ces problèmes avec un grand esprit de responsabilité, et ne pas dans ce domaine nous contenter de formules ou de soudaines proclamations.
Les actes passés tempèrent souvent les discours d'aujourd'hui. C'est moi-même qui ai déconseillé les ventes d'armes à l'Irak dans les années 80. Les discours d'aujourd'hui devront être suivis par les actes de demain, car c'est aussi du décalage entre les discours et les actes que viennent les problèmes de crédibilité politique.
Prenons garde, dans le domaine des ventes d'armes comme ailleurs, d'avancer des propositions que nous ne pourrions tenir.

Fondation Jean Jaurès

L'implosion du système Communiste est un autre élément fondamental de cette nouvelle donne. La faillite du Communisme, dont j'avais été, il me semble, l'un des premiers à tenter de tirer les conséquences politiques dans le Parti, est impressionnante.
La situation de l'URSS est proche de l'anarchie. Où est le pouvoir ? Vers où va-t-il ? Comment l'URSS pourra-t-elle se réformer, elle qui doit en même temps dominer trois grandes questions historiques : la question des nationalités, la question du système de production et du système social, et la question de son régime politique et de la démocratie.
L'est vient désormais vers l'ouest. Prenons garde de ne pas le repousser dans un réflexe égoïste.
Oui, je veux dire ma conviction, oui Blum a eu raison historiquement au Congrès de Tours. Non, le libéralisme et le capitalisme sauvage ne sont pas la panacée ni, ironie de l'histoire, le stade suprême du Communisme.
Il y a des modes d'organisation de la production et des formes de démocratie plus harmonieux, plus équitables qu'il faut proposer aux peuples en Europe et hors d'Europe et qui se rattachent au Socialisme démocratique.
Et dans ce monde, comment se situe la France ?
Elle n'est pas servile, comme certains le pensent, mais elle ne doit pas non plus être prisonnière d'une nature propre, éternelle et qui, si elle n'était qu'un mythe, réduirait à l'impuissance. Elle est une force indépendante, qui a des solidarités et des valeurs.
Pour nous le droit l'emporte sur la force. Nous agissons pour qu'il progresse ; droit des peuples, reconnaissance internationale et condamnation des crimes contre l'humanité, devoir d'ingérence dans la communauté internationale, lorsque ces crimes se produisent.
De nouveaux concepts internationaux progressivement s'imposeront surtout si nous les portons. Il y a plusieurs années que je dis déjà que les Droits de l'homme, la nature des régimes sont devenues des questions de politique internationale, que le droit interne et le droit international se mêlent et se mêleront de plus en plus.
Pour nous, la coopération internationale l'emporte sur les conflits et les égoïsmes. Travaillons à une organisation économique plus juste de l'espace nord-nord et nord-sud.
Pour nous la démocratie s'impose partout. C'est dans cet esprit qu'il faut envisager les relations avec l'est, avec le tiers-monde et aussi avec le ou les mondes arabes. Des dialogues nouveaux se feront jour, où nous aurons à proposer nos solutions sans esprit néo-colonialiste.
La France refuse les hégémonies, d'où qu'elles viennent. Elle joue, en Europe, un rôle central. Confortons la, en bâtissant d'un même pas l'Europe des 12 et une Confédération plus large, les deux ne s'excluant pas mais s'épaulant.
En ce qui concerne enfin les problèmes de discipline évoqués à l'occasion de la crise du Golfe, j'ai pas, chers camarades, d'exigence particulière à formuler, seulement celle du respect de nos règles par nos élus et responsables nationaux afin que nous puissions encore en demander le respect aux élus modestes et aux

Collection Jean Jaurès

simples militants du Parti.
(Applaudissements)
Quelques mots, si l'on ose, mais le projet nous permettra de poursuivre ces conversations sur l'avenir du Socialisme… Notre bilan d'abord, chers camarades, n'est pas mince. Il y a eu les grandes réformes entreprises après 1981 : 39 heures, retraite à 60 ans, abolition des tribunaux d'exception, de la peine de mort, nationalisations, décentralisation, mesures sociales. Mais nous ne nous sommes pas arrêtés là.
Beaucoup voient dans la politique de rigueur conduite dans les années 83/84 et ensuite un reniement. N'oublions pas qu'il s'agissait aussi du moment de la confirmation de nos choix européens essentiels pour notre identité économique et politique. N'oublions pas qu'il s'est agi aussi de préserver l'avenir et les chances de gagner un second septennat.
Depuis 1988, au gouvernement, avec le Premier Ministre, Michel Rocard, nous travaillons pour la transformation de la vie quotidienne : RMI, politique de la ville, assistance judiciaire, et c'est ce que je fais moi-même dans l'Education.
On dit parfois : "Les Socialistes gèrent, ils n'ont plus d'idées, ils ne font plus de réformes." Je refuse personnellement cette affirmation.
(Applaudissements)
Lorsque nous décidons de relancer la politique des ZEP abandonnée par la Droite, agissons-nous sans principes ?
Lorsque nous développons un plan social étudiant sans précédent depuis 40 ans qui nous conduit à multiplier par deux l'aide aux étudiants et qui permet de construire en un an autant de logements étudiants qu'en 10 ans, agissons-nous sans imagination et volonté ?
Négocier, signer des relevés de conclusion avec les enseignants, les étudiants, n'est-ce pas le vrai dialogue social ?
Mettre en place un plan pluriannuel "université 2000", n'est-ce pas rétablir dans les faits la méthode de la planification Socialiste et faire un effort formidable pour notre enseignement supérieur ?
Lorsque nous développons la contractualisation avec les universités et le partenariat avec les collectivités, n'est-ce pas appliquer nos principes de décentralisation dans le respect du rôle de l'Etat et de l'égalité dans la République ?
Pour moi, et pour tous ceux qui travaillent avec moi dans ce ministère qui m'a été confié, je peux vous le dire comme je le pense profondément, il n'y a pas une seule de mes actions qui ne soit guidée par nos idéaux, et en particulier par celui de l'égalité des chances.
(Applaudissements)
Pour autant, nous serions coupables de céder à l'autosatisfaction car l'opinion non sans raison reste aujourd'hui très exigeante à notre égard. Et je veux ici poser quelques questions essentielles.
Nous avons acquis, c'est sûr, cette fameuse culture de gouvernement. Mais conservons-nous une place suffisante à la culture militante ? J'ai la conviction que non.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons opéré notre mutation économique et sociale : engagements européens, désinflation, force du franc, assainissement du financement de l'économie, reprise de l'investissement ; le bilan n'est pas mince. Mais devons-nous renoncer en cette matière au débat sur la hiérarchie d'autres priorités ? Certainement pas.

Lorsque je m'interroge sur la politique économique et budgétaire, ce n'est pas par nostalgie des dévaluations de combat ou même du keynésianisme qui, après tout, n'était peut-être pas plus mal que le libéralisme. C'est parce que je suis inquiet sur nos capacités d'action, sur les dépenses qui préparent l'avenir, jusqu'ici d'ailleurs plutôt favorisées, au moins certaines d'entre elles : recherche, industrie, emploi, culture et communication, transports, logement, justice, et je n'oublie pas l'éducation et la formation, bien sûr.

Mais quand je vois que les Etats-Unis et l'Allemagne relâchent la pression sans que leur monnaie soit atteinte, devons-nous poursuivre le nominalisme de la rigueur ?

Nous devons aujourd'hui trouver une autre terminologie et être plus ouverts aux attentes de notre société.

Pouvons-nous nous résigner par exemple à une reprise du chômage ? A l'évidence, non. Il nous faut mobiliser tous les instruments économiques, sociaux, pour l'emploi, ordonner notre politique autour de cet objectif.

Il n'existe pas, je le sais comme d'autres, en la matière de remède miracle. Mais il nous faut accentuer la stratégie de lutte contre le chômage et la conduire dans toutes les directions. Cela veut dire à la fois :

- Rechercher le niveau de croissance le plus élevé.
- Améliorer le contenu de la croissance en emplois.
- Entreprendre enfin un effort significatif d'aménagement et de réduction du temps de travail.
- Accentuer encore la politique de formation et son lien avec les besoins de l'emploi - et c'est pourquoi d'ailleurs la semaine prochaine, ou plutôt la semaine suivante, nous ferons une grande rencontre nationale entre l'enseignement supérieur et tous les "offreurs" d'emplois, qu'ils soient du public ou du privé, pour la première fois en France on provoquera ce débat et cette tentative de faire un ajustement quantitatif et qualitatif.
- Développer les services, principale source de création d'emplois dans l'OCDE, et les emplois de proximité.
- Renforcer la lutte contre l'exclusion et en faveur de l'insertion des défavorisés.
- Développer les emplois liés à une politique active de l'environnement et du monde rural.

Nous savons ce qu'il faut faire. Nous connaissons aussi les limites de notre effort car le chômage français est largement dû à des causes démographiques. Mais il y a aussi une question de volonté politique. Il est de notre intérêt fondamental que le chômage ne soit plus la plaie de l'économie française, et d'abord que nous réduisions le chômage de longue durée.

Ne devons-nous pas, par ailleurs, conduire une réflexion structurelle sur la

Collection Jean-Jaurès

politique industrielle et l'économie mixte ? L'enjeu est essentiel, pour la France et pour l'Europe. On le voit à propos de l'électronique. Car notre déficit industriel est préoccupant, notre recherche industrielle encore faible, notre investissement encore insuffisant, tout comme le soutien que nous accordons à nos entreprises publiques. Car les mesures toutes récentes de respiration des entreprises ne règlent pas ce problème. L'Etat doit prendre aussi ses responsabilités.

Oui, nous avons changé, mais nous restons Socialistes et notre politique économique et sociale ne peut se réduire à l'orthodoxie. Elle doit au contraire s'ordonner autour d'objectifs progressistes, en conservant la rigueur dans le maniement des instruments de la politique économique.

Ces objectifs se ramènent pour moi à trois leitmotivs : la croissance, l'emploi et la réduction des inégalités.

Inégalités en termes de richesses qui posent le problème du statut et de l'évolution du salariat. Inégalités devant l'emploi, qui touchent les jeunes, les femmes, les chômeurs de longue durée, encore malgré les efforts, devant le savoir. Inégalités entre les régions qui impliquent la relance de la politique d'aménagement du territoire. Inégalités devant la protection sociale face au logement. Inégalités dans l'entreprise.

Refusons la facilité des idées générales. La société française n'est pas plus inégalitaire qu'il y a 10 ans. Elle l'est sans doute moins grâce à nous. Elle n'est pas plus inégalitaire que les autres pays occidentaux, grâce à nous. Mais, pour les Socialistes, elle reste trop inégalitaire, notamment quand nous pensons aux victimes de l'exclusion.

Il y a un an, chers camarades, nous parlions de la nouvelle étape sociale. Aujourd'hui, après la crise du Golfe, et face à la récession américaine, c'est à un nouvel élan économique et social voulu par le Président de la République que nous devons réfléchir, avec réalisme, mais sans timidité, car il y va de notre identité et du devenir de notre société. Et j'ai la conviction qu'il nous reste des marges de manœuvre et du grain à moudre. En tout cas, je suis sûr que l'on ne peut pas avoir une politique sociale sans qu'elle passe aussi par une politique économique.

Nous avons maintenant l'obligation de revenir à la politique, le devoir de débattre dans notre Parti, sans agressivité, mais sans tabou. Retrouvons la liberté de ton et d'expression qui va de pair avec la force des idées dans le respect des personnes.

Car la crise du politique, indéniable, est aussi une demande de politique. Nous pouvons, face à cette crise, accepter en bloc les formes du rejet de la politique. C'est alors la victoire du scepticisme et du négativisme.

Une deuxième attitude évoque ces problèmes sans y réfléchir. C'est la victoire du cynisme ou de l'autosatisfaction. Ma position, notre position, c'est de trouver la voie d'un retour au politique réaliste, mais aussi plus exigent et résolument à gauche.

Le projet peut être, comme nous y invite le Premier secrétaire, cette occasion. Mais il faut, à un projet réussi, plusieurs conditions.

Fondation Jean Jaurès

Nous ne pouvons pas nous contenter du constat que nous avons changé, sans quoi l'aggiornamento serait creux. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de défendre notre bilan car le pouvoir n'est pas en soi un projet. Nous ne le garderons, ce pouvoir, que si nous savons prendre des positions fortes pour l'avenir du pays et de la Gauche. Bref, il nous faut un projet ambitieux mais concret pour dans 15 ans peut-être, mais aussi pour des transformations réelles et prochaines.

Faut-il, autour de ce projet, faire un Congrès anticipé ? L'appel du Premier secrétaire mérite naturellement considération et surtout, de la part d'un ancien Premier secrétaire à qui il est arrivé d'avancer un Congrès.

Oui, cela mérite considération, s'il s'agit d'effacer Rennes, de nous unir, d'éviter les batailles de pouvoir.

Alors, vraiment pourquoi pas ? Mais si c'est le cas, si c'est notre volonté, si c'est le sens de la proposition, alors ne forçons personne, tenons compte des objections. Mettons-nous d'accord tous ensemble sur ce que sont nos objectifs en agissant ainsi.

Nous ne voulons pas refaire Rennes. Il serrait dommage de faire un Rennes mou. Nous voulons, j'imagine, tous, sortir de la situation actuelle, et c'est ce qu'il va falloir chercher ensemble.

L'autre point que je voudrais aborder pour finir, est celui des courants. Je n'ignore pas les inconvénients des courants, lorsqu'ils se durcissent à l'excès ou lorsqu'ils s'isolent du Parti. Nous voyons aussi que s'ils se réduisent à des enjeux de pouvoir, à des querelles de personnes, ils stérilisent la vie démocratique, mais il ne faut pas parler des courants en général, tous n'agissent peut être pas de la même façon, il faut le regarder et ne peut se sentir concerné, naturellement, celui auquel appartient le Premier secrétaire du Parti.

Ces courants, par quoi veut-on les remplacer ? Par le centralisme démocratique ? J'ai cru comprendre que Poperen ironisait sur ce thème. Par les baronnies locales ? Par les écuries présidentielles ? Par les présidents de clubs de football ? (Rires et applaudissements)

Alors, chers camarades, à propos des courants, n'oublions pas leur richesse et peut-être tout simplement retrouvons la, qu'ils soient courants de pensée et d'action politique, c'est comme cela qu'aujourd'hui comme hier, avec mes amis, j'entends participer à la vie de mon parti et c'est pourquoi au-delà des propositions de structures qu'il a pu faire et qui n'emportent pas toutes mon adhésion a priori, les modes de discussions renouvelés sur les projets et moins statiques proposés ou évoqués par Jean-Marc Ayrault, me paraissent effectivement intéressantes.

Je termine, chers camarades, en rappelant qu'en 1971 nous avons voulu rassembler les forces de la Gauche et construire une grande formation Socialiste moderne. Nous avons conduit loin cette démarche et elle reste, en tout cas pour moi, aujourd'hui, dans un autre contexte, notre objectif, et en même temps nous sentons bien tous que notre œuvre est menacée, Michel Charzat nous a invités il y a quelques jours à livrer dans ce débat notre part de vérité, il a raison, car nous sommes à une heure de vérité : renouveler le Socialisme ou accepter qu'il se

sclérose, qu'il se notabilise, qu'il se fractionne, qu'il se dessèche, qu'il perde sa confiance en lui-même.
C'est pourquoi je lui réponds et je vous dis : comptez sur moi pour dire ce que je crois, comme je le fais devant vous aujourd'hui et comme je le ferai avec vous demain.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Evin, puis Pierre Guidoni.

Claude Evin

Chers camarades, nous sommes tous ici rassemblés pour notre Convention nationale : militants, responsables fédéraux et nationaux, parlementaires, élus, membres du gouvernement dans ce gymnase de Cachan. Et je pense à toutes ces autres salles où depuis vingt ans les Socialistes ont tenu Congrès ou conventions. Que nous ayons été unanimes ou non, toujours, nos débats n'ont été compris de l'opinion que lorsqu'ils portaient en eux une volonté farouche de cohésion, le même sentiment puissant d'appartenir à une même collectivité.
C'est toujours ce qui a fait notre force, le rassemblement des Socialistes, même si ce rassemblement ne doit pas être confondu avec unanimité.
C'est cette force qui nous a permis, depuis la victoire de François Mitterrand, en 1981, de donner un nouveau visage à la France, plus juste, plus généreuse, plus solidaire.
Alors, oui, chers camarades, quel chemin parcouru. En dix ans la France changé, certes, elle n'est pas encore tout à fait ce que nous souhaitons tous, il reste beaucoup à faire, mais personne ne peut nier que les Socialistes auront marqué l'histoire de notre pays par des réformes courageuses et nécessaires.
Alors, j'ai entendu dire que sous le gouvernement actuel il ne se passe pas grand chose au niveau social. J'ai lu que le Socialisme français au pouvoir n'était ni audacieux, ni réformateur, mais qui d'entre nous peut affirmer que l'instauration du revenu minimum d'insertion n'est ni audacieuse ni réformatrice ? Qui d'entre nous ne croit pas au rôle social du crédit formation ? Quel est celui qui ne croit pas juste la réforme sur la solidarité entre communes riches et communes pauvres ?
Nous pourrions prendre encore beaucoup d'exemples.
Quel intérêt alors de se mortifier et de ressortir, chez certains de nos plus hauts responsables, la rengaine rayée de je ne sais quel déficit social.
Disons le haut et fort: oui, il y a eu beaucoup de fait au niveau social sous le gouvernement de Michel Rocard et en tous les cas ce gouvernement ne craint nullement la comparaison.
Réglons entre nous, et pourquoi pas dès aujourd'hui, le débat sur le caractère positif du travail accompli. Je dis à ceux qui nous incitent à avoir la mémoire courte qu'ils ont tort. Je dis à ceux qui nous exhortent à la fierté rentrée ou passive qu'ils ont tort !
Le bilan de dix ans, comme le bilan de ces trois dernières années, peut légitimement nous rendre fiers.

Arrêtons alors, chers camarades, de demander pardon pour ce que nous n'aurions pas fait, revendiquons au contraire ce bilan et mobilisons-nous pour le populariser.
Un des deux débats essentiels des mois à venir est, selon le texte même d'ailleurs préparatoire à notre convention, le débat sur la protection sociale.
"Pour garantir la pérennité de la sécurité sociale et pour réduire les inégalités, il n'y a pas d'autre choix que d'engager des réformes de fond", indique notre texte.
Eh bien, chers camarades, c'est justement ce que nous faisons !
Toute la politique de maîtrise de l'évolution des dépenses de santé que mène le gouvernement vise justement réduire les inégalités et à garantir l'accès à des soins de qualité pour tous.
En nous attaquant aux rentes de situation, aux gaspillages, en dé-remboursant ce qui est inutile, nous évitons que l'on ponctionne une fois de plus les assurés sociaux et nous élargissons le champ de prise en charge des traitements utiles.
C'est justement le contraire du plan Séguin, qui frappait les assurés et maintenait des privilèges financés par la sécurité sociale. Il est alors plaisant de voir Jacques Chirac, rejoint d'ailleurs il y a quelques jours par Georges Marchais, se porter en défenseur des conservatismes les plus éculés.
Et quand Chirac ose parler de "rationnement des soins", comment ne pas lui rappeler qu'il préférait, lui, retirer le remboursement de médicaments aux personnes âgées ? C'est un choix. Ce n'est pas le nôtre !
Nous, nous faisons le contraire en proposant, par exemple, dans le cadre de l'abonnement généraliste, le tiers-payant pour les plus malades.
Alors, qu'on ne nous dise pas que la politique que nous menons manque d'audace, qu'elle est timorée, ou que cette politique n'est pas de gauche.
Nous allons lancer un grand débat sur l'avenir des retraites.
Car en effet, l'avenir se prépare aujourd'hui. Sur un tel sujet, qui met en jeu la solidarité qui lie les générations entre elles, le gouvernement ne peut décider seul, sans une consultation, sans un dialogue approfondi avec tous les partenaires de la vie sociale et politique.
C'est ce dialogue, mené par une mission, sur la base d'un livre blanc du gouvernement, qui commencera dans quelques semaines.
Nous voulons garantir en effet l'avenir de nos régimes de retraite et, pour ce faire, nous voulons réagir avant que les retraites ne rencontrent de véritables problèmes.
Chers camarades, soyons clairs, ce qui est en jeu, ce n'est pas de remettre en cause les retraites d'aujourd'hui, comme certains s'évertuent à le faire croire, mais ce qui est en jeu, c'est de préparer les retraites de demain.
Voilà des réformes, voilà des avancées dont nous pouvons, dont nous pourrons être fiers collectivement.
Le Socialisme français ne vit, chers camarades, que lorsqu'il est rayonnant !
Il ne s'agit donc pas de se convaincre que ce qui a été accompli était bien, il s'agit de le dire aux Françaises et aux Français, parce que c'est ce qu'ils attendent de nous. Il faut donc rompre avec nos habitudes de discours sur la

quête de je ne sais quel grand dessein et travailler au concret, au plus près des gens. C'est là que les Français et les Françaises nous attendent, aujourd'hui dans les banlieues, demain sur leur lieu de travail. Les Socialistes doivent redevenir ce qu'ils ont vocation d'être, des porteurs de projets, des expérimentateurs sociaux, des hommes et des femmes totalement insérés dans notre société.

Chers camarades, notre société a changé, elle s'est considérablement transformée, elle est devenue plus complexe. Ce ne sont pas nos valeurs qui ont changé, mais la manière dont elles s'expriment.

Ceux qui nous reprochent aujourd'hui la grisaille sont aussi ceux qui ne se sont pas aperçu que le monde avait changé et avec lui le Socialisme démocratique.

Un fantastique projet de rupture avec le capitalisme permettant de défiler toutes bannières écarlates claquant au vent, mais qui est rejeté par la société n'aboutit pas. Oh, certes, c'est beau, mais inutile. Une réforme en profondeur acceptée par tous et qui deviendra une loi pour chacun c'est mieux ! C'est cela qui est important, c'est cela que nous faisons.

Je préfère en effet une avancée sociale sans tapage à un combat perdu avec gloriole ! Je préfère l'imagination d'un changement réel à la tradition des luttes perdues. L'imagination existe aussi dans l'approfondissement des réformes et si ces réformes mettent aujourd'hui moins en lumière le romantisme de nos luttes passées, elles constituent pourtant de véritables changements en profondeur de notre vie quotidienne.

C'est de cette approche que nous devrons nous inspirer dans la rédaction de notre projet. C'est la troisième fois que nous nous livrons à cet exercice important, mais c'est la première fois que nous allons le faire, que nous le faisons, alors que nous sommes au pouvoir et cela nous oblige également à la responsabilité.

Imagination et responsabilité, voilà ce qui doit animer nos débats dans les mois qui viennent.

Le texte de cette convention le dit : "Il n'y a pas d'alternative à la politique actuelle". Il faut donc continuer sur cette lancée, donner un nouvel élan.

Alors, proposons à nos concitoyens un espoir fondé plutôt qu'un mirage suranné.

Les Français attendent en effet de nous que nous fassions la part du rêve et de la réalité, que nous leur proposions une vie d'espoir pour le troisième millénaire, résolument tournée vers la justice sociale et la solidarité. Garantir à chacun les moyens d'une vie décente, aller plus loin dans le renforcement des droits des travailleurs, franchir une nouvelle étape dans la décentralisation, assurer à tous la réalité d'une démocratie active et dynamique, offrir une nouvelle perspective européenne, telles sont quelques-unes des pistes qu'il nous faut, tous ensemble, travailler dans une dimension internationale nouvelle.

Un nouvel ordre international, oui ! Mais en avons-nous tous bien pris la mesure ?

Chaque jour, la démocratie et la liberté avancent sur notre planète, mais il reste encore des sujets d'inquiétude. L'Irak et le Moyen-Orient, bien sûr, mais aussi le Liban, la destinée du peuple kurde, mais aussi la reconnaissance du peuple

Fondation Jean-Jaurès

palestinien, la lutte toujours inachevée contre l'apartheid en Afrique du sud, l'appel à la démocratie qui nous est lancé par l'Afrique tout entière, l'évolution si rapide et si incertaine aussi des pays de l'est, les craquements de la forteresse soviétique.
Oui, chers camarades, bien des questions se posent sur ce nouvel ordre international. Mais le retour sur la scène diplomatique de l'Organisation des Nations Unies pendant le conflit du Golfe nous ouvre aujourd'hui des perspectives d'avenir. Il nous faut donc réinventer les moyens de régulation des conflits régionaux dans le cadre d'une ONU retrouvée. Là est la voie que nous devons explorer.
Il faut, sans crainte et sans a priori, aborder le rôle de la France dans ce monde nouveau. Parler des rapports entre le nord et le sud sans évacuer les nouvelles formes des relations est-ouest. Il nous faut avec détermination être présents au grand rendez-vous de la bataille pour l'organisation de la planète que nous souhaitons tous plus sereine et plus solidaire.
Comment, dans ce monde qui bouge, dans cette société qui se transforme, notre Parti ne devrait-il pas, lui aussi, évoluer ? Oui, nous devons collectivement inventer notre avenir commun.
Notre parti, oui, doit changer, il doit reconquérir sa place auprès des citoyens, mais pour cela il nous faut nous débarrasser de nos vieux démons.
Je ne crois pas pour cela que de simples mesures statutaires, si pertinentes, si intéressantes soient-elles, nous permettent d'y parvenir ? C'est, à mon sens, avant tout un état d'esprit qu'il nous faut reconquérir, un sentiment qu'il nous faut retrouver. Et ce sentiment, au risque peut-être de faire sourire quelques-uns, il a un nom : il s'appelle convivialité. Les Socialistes doivent retrouver le temps où ils étaient tout simplement heureux et fiers de l'être. Nous devons retrouver le temps où nous étions heureux et fiers d'être ensemble.
Quand le vent de la rénovation souffle à la manière de brises légères mais répétées sur un parti comme le nôtre, il y a matière à s'inquiéter des solutions simplistes ou uniquement bien présentées.
Chers camarades, méfions-nous des modes !
Qui peut croire, au moment où tous les partis politiques s'interrogent sur les moyens de l'organisation d'un libre débat interne, que la réponse pour le Parti Socialiste soit simplement un retour au fonctionnement du Parti d'avant Epinay ?
Il en va des partis comme des pays. Pour ces derniers, on sait ce qu'il advient lorsqu'il n'y a plus de parti. Pourquoi donc dans notre Parti l'absence de courants serait-elle un gain pour la démocratie ?
Ce qu'il faut davantage, c'est revenir à cette époque où nos débats portaient d'abord sur des idées. Le jeu de la démocratie est celui que je souhaite pour le Parti. Mais une démocratie ouverte et tolérante où ce qui nous rassemble prend toujours le pas sur ce qui nous oppose.
Et pour cela, bien loin de modifications statutaires, c'est de modification de comportements qu'il s'agit. Respect du Parti, respect des règles, respect des décisions, respect des militants, voilà ce qui fonde les droits et les devoirs de

Cot Fondation Jean-Jaurès

chacun.
Si chacun peut évoquer à tout propos une "clause de conscience" ou un intérêt local pour échapper à la décision collective, il n'y a plus de parti !
Je le répète : respect du Parti, respect de ses règles, de ses décisions, de ses militants, voilà les conditions de fonctionnement d'un parti fort. Eh oui ! Pas deux poids, deux mesures !
Enfin, que l'on ne nous dise point que c'est le Parti Socialiste des années 1980 qui a inventé les rivalités de personnes. L'histoire de France et du monde en est ponctuée, pour la simple raison que ce sont les hommes qui incarnent les idées.
Et c'est bien d'idées, avec l'adoption de notre projet pour l'an 2000, qu'il nous faudra débattre à l'occasion de notre prochain Congrès. Tant il est vrai que la symbolique portée par un Congrès national du Parti Socialiste adoptant son projet pour le siècle qui s'ouvre serait grande et prometteuse !
Elle nous permettrait d'aborder les années et les combats qui viennent dans la clarté et la sécurité, un sentiment fort de cohésion retrouvée et l'espoir de victoires et d'étapes nouvelles à franchir.
Soyons donc nous-mêmes, chers camarades, fiers de ce que nous sommes, fiers de ce que nous faisons, fiers de ce que nous avons fait, fiers de ce que nous avons encore à faire, car il nous reste tant de choses à faire ensemble !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Claude.
La parole est à Pierre Guidoni, puis Jean Crusol et Gérard Fuchs.

Pierre Guidoni

Chers camarades, la guerre est finie et nous ne savons pas encore quel sera le visage de la paix.
Le moment est donc favorable pour esquisser un bilan, nous interroger sur le sens de la période que nous venons de vivre, tirer des événements qui se sont succédé à un rythme rapide de premières conclusions.
Mais sans doute faut-il d'abord s'interroger sur les termes dans lesquels le débat a été proposé à l'opinion publique, aux spectateurs des journaux télévisés comme aux militants des partis.
On n'a pas assez souligné quels étaient les points sur lesquels la discussion était parfaitement superflue, faute de contradicteurs.
La nature du régime irakien, le caractère dictatorial du pouvoir exercé par Saddam Hussein, le crime que constituait l'invasion du Koweït, la nécessité d'une réaction de la communauté internationale, le primat du droit, autant d'éléments sur lesquels on a écrit et parlé à l'infini, y compris depuis ce matin à cette tribune, tout à fait inutilement puisqu'ils n'étaient contestés par personne, tout au moins à l'intérieur de notre Parti.
Aussi bien, s'il n'en fallait qu'une preuve, tous les textes que j'ai présentés à la direction du Parti entre le mois d'août et le mois de décembre ont-ils été votés à l'unanimité.

Fondation Jean Jaurès

La question n'était pas là, et elle n'était pas non plus, au fond, j'en suis maintenant convaincu (j'ai eu le temps d'y réfléchir) dans le choix entre l'embargo et l'action militaire, question fondamentale sans doute, mais je persiste à penser que ce choix n'appartenait pas à la France.
On dira qu'elle aurait pu, seule, opposer son veto à la résolution 678. C'était beaucoup demander dès lors que la Russie et la Chine se dérobaient et que la détermination des Etats-Unis était totale.
C'est en réalité à partir de ce vote des Nations Unies qu'une vraie discussion pouvait s'ouvrir sur ce que devait être l'attitude de la France.
Deux points de vue se sont alors exprimés dans le Parti, et seulement deux. Le Parti ne s'est pas déchiré, il a débattu, on appelle cela la démocratie.
Une première attitude reposait sur l'idée que la France n'avait rien à gagner, beaucoup à perdre, à participer directement à l'action militaire décidée par les Etats-Unis. L'Europe réticente, à l'exception de l'Angleterre, aurait pu s'aligner sur une diplomatie française qui aurait concilié l'appui diplomatique au rétablissement du droit avec la prudence militaire et se serait réservée pour une médiation. Les pays du Maghreb et beaucoup d'autres, sans doute la plus grande partie des non-alignés, se seraient tournés vers la France pour qu'elle soit, dans le prolongement du discours de François Mitterrand le 24 septembre, leur porte-parole au sein du Conseil de sécurité et plus généralement aux Nations Unies. Les Etats-Unis auraient fait la guerre sans nous, comme ils l'ont faite sans les Soviétiques, et la France, à l'issue du conflit, aurait pu jouer un rôle majeur dans les négociations de paix, précisément parce que, faute de ses amitiés intactes dans le monde arabe, elle pouvait être écoutée de tous.
L'autre attitude reposait sur l'idée que ceux qui ne participaient pas à la guerre n'auraient pas voix au chapitre au moment de la paix, qu'en s'abstenant la France perdrait sa place et son rang, que la nouvelle donne mondiale où il ne reste plus qu'une superpuissance rend vains tous les jeux de bascule, et que les inconvénients réels de l'engagement militaire pesaient peu par rapport à ce qu'aurait représenté pour nous le fait de se dérober devant les obligations qui sont celles d'un membre du Conseil de sécurité.
Chacune de ces attitudes avait ses avantages et ses inconvénients.
Il n'était pas si facile (j'admire la science rétrospective de beaucoup de camarades) de savoir en l'occurrence où était l'intérêt national. Aucun des deux choix n'était déshonorant.
Il était stupide de présenter ceux qui ont défendu la première option comme des américanophobes, comme s'il était antiaméricain de défendre le même point de vue que 47 sénateurs américains sur 100 !
Il était absurde d'en faire des pacifistes, alors que, pour la plupart, ils ont été les seuls à s'opposer à ceux qui voulaient l'an dernier toucher prématurément les dividendes de la paix en réduisant le budget des armées.
Il était ignoble de les accuser d'être des admirateurs de Saddam Hussein ou même, pourquoi pas (cela a été dit) d'être payés par l'Irak !
Il faudra bien s'interroger un jour sur l'origine et la racine de la flambée de haine qui a très vite, dès les premiers jours d'août, entouré les quelques hommes

qui exprimaient leur réticence à l'égard de l'éventuel engagement militaire, et qui les faisait désigner, bien avant tout vote de l'ONU autorisant le recours à la force, comme des traîtres à l'Occident !
(Quelques applaudissements)
Je n'oublierai pas pour ma part l'attitude de certains éditorialistes qui trouvaient intolérable qu'ait lieu en France une discussion qui pourtant se déroulait librement aux Etats-Unis. Je n'oublierai pas pour ma part, et vous savez pourquoi j'y ai été particulièrement sensible, le concert de ricanements et d'insultes qu'a provoqué un ministre de la République en prononçant cette simple petite phrase : "ma fidélité ne va qu'à la France".
A l'inverse, là où je suis, dans les fonctions qui sont les miennes, je me suis élevé pour dire que ceux qui ont choisi en définitive d'engager les armées de la France n'étaient ni des bellicistes, ni des valets de l'impérialisme américain, ni des croisés, ni des ennemis des Arabes.
Le Président de la République a choisi la politique qui lui paraissait la meilleure, en fonction de ce qu'il estimait être l'intérêt supérieur du pays. C'est la grandeur et la solitude de sa fonction, et le jugement final est celui de l'histoire, car l'histoire a tranché, en ce sens que comme toujours, une politique a été réellement mise en œuvre tandis que l'autre restera une pure virtualité, une simple construction de l'esprit dont nul ne pourra jamais dire ce qu'elle aurait donné si...
On a beau jeu d'affirmer ensuite, comme on l'a beaucoup fait en matière économique, qu'il n'y avait qu'une seule politique possible. Ce n'est jamais le cas, et dans l'affaire du Golfe comme dans d'autres, la France avait les mains libres. On verra à moyen et long terme, on commence déjà à voir, les conséquences bonnes et mauvaises du choix qui a été fait. On ne verra pas, et pour cause, ce qu'auraient été les retombées de l'autre politique qui a été refusée. Le réel d'un côté, un discours de l'autre, la partie n'est pas égale, il est donc vain de la prolonger.
En tous cas les faits sont là, et comment ne pas en tenir compte ? Mais c'est vrai pour nous tous, quel qu'ait été notre choix, la guerre a été brève, limitée, circonscrite. Nous avions tous imaginé que les choses pouvaient se passer autrement. Elle n'a été cruelle et sanglante que pour l'adversaire, aucun de nous n'était sûr à l'avance qu'il en serait ainsi. Et pour nous tous, l'angoisse et l'amertume demeurent. Comment ne pas évoquer aujourd'hui le massacre des Kurdes, ou même, on en a moins parlé, la situation intérieure du Koweït libéré ? Une guerre n'est réellement celle du droit que si elle débouche sur une paix de justice. Nous l'avons dit, nous en avons fait des affiches. Mobilisons-nous pour cette paix de justice dès aujourd'hui, en ne craignant pas de parler haut et fort, c'est le rôle de la France et c'est le rôle de notre Parti.
(Applaudissements)
Mais j'ai eu le sentiment, au cours des dernières semaines, des derniers jours, que pour certains de nos camarades, et non des moindres, et encore tout à l'heure, l'essentiel n'était pas là. Une campagne s'est développée, dont j'avoue que je ne saisis pas très bien la logique.

Si j'ai bien compris, mais je peux avoir mal compris, et je ne demande qu'à être éclairé, il s'agirait de proposer à notre Parti une nouvelle politique internationale, dégagée des ornières dans lesquelles elle s'est enfoncée jusqu'à la crise du Golfe : un tiers-mondisme débridé, un antiaméricanisme systématique.
Après le réalisme économique et le réalisme culturel, il nous faudrait apprendre aussi à être réaliste en politique étrangère. Et pour cela, il faudrait rompre avec le romantisme et le dévergondage idéologique qui sont, comme chacun sait, les caractéristiques de l'action internationale de notre Parti !
L'accusation est grave, même si elle s'exprime ici avec plus de modération que dans les textes que nous avons vus ces derniers jours. Ma première réaction a été l'étonnement. Je sais bien que c'est un vieux procédé rhétorique que de s'inventer un adversaire pour le plaisir de le pourfendre !
Mais à ce jeu d'apparence, on n'enfonce que des portes ouvertes.
Au nom d'une direction du Parti qui délibère chaque semaine des questions internationales et qui est collectivement responsable de la politique que nous menons depuis de longues années, j'ai le droit de demander qu'on dise où, quand, comment, sur quels textes, sur quels dossiers, dans quelle Partie du monde s'est exercé ce dévergondage idéologique, cet antiaméricanisme, cette naïveté tiers-mondiste. Est-ce en Europe de l'est où les Socialistes français, aussi présents que d'autres, ont été plus lucides et ont compris dès le début que la marche vers la démocratie ne s'arrêterait pas à mi-chemin, et que c'est dans les forces issues du combat anti-totalitaire qu'il faut chercher, parmi ceux qui mettent au premier plan de leurs préoccupations la justice sociale, nos alliés de demain ? Est-ce en Afrique, où dans la foulée du discours de la Baule notre Parti appuie partout les forces qui militent en faveur des Droits de l'homme, du pluripartisme, de la démocratie, et commence à mesurer les résultats de son action ? Est-ce en Amérique latine, où c'est dans un dialogue avec nous, et à Paris, que de grandes forces populaires Socialistes du Chili, du Brésil, d'Uruguay, de Colombie, du Nicaragua, marquées chacune à sa manière par le marxisme-léninisme, la lutte armée, les mythes révolutionnaires, ont accepté d'inscrire désormais leurs combats dans la perspective de la démocratie et de se rapprocher de l'Internationale Socialiste ? Est-ce en Tunisie, dans notre coopération avec le RCD et le MDS ? Est-ce au Maroc dans notre combat pour les Droits de l'homme, notre amitié avec l'USFP ? Est-ce en Algérie, dans les liens fraternels que nous avons établis avec les partis démocratiques et modernistes, ceux qui veulent une Algérie pluraliste et séculière, nos camarades du RCD et du FFS de Hocine Aït Ahmed, qui vont connaître dans deux mois l'épreuve décisive des premières élections libres ? Est-ce en Israël, lorsque nous avons dit qu'il n'y aurait pas de paix durable si l'on refusait la perspective de la coexistence des deux peuples et des deux états, et si l'on ne reconnaissait pas le droit des Palestiniens à une patrie ? Est-ce dans les pays arabes lorsque nous avons dit que la paix signifiait aussi la reconnaissance du droit d'Israël non seulement à l'existence, mais à la sécurité.
Je pourrais poursuivre... Je cherche, et je ne vois pas ce qui, dans notre politique internationale, mérite d'être aussi fondamentalement révisé, rectifié. Les

Collection Jean Jaurès

Socialistes, j'en suis convaincu, devraient être fiers du rôle que notre Parti joue aujourd'hui dans l'Internationale Socialiste comme dans l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne. Ils devraient être sensibles à l'audience qui est aujourd'hui la nôtre dans le monde entier, auprès de tant d'hommes et de femmes, de partis, de mouvements, d'organismes progressistes pour qui le Parti Socialiste français est une référence et un point de ralliement.
Ils devraient savoir surtout, lorsqu'ils exercent d'importantes responsabilités dans l'Etat, ce que nous faisons, au nom de nos principes et de nos valeurs, en complémentarité avec l'action du gouvernement, pour que le rayonnement du Socialisme français soit au niveau des responsabilités qui sont celles de notre pays dans les affaires du monde.
Mais ces textes, il faut les lire, ces débats, il faut les suivre, ces positions, il faut les connaître.
Oh !... Avec un peu d'amertume, je reprendrai à mon compte bien volontiers un mot du Président de la République au cours de la crise du Golfe : l'ignorance ne saurait trancher de tout !
Quant à l'antiaméricanisme, en se gardant bien de le définir, on a beaucoup dit que c'était le "Socialisme des imbéciles". C'est laisser entendre assez clairement qu'au Parti Socialiste, personne n'est concerné ! S'il s'agit des rapports entre la France et les Etats-Unis, les choses sont claires, dans un monde qui ne compte plus qu'une seule superpuissance qui ira, c'est naturel, jusqu'au bout de son pouvoir, un pays comme la France, j'en suis convaincu, ne survivra qu'en s'affirmant. C'est vrai pour nous et ce serait vrai pour l'Europe, au GATT comme dans l'Alliance Atlantique, et même au Proche-Orient ou en Méditerranée. La France a des amis, mais pas de maître. Des alliés, mais pas de protecteur. Elle n'accepte aucun leadership. Bref, c'est un pays qui sait ce qu'il doit aux solidarités nécessaires, mais c'est un pays libre. Nul, je l'imagine, ne propose que nous changions.
S'il s'agit du Parti, je crois en effet que nous devrions multiplier les contacts avec nos amis américains, et notamment avec le Parti démocrate et ses élus, pour que les positions de la France soient mieux comprises, son rôle international mieux apprécié à sa juste valeur, son point de vue plus respecté.
Nous avons commencé, au niveau du Parti, mais il me semble que l'on peut faire plus et que les groupes parlementaires, les Commissions permanentes des assemblées, le gouvernement, et pourquoi pas tel ou tel ministre, devraient en faire un objectif prioritaire. A condition, bien entendu, de ne pas se demander toujours s'ils aiment suffisamment les Etats-Unis, s'ils n'ont pas encore à pourchasser quelque part, dans un coin de leur conscience, une dernière trace d'antiaméricanisme. Mieux vaut se demander si leur interlocuteur américain aime la France, ce qui est au fond la seule question qui puisse nous intéresser.
Je conclus.
C'est à juste titre que le texte soumis à la Convention nationale par le Bureau exécutif souligne que nos progrès en matière de politique internationale doivent s'inscrire dans la continuité du travail déjà accompli.
C'est à juste titre qu'il nous propose de prolonger, d'amplifier l'effort de

réflexion déjà largement engagé. Je rends hommage à la soixantaine de camarades, souvent de très haut niveau, tous bénévoles, qui se dévouent sans compter ni leur temps, ni leur peine, au secrétariat international du Parti.
Je me félicite de l'aide que nous apporte depuis quelques mois la fondation Jean Jaurès. Je remercie le Premier secrétaire pour l'appui qu'il nous a toujours apporté.
Si les événements que nous venons de traverser ont eu pour résultat d'amener le Parti tout entier à prendre conscience du caractère vital, décisif, des questions internationales et à les placer par conséquent au centre de notre réflexion sur le projet, le débat n'aura pas été inutile. Si nous avons, au cours de ces deux jours, avancé vers une meilleure compréhension du rapport qui existe, et qui doit exister, entre nos principes, nos valeurs, notre idéal de Socialistes, et le nouvel ordre mondial qui peut-être va se mettre en place, nous n'aurons pas perdu notre temps.
Peut-être pourrions-nous, nous, Socialistes, lorsque nous évoquons ce nouvel ordre mondial, nous inspirer davantage de cette phrase d'un de nos anciens adversaires, qui n'était pas le plus médiocre : "La France n'est elle-même que lorsqu'elle s'identifie à la liberté du monde", et nous convaincre que c'est pour l'essentiel des militants, des Socialistes et de leur Parti, que cela dépend.
C'est ainsi que l'on peut le mieux servir, simultanément le plus souvent, mais aussi pour certains d'entre nous, tour à tour, le Socialisme et la République.
(Applaudissements)

Le président - Merci Pierre. Avant de donner la parole à Jean Crusol, j'appelle les délégués de la fédération de Corse du sud, Seine Maritime, Yonne et Tarn à aller à la Commission statuts généraux. Je les en remercie par avance.
Je précise que j'ai encore inscrits dans le débat 16 camarades. Donc, je pense que l'on peut normalement ce soir s'arrêter dans une demi-heure pour permettre à la Commission des résolutions de travailler dans la soirée. Et nous reprendrions demain matin, si possible très à l'heure, pour que les orateurs qui n'ont pu encore s'exprimer le fassent dans le débat avant les rapports de la Commission des résolutions.
La parole est à Jean Crusol.

Jean Crusol

Mes chers camarades, notre fédération s'est penchée avec attention sur le thème qui nous a été proposé et bien que, pour l'essentiel, nous adhérions aux thèses qui ont été présentées par notre Comité directeur, il nous a semblé utile de vous faire part de certaines de nos réflexions.
Si nous enregistrons avec satisfaction le refus de tout antiaméricanisme de principe qui est proclamé dans le texte, nous savons que l'antiaméricanisme a souvent été à l'origine de graves erreurs d'analyse de la Gauche. Nous ne pouvons nous empêcher cependant de regretter la place réduite qui a été réservée dans ce texte à ceux que nous croyons être un risque important pour les temps à venir : le risque d'hégémonie américaine. Nous savons bien sûr qu'il peut y

avoir les considérations diplomatiques qui ont fait que nos camarades de la direction n'aient pas voulu insister sur ces aspects.
Mais vous nous permettrez de garder une certaine liberté par rapport à ces préoccupations et de pouvoir dire ce qui nous préoccupe sur ce point.
Plusieurs facteurs nous paraissent justifier nos préoccupations.
D'abord, l'extraordinaire puissance technologico-militaire dont disposent les Etats-Unis et que l'on a vue à l'épreuve lors de la guerre du Golfe. En 4 jours, cette armée des Etats-Unis a mis en déroute ce que l'on croyait être une formidable armée à 80% pourvue d'armement soviétique.
Le deuxième point, c'est la situation économique difficile, la récession même que traversent aujourd'hui les Etats-Unis. Le taux de chômage, nous l'apprenons ce matin, est remonté à 6% dans ce pays. Cette situation difficile pourrait pousser les responsables de ce pays, forts de la confiance politique et militaire retrouvée, à rechercher dans des aventures impérialistes la solution de leurs problèmes internes.
Enfin, le troisième point qui justifie nos préoccupations, c'est le mécanisme militant caractéristique des chefs de cette nation à forte conviction religieuse qu'est le peuple américain et ce mécanisme est partagé à un degré élevé par le président Bush lui-même.
Ecoutez ce qu'il déclarait à Chicago devant un public d'hommes d'affaires, il n'y a pas bien longtemps : "Pour le futur proche, aucune autre nation ou groupe de nations ne se mettra en avant pour assurer le leadership. Et à mesure que le 20ème siècle laissera la voie au 21ème, la République américaine va continuer à représenter la dernière et la meilleure chance de l'humanité."
Ou encore, dans son message à l'Union, récemment : "Nous avons sauvé l'Europe, nous avons guéri la polio, nous sommes allés dans la lune, nous avons illuminé le monde de notre culture. Maintenant que nous sommes à l'aube d'un siècle nouveau, que nous apportera-t-il ? Je déclare que ce sera un autre siècle américain."
Lorsque l'on entend ces propos, on ne peut s'empêcher de se demander si le nouvel ordre mondial auquel souvent fait allusion le président Bush, un peu comme un leitmotiv, ne risque pas d'être simplement un monde divisé en bons et en méchants, avec les Etats-Unis comme justicier.
Evidemment, personne ne pourra répondre aujourd'hui à cette question à moins de faire un procès d'intention au président des Etats-Unis.
Mais ce qui est certain, c'est que si le monde veut conjurer ce risque, il doit dès maintenant mettre un certain nombre de mesures en œuvre pour tenter de contenir, comme disait Kissinger à propos de l'URSS, les Etats-Unis.
Pour cela, deux grandes lignes d'action nous paraissent nécessaires.
La première, c'est de développer une coopération franche, amicale mais ferme, avec ce pays. La France et l'Europe n'ont peut-être pas beaucoup à lui apporter sur le plan technologique, sur le plan scientifique ou sur le plan économique. Mais combien pourrait être importante leur contribution au plan de la philosophie sociale quand on sait que le drame de cette grande démocratie politique, c'est la paradoxale absence, à l'intérieur, de démocratie économique et

Fondation Jean-Jaurès

sociale. Faire pénétrer dans la philosophie officielle américaine l'idée que la liberté sans l'égalité sociale ne conduit qu'à la barbarie serait le plus grand service que l'Europe pourrait rendre au peuple et aux dirigeants des Etats-Unis.
Deuxième ligne d'action, me semble-t-il, celle de construire un ensemble de contrepoids d'ordre international. Le premier de ces contrepoids est évidemment l'Europe. Plusieurs camarades avant nous en ont parlé : Michel Rocard, Marcel Debarge, Pierre Mauroy. Tous ont insisté sur la question de l'Europe. Aussi n'allons-nous pas nous appesantir là-dessus. Il faut en poursuivre la construction sur le plan économique, technologique, monétaire, politique et militaire. Il faut fortifier l'Europe en accueillant dans ses rangs les pays de l'Europe de l'est. Il faut accompagner la démocratisation soviétique qui, du fait des difficultés économiques actuelles, risque de subir un blocage.
Le deuxième élément, c'est une coopération de plus en plus étroite entre l'Europe et le bloc du Pacifique qui est en train de se construire rapidement autour du Japon.
Le troisième axe de développement, c'est la coopération avec les pays du tiers-monde, encore que l'on ne sait plus ce qu'est le tiers-monde, puisque le deuxième monde n'existe plus. En tout cas, il reste qu'il y a tout de même une réalité au sud qui est celle de plus des 2/3 des habitants de la planète frappés par le malheur, la pauvreté, la marginalisation, les inégalités, le chômage, la dette extérieure. L'Europe a entiers ces pays une responsabilité historique et elle s'en acquitte, il faut bien le dire, mieux que beaucoup d'autres.
Mais plus pourrait être fait, mieux pourrait être fait. Et plus doit être fait si l'on veut rendre à ces pays une autonomie suffisante, une force suffisante pour limiter le risque d'hégémonie dont nous avons parlé.
Parmi ces pays du sud, certains retiennent plus particulièrement notre attention à nous, fédération Socialiste de la Martinique. Ce sont les pays des Caraïbes.
Il s'agit d'une région stratégique par excellence. Elle est à portée de missiles, même de Scud non-améliorés, des Etats-Unis. Elle est au seuil de l'Amérique latine et à proximité de la base de Kourou, qui assure déjà à l'Europe une place de choix dans la technologie et dans le marché du spatial. C'est aussi le point de passage entre le bassin atlantique et le bassin pacifique, c'est-à-dire, en fait, entre l'Europe et l'Asie.
C'est aussi une région où trois pays européens ont un intérêt direct : la France, la grande-Bretagne, les Pays-Bas. Ces pays des Caraïbes sont fortement touchés par la crise due au déclin des produits traditionnels. Ils ont, pendant longtemps, vendu du sucre, du pétrole, de la bauxite, des produits tropicaux et des textiles à bon marché sur le marché américain. Mais avec la révolution technologique, le ralentissement de la croissance des Etats-Unis, les exportations de ces pays déclinent. Ils connaissent une détérioration de leur monnaie, une baisse de leurs revenus. De plus, les Etats-Unis se détournent de plus en plus de cette région du point de vue économique et s'intéressent davantage aux grands pays d'Amérique centrale et à l'Asie.
Ces pays ont donc besoin aujourd'hui de l'Europe, mais l'Europe a aussi besoin d'eux. En renforçant leurs moyens, en développant avec eux davantage de

solidarité, en renforçant leur autonomie politique, on contribue à mieux contenir les Etats-Unis. Et l'on pourrait même dire que l'investissement en coopération et en relation internationale est particulièrement rentable dans cette région puisque l'on y compte 25 Etats, mais que ces 25 Etats, qui ne représentent que moins de 1% de la population mondiale, représentent 15% des Etats de l'ONU. Ce sont des Etats si petits que leur budget, bien souvent, ne dépasse pas celui de grands établissements hospitaliers ou d'écoles tels qu'on en voit dans la région parisienne.

Par conséquent, on peut facilement les aider avec peu. Dans cette perspective, les Antilles-Guyane pourraient jouer un rôle important de contact et de coopération, tant aux plans économique que technologique, culturel et politique. D'ailleurs, le gouvernement de Michel Rocard l'a déjà compris et, au début de cette année, il a relancé la coopération dans le cadre d'un programme très vaste avec cette région.

Mais, puisque nous en sommes à parler des Antilles-Guyane, disons quelques mots de leur situation interne actuellement.

Lorsque, le 14 mars dernier, le président François Mitterrand rencontra le président Bush à la Martinique, les fonctionnaires de la Martinique étaient en grève générale. Ils étaient en grève parce qu'un texte avait été proposé par le gouvernement, avec application prévue au 1er juillet 1995. Ce texte tendant à favoriser l'égalité sociale, le développement économique, prévoyait les trois types de mesures suivants.

- Première mesure : une réduction de 15% du supplément de 40% dont bénéficient les fonctionnaires pour ceux qui seraient recrutés à partir du 1er juillet 1991.
- Deuxième mesure : l'augmentation du SMIC de 16% d'ici à 1995 pour rattraper le niveau métropolitain.
- Troisièmement : un certain nombre de mesures pour favoriser la formation, l'emploi et le développement économique.

Nous, à la fédération Socialiste de la Martinique, nous n'avons pas approuvé ces mesures, non pas parce que nous ne les acceptons pas. En fait, nous sommes d'accord avec la philosophie de ce projet qui recherche l'égalité et le développement économique. Mais nous n'avons pas approuvé la manière dont les choses ont été amenées et nous n'avons pas considéré qu'il était opportun politiquement de les mettre en application.

Sur la méthode, d'abord, la concertation n'a pas été ressentie comme suffisante par les premiers concernés, c'est-à-dire les syndicats de la fonction publique ainsi que les socioprofessionnels. Le débat n'a pas été étendu suffisamment pour que le grand public comprenne de quoi il s'agit. Les discussions n'étaient donc pas mûres pour donner lieu, dès le 1er juillet, à des mesures législatives.

Sur l'opportunité politique, notre Parti, vous le savez aussi bien que moi, ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée Nationale. Et vous savez à quel point, lors du vote de la dernière motion de censure, il est apparu clairement que le vote des députés des départements d'Outremer était déterminant pour la stabilité du gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

Par ailleurs, il faut vous dire que 90% de la classe politique des départements d'Outremer se recrutent dans la fonction publique.
Etait-il donc, dans ces conditions, bien judicieux d'ouvrir un conflit avec ce secteur social à moins d'un an d'une série d'échéances majeures ?
Nous le répétons, nous ne sommes pas contre la philosophie de ce projet, mais nous en discutons la méthode et l'opportunité politique.
Nous avons donc souhaité que notre gouvernement poursuive la discussion sans précipiter la décision. Nous savons déjà que ce souhait a été entendu et nous exprimons ici notre satisfaction au ministre des Départements et territoires d'Outremer Louis Le Pensec, mais nous voudrions saisir l'occasion pour dire à tous ceux qui sont au gouvernement qu'il faut qu'il s'établisse entre nous, c'est-à-dire entre les Socialistes et le gouvernement une collaboration très étroite, une collaboration qui nous permette de les tenir au courant des situations réelles sur le terrain et qui leur permette de nous tenir au courant de ce qui se prépare et de ce qui se décide.
Il faut que nous distinguions clairement qui sont les loups et qui sont les autres. Nous sommes certains que beaucoup d'erreurs seront évitées et que nous pourrons gagner les prochaines échéances.
Maintenant, juste deux petits points pour terminer, mes chers camarades.
Le premier, c'est que trois élus de la fédération ont décidé de constituer un nouveau Parti; ces camarades ont considéré qu'ils pouvaient créer un parti tout en restant membres du Parti Socialiste. Or, nous savons tous ici qu'il ne peut pas y avoir de double appartenance d'un autre Parti.
Par conséquent, nous, à la fédération, nous avons demandé l'exclusion de ces camarades et j'en prends à témoin la Convention pour que la sanction soit appliquée de manière stricte et selon les textes.
Le deuxième petit point que je voulais vous souligner, c'est que notre ami Bernard Roman, ce matin, a proposé le lancement d'une grande campagne pour le 10 Mai. Je voudrais vous dire qu'à notre fédération, depuis plus d'un mois, nous sommes en train de préparer une grande Fête de la Rose qui qui aura lieu le 12 mai prochain, et le thème de cette fête est le 10ème anniversaire de l'élection de François Mitterrand.
Je voudrais vous dire, chers camarades, que vous êtes tous invités à venir à La Martinique, à la Fête de la Rose du 12 mai prochain.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Chérèque.

Jacques Chérèque

Il faut avoir du courage...
(Applaudissements)
Merci... Chacun a les bataillons qu'il peut…
Mon propos portera sur une préoccupation majeure qui m'habite et sur les événements terribles que nous venons de vivre et que nous vivons encore.

Fondation Jean-Jaurès

Quel type de développement s'imposera dans les sociétés industrialisées et au-delà, par conséquent au monde, face aux formidables défis qui ont surgi au cœur de la crise et qui, en permanence, seront en permanence la vie des hommes et des femmes dans les décennies à venir ?

Formidable et extraordinaire accélération des changements de toutes sortes, géopolitiques, sociologiques, techniques, mondialisation des phénomènes politiques, économiques et sociaux, explosion des revendications à l'autonomie, aux libertés, aux Droits de l'homme, aux droits de la femme, et à la préservation de l'environnement.

Au centre de ces bouleversements, deux logiques s'affrontent : la logique de la compétition et celle de la solidarité.

Pour nous, Socialistes, toutes deux sont incontournables, mais sont-elles antagonistes, alternatives ou conciliables ?

La première, celle de la compétition, engendre l'efficacité, porteuse du progrès économique, donc génératrice d'emploi. Elle est essentielle pour lutter contre le chômage, la source de la plus grande inégalité parce qu'il marginalise et qu'il est l'antichambre de l'exclusion. Mais cette logique, poussée à l'extrême, et qui est celle des libéraux, exacerbe, nous le savons bien, les inégalités de développement, fondement du maintien de l'inégalité sociale et culturelle.

La compétition sans limite ni maîtrise, sans contrepouvoir, écrase les faibles, engendre structurellement un développement à deux vitesses que toute politique de correction sociale, même la plus sophistiquée, ne peut qu'atténuer mais non éliminer.

L'autre logique, celle de la solidarité, celle qui nous fait chaud au cœur, possède pourtant, elle aussi, ces dérives perverses que sont la solidarité assistance ou la solidarité octroyée, qui consiste à aider sans faire participer, à soutenir sans intégrer activement, à protéger sans responsabilité, et qui conduit paradoxalement au système de centralisation où l'Etat-parti, devenu tutélaire, dérape et peut devenir totalitaire, ou vers l'Etat providence qui assèche l'engagement et la responsabilité.

Nous avons bien compris que ce n'était pas là la réponse. Les démocraties Socialistes de l'est, aujourd'hui, découvrent dans la douleur et parfois le drame que l'alternative n'est pas si simple ni si évidente, et que le modèle libéral, comme alternative exclusive, se révèle bien vite illusoire et désenchanteur.

Alors, que faire, camarades, sinon réconcilier structurellement, conjuguer efficacité et solidarité, dans la mise en œuvre d'un type de développement qui assure à notre économie les conditions d'un épanouissement porteur de réussite et de progrès sociale, c'est-à-dire au cœur duquel la démocratie n'est pas évacuée au nom de la compétition, un modèle de développement qui, en même temps, crée partout, sur tous les territoires où vivent des hommes et des femmes, les conditions de leur épanouissement individuel et collectif par un égal accès aux équipements, à la formation, au cadre de vie.

Bref, un modèle de développement qui s'efforce de mettre en place non pas tant des mécanismes correcteurs à ces inégalités mais qui, structurellement, intègre dans la logique d'efficacité celle, inséparable, de solidarité.

Contribution Jean Jaurès

C’est bien là, fondamentalement, le sens et les efforts de l’action gouvernementale.
Dans le domaine social, avec le RMI, ou les lois Evin, dans le domaine éducatif avec le travail que fait Lionel Jospin, avec le plan étudiant, ou le contrat de formation individualisée, dans le domaine de réforme de l’appareil d’Etat, par les lois Marchand, la décentralisation, la déconcentration, par le CIAT, du 5 novembre, qui a fait rebondir la nécessaire politique d’aménagement du territoire, par une politique de contractualisation, le plan pour Paris, les réformes pour le rural, changer une société, toute portée vers les inégalités, par une action en profondeur qui, structurellement, inscrite dans le temps, crée une alternative de changement et pas simplement des corrections à la marge.
Or, nous savons bien qu’au centre du débat d’aujourd’hui, les conditions de la mise en œuvre d’une telle politique, c’est-à-dire sa réussite, se sont considérablement élargies dans une dimension internationale, et nous savons pour nous que l’Europe constitue le cadre immédiat et urgent de cette dimension internationale.
Nous ne forgerons pas une réponse au risque du développement à deux vitesses, en dehors d’une politique qui, plongeant ses racines et sa crédibilité chez nous, ne s’élargirait pas, ne se concrétiserait pas au niveau de l’Europe, parce que d’abord c’est à ce niveau que se manifestent avec le plus d’efficacité les enjeux et les défis actuels.
Chers camarades, le temps presse, ce que je vais dire nous pousse à l’urgence.
Pour ma part, je ne cacherai pas mon inquiétude sur la façon dont se construit actuellement l’Europe. Le caractère technocratique des structures bruxelloises qui renforce l’insuffisance des mécanismes démocratiques dans les processus de décisions, le poids des logiques institutionnelles ou économiques, la force de l’idéologie libérale, nous préparent une communauté désincarnée dont le seul mot d’ordre risque d’être finalement la compétition.
Ce n’est pas ainsi qu’on pourra aider à édifier un ensemble cohérent et durable au sein duquel les hommes et les femmes pourront trouver leur épanouissement personnel et faire valoir leurs chances collectives. Et comment, si cette Europe n’offre pas une image attractive pour les pays de l’Europe de l’est et pour les pays du sud, être crédible ?
Plus largement encore, nous allons nous interroger sur les risques énormes du mauvais développement dans les pays du tiers-monde. Si nous continuons sur une logique de compétition internationale à outrance, une logique faussée d’ailleurs par les innombrables tricheries commises au nom des grands ou des petits intérêts nationaux, nous courons vers la catastrophe, vers la guerre des riches contre les pauvres.
Michel Rocard a dit que les guerres étaient des moments de vérité. Si c’est cela, alors que celle que nous venons de vivre ne l’a pas été qu’au plan politique. Elle est aussi vérité pour l’avenir d’un développement plus juste à l’échelle du monde.
La crise du Golfe a mis à l’évidence les tensions qui s’accumulent en raison des modes de développement à deux vitesses que nous acceptons trop facilement.

Fondation Jean Jaurès

Alors, que faire ?
Je l'ai dit, d'abord accentuer notre effort pour bâtir en France un type de développement qui marie plus solidarité et efficacité. Si nous ne réussissons pas cela, nous ne pourrons prétendre sur la scène internationale à être crédibles.
Ensuite, il faut avoir le courage de briser le discours qui règne dans les forums internationaux. Les organismes qui interviennent dans tous ces domaines sont remplis d'hommes et de femmes de progrès qui ont lutté et luttent encore dans les syndicats, comme à la Confédération européenne des syndicats, dans les partis ou dans les associations, pour l'adoption d'un type de développement plus juste, plus équilibré, et qui ne parviennent plus à faire passer leur message ou qui se découragent.
Alors, pourquoi ne pas essayer de les rassembler ? Pourquoi le Parti Socialiste ici ne prendrait-il pas la tête d'un vaste rassemblement, celui des forces vives d'Europe en faveur d'un type de développement fondé sur la solidarité dans l'efficacité ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gisèle Stievenard et on suspendra la Convention.

Gisèle Stievenard

Camarades, merci de m'accorder encore quelques minutes de patience.
J'interviens sur le chapitre de l'action humanitaire, même si la situation faite aux kurdes a déjà été évoquée.
En décidant d'annexer le Koweït, Saddam Hussein a imposé de nouvelles et dures épreuves au peuple irakien, en attendant de retourner ses armes contre ce peuple. Des centaines de milliers de kurdes, vous le savez, ont repris le chemin de l'exil pour fuir les bombardements et les combats. C'est une conséquence de la guerre du Golfe sur laquelle la communauté internationale n'a pas le droit de fermer les yeux.
Si nous avons la conviction que de cette guerre doivent naître de nouveaux droits, nous avons un devoir d'assistance à l'égard des populations civiles confrontées à ce massacre.
Je salue en votre nom l'initiative du gouvernement français auprès des Nations Unies et les mesures d'aide humanitaire prévues par la France.
Les autorités françaises ont été les premières à réagir, illustrant à nouveau ce qui fait notre spécificité : l'obstination dans la défense du droit des individus. La présence de Bernard Kouchner en Turquie, pour organiser l'aide, en témoigne.
Notre Parti appuie les démarches entreprises par le gouvernement et souhaite que l'IS, l'Internationale Socialiste, relaie activement les propositions concernant le devoir d'ingérence.
Mais nous devons méditer aussi sur l'impossibilité d'inclure dans les conditions du cessez-le-feu décidé à l'ONU l'arrêt de la répression barbare à l'encontre des minorités irakiennes et mesurer en cette circonstance notre impuissance collective.
Il est urgent de plaider pour une évolution du droit international qui évite que de

Fondation Jean-Jaurès

telles atrocités puissent se reproduire.
Au moment où nous reprenons la réflexion sur notre projet, je suggère que nous élaborions des propositions qui dépassent la contradiction dans laquelle nous sommes aujourd'hui enfermés entre le respect nécessaire de la souveraineté des Etats et l'assistance que nous devons aux peuples et minorités en danger.
La France, par la voix du Président de la République, François Mitterrand, dès 1988 à l'ONU, à nouveau par la voix de Roland Dumas et de Bernard Kouchner, a évoqué le devoir d'ingérence. Cela vaut pour l'Irak comme pour bien d'autres pays qui refusent l'aide humanitaire, alors que leur populations sont frappées par la famine ; je pense en particulier au Soudan.
Au nom de la direction du Parti, en ma qualité de Secrétaire national à l'action humanitaire et à travers vous, qui êtes rassemblés dans cette Convention, je voudrais aller au-delà des positions qui ont été prises jusqu'à présent et du communiqué qu'a fait le Bureau exécutif du Parti mercredi dernier et lancer un appel à l'ensemble de nos élus, de nos adhérents, de nos sympathisants, pour participer à une campagne de solidarité qui permette d'apporter une aide concrète au peuple kurde.
"La solidarité en actes", c'est le titre d'un "quatre pages" que j'ai réalisé avec la FNESR pour décrire nos objectifs en faveur de l'action humanitaire. Je ne développe pas, mais les Premiers secrétaires fédéraux pourront s'y reporter. Nos municipalités amies, nos Conseils généraux et régionaux sauront, j'en suis sûre, répondre rapidement à cet appel.
En 1988, en relation étroite avec l'association France Libertés, de nombreux maires Socialistes de communes rurales de petite taille ont répondu présent pour accueillir des familles kurdes. Je faisais le point tout à l'heure avec notre ami Gaston Rimareix, en particulier, qui avait accueilli alors une dizaine de familles. Je n'ai pas oublié l'élan de solidarité qui s'est manifesté alors et je ne doute pas qu'il en sera de même aujourd'hui.
Inutile ici, je l'espère, de décrire les atrocités auxquelles sont soumises ces populations kurdes pour susciter une solidarité concrète et tangible. Je préfère, pour ma part, la sobriété du propos au "pathos". Je me méfie des émotions "presse-bouton", au gré de l'actualité qui n'est pas avare d'atrocités. Il ne s'agit pas d'aligner les horreurs, une horreur chassant l'autre, ou une solidarité chassant l'autre, simplement pour entretenir un sentiment de culpabilité qui déclenche parfois l'ouverture du "tiroir-caisse", pour soulager sa conscience !
Notre identité de Socialistes porte d'autres exigences pour rechercher l'origine des problèmes et proposer des évolutions du droit dans le sens de plus de justice au niveau international.
La racine des problèmes est toujours politique, même si le traitement peut éventuellement être humanitaire.
C'est sur ces bases, qui ne se limitent pas aux élans du cœur mais intègrent la complexité des situations, que je vous appelle à vous mobiliser pour une solidarité effective en faveur des Kurdes.
Je me méfie, là encore, des enthousiasmes qui se muent très rapidement en indifférence. C'est pourquoi je vous invite à réagir à la fois dans l'urgence, mais

Fondation Jean Dubus

aussi dans la durée.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Bravo ! Merci, Gisèle.
Chers camarades, avant de lever notre séance, j'informe les membres de la Commission des résolutions, qui doivent se rendre à la mairie, qu'il y a un système de navettes qui peut les y conduire.
Je remercie tous ceux qui ont bien voulu rester jusqu'à cette heure un peu tardive.
Je confirme que la Convention reprendra demain et que les orateurs qui n'ont pu s'exprimer ce soir pourront, autant que faire se peut, s'exprimer demain matin, avant que la Commission des résolutions ne rapporte, à travers ses rapporteurs, en séance publique.
Je vous demande d'être présents dès 9 h 30, ici, afin que la Convention démarre effectivement à 10 heures.
Bonne soirée à vous.
A demain.
Merci.

Parti Socialiste
Convention nationale de Cachan
"Un nouvel ordre mondial"
6 et 7 avril 1991

Séance du dimanche 7 avril 1991 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Sapin.

Le président (Michel Sapin)
La parole est à Jacques Salvator.

Jacques Salvator
Chers camarades, je vais me permettre de prendre cinq minutes de votre temps pour parler d'un sujet qui pourrait paraître un peu paradoxal dans le cadre du thème de cette convention, un peu moins depuis le discours du Premier Ministre, et qui serait sans doute de nature à apaiser l'éventuelle sinistrose ambiante.
Je vais me permettre en cinq minutes de vous livrer un bilan à la fois chiffré et politique du dispositif du revenu minimum d'insertion aujourd'hui.
Dans moins d'un an le dispositif RMI fera l'objet d'un rapport du gouvernement adressé au Parlement. Notre convention, vous vous en doutez, constitue donc la dernière tribune efficace, pour établir un bilan provisoire et surtout appeler les responsables fédéraux, les militants et les élus du Parti à un surcroît de mobilisation sur le terrain.

Fondation Jean-Jaurès

Il faut que nous assurions la pérennité d'une réforme qui constitue à n'en pas douter l'un des outils majeurs de notre politique de lutte contre l'exclusion.
Je ne vais pas vous encombrer de chiffres, mais quelques-uns sont intéressants à connaître.
700 000 foyers ont bénéficié de l'allocation RMI. Cela concerne 1 500 000 individus. 250 000 allocataires sont, d'ores et déjà sortis du système. Autrement dit, l'angoisse que nous pouvions avoir de considérer notre système RMI comme un système parking, ne l'est pas. Déjà 250 000 bénéficiaires du RMI sont sortis du système par le haut.
En ce qui concerne les cibles, c'est très exactement l'ensemble des populations que nous voulions toucher. 20% représentent des allocataires que l'on pourrait considérer comme grands pauvres, 40% sont des jeunes en fin de chômage. Ce sont des salariés âgés, 40% enfin sont des allocataires que l'on pourrait considérer comme de santé fragile, avec une formation qui les classerait dans les couches non-qualifiées de la population en général en charge de famille ou des travailleurs sociaux.
Le revenu minimum d'insertion répond à des situations d'exclusion, de précarité, qui s'inscrivent dans le moyen terme de nos prévisions sociales. Même si nous devons nous refuser à les considérer comme permanentes les situations de grande pauvreté, le chômage longue durée, la fragilité du lien social constituée par le développement des familles monoparentales, les conséquences de l'échec scolaire, de la formation permanente, les impasses auxquelles aboutissent parfois les différents dispositifs pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des handicapés adultes, les difficiles problèmes d'intégration posés par le regroupement familial, et enfin les victimes de maladies chroniques, quelles que soient leur nature, etc.
La liste est longue de toutes les situations qui peuvent conduire à solliciter, à un moment ou à un autre, les dispositifs d'insertion.
Mais le dispositif d'insertion du RMI ne se limite pas aux chiffres que j'ai cité, ni aux populations ciblées, un certain nombre d'effets induits sont encore plus riches de promesses.
Nous constatons sur le terrain une rationalisation et une mise en cohérence de l'aide et de l'action sociale. En deux ans, et en deux ans seulement, les lois ou décrets suivants sont venus enrichir l'ensemble des moyens déjà existants : loi sur le surendettement des ménages, loi contre l'exclusion professionnelle, création des contrats de retour à l'emploi, transformation des travaux d'utilité collective en contrat emploi-solidarité, de vrais contrats de travail à temps partiel de douze mois maximum comptant pour la retraite et d'éventuelles indemnités d'assurance chômage, enfin mesures de prévention particulière pour les travailleurs de plus de 50 ans menacés de licenciement, loi sur le logement des plus démunis dite "loi Besson", fonds de solidarité-logement, protocole départemental d'occupation du parc de logement social, bail-réhabilitation, etc.
La loi du 23 juillet 1990 sur les couvertures complémentaires et le tiers-payant permet aujourd'hui sur le terrain des réformes importantes, réforme de l'aide médicale, avec les possibilités de convention département/caisse primaire

d’assurance maladie, mesures de soutien aux structures champ nouveau d’investissement et de réhabilitation du travail militant et partant de l’action politique.
Je vous remercie de m’avoir écouté.
(Applaudissements)

Le président - Merci Salvator.
La parole est à Ahmed Gayet pour cinq minutes, puis Gérard Fuchs.

Ahmed Gayet

Je voudrais vous parler ici de ce qu’il est convenu d’appeler les jeunes beurs et pour cela vous rappeler ce qui s’est passé à Sartrouville, mardi dernier, où après Vaulx-en-Velin, Argenteuil, Montfermeil, des jeunes se sont révoltés à la suite de la mort de l’un d’entre eux, Djamel Chettouh, mort à 18 ans, tué par un vigile.
La répétition de ces événements montre qu’il ne s’agit pas de faits divers, bavures, provocations, émeutes, destructions.
Avant d’aborder plusieurs points de réflexion, j’aimerais montrer ici que contrairement à ce que peuvent dire certains le Parti fait son travail.
Dès le lendemain de la mort de Djamel, je suis allé sur le terrain, prendre contact avec les amis de Djamel, la famille et les associations beurs locales.
Mon but était d’abord de trouver des interlocuteurs dans la cité, ces interlocuteurs ont été désignés par les jeunes eux-mêmes de la cité, ils ont fait preuve de beaucoup de maturité, et de lucidité. Ils ont reçu le préfet, ils ont dialogué avec les responsables de la police, des ministres, Michel Delebarre a rendu visite à la famille de Djamel, Philippe Marchand a pris la décision de suspendre les activités de la société de sécurité, et tout ceci a répondu à leur première demande.
Tout au long de cette semaine, j’ai tissé des liens avec les jeunes de la cité des Indes. Je dois vous dire que le premier secrétariat mais aussi la fédération des Yvelines ont été présents d’un bout à l’autre dans cette affaire, et m’ont fait une grande confiance.
Je voudrais tirer quelques enseignements de ces événements à répétition. D’abord, il est urgent de se pencher sur le problème des vigiles des sociétés de sécurité, et autres milices municipales. La liste des jeunes beurs qui ont été victimes de leurs armes est considérable.
Il faut aussi se poser le problème de la vente des armes à feu. Djamel Chettouh a été tué par un fusil à pompe. Il est inadmissible que ces vigiles puissent être armés dans ces cités. Il faut agir dans les cités, il y a des inquiétudes sur la banlieue lyonnaise, sur Trappes, ou sur Stains, l’impatience de la jeunesse, le désespoir d’une partie d’entre elle, le sentiment d’être laissée pour compte, d’être abandonnée et puis bien sûr le rôle des médias et l’effet boule de neige que cela entraîne.
Il faut répondre à l’angoisse de ces jeunes, face à leur avenir, certes en terme de locaux associatifs, en terme d’activités culturelles, mais surtout en terme de

Fondation Jean-Jaurès

formation, d'emploi, de respect, de dignité, parce que souvent il s'agit de jeunes beurs, et certains seraient tentés de parler de problèmes d'immigration. Ce serait une erreur.
Les petits frères des beurs, ceux qui ont 13, 14 ans, n'ont connu comme seul sol que le sol de leur cité. Ils sont nés ici, ils parlent un langage social, il n'y a pas de revendication ethnique ou identitaire chez eux. Lorsqu'il y a un thème culturel qui apparaît, c'est le thème du quartier. Les beurs n'ont aucune envie de vivre dans des zones urbaines dévastées comme on en connaît aux Etats-Unis.
Certains ont parlé d'une fracture entre les beurs et le respect de la société française, entre les beurs et la politique, entre les beurs et le Parti Socialiste. Prenons garde à ce discours, de ne pas renvoyer ces jeunes à une identité qu'ils seraient obligés de se forger par dépit ou par désespoir.
Je réfute les termes de coupure, de fracture et de rejet. Bien sûr cette jeunesse des cités est vigilante, méfiante, elle est jalouse de son autonomie et de son indépendance, certes ces jeunes débordent aussi après ces innombrables bavures d'émotion, de rancœur, ou de violence. Mais en même temps ils ont une immense envie d'y croire encore, d'être des interlocuteurs, de trouver des interlocuteurs, d'être reconnus comme acteurs, comme partenaires. Ils veulent des raisons d'espérer avant le Golfe, dans le Golfe et après le Golfe. A aucun moment les jeunes Maghrébins n'ont remis en cause leur attachement à la France, ni leur présence, ni leur avenir ici.
Quand leur analyse a été dure, elle a été de dire : il s'agit d'un conflit nord/sud, et pour eux les cités c'est aussi le sud. Et lorsqu'ils ont dit qu'il y avait un droit international à deux vitesses, ils font le rapprochement avec ce qu'ils vivent, ici dans leur banlieue, le droit à deux vitesses face à la police, face à la justice, le manque de respect, de dignité, le sentiment d'humiliation. La question qu'ils se posent : à quoi cela sert-il d'être français quand on est contrôlé par un policier dix fois par jour, qu'il faut prouver son identité.
La discrimination à l'emploi, le racisme dans le logement : je vous assure que trouver un logement ou un emploi quand on est jeune beur, et que l'on habite Montfermeil cela relève de l'exploit !
Pour terminer, je pense que le travail qui reste à accomplir est considérable de notre part à tous est considérable, mais exaltant puisqu'il s'agit d'un travail pour l'avenir de la communauté nationale.
Communauté nationale qui est composée de populations, populations diverses, je préfère le terme de populations au terme de communautés, la population maghrébine en est une composante. Lors de la guerre du Golfe elle a fait preuve de beaucoup de maturité, d'intelligence.
Des camarades me disent : comment peut-on être beur et Socialiste ? Lorsqu'on est réellement proche de la population des cités, ce genre de considération tombe d'elle-même.
Croyez-moi les jeunes issus de l'immigration préfèrent avoir comme interlocuteurs Michel Delebarre, Lionel Jospin, Claude Evin, Pierre Joxe, Philippe Marchand depuis peu dans leurs cités, plutôt que Pasqua, Pandraud, ou le peloton des voltigeurs responsable de la mort de Malik.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Mais nous-mêmes soyons conséquents, considérons comme partenaires à part entière ces associations locales, qui font un boulot quotidien formidable, qui constituent un réel maillage de solidarité dans les quartiers, dont les bénévoles font un travail exceptionnel sans caméra, ni effet médiatique.
Déculpabiliser les jeunes beurs vis-à-vis de la nationalité française, plutôt que de les renvoyer à une image mythique d'Arabes plus Arabes que les Arabes.
L'exaltation de la différence est une duperie. Réfléchissons face à cette preuve administrée par les parents de leur volonté de préserver leur vie ici, en France, par ces jeunes décidés, qui ont su mettre en avant leur volonté de préserver leur acquis.
Permettez donc, comme vous l'avez fait pour moi, partout dans les mairies, que des jeunes maghrébins puissent devenir des médiateurs politiques. Ils ont la capacité, la volonté, ne les laissons pas s'enfermer dans un discours de misérabilisme. La démocratie locale a tout à gagner à s'ouvrir à eux. Ni frilosité, ni paternalisme, œuvrons pour une citoyenneté à part entière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Fuchs, puis à Henri Emmanuelli.

Gérard Fuchs

Chers camarades, longtemps, nous avons vécu dans un monde divisé en deux blocs organisés autour de deux idéologies. Et puis, le Communisme s'est effondré, la guerre du Golfe a eu lieu, il est apparu qu'une seule superpuissance demeurait.
Longtemps, le Socialisme a refusé la logique des blocs et s'est défini comme une troisième voie entre les deux autres. Que sommes-nous aujourd'hui devenus ?
Et d'abord, puisqu'une seule superpuissance demeure, alors que nous étions hostiles à l'hégémonie des deux, devons-nous nous définir avant tout, comme cela semble être la proposition de certains camarades, comme anti-américains ?
Je voudrais, pour répondre à cette question, et y répondre négativement, revenir pour commencer quelques années en arrière. Nous nous disions alors "entre" les deux grands, mais nous avions refusé la notion d'équidistance, proposée, je crois m'en souvenir, à peu près les mêmes camarades; Nous étions, chers camarades, plus proches, ou peut-être devrais-je dire nous étions moins éloignés du libéralisme américain que du Communisme soviétique, car si nous récusions le caractère inégalitaire du premier, nous rejetions le caractère totalitaire du second.
Nous avons toujours considéré, nous, Socialistes français, que nous nous rangions résolument dans le camp des démocraties, c'est pourquoi nous n'avons jamais proposé de quitter l'Alliance Atlantique. Peut-être n'est-il pas inutile de le rappeler aujourd'hui à certains.
La deuxième raison de ma réponse est que je ne me suis jamais satisfait de définitions de notre identité par la négative. J'ai toujours combattu l'expression

Fondation Jean Jaurès

de "Gauche non-Communiste" dont on a essayé à une époque de nous affubler. Je combattrai avec la même vigueur la tentative de nous définir par l'anti-américanisme.
Je sais que cet anti-américanisme a été le ressort premier et profond de certains d'entre nous au long de la crise du Golfe : qu'il s'agisse de Jean-Pierre Chevènement, de Claude Cheysson ou de quelques autres.
Cet anti-américanisme leur a fait dénoncer à l'avance les noirs desseins, à leurs yeux indiscutables, des Etats-Unis : ceux-ci ne rêvaient-ils pas à l'évidence que de conquérir Bagdad, de démembrer l'Irak, d'établir enfin les bases terrestres permanentes dans le Golfe, qu'un impérialisme digne de ce nom ne pouvait que rêver !
Cet anti-américanisme-là a aveuglé ces camarades, au point de leur faire nier, ou considérer à tout le moins comme secondaire, la notion même de droit international. Or, celle-ci ne peut qu'être essentielle pour des Socialistes. S'il est vrai que la raison d'être de notre combat est la justice sociale et la justice internationale, nous savons bien que cette justice n'est pas possible hors du règne du droit, ou alors, chers camarades, nous n'avons rien compris des raisons qui ont présidé à l'effondrement du Communisme.
Enfin, je dirai qu'un certain anti-américanisme ressemble par trop pour moi à une attitude de sous-développés impuissants face à leur colonisateur. Telle n'est pas notre situation, telle ne doit pas être notre attitude.
Ce négativisme primaire étant alors écarté, j'articulerai mon propos autour de trois axes, dont je considère qu'ils doivent constituer pour nous autant de priorités : redéfinir notre Socialisme, construire l'Europe politique, renforcer les Nations Unies.
Redéfinir notre Socialisme consiste d'abord pour moi à énoncer une proposition essentielle : l'effondrement du Communisme ne peut en aucune manière signifier le triomphe du libéralisme.
Nous avons avec les libéraux, et je parle ici, c'est clair, du libéralisme économique, une différence essentielle de points de vue : nous ne pensons pas que la pure économie de marché peut réaliser spontanément le bonheur des hommes.
Le marché est un mécanisme indispensable, tous les Socialistes s'accordent à le reconnaître maintenant. Indispensable non seulement en termes d'efficacité, mais aussi en termes de liberté. Car si chacun, en effet, ne peut exprimer individuellement ses besoins, une autorité centrale doit y suppléer, et nous savons bien aujourd'hui que là se trouve le germe majeur du totalitarisme à la soviétique.
Mais nous savons aussi que le marché n'est liberté que pour ceux qui ont de l'argent, que le marché est myope, que le marché, loin de corriger les inégalités, les accentue.
Nous devons donc, en tant que Socialistes, réaffirmer la suprématie du politique sur l'économique. L'économie est un instrument. Nous le voulons, cet instrument, au service des objectifs et des valeurs qui sont le fondement de l'identité de la Gauche, nous voulons une économie qui vise à créer les

conditions concrètes de l'exercice des Droits de l'homme. Nous voulons une économie efficace. Nous devons accepter la régulation par le marché. Nous voulons une économie finalisée. Nous devons restaurer l'idée d'orientation par le plan.
Chers camarades, je le dis ici, à quelques mois de notre Convention, ou peut-être de notre Congrès, nous devons ré-explorer le sens du mot "planification". Mettons au placard une fois pour toutes, bien sûr, la connotation soviétique du mot mais réfléchissons ensemble à ce que pourrait être une planification stratégique, identifiant les grands défis et les grands choix de l'avenir, s'efforçant à concevoir des scénarios d'avenir cohérents, et soumettant ensuite tout cela au débat politique et au choix démocratique.
Sommes-nous sûrs d'ailleurs que certains pays dits libéraux ne sont pas plus avancés que nous dans de telles pratiques, au moins au niveau de grandes firmes, de grandes administrations, sinon de l'Etat, au moins au service implicite du profit ou de la domination, sinon à celui de valeurs explicites de société.
Et une partie de nos difficultés industrielles, si souvent soulignées, ne viennent-elles pas de là ?
Chers camarades, nous savons aujourd'hui que le Socialisme n'est plus un paradis à atteindre, mais une direction préférentielle à suivre. Réfléchissons aux moyens de faire du débat macro-économique un débat de société.
Construire l'Europe politique, ensuite, car celle-ci est à mes yeux une condition aujourd'hui incontournable de la maîtrise politique de l'économie que je viens de rappeler la nécessité. Cette Europe politique est aussi d'ailleurs, je crois, le seul contrepoids que je suis capable d'imaginer, mais cela est maintenant une réponse positive, au risque d'hégémonie américaine aujourd'hui, et peut-être japonaise demain.
Soyons, chers camarades, lucides : la France, cette France que nous aimons, que nous voulons voir survivre, n'est plus capable aujourd'hui de maîtriser seule les nouvelles technologies, de maîtriser seule sa monnaie, et peut être même bientôt sa culture.
Mais alors, je me répète, s'il faut l'Europe, il ne suffit pas d'un grand marché, il nous faut des politiques communes volontaristes : politique industrielle, économique, sociale, culturelle, et tout cela ne peut se faire sans mise en commun d'éléments importants de nos souverainetés nationales, afin de créer l'union politique sans laquelle ces politiques sectorielles n'auront pas d'impulsion. Alors, à ce point, je voudrais être très clair.
Je connais deux types et deux seulement, d'organisations regroupant des Etats : je connais celles où l'on décide à l'unanimité, celles où l'on décide à la majorité. Les secondes sont, en général, efficaces, les premières sont le plus souvent inutiles.
Certains Socialistes pensent encore, je le crains, que l'unanimité est une protection. Je dis qu'ils ont tort. Que l'on prenne, au niveau de la Communauté actuelle, les exemples du social, ou du fiscal, les conclusions sont les mêmes. Dans les deux cas, l'unanimité conduit au blocage, le blocage à la dérégulation, et la dérégulation à l'alignement sur le moins disant, social ou fiscal.

Fondation Jean Jaurès

Alors, chers camarades, appelons un chat un chat. Une organisation où l'on décide à l'unanimité s'appelle une Confédération, une organisation où l'on décide à la majorité s'appelle une fédération. Si nous considérons que l'Europe est incontournable pour assurer la maîtrise de notre avenir, il faut que la décision à la majorité soit la règle de son exécutif, même s'il doit demeurer quelque temps encore des exceptions. Et si nous voulons que cette maîtrise soit démocratique, il faut que le Parlement européen soit enfin reconnu comme un véritable législateur. Et si nous voulons cesser d'avoir peur des mots, cela s'appelle une Europe fédérale et pas autrement !

Renforcer l'ONU, enfin. Pourquoi ? Parce que nous pensons - Pierre Mauroy le rappelait, Lionel Jospin hier - que l'humanité peut et doit progresser vers un règlement collectif et négocié de ses différends. Même si, Socialistes, nous considérons que la racine des tensions est le plus souvent dans l'injustice.

Renforcer l'ONU, pourquoi ? Nous avons connu la SDN. Ses principes étaient parfaits. Il ne manquait qu'un détail : le moyen de faire respecter ses décisions. Et la SDN n'a pas permis d'éviter la deuxième guerre mondiale. L'ONU, c'est une belle charte encore. C'est aussi aujourd'hui un chapitre 7 qui permet l'usage de la force pour faire respecter le droit. Et au risque de peiner certains pacifistes, mais une fois encore j'assumerai ce risque, je considère que ce chapitre 7 de la charte est un progrès. Il est un progrès bien qu'il ait permis la guerre du Golfe et je voudrais dire à cet égard, une fois encore à Pierre Guidoni, que cette guerre, mon cher Pierre, sa responsabilité première, n'a pas été le fait des Etats-Unis ou des coalisés, mais d'abord celle de l'Irak et qu'il ne faut pas qu'à tout moment, nous renversions... (applaudissements)... nous renversions nos analyses.

Alors, ce chapitre 7, je dis, oui, il est un progrès parce qu'il a permis que cette guerre inévitable, sauf à capituler devant la force, je le rappelle, soit politiquement sous le contrôle des Nations Unies, et c'était essentiel. Ce chapitre 7, c'est un progrès parce que, n'en déplaise à certains, de même qu'il n'y a pas de justice sans police, il ne saurait y avoir d'ordre international respecté sans usage possible de la force.

Et pourtant, renforcer l'ONU est nécessaire car pour qu'un ordre international soit acceptable à nos yeux, à nous, Socialistes, il faut qu'il soit non seulement légal mais juste et légitime.

Légitime, je pense qu'il n'est pas sain qu'une opération de force politiquement sous le contrôle des Nations Unies apparaisse militairement sous le contrôle des Etats-Unis.

C'est pourquoi je propose que nous envisagions la création d'une force européenne d'intervention, constituée d'unités militaires appartenant aux Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale, placée en cas de besoin sous un commandement intégré, et utilisable par décision du Conseil Européen, en cas de demande du Conseil de sécurité de l'ONU, conformément aux articles 42 et 43 de sa charte.

Juste, cela pose aujourd'hui trois questions.

- La question de la composition du Conseil de sécurité. Pourquoi ne pas faire accéder au rang de membres permanents du Conseil trois Etats

démocratiques supplémentaires : un latino-américain, un arabe, un africain, afin que soit mieux établie et sans controverse possible l'universalité du Conseil ?

- La question du développement du sud : l'ONU ne saurait être réduite, chers camarades, à ses seules institutions politiques. Une réforme et un accroissement considérable des moyens financiers de ses institutions spécialisées dans le développement sont également indispensables.
- La question enfin au-delà du Droit des Etats de l'intégration des Droits de l'homme dans la charte même des Nations Unies.

Chers camarades, au long des sept mois écoulés, j'ai soutenu la position que les troupes engagées pour la libération du Koweït ne devaient pas aller à Bagdad. Je crois que cette position était la bonne et j'écoute aujourd'hui avec une certaine ironie les mêmes qui, pendant sept mois, nous ont dit leur crainte, leur terreur, de voir les troupes coalisées aller à Bagdad, les mêmes qui nous supplient aujourd'hui d'y envoyer des forces militaires !

(Applaudissements)

Chers camarades, on ne peut avoir dénoncé pendant des mois une hypothétique occupation de Bagdad et nous presser maintenant de nous y précipiter, mais il est vrai que ce qui se passe en ce moment à l'intérieur de l'Irak, la répression sanguinaire contre les Chiites et les Kurdes, n'est pas acceptable. La résolution 688 votée cette nuit ou plutôt la nuit dernière maintenant à l'ONU permettra sans doute d'éviter le pire, mais gardons à l'esprit qu'il n'y a pas aujourd'hui quelque base légale, que ce soit à une intervention efficace dans un cadre international. Comment, pour l'avenir, ne pas nous préoccuper de combler cette lacune de l'Organisation des Nations Unies ?

Chers camarades, redéfinir notre Socialisme comme la volonté d'une maîtrise démocratique au service des Droits de l'homme et des évolutions à venir de nos sociétés, construire l'Europe politique par la mise en commun d'éléments de souveraineté nationale qui sont nécessaires à la mise en pratique de cette maîtrise et à l'équilibrage des superpuissances actuelles ou futures, renforcer l'ONU dans son rôle d'institution mondiale qui dit et fait respecter un droit fondé sur la justice, voilà trois ambitions compréhensibles par tous ceux qui se disent de Gauche, et compréhensibles au-delà de la Gauche.

Voilà trois ambitions que je crois nécessaires et capables de donner sa forme à notre futur projet, voilà trois ambitions que, je crois, nous devrons au terme de cette Convention retenir.

(Applaudissements)

Le président - Je demande aux responsables des fédérations de l'Yonne, de Seine Maritime et de Corse du sud de se rendre à la Commission statuts fédéraux. Merci.

La parole est à Henri Emmanuelli, puis Louis Mermaz et Laurent Fabius.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, notre Convention a déjà bien évolué, elle se situe à mi-

Collection Jean-Jaurès

parcours de la législature, après que se soient produits sur le plan international des événements considérables dont il a été beaucoup parlé, après aussi une guerre, ce qui n'est pas un événement ordinaire, et après deux années et demi où sur le plan de la politique intérieure, les choses ont tout de même changé.
C'est dire que je n'ai pas très bien compris la question qui surgissait ces dernières semaines sur l'opportunité ou l'inopportunité d'un débat.
Je pense, pour ma part, que la nécessité du débat n'est pas pour nous une question d'opportunité ou d'inopportunité, mais qu'elle est tout simplement une question de survie, et c'est la raison pour laquelle je souhaite m'inscrire dans ce débat, en précisant toutefois qu'il ne faudrait pas que ce débat réclamé, souhaitable, soit pour les uns l'occasion d'exclure ou de marginaliser telle ou telle sensibilité durement rassemblée dans les années 70. Encore faudrait-il aussi que dans ce débat, nous soyons les uns et les autres capables de nous extraire des considérations tactiques. Certes, chers camarades, dans un parti politique, les enjeux du pouvoir sont tout à fait légitimes, mais prenons garde tout de même à ce qu'il reste un pouvoir, une force, un outil, et cela nécessitera, je le répète, des efforts de nous tous.
Sur les objectifs de la paix, je crois qu'il existe dans le Parti un large accord. Il y a bien entendu des fibres particulières. Restait simplement à ajouter la question kurde, cela a été fait par beaucoup d'orateurs précédents, et tout à l'heure on vous proposera d'inclure, je crois, un amendement sur cette question dans le texte.
Je serai donc très bref.
Je crois que c'est tout à l'honneur de la France que de réclamer, de rechercher cette modification de l'article 5 de la charte des Nations Unies, et le Parti Socialiste doit être militant de cette révision pour le progrès qui consisterait à faire en sorte que les Nations Unies ne se sentent pas étrangères, dès lors même qu'à l'intérieur d'un état, un peuple est menacé de génocide, et même sans aller jusqu'à cette notion ultime de génocide, lorsque des populations civiles sont massacrées.
La chose est en route et, je le répète, je crois qu'il faut que le Parti Socialiste, derrière le gouvernement et le Président de la République, soit à la pointe de ce combat.
Sur les ventes d'armements, mes chers camarades, beaucoup de choses ont aussi été dites. Je dirai simplement, je répéterai, que c'est un sujet difficile, et d'autant plus difficile qu'il se prête assez facilement à la démagogie.
Le Premier Ministre y a fait allusion, et bien d'autres orateurs, on ne fait pas ce que l'on veut. Mais je pense qu'à ce stade, tout de même, on peut proposer un certain nombre de principes, qui seraient, par exemple, de refuser à l'avenir tout transfert de technologie nucléaire dans des pays non démocratiques ou fragiles de ce point de vue.
Qui seraient d'obtenir l'interdiction de la fabrication d'armes chimiques et biologiques ainsi que la destruction contrôlée des stocks existants.
Qui seraient de donner les moyens à l'Organisation des Nations Unies de mettre en place un système d'alerte international dès l'apparition de déséquilibres

régionaux qui constitueraient une menace potentielle.
Qui seraient enfin de renforcer de manière draconienne les mesures de répression contre les sociétés privées qui inscriraient leur activité en infraction par rapport à ces recommandations.
Il y a en revanche un autre sujet dont on a moins parlé dans cette Convention, et qui est celui d'un meilleur partage des richesses. Je crois que sur ce point là, nous devrions être plus audacieux et plus exigeants.
Certes, la France n'a pas à rougir de ce qui a été fait. On a parlé du discours de Cancun, mais il faut rappeler aussi ce que la France a fait sur le plan de la dette des pays du tiers-monde. Il n'y a pas eu que des paroles, il y a eu des gestes financiers très significatifs, et aujourd'hui nous commençons à être entendus, alors qu'il y a quelques années nous nous heurtions au mieux à un scepticisme poli, au pire à quelques ricanements...
L'idée aujourd'hui fait son chemin, et ce chemin, c'est la France qui l'a tracé.
Mais je crois qu'il faut aller plus loin, et puisqu'on a beaucoup parlé de pétrole, pourquoi ne pas émettre l'idée de banques de développement qui seraient des banques régionales, qui seraient alimentées par une perception sur chaque baril de pétrole commercialisé ? Ces banques régionales pourraient être gérées par les pays concernés, et elles auraient pour obligation de fournir des ressources peu chères ou gratuites aux pays de la zone qui contractualiserait.
On pourrait peut-être introduire l'idée que ne pourraient contractualiser que les pays dont l'effort d'armement serait raisonnable, que les pays aussi qui ne violeraient pas trop délibérément les droits fondamentaux de la personne humaine.
On pourrait imaginer, mais là je rêve, que plus tard le recyclage de la masse des pétrodollars soit affectée pour partie à alimenter ces banques de développement, alors qu'ils servent aujourd'hui à financer le déficit de la plus puissante économie du monde.
Mais j'arrête là, chers camarades, parce que le temps est compté. Mais je souhaiterais vraiment que sur ce point précis, notre Parti fasse des propositions, car si nous ne le faisons pas, nous aurons quelques difficultés à expliquer plus tard aux pays du monde arabe que nous avons su créer une banque de développement pour l'Europe de l'est, mais que lorsqu'il s'agit des pays du Maghreb ou des pays du Machrek, nous n'avons pas d'idée. Les explications seraient difficiles.
Il y a eu ensuite largement évoquées la question de l'antiaméricanisme, de l'anti-européanisme et les questions de défense, et je crois qu'elles sont liées et qu'en toute hypothèse il faut les lier.
Sur l'antiaméricanisme, Jean Poperen s'est beaucoup exprimé. Je partage un certain nombre de ses mises au point, même si je ne me sens pas porté par la même ferveur.
Bien entendu, l'antiaméricanisme de référence utilisé comme critère d'appartenance à la Gauche est aujourd'hui dérisoire. Mais je dirai que c'est une maladie dont ne doivent guérir que ceux qui en ont été atteints, et Pierre Guidoni nous a fort bien démontré hier soir, après Lionel Jospin, que c'était une maladie

qui finalement ne concernait pas le Parti Socialiste, ou en tous cas très peu de ses membres.
L'anti-impérialisme américain, mes chers camarades, bien sûr qu'il existe. Nos camarades d'Amérique du sud récemment réunis à Paris nous l'ont rappelé, il leur est arrivé de le rencontrer, il leur arrive de le rencontrer encore et ils le rencontreront encore. Mais nous savons désormais que la volonté de puissance n'est l'exclusive d'aucun pays, que tout simplement les USA s'efforcent d'utiliser leur puissance au mieux des intérêts qui sont justement les éléments constitutifs de cette puissance.
C'est dire qu'il n'y a pas de quoi bâtir une théorie manichéenne, qu'il n'y a pas non plus, d'ailleurs, de quoi basculer d'un seul coup dans la naïveté, la ferveur ou la béatitude.
Les USA ne feront de cadeau à personne. A nous de le savoir et de nous organiser pour pratiquer, si j'ose dire, la même générosité, qu'il s'agisse des négociations du GATT, qu'il s'agisse de la défense de la politique agricole commune ou de bien d'autres sujets encore.
Mais comment, me dira-t-on, nous prémunir contre ce rapport de forces qui pèse sur nous, le plus souvent à notre détriment ?
Eh bien, chers camarades, je dirai en échappant à l'antiaméricanisme de frustration, qui est une variété que je considère pour ma part parmi les plus dangereuses et les plus détestables, puisqu'en somme elle consiste à reprocher aux USA d'avoir réussi à faire ce que jusqu'à ce jour nous n'avons pas été capables de faire et de construire, c'est-à-dire un espace géopolitique aux dimensions des véritables enjeux de puissance du monde dans lequel nous vivons.
Pour en finir avec l'antiaméricanisme de frustration, chers camarades, il faut combattre l'anti-européanisme.
J'ai du mal à comprendre pour ma part, et je ne suis pas le seul si j'ai bien écouté, toutes les critiques adressées à l'Europe à l'occasion de cette guerre du Golfe. Certes, l'Europe n'a pas brillé ni par sa présence, ni par sa cohérence, mais à qui la faute ? Pouvait-elle aligner sur le terrain des forces militaires qui n'existent pas ? Et depuis quand douze voix n'en font-elles qu'une ? Existe-t-il une bonne chorale sans mettre de musique ou sans chef d'orchestre ? Je ne le crois pas, et je pense que ce n'est pas un hasard si les critiques les plus acerbes viennent de toutes celles et ceux qui ont toujours freiné des quatre fers en matière de supranationalité, au premier rang desquels M. Chirac, héritier du Volapük et grand inquisiteur il y a peu encore du Parti de l'étranger !
Non, ce n'est pas un hasard, mes chers camarades, si les pleureuses d'aujourd'hui sur l'impuissance de l'Europe sont en quelque sorte les avorteurs d'hier.
Mes chers camarades, de ce point de vue, Fuchs vient de s'exprimer, donc je serai bref aussi, je crois qu'il va falloir que notre Parti sorte de ce galimatias en matière européenne dans lequel il se trouve quelque part aujourd'hui, il va falloir choisir entre la nostalgie d'un passé révolu et la promesse d'un grand avenir. Il va falloir tracer de manière claire les nouvelles lignes de partage entre

le progressisme et le conservatisme, fût-il de Gauche.
Pour ma part, je crois - je dis bien "je crois" - à la nécessité d'une Europe politiquement unifiée sur une base fédérale. Je crois à une Europe capable d'être, dans un avenir à l'échelle d'une ou deux générations, la plus grande démocratie du monde, héritière d'une culture prodigieuse, garante d'un certain nombre de valeurs dont elle serait la dépositaire d'autant plus légitime qu'après tout, elle les a inventées, capable d'offrir à nos contemporains, aux générations futures, un cadre approprié à la dimension des défis politiques, économiques, sociaux et culturels que nous avons et que nous aurons à affronter.
Jamais peut-être, quand on y réfléchit, chers camarades, il n'a été donné à des femmes et à des hommes la possibilité de réaliser un si grand dessein - nous parlons toujours de grand projet, de grand dessein - sans recourir à la force, par la simple adhésion des consciences.
Si cette Europe existait, chers camarades, elle aurait eu une défense commune et le gendarme américain aurait en ce monde un grand frère.
Il faut donc, dans nos réflexions sur l'avenir de cette Europe, intégrer dès maintenant cette perspective dans notre réflexion sur la défense.
Oui, nous avons tous pu constater, à la lumière des événements récents, qu'il fallait réviser nos conceptions en matière de défense, pour beaucoup de raisons, y compris financières, d'ailleurs, mais aussi et surtout parce qu'il deviendra de plus en plus difficile de concilier un concept de dissuasion nucléaire limitée au cadre du sanctuaire national avec la perspective d'une défense européenne.
Et quand bien même, mes chers camarades, il n'y aurait pas cette problématique européenne, qui peut croire, alors que la démonstration a été faite que la France, membre du Conseil permanent de sécurité, ne pouvait être absente d'une opération de police internationale dans une autre région du monde, qui peut croire que dans d'autres hypothèses, nous pourrions voir le fer et le feu s'abattre sur nos plus proches voisins, à l'abri dans notre sanctuaire ?
Je n'irai pas plus loin aujourd'hui. C'est un sujet difficile, c'est presque un tabou. Mais je pense que nous avons la responsabilité de mener rapidement cette réflexion.
Et je crois aussi que les opinions en la matière sont peut-être plus avancées que ceux qui ont la charge de gérer les grandes affaires de la défense.
Je voudrais maintenant, et très rapidement, aborder un sujet totalement différent. Je veux parler de la politique économique. Dans le texte adopté à l'unanimité par notre Bureau exécutif et qui le sera, je pense, par la Convention, il est dit : "La stratégie économique actuelle doit être poursuivie. Il n'y a pas d'alternative."
Mes chers camarades, j'ai signé ce texte et je ne le regrette pas. Mais cela me paraît tout de même mériter quelques explications supplémentaires. Non, c'est vrai, il n'y a pas de stratégie politique économique alternative, pas de politique économique qui puisse tourner le dos à l'Europe, à l'ouverture des frontières, et qui puisse donc tourner le dos aux nécessités de la compétitivité ; pas de politique alternative qui proposerait de renouer avec l'inflation et les déficits incontrôlés, qu'ils soient budgétaires ou sociaux ; pas de politique alternative qui

puisse fournir une marge à le mesure de nos souhaits.
Mais quand on a dit cela, mes chers camarades, qu'a-t-on fait si ce n'est souligner l'évidence dans laquelle nous sommes installés depuis 8 ans, c'est-à-dire depuis 1983 ? Est-ce que cela signifie que le débat soit clos, que nous soyons obligés de rester enfermés à l'intérieur d'une fausse alternative au nom de laquelle on serait sommé soit de se taire, soit de produire une stratégie alternative ?
Je ne le crois pas, ceci pour deux raisons mes chers camarades.

- Parce que cette stratégie, même si elle ne doit pas être changée, mérite d'être discutée avec plus de précision.
- Parce qu'à l'intérieur d'une stratégie, comme nous le savons tous, il y a plusieurs tactiques possibles.

Préciser la stratégie, cela veut dire mieux mesurer nos forces et nos faiblesses. Pour faire bref, je dirai que depuis longtemps, et malgré les procès considérables réalisés, notre appareil de production entendu au sens large du terme reste faible et manque même parfois de compétitivité.
Contrairement à ce que prétend la Droite en se fondant sur des arguments purement politiques et partisans, ce manque relatif de compétitivité, cette faiblesse n'est pas due aux lourdeurs de la bureaucratie ou au poids des charges salariales comme ne cessent de le montrer depuis 6 ans les rapports qui se succèdent sur le sujet. Elle est due à un ensemble de facteurs complets et permanents qui mêlent les considérations culturelles, la capacité de notre management, l'efficacité de notre système de formation, l'archaïsme des relations sociales à l'intérieur de l'entreprise, l'organisation administrative aussi peut-être de notre pays, de notre territoire, l'orientation de notre recherche, le poids des corporatismes, et j'en passe...! Tout ceci, je le répète, malgré les progrès réalisés.
Mais, toujours pour faire bref, je dirai que jusqu'en 1983 cette faiblesse relative a été masquée par une politique de facilité monétaire qui combinait inflation et dévaluation et qui avait le double aval du pouvoir d'abord et du CNPF ensuite.
Mais, depuis 1983, nous nous sommes interdit - et c'est tout à notre honneur - cette facilité qui était d'ailleurs un leurre dangereux dont le coût, pour être différé, n'en était que plus élevé. Non seulement nous nous sommes interdit cette facilité par notre ancrage au sein du SME, mais de surcroît nous avons plutôt opté pour une monnaie forte. Or, mes chers camarades, la monnaie sur le long terme n'est que le reflet de la santé d'une économie, c'est-à-dire de sa compétitivité, c'est-à-dire de sa puissance.
Certes, en y mettant un certain prix, c'est-à-dire en pratiquant des taux réels élevés, en favorisant l'épargne et bien d'autres choses encore, on peut financer l'écart qui existe entre le niveau de la monnaie et le niveau réel de l'économie mesuré par sa balance commerciale et je dirai, plus précisément, par sa balance industrielle.
Mais il faut savoir qu'en contrepartie le prix payé - et c'est évident - diminue d'autant le potentiel de ce que l'on pourrait appeler - je ne sais d'ailleurs si le concept existe - la marge d'utilisation sociale de la croissance économique.

Fondation Jean Jaurès

Les libéraux, pour lesquels le social n'est jamais qu'un sous-produit de l'économie, ne sont pas très affectés par la réduction de cette marge d'utilisation sociale. Mais pour les Socialistes, en revanche, c'est un problème central et on sent bien dans nos Comités directeurs, dans nos réunions de section, et aussi dans nos conventions que le problème rôde.
Que l'on se rassure, je ne propose pas que l'on retourne aux anciennes facilités. Je ne suis ni pour le retour de l'inflation, ni pour les fausses facilités de la dévaluation. Je suis au contraire pour l'effort, pour la solution difficile, c'est-à-dire que pour que dans notre stratégie économique l'effort porte avant tout et de manière plus résolue sur le développement des capacités de notre appareil de production. C'est à mon avis le seul choix que nous ayons en tant que Socialistes, soucieux d'asseoir le progrès social sur la durée, le seul choix qui soit possible.
C'est aussi d'ailleurs ce qu'exigent de nous les deux millions et demi de chômeurs dont le chiffre reste anormalement élevé, même si des emplois ont été créés par centaines de milliers en 1988, 1989, 1990.
Cela veut dire en clair, mes chers camarades, et toujours pour faire bref, que nous avons besoin d'une politique industrielle plus volontariste, ce qui ne veut pas dire surréaliste. Mais nous aurions besoin, je crois, d'une politique industrielle un peu plus visible, un peu plus tangible que celle que nous avons sous les yeux aujourd'hui.
(Applaudissements)
Cela veut dire aussi que dans d'autres domaines nous devons nous donner les instruments. Je pense par exemple au tourisme qui offre aujourd'hui dans notre pays des potentialités de développement considérables. Or, le tourisme est une activité où, à capital égal, on crée 4 à 6 fois plus d'emplois que dans l'industrie.
Eh bien, mes chers camarades, et ce n'est pas faire offense à l'actuel titulaire du poste ministériel, je dis très tranquillement que la France n'a jamais eu de politique touristique. Il ne faut pas confondre une politique touristique avec une politique de promotion de la maison France qui est en quelque sorte la traduction au plan national de ce que font nos syndicats d'initiative à des échelons plus modestes.
Non, il faut des moyens de financement adaptés. Et quand on est en concurrence avec l'Italie, avec l'Espagne pour financer des investissements lourds, on découvre que dans ces pays il existe des moyens de financement à 20, 25 ans, à taux bonifiés qui n'existent pas chez nous par exemple.
Cela veut dire aussi, mes chers camarades, une politique d'aménagement du territoire réhabilitée tant il est vrai que ce concept a été mis à mal sous les doubles coups de butoir de la crise des années 80 et de la poussée des idées libérales.
Un aménagement du territoire qui soit un concept englobant à la fois la ville, les banlieues, mais aussi l'espace rural. Et, de ce point de vue, je pense pour ma part que nous ne gagnerons rien à découper le problème en tranches.
Un aménagement du territoire dont les moyens soient à la hauteur des ambitions. Pour ma part, chers camarades, je ne trouve pas heureuse la réalité qui fait qu'au

moment où on nous annonce une montée du chômage au mois de février on apprenne par la même occasion que les crédits de la PAT ont été diminués et que les primes à l'extension ou à la création d'entreprise sont divisées par deux.
(Applaudissements)
Il y a là quelque chose qui ne me paraît pas correspondre aux nécessités du moment ni aux idées affichées. Cela veut dire un certain nombre d'objectifs identifiés à travers un plan, par exemple, qui serait redevenu un peu plus qu'un bureau de prospective.
Cela veut dire aussi que nous nous penchions sur l'organisation sociale, mes chers camarades, qui n'est pas parmi les plus avancées.
Peut-on admettre que l'entreprise reste, dans ce pays, le dernier sanctuaire du pouvoir régalien ? Moi je ne le pense pas.
Peut-on admettre, sans nous en préoccuper, que le paysage syndical reste ce qu'il est en souvenir de 1906 et de la charte d'Amiens ? Je ne le crois pas non plus. Je sais que la question est difficile, mais je ne vois pas pour quel tabou là encore il nous serait interdit d'en parler ou au moins de nous interroger.
Je ne pense pas, enfin, que le rapport Bélier doive rester dans les tiroirs. Je ne suis pas atteint de sinistrose sociale, que l'on se rassure. Et je ne suis donc pas prêt à payer la taxe dont on nous parlait hier. Mais je pense que dans un dialogue constructif positif, et non pas dans la polémique ou les arrière-pensées, nous pouvons les uns et les autres essayer de faire que les choses aillent un peu mieux.
Bref, mes chers camarades, vous aurez compris que je pense profondément que la politique économique ne se limite pas à ces aspects monétaires et que là où le bât blesse chez nous, c'est au niveau de l'appareil de production. C'est ce débat qu'il faut ouvrir car, curieusement, ce débat qui est fondamental, ce débat qui est essentiel, on n'arrive à le situer ni au cœur du débat politique, ni même au cœur du débat dans notre Parti.
(Applaudissements)
Je disais ensuite qu'à l'intérieur d'une stratégie il y a plusieurs tactiques possibles. Je résumerai en une phrase : il y a, mes chers camarades, à l'intérieur d'une stratégie économique donnée des tactiques redistributives et d'autres qui ne le sont pas. Et c'est toute la question que nous posons parfois qui est posée et sur laquelle, je crois, nous devrions pouvoir débattre. Encore faut-il que l'on ne décrète pas que les instruments qui permettent de faire de la redistribution soient obsolètes. Je pense en particulier à la fiscalité car j'ai eu la surprise l'automne dernier d'entendre dire que la fiscalité n'était plus un instrument adapté ; compte tenu de certaines considérations, qu'il fallait presque ranger cela parmi les accessoires.
Je n'ai pas le temps de développer davantage mais je voudrais qu'il soit convenu entre nous que l'on peut parler de redistribution, c'est-à-dire des sous-ensembles et des sous-catégories sans être sommés de proposer une stratégie alternative. Cela était trop souvent le cas jusqu'à maintenant et le débat a été bloqué de manière un peu abrupte. Redistribuer est un exercice qui implique certes des règles plus sophistiquées. Mais il ne faudrait pas le sacrifier à la nécessité de la

Fondation Jean Jaurès

simplicité.
Pas de politique alternative, donc. Mais je crois, mes chers camarades, un beau débat en perspective malgré tout.
En conclusion, je voudrais dire un mot sur notre Parti. Je ne sais s'il faut avancer ou reculer un Congrès qui, en toute hypothèse, ne pourra avoir lieu à la date prévue. Mais ce que je sais, c'est qu'après 20 ans d'existence dont 10 années passées au pouvoir, les choses ne peuvent rester en l'état. Certes, le Parti agit, cela a été rappelé hier. Certes, son image mesurée, tel que nous l'a rappelé Gérard Le Gall, reste bonne. Mais, très franchement, je n'ai pas le sentiment et je ne crois pas être isolé, que cela va pour le mieux.
Il y a eu Rennes, mais je suis de ceux qui pensent que Rennes n'a été que l'émergence d'une réalité qui a des causes beaucoup plus profondes, beaucoup plus profondes que les raisons circonstancielles auxquelles cet échec est généralement attribué.
Au premier rang de ces causes profondes figure la crise identitaire, le recul des idées : les hommes n'avancent que dans la mesure où les idées reculent. Et c'est cela, me semble-t-il, la raison profonde de l'échec de Rennes.
D'où, mes chers camarades, l'importance de travailler sur notre projet avec sérieux et en allant au fond des choses.
Quant aux règles d'organisation, il faut sans doute les faire évoluer. Mais nous commettrions, je crois, une erreur si nous pensions que cela suffirait à régler les problèmes politiques.
Cela dit, je pense qu'il nous faut nous ressaisir et bouger; bouger pour nous efforcer de créer une nouvelle dynamique. C'est la discussion, le Premier secrétaire nous l'a proposée. Et je dis très simplement que je ne comprendrais pas que l'on puisse refuser aujourd'hui cette discussion par principe. Je pense que, quelles que puissent être les arrière pensées présupposées ou supposées, il n'est jamais interdit d'entrer dans une discussion. Et l'on s'apercevra alors très rapidement si cette discussion a un sens, si elle peut déboucher sur quelque chose de positif, ou si au contraire elle ne relevait que de la tactique. Mais, je répète, je ne comprendrais pas que par principe on refuse la discussion.
Alors, plutôt que d'attendre, mes chers camarades, discutons. C'est à ce jour, en la matière, mon seul souhait.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mermaz, que je remercie par avance de ne pas suivre l'exemple de son ami Emmanuelli, et donc de respecter son temps de parole.

Louis Mermaz

Cher président, je vais au moins prendre mon temps pour arriver jusqu'à la tribune si tu permets.
Chers camarades, chers amis, je voudrais évoquer brièvement car même si le sujet est capital, il a été longuement abordé, la politique extérieure, la situation intérieure française à la veille de plusieurs échéances, l'état du Parti, dire un mot

Coll. Fondation Jean Jaurès

de la proposition de Pierre Mauroy d'avancer le Congrès, même si cela est de la seule compétence du Comité directeur qui sera réuni, je crois, en juin.
La France, dès le mois d'août, a refusé l'agression de l'Irak, elle a agi dans le cadre du mandat des Nations Unies, elle a agi au sein d'une coalition.
Les Français tout de suite ont largement adhéré à la décision du Président de la République et dans sa quasi-unanimité, dans son immense majorité, le Parti Socialiste a été solidaire.
Nous nous sommes mobilisés autour du Président pour le respect du droit international, pour la défense du principe de la sécurité collective et, de ce point de vue, ici, tout a été dit et bien dit.
La France, présente dans la défense du droit, est aujourd'hui présente dans la construction de la paix, et c'est à l'initiative du Président de la République et de la France que, pour la première fois, dérogeant à sa règle, l'Organisation des Nations Unies, à travers le Conseil de sécurité, est intervenue pour la défense du peuple kurde, et de cela nous, Français, nous devons être fiers.
L'initiative française a eu un effet d'entraînement rapide et d'abord au niveau de l'opinion publique américaine particulièrement sensibilisée, mais certainement cette initiative française aura des suites dans l'évolution qui sera lente et difficile, de la charte des Nations Unies qui se doit, certes, bien sûr, d'assurer le respect des droits des Etats, mais qui découvre aujourd'hui le vaste champ du respect des Droits de l'homme.
La crise du Golfe a cependant confirmé que les Etats-Unis malgré un déclin relatif du fait de la montée d'autres puissances, était la grande puissance au moment où l'Union soviétique s'efface sur la scène internationale, au moment où la Communauté Economique Européenne, géant économique, doutant encore de ses moyens, mais nain politique et là bien conscient hélas de ses doutes et de ses divisions, au moment où la Communauté Economique Européenne fait la démonstration d'une relative faiblesse politique.
La France, quatrième puissance économique, quatrième exportateur au monde, troisième importateur, compense ses faiblesses, faiblesses relatives, mais faiblesses tout de même, par la vigueur de son action internationale.
Son action est une action politique et morale. Depuis longtemps pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour le droit à l'existence du peuple palestinien, pour le droit du Liban à son intégrité, pour les Droits de l'homme.
La France, qui veut maintenir et développer des relations étroites avec les pays du Maghreb, la France qui a un rapport à travers l'Afrique noire, l'Asie, l'Amérique latine, la France qui anime le monde de la francophonie, mais qui sait aussi que la bataille de l'avenir va se livrer pour nous en Europe, ce qui n'est pas exclusif de notre rôle mondial, de notre influence dans le bassin méditerranéen, bien au contraire.
Devant nous s'ouvrent de grands dossiers où, là aussi, notre pays prend des initiatives. Le projet d'union économique et monétaire, la perspective de la réforme de la politique agricole commune, car s'il est un domaine où l'Europe à existé dès le début c'est le domaine agricole, la est posé le problème de la réforme et de l'équilibre au sein de cette réforme, la négociation du GATT où

les Etats-Unis témoignent parfois plus d'un goût de la conquête que d'une véritable envie de partenariat, et là aussi il faudra faire évoluer les mentalités internationales.
Enfin, le dossier du pouvoir politique en Europe, c'est-à-dire d'un pouvoir démocratique, car qui ne sent aujourd'hui le poids considérable des eurocrates ? Tel commissaire a plus de pouvoir de fait que beaucoup d'élus en Europe, y compris du plus haut niveau, et, on l'a dit au cours de cette convention, est à l'ordre du jour plus que jamais la démocratisation des institutions européennes.
Mais disant cela, il nous faut être réalistes, car se pose à nous le problème qui vient de loin, le problème des relations entre nos nations qui continueront d'exister et la Communauté, se pose le problème d'identité française qui plonge ses racines dans une histoire lointaine, identité qui est vivante, donc en évolution, et l'identité européenne qui est en construction.
Pour construire l'Europe, ce qui prendra du temps, il lui faudra du temps, il lui faudra de la volonté, mais il faudra aussi du réalisme et de la patience, et cela pose la classique question de l'intendance : est-ce que selon une formule célèbre, l'intendance suit toujours en France ?
Permettez-moi quelques réflexions sur l'économie. Il n'y a aucune raison objective à ce qu'il y ait aujourd'hui un tel décrochage, entre la puissance économique de l'Allemagne et celle de la France. Songez que l'Allemagne pourrait aujourd'hui devenir, devant la France, la première puissance agricole. Elle l'est déjà très largement sur le plan des industries agroalimentaires, mais si nous voulons combler ce fossé, nous devons conduire de paire une politique économique active et une politique de progrès social, les deux sont inséparables, il faut faire sauter un certain nombre de blocages, blocage, cela vient d'être dit, au niveau de la production, blocage au niveau des inégalités.
Or, les échéances sont là, le Parlement sera bientôt saisi du projet de budget de 1992, celui qui sera applicable juste à la veille des élections législatives.
Les élections régionales, les élections cantonales sont là et si nous voulons poursuivre l'œuvre déjà accomplie depuis dix ans, il faut nous en donner rapidement les moyens.
Pour cela, il nous faut un projet, le Parti s'en préoccupe. D'autres parlent d'élan, de dessein, d'ambition, il nous faut un projet pour éclairer la route.
Ce projet, c'est mettre notre pays en état de marche pour affronter l'échéance de 1993, c'est entrer plus forts et plus rassemblés dans la carrière européenne toute proche, les initiatives doivent être accompagnées par une action nationale particulièrement ardente, mais nous abordons aussi un certain nombre d'ambiguïtés qui sont inhérentes à la situation.
Est posé, comme je le disais, le problème des équilibres en Europe au lendemain de la réunification allemande, événement heureux et pour l'Allemagne et pour l'Europe, mais événements qui exige de nous que nous démultiplions nos efforts.
Est posé aussi le problème de l'évolution de nos secteurs.
Entrer dans la carrière européenne, c'est aborder un monde où les idées libérales ont cours, même si les forces du travail sont là et susceptibles de se réveiller.

Fondation Jean Jaurès

Un projet pour l'Europe, un projet pour la France sur le continent, la communauté, l'idée de Confédération, bref une puissance européenne émerge peu à peu, cela est un objectif qui peut galvaniser les énergies chez nous. Mais ce projet, cette ambition ne seront servis et réalisés que si les problèmes qui font la vie quotidienne des gens sont eux aussi abordés et révolus.
Davantage de force économique, davantage de justice sociale sont nécessaires. Notre tissu social est aujourd'hui fragile, je ne reviendrai pas, comme cela a été excellemment fait ici, sur la décomposition de certaines banlieues, ni sur les menaces de désertification qui se posent à nos campagnes. Laissez jouer les seules lois du marché et vous aurez demain de vastes espaces de la France qui seront de plus en plus inhabités.
La réponse à cela, c'est l'aménagement du territoire, l'aménagement du territoire c'est par excellence une idée qui mobilise des valeurs et des idées communautaires.
Aujourd'hui, en France, les contraintes sociales sont lourdes. La contribution sociale généralisée, réforme juste, n'a pas totalement résolu le problème de l'équilibre des comptes de la sécurité sociale, l'évolution des dépenses, on le sait, doit être maîtrisée, mais il ne faut pas rompre avec le modèle de solidarité qui est un des piliers de la cohésion sociale dans notre pays.
Il faut nous réjouir de ce point de vue des paroles fortes prononcées hier à cette tribune par Michel Rocard. Le chômage structurel s'alourdit, car il y a un décalage qui subsiste entre la formation, malgré l'effort considérable que nous entreprenons, un décalage entre la formation initiale ou continue des salariés et la demande des entreprises.
Or, la réduction du chômage, par plus de formation, plus d'Education nationale, objectif honoré par les Socialistes, demeure la priorité des priorités.
Notre politique industrielle décèle aussi des ambiguïtés, des éléments de fragilité ; nous nous réjouissons de l'augmentation des investissements étrangers en France, hommage à la solidité du franc, à l'action du gouvernement en ce domaine. Mais il faut veiller aussi à ce que cet aspect en soi éminemment positif, ne bascule pas vers un risque de prise de contrôle d'un certain nombre de groupes industriels français.
L'expansion de nos investissements à l'étranger, en provenance notamment du secteur public, est en soi un fait positif, mais là aussi attention que certains excès ne conduisent pas à une délocalisation qui conduirait à davantage de chômage comme la grande Bretagne, au cours des dernières années, en a montré le triste exemple.
Là aussi, le problème de l'équilibre entre les entrées et sorties de capitaux est, bien entendu, posé. La réponse, c'est l'aménagement du territoire et se posera certainement le moment venu le problème de la relance de l'activité économique en France.
Réduire les inégalités, c'est s'interroger sur le niveau des revenus, question évoquée par François Mitterrand à Soissons, il y a quelques mois; ce qui a été excellemment rappelé hier par Michel Rocard est important.
Le relèvement du SMIC, l'amélioration du revenu minimum des personnes

âgées, l'instauration du RMI, la revalorisation des traitements de la fonction publique, le chantier de la réhabilitation qui est ouvert des petits et moyens salaires, l'immense effort pour l'Education nationale, la création de nombreuses universités, le plan social étudiants, la formation... Rappelons tout cela, car si les Socialistes ne le font pas, ce ne sont pas leurs concurrents qui le feront à leur place.
Mais que de questions restent ouvertes : la maîtrise du foncier dans les villes, le nombre de logements sociaux à construire, et, de ce point de vue, il y aura des avancées fortes dans le projet bientôt défendu par Louis Besson et Michel Delebarre.
Maîtrise du foncier dans les villes, logements sociaux, adaptation de notre politique familiale aux conditions nouvelles de vie, adaptation des allocations familiales aux besoins de leurs bénéficiaires, prendre en compte les difficultés immenses des familles monoparentales, réformer la fiscalité, faire plus de justice, le groupe Socialiste et le Parlement le suivant ont voté la réforme de la taxe d'habitation et notamment de la part départementale qui doit être accrochée au revenu.
Il faut que cette réforme soit poursuivie au niveau des administrations. Il faut avoir le courage d'accélérer le projet de réforme du foncier non bâti nécessaire si l'on veut lutter efficacement et pas seulement en paroles contre la désertification des campagnes et le désespoir de beaucoup d'agriculteurs, continuer de faire évoluer le Code du travail, Henri Emmanuelli vient de le dire, Michel Rocard l'a annoncé hier.
Bref, tout ce qui ressort de la vie quotidienne, de la cohésion sociale, doit être notre préoccupation essentielle, car on ne fera rien de grand dans ce pays et à partir de ce pays sans une adhésion populaire. L'idée de partage doit continuer d'être au centre de la réflexion et de l'action des Socialistes.
(Applaudissements)
C'est ainsi que nous re-mobiliserons notre électorat naturel, non pas pour lancer une moitié de la France contre l'autre, mais pour faire évoluer ensemble la société française, pour faire de ceux qui nous ont fait confiance depuis dix ans à nouveau les acteurs du changement, avec tous ceux qui voudront se joindre à nous. C'est ainsi que nous recréerons la dynamique nécessaire.
C'est dans ce contexte de recherche d'une nouvelle dynamique, de relance de l'action politique, sociale, économique, du Parti, du gouvernement, de l'ensemble des Socialistes, que se pose une question qui peut sembler modeste : la question de l'éventuel avancement du Congrès du Parti Socialiste...

Dans la salle - Ah !

Louis Mermaz - ... faut-il le tenir en décembre 1991, avant les élections régionales et les élections cantonales, qui seront très importantes (car ce sera un "lever de rideau" avant les élections législatives de 1993) ? Faut-il tenir notre Congrès à la date normale, c'est-à-dire courant 1991, après les élections régionales et cantonales, à quelque six mois de l'ouverture des élections

Fondation Jean Jaurès

législatives ?
La proposition faite par Pierre Mauroy mérite d'être examinée avec sérieux et sang-froid, d'abord parce que c'est lui qui l'a faite, qu'il est notre Premier secrétaire, qu'il a notre sympathie et qu'il sait pouvoir disposer de notre amitié.
C'est, en soi, une bonne idée, qui suppose qu'un certain nombre de problèmes et de difficultés soient résolus et surmontés.
C'est une bonne idée si, sur cette date, peut se dessiner un accord général. Sinon, l'élaboration du projet s'en trouverait gravement perturbée.
La choix de la date du prochain Congrès ne saurait, chers camarades (et je crois que personne ne doit le penser ainsi), devenir entre nous un sujet de préoccupation central, essentiel et premier dans la préparation du prochain Congrès, ni occuper l'essentiel de nos débats et de nos réflexions au cours de l'année 1991.
(Quelques applaudissements)
Au contraire, l'élaboration du projet peut jouer (je le dis avec à peine une pointe d'humour) un certain rôle pédagogique, voire thérapeutique, dans la vie du Parti, dans la mesure où il doit nous tourner vers l'extérieur.
Le projet, s'il est vigoureux, s'il fait preuve de l'imagination nécessaire, peut aider à éclairer la route. Tous les vingt ans, il est normal que nous nous remettions en question. Le programme "Changer la Vie" aura bientôt 20 ans... 1972...
Les Socialistes ont toujours cherché une voie de portée universelle, réfutant ce qu'ils osaient, en son temps, appeler "le modèle capitaliste", dont nous voyons l'épanouissement dans les Etats-Unis d'Amérique, avec un certain nombre de défauts considérables (quelque 20 millions de pauvres ou d'exclus). Il n'est plus nécessaire de faire de longs discours sur l'état du Communisme à travers le monde... Oui, les Socialistes ont à trouver pour eux et pour les autres peuples, en situant leur action dans l'internationalisme, les voies du futur et les voies de l'avenir.
Le projet, fondé sur deux piliers (les libertés, mais le respect et le développement de valeurs communautaires, de valeurs Socialistes), vient à point nommé pour nous aider à retrouver nos marques, pour découvrir de nouveaux repères et pour précisément susciter autour de nous l'indispensable, nécessaire et salvatrice adhésion populaire.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Louis.
La parole est à Laurent Fabius, puis à Bernard Roman.

Laurent Fabius

Chers camarades, dans le nouvel ordre international qui émerge sous nos yeux et qui, d'ailleurs, n'est ni tout à fait un ordre, ni tout à fait nouveau, certains éléments sont clairs.

- L'hégémonie militaire des Etats-Unis.
- La puissance économique renforcée du Japon et, demain, de l'Allemagne.

Fondation Jean Jaurès

- Le jaillissement de la liberté à l'est.
- Les risques de désagrégation de l'Union soviétique.
- La misère aggravée du sud.
- La montée des fondamentalismes religieux et des nationalismes.

Tout cela, qui, reconnaissons-le, n'est guère réjouissant (en tout cas, pas toujours), tout cela est clair.

Mais, que va donner la configuration d'ensemble ?

Trois avenirs, trois scénarios au moins méritent notre examen, sachant que, dans le domaine international pas plus que dans le domaine intérieur, il n'existe de fatalité absolue et qu'une politique de gauche, une politique de progrès est là non pas pour enfanter des mirages, mais pour détourner le cours des tragédies, pour incarner plus de justice et pour faire advenir l'espoir.

C'est à ce nouvel ordre mondial que je consacrerai mon propos, vous demandant de m'excuser à l'avance (mais je connais votre indulgence) si les questions que je traite sont celles sur lesquelles nous avons, pour cette Convention, consulté les militants.

Je plaisante... et en même temps je ne plaisante pas tout à fait, car je ressens (et sans doute ne suis-je pas le seul ici) qu'à la façon dont se déroule cette Convention, nous sommes peut-être bien, une fois encore, en train de nous faire "piéger" nous-mêmes.

Le nouvel ordre mondial, c'est l'axe de réflexion que nous avons collectivement choisi. Ce n'est pas tout à fait rien. Et comme tout est indissociable, plusieurs des intervenants, à commencer par le Premier Ministre, ont abordé légitimement les problèmes de la solidarité internationale.

Tout cela peut donner lieu à un débat intéressant, riche, et c'est là-dessus que les militants se sont exprimés en préparant cette échéance.

Mais, voilà qu'à quelques jours de notre Convention, une discussion toute différente est lancée sur une autre question : la date du futur Congrès, dont on nous annonce d'ailleurs (c'est parfaitement exact) que c'est une autre instance, et dans trois mois, qui est compétente pour la trancher.

Alors, une fois de plus, nous risquons d'être "piégés" ! En parler, et en parler longuement, on conviendra que c'est assez dérisoire. Mais, si on n'en parle pas, "il" n'en aura pas parlé !

Je le ferai donc, mais avec lassitude et avec brièveté, pour dire seulement deux choses.

Je souhaite qu'on élimine de cette discussion les prétendus "arguments définitifs", qui ne se révèlent pas très définitifs. Le Congrès ne pourra pas avoir lieu exactement en mars 1992, parce qu'il y a des élections à cette date, c'est exact, mais cela tranche-t-il dans le sens où on nous l'indique la période de trois mois qu'il faudra retenir pour la préparation du Congrès ? Faut-il vraiment choisir octobre à décembre 1991, c'est-à-dire précisément la période où se prépareront, sur le terrain, si nous voulons les gagner, les élections régionales et cantonales ? Ou bien faut-il préférer la période d'avril à juin 1992, c'est-à-dire dès après qu'elles auront eu lieu ?

Chacun tirera la conclusion. J'ai mon idée.

Quant au problème que prétendrait régler un avancement de date, je me limiterai à dire, pour ne pas tomber dans le piège que je dénonçais à l'instant, que je ne pense pas que ce soit la bonne façon de le régler. Nous aurons l'occasion d'en discuter au moment où la question devra être tranchée, c'est-à-dire juin.
Mais j'ajouterai un élément qui, pour moi, aujourd'hui, est peut-être l'essentiel.
Je veux dire mon interrogation, ma perplexité devant la méthode choisie qui, même avec les meilleures intentions, risque déjà de transformer, aux yeux des militants et de toute l'opinion, cette Convention sur "le nouvel ordre mondial" en une Convention sur "la nouvelle date du Congrès" !
De grâce, mes camarades, ne croyons pas que nous allons re-mobiliser les militants et intéresser les Français, au moment où ils se préoccupent de l'emploi, de la formation, de la violence et de la paix, en centrant nos débats de façon un peu surréaliste sur une future date de Congrès !
(Applaudissements)
Le premier scénario de l'ordre mondial, c'est la domination américaine.
Selon cette pente, l'affaiblissement de l'empire soviétique ouvre la voie aux Etats-Unis d'Amérique. Eux seuls disposeraient désormais de tous les éléments de la puissance, le monde bipolaire de la guerre froide serait mort, les Etats-Unis dicteraient leur loi.
On ne peut évidemment pas balayer d'un revers de main tout risque de ce type et c'est une des raisons renouvelées de notre ambition européenne.
Les Etats-Unis défendent leurs intérêts, qui sont en partie différents des nôtres. Ils ont la politique de leur géographie, ils cherchent à faire prévaloir un certain ordre qui ne correspond pas toujours, loin de là, à celui que nous souhaitons.
Mais en même temps, si l'on veut être objectif, reconnaissons que, si l'hégémonie américaine est réelle sur le plan militaire, elle ne l'est pas, ou plus, sur les plans technologique, industriel et financier.
Observons aussi que les Etats-Unis n'ont plus vraiment, à eux seuls, les moyens de la fonction "impériale". Quand ils manient ce qu'on appelle, par une traduction, "le gros bâton", c'est avec l'aide des subsides des Allemands, des pétro-monarchies et des Japonais.
L'Amérique, qui est une démocratie, a besoin de consacrer des ressources massives à soigner ses plaies intérieures, qui s'appellent déficit, misère des services publics, tensions ethniques, explosion de la criminalité et de la toxicomanie.
Bref, je crois que, pour toutes ces raisons, et pour d'autres, nous ne sommes pas condamnés à "l'imperium" américain.
La menace japonaise, dont on n'a guère parlé jusqu'ici, me paraît personnellement au moins aussi préoccupante, car le Japon a judicieusement et fortement investi dans le savoir, il a le dynamisme technologique, il a les réseaux de vente, il a les finances, il accumule un pouvoir énorme qui, de plus en plus, devient aussi un pouvoir culturel, qui gagne le domaine de l'information et, peut-être, un jour qui n'est pas si loin, également le domaine militaire quand on sait, comme l'a montré la guerre du Golfe, que les avions sont aujourd'hui des ordinateurs avec des ailes !

La guerre froide est terminée, la menace soviétique s'affaiblit, la dépendance stratégique du Japon, à l'égard de l'Amérique, est en train de disparaître. Pendant combien de temps le Japon pourra-t-il accepter, pendant combien de temps pourrons-nous, nous-mêmes, accepter que ce pays ne prenne pas ses responsabilités politiques, qu'il raisonne seulement en terme de parts de marché, de stratégie commerciale agressive, sans tenir compte des impératifs d'équilibre de la société internationale ?
Nous devons amener le Japon à assumer pleinement sa place, non seulement son rôle politique, qui doit correspondre à sa structure économique, mais surtout il doit dépasser la seule diplomatie commerciale.
Pour cela, nous devons traiter le Japon comme un partenaire politique sans naïveté, sans aucune faiblesse, et nouer avec lui un dialogue qui aille au-delà du contentieux des échanges. Je suis tout à fait net, l'emprise japonaise doit nous préoccuper au moins autant que l'Empire américain.
Mais le principal péril de la période qui s'ouvre me paraît plutôt, et c'est le second scénario, directement enfanté par la fin de la guerre froide. La multiplication des conflits armés locaux, l'extension du chaos et de la violence, sur des zones vastes de la planète, bref ce que l'on pourrait appeler la jungle.
La montée des nationalismes et des intégrismes, en réaction notamment à l'échec du Communisme et au choc de la modernité, cette montée nous le savons bien exacerbe les oppositions traditionnelles d'intérêts, le résultat c'est la multiplication des conflits religieux, ethniques, territoriaux.
Un tiers des salariés de l'Allemagne orientale est déjà au chômage, et on nous dit que ce sera bientôt la moitié.
Les Serbes et les Croates s'affrontent en Yougoslavie, l'inflation galopante en Pologne, la désorganisation économique broie l'Union soviétique, menacée, on le sait, par la sécession des nationalités.
Demain peuvent éclater, comme on le dit, à une étape du Tour de France de nos frontières, des luttes armées, avec des déplacements massifs de population, des destructions et peut-être des massacres.
On souligne trop peu que l'éclatement de l'URSS en divers Etats pourrait signifier aussi, comme cela en passant, la constitution d'une demi-douzaine de nations nucléaires en plus.
Et voilà qu'au sud, d'autres pays nombreux sont condamnés aux difficultés économiques et sociales. Poids de la dette, détérioration des termes de l'échange, ce sont les plaies toujours ouvertes du tiers-monde, j'y reviendrai.
Ces plaies s'appellent aussi démographie galopante, absence d'Etat de Droit, sous-administration, manque d'entrepreneurs, oligarchie corrompue, à cela il nous est évidemment beaucoup plus difficile de porter remède.
Combien de dictateurs disposent sur leur compte bancaire à l'étranger de l'équivalent de la dette de leur pays ? Combien de tyrans tentent de trouver dans des guerres de conquête, disposant de toute la panoplie des armements modernes, un exutoire au mécontentement de leur peuple ? Ils y parviendront d'autant plus qu'ils pourront exploiter les passions nationalistes et religieuses. La politique de Saddam Hussein en est la manifestation la plus flagrante. Et

c'est pourquoi aussi il importait tellement que la communauté internationale lui porte un coup d'arrêt.
Le troisième scénario, le seul évidemment qui soit souhaitable, veut substituer à la jungle des Etats l'organisation de la société internationale régie par le droit, c'est-à-dire notre vieille et belle idée Socialiste de la sécurité collective. Elle semble devenir enfin possible.
Elle passe par un renforcement de l'Organisation des Nations Unies et de toutes les institutions de coopération et d'arbitrage. Quand on évoque cette perspective je sais bien que le scepticisme surgit. Je sais aussi que la société internationale continue d'être composée d'Etats souverains et continue de revendiquer le droit de recourir à la force quand ils jugent leurs intérêts vitaux en jeu.
L'impuissance passée de l'ONU, contrairement à ce qu'on dit souvent, n'était due qu'en partie au blocage de la guerre froide, elle est venue aussi de l'égoïsme des nations, qui parlent du droit international, mais qui pratiquent le fait national.
Personne ici ne sous-estime les difficultés d'une transformation pacifique de cette société internationale. Chacun sait qu'elle ne pourrait être réalisée que progressivement. Mais malgré tout, notre monde est beaucoup plus interdépendant qu'en 1918, ou 1945.
Il éprouve en conséquence un besoin d'organisation, et de régulation internationale beaucoup plus fort, il ressent beaucoup plus puissamment qu'avant qu'une des contradictions majeures de notre fin de siècle, oppose la mondialisation de l'économie de la société au caractère toujours national des Etats, aggravé encore par le retour de flamme des nationalismes.
Il sait mieux que jamais que la contradiction est explosive car aucun, je dis bien aucun des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés, sécurité, développement économique, maîtrise de la démocratie, défense de l'environnement, lutte contre les nouveaux fléaux sociaux, comme la drogue, ou le sida, aucun n'a de solution à l'échelle purement national, tous requièrent, ce qui est une conviction fondamentale du Socialisme, des instances internationales de régulation.
Cette organisation nouvelle de la société internationale doit progresser, si je puis dire, à la fois par le haut et par le bas.
Par le bas, c'est-à-dire par des organisations régionales, les conférences du type de la CSCE qui devront se généraliser.
Par le haut, c'est-à-dire par l'ONU et par son Conseil de sécurité qui doit être à l'avenir, comme dans l'invasion du Koweït, l'instance majeure de négociation, de décision et d'action dans la gestion de crises et des après-crises.
Il serait utile à cet égard et même indispensable que l'ONU puisse disposer par elle-même de forces pour donner consistance à une intervention au nom du droit qui soit une intervention des Nations Unies, clairement et non pas une intervention des Etats-Unis. Le droit international doit combler ses failles. La tragédie des Kurdes d'Irak à laquelle nous assistons aujourd'hui, a montré dramatiquement la nécessité de faire naître un nouveau droit, on a parlé de droit d'ingérence, la résolution 688 de l'ONU affirmant, sur proposition de la France,

ce droit d'ingérence humanitaire, est une victoire, non pas tant de la France, qu'une victoire de l'humanité sur la raison d'Etat. Puisse-t-elle être suivie de beaucoup d'autres ! J'entends que certains redoutent qu'elle soit un précédent, je souhaite clairement qu'elle soit un précédent !
(Applaudissements)
Dans cette définition du nouvel ordre mondial, je veux insister brièvement bien sûr sur 4 problèmes qui dans les années qui viennent viendront jalonner notre chemin.
Le règlement du conflit israélo-palestinien, le contrôle du commerce des armes, l'aide au développement des tiers-monde et la construction européenne.
Le premier, c'est-à-dire le règlement du conflit israélo-arabo-palestinien, et de manière générale la stabilisation de la région moyen-orientale sera un premier test capital. J'ai eu l'occasion récemment de rencontrer sur le terrain la diversité de l'éventail des opinions israéliennes, palestiniennes, jordaniennes. Intellectuellement le problème paraît soluble, je veux dire on voit bien ce que pourraient être les conditions d'un accord : c'est la vieille formule de la Gauche israélienne, reprise par les Américains : les territoires contre la paix.
La guerre du Golfe a eu des conséquences sur ce plan, ouvrant sans doute pour peu de temps une fenêtre d'opportunité. Mais pratiquement ? Ma conviction est que rien ne sera possible si on ne règle pas au moins deux questions centrales.
D'abord et je vais préciser ma pensée, satisfaire l'exigence légitime de sécurité des Israéliens. Nous, nous voyons Israël comme une puissance régionale, disposant d'un outil militaire ultra-performant, mais eux se vivent comme un îlot fragile, dans un océan arabe hostile et dont une défaite, une seule, serait définitive.
Quoi que nous en pensions, de la même façon qu'il faut tenir compte du sentiment arabe d'humiliation, nous devons tenir compte du sentiment israélien de fragilité.
Cela signifie que le processus de paix devra s'accompagner d'une limitation drastique des ventes d'armes aux pays du champ de bataille, probablement d'une démilitarisation temporaire des territoires rendus et aussi d'une garantie internationale fiable.
La formule, à mon sens, n'est donc pas seulement "les territoires contre la paix" mais "les territoires contre la paix et la sécurité". Si nous ne tenons pas compte de cette dimension pratique et psychologique, nous n'arriverons pas à détacher la grande majorité des Israéliens, pour lesquels les territoires ne sont qu'un bouclier, du groupe de ceux qui veulent les territoires pour réaliser leur idéologie du grand Israël.
La deuxième condition, c'est la viabilité de l'entité palestinienne. Pour le dire d'un mot, il n'est pas envisageable de construire cette patrie, et Etat, sans la décision des représentants des Palestiniens eux-mêmes et donc d'exclure directement ou indirectement l'OLP des négociations.
Il faut, au contraire, dans la paix à négocier et à signer, placer les représentants des Palestiniens devant leurs responsabilités. Il n'est pas envisageable non plus de limiter la question palestinienne à la seule question des territoires occupés.

Fondation Jean Jaurès

Qui peut croire que des millions de Palestiniens installés sur un bout de terre moins grand qu'un département français, pourrait envisager comme cela, sereinement, l'avenir? Je n'ai pas de certitude sur la forme juridique - Etat unitaire, fédération, confédération - mais je ne vois pas d'autre solution raisonnable qu'un attelage entre les deux rives du Jourdain, accompagnant cela, sous une forme ou une autre, un plan de développement économique du Moyen-Orient financé par les pétro-monarchies.

J'ajoute que lorsqu'on parle du Moyen-Orient, de la Méditerranée, il faut cesser de croire que pour nous Français c'est une question importante, mais lointaine, rien de ce qui se passe aux alentours de la Méditerranée ne nous est étranger. Ni les questions économiques évidemment, ni les questions sociales. Croit-on qu'on pourra voir durablement, sans qu'il n'y ait interaction entre eux, deux mondes se faire face des deux côtés de la même mer, avec d'un côté la population la plus âgée d'Europe, sur la Riviera, de l'autre les populations les plus jeunes en Afrique du nord ?

Et les questions militaires elles-mêmes, là et ici, seront de plus en plus liées, avec des armes plus puissantes, portant plus loin et mieux utilisées, tout conflit là-bas deviendrait un conflit ici. La France est directement concernée par tout ce qui touche le Moyen-Orient.

Abordant le problème crucial, j'ai déjà souligné la nécessité de contrôler les armements, Michel Rocard y a fait justement allusion hier. Cette question de ventes d'armes et de leur limitation, dont chacun de nous mesure la grande complexité, ce sera par rapport au nouvel ordre mondial le deuxième test du progrès.

Rappelant que 80% des importations d'armes sont achetées par les pays du tiers-monde.

J'ai étudié très attentivement, comme vous, l'ensemble de ces questions, j'ai déjà dit, il y a peu, comment je concevais une approche réaliste de la limitation du contrôle des ventes.

Je crois qu'elle suppose au moins quatre démarches coordonnées. D'abord, des conférences de sécurité, de coopération, dans les zones de tension, pour réduire l'instabilité, donc la demande car on peut prendre le problème sous tous les angles, on ne pourra diminuer les ventes d'armes que si on garantit la sécurité des zones concernées, c'est évident.

Ensuite, des accords d'autolimitation, dans des tours de table réunissant vendeurs et acheteurs, étant entendu que le besoin de sécurité des pays acheteurs devra être pris en considération et que des mesures de vérification seront prévues pour les accords de désarmement.

En troisième lieu, une instance permanente de coordination des exportateurs, par exemple, auprès de l'ONU avec le souci de définir un certain seuil d'autoprotection au-delà duquel dans certaines zones, la vente d'armes serait totalement interdite. C'était impossible tant que la fronde est-ouest inclinait diverses puissances à armer leur vassaux, je pense que cela devient possible aujourd'hui.

Enfin, à l'échelon européen, plusieurs camarades l'ont très bien souligné, une

Fondation Jean-Jaurès

restructuration concertée du secteur de l'armement. L'élaboration de programmes harmonisés, pour développer une industrie communautaire et lui donner un marché suffisant.
Mais la question la plus épineuse risque d'être une autre. Peut-on à la fois dire nous voulons le développement et interdire à beaucoup de pays du tiers-monde l'accès à des technologies sophistiquées ? Or, de plus en plus, les technologies qui ont des usages légitimes peuvent avoir des applications militaires. Avec une usine d'insecticides, on fait des usines de gaz de combat. Au nom de quoi, nous, pays riches, allons-nous décider ceux qui auront le droit ou non d'accéder à la modernité ? La question est très difficile à résoudre, et en même temps sa complexité ne doit pas être utilisée comme un prétexte pour ne rien faire. Elle ne peut être résolue que par la concertation à laquelle je faisais allusion, que par des procédures libres d'inspection consenties par les pays acheteurs, que par une espèce de code de bonne conduite, que par un contrôle effectif de son application.
Alors là, oui, si des transgressions sont constatées, il y aura un critère incontestable pour dire : on arrête, on ne vend plus de technologies civiles à ce pays, car il est en train de les détourner à des fins militaires.
En tous cas, il est clair que la France doit progresser rapidement avec l'Europe dans une politique stricte de contrôle des ventes d'armes. La fin de la guerre du Golfe, la prochaine loi de programmation militaire, nous y conduisent aussi. Notre Parti Socialiste français, l'Internationale Socialiste, devraient être à mon sens au premier rang de ceux qui proposent et qui agissent dans cette direction.
Pourquoi ne pas commencer au sein de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne, en essayant de formuler des positions communes ? On dira : c'est très difficile. Mais nous avons déjà montré l'exemple avec nos sanctions économiques contre l'apartheid en Afrique du sud, et cela a tout de même eu une certaine efficacité.
Chers camarades, je pense qu'il faut faire de la limitation des armements et du contrôle des ventes d'armes un thème majeur de nos réflexions et de nos actions. On verra alors que la politique recommencera d'intéresser les populations.
(Applaudissements)
Le troisième problème, lié au précédent, c'est celui du développement. Démocratisation du tiers-monde d'abord, et notamment du monde arabe auquel notre histoire et notre géographie nous attachent si fortement. Nous nous référons souvent à la conférence de Cancun et au discours bouleversant de François Mitterrand il y a dix ans. Mais se souvient-on qu'à Cancun, où l'on abordait pourtant toutes les questions liées au développement, on ne parlait pas encore explicitement de démocratisation ? Nous sommes fiers à juste titre du sommet de Cancun, mais nous devons l'être aussi du sommet de la Baule où le Président de la République a dit avec éclat à ses homologues africains que la démocratie, chez eux comme partout, est la condition du développement et de la paix.
Il faut, c'est vrai, se garder de tout franco-centrisme et respecter, aider à préserver parfois les différences culturelles. Mais il existe des exigences : le

respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui vaut pour les Palestiniens comme il vaut pour les Libanais, comme il vaut pour les Kurdes; les modalités peuvent être à chaque fois spécifiques, mais l'exigence, elle, est commune.
La laïcité aussi, séparation de l'église et de l'état, de la cité de dieu et de la cité des hommes.
Le respect des Droits de l'homme et du citoyen. Je pense notamment au statut de la femme, non pas dans l'Islam lui-même, mais dans l'interprétation réactionnaire qu'en ont tous les fous de dieu.
Enfin la démocratie politique proprement dite, la libre expression du peuple souverain, l'équilibre des pouvoirs. Nous ne demandons évidemment pas que les pays du sud accomplissent en deux semaines une évolution qui nous a pris quatre siècles, mais nous devons établir le dialogue et la coopération sur des bases claires, une aide à la modernisation démocratique du sud, oui, une aide aveugle, certainement pas.
Evidemment, cette modernisation politique du tiers-monde est inséparable du développement économique, et je touche ici la question la plus centrale, la plus importante à mes yeux de toutes celles que j'ai abordées jusqu'à maintenant.
Depuis une quinzaine d'années, le tiers-monde s'est enfoncé dans la pauvreté, l'endettement, la violence, de sorte que nous entendons de plus en plus non seulement "la vieille chanson de la misère humaine", mais la petite musique entêtante du renoncement. En public, il y a encore de grandes déclarations lyriques, mais en privé beaucoup de résignations. L'Afrique noire, coincée entre une croissance économique négative et une croissance démographique explosive, serait perdue. Le Maghreb ne tarderait pas à lui emboîter le pas. Quant à l'Amérique latine, quelques pays seulement s'en tireraient, comme si certains étaient condamnés à être les pays du malheur.
Eh bien nous, comme Socialistes, comme démocrates, comme petite parcelle vivante de la communauté humaine, nous ne pouvons accepter cela, spectateurs impuissants d'une apocalypse qui vient.
J'irai plus loin : je pense que la nouvelle frontière internationale de la Gauche, du projet Socialiste, c'est à la fois la capacité intellectuelle pour les années qui viennent à penser une stratégie du développement, et la capacité politique à la mettre en œuvre, c'est-à-dire à l'appliquer nous-mêmes et à la faire partager par d'autres.
Pour cela, il nous faut d'abord tirer les leçons des échecs passés, et je serai sur ce point aussi extrêmement net. Echec du développement "auto-centré" de certains pays qui ont payé d'un coût humain terrible, pour un bénéfice économique nul, leur refus des échanges internationaux.
Echec aussi, convenons-en, de cet ancien "nouvel ordre économique mondial" qui a eu longtemps nos faveurs, et qui consistait à spécialiser en fait ces pays sur des matières premières dont le marché est en déclin, sans parvenir à stabiliser les cours, et en les étouffant dans la spirale de l'endettement.
Echec enfin trop souvent des thérapies libérales du fonds monétaire et de la banque mondiale, quand il s'est agi d'ajustements structurels récessifs qui ont

déstabilisé des zones entières déjà affaiblies.
Libre concurrence, vérité des prix, désengagement de l'Etat, c'était la médecine proposée, parce qu'elle avait prospéré, nous disait-on, pour les dragons d'Asie. Non seulement elle a été catastrophique pour beaucoup de pays d'Afrique ou d'Amérique latine, mais encore ses fondements étaient faux, car en Corée, à Taiwan, à Singapour, c'est grâce à un protectionnisme sélectif, à une politique industrielle volontariste de remontée vers les produits à forte densité de capital et à forte densité technologique, c'est grâce à une politique de change compétitive, à une politique de soutien public à l'investissement, que le décollage s'est effectué, et pas du tout grâce à un libéralisme généralisé.
(Applaudissements)
Il faut donc tirer les leçons de ces échecs et réfléchir à une stratégie plus efficiente. Notre projet de la fin de l'année autour de Michel Charzat en sera l'occasion, je l'espère. Refus de l'autarcie, refus de la dépendance aux produits de base, refus des ajustements massues sous l'effet d'un libéralisme dévastateur.
Mais alors, comment agir autrement ? A court terme, certainement en cherchant à desserrer l'étau de la dette, prolongeant le mouvement amorcé par François Mitterrand et la France. Chaque année, ce sont 250 milliards de francs qui partent des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches. Il faut réduire cette dette. Les banques ont provisionné leurs créances douteuses : des techniques sophistiquées permettent désormais d'opérer la dévalorisation des créances sans dommage pour le bilan des prêteurs. Quant aux dettes publiques des pays les plus pauvres, comment faire autrement qu'en les annulant ? Il n'est pas orthodoxe, sans doute, mais que peut vouloir dire l'orthodoxie pour des pays dont la population est au-dessous du seuil de pauvreté absolue ?
(Applaudissements)
A moyen et à long terme, quelle stratégie de développement ? Je pense - et je dois être rapide - que les modifications doivent porter à la fois sur les principes de l'aide, et sur les conditions qui y sont mises. Les principes, parce qu'aujourd'hui, on fixe un volume d'aide, et puis on demande au pays de comprimer des importations pour tenir dans l'épure, du même coup, il doit sabrer ses investissements, et il s'enfonce le plus souvent dans la récession. Est-ce qu'il ne faut pas nous demander plutôt quels sont les besoins incompressibles, et chercher à ajuster l'aide. Cela coûtera plus cher, peut être, mais les pays riches peuvent-ils continuer d'affecter moins de 0,5% de leur PNB au développement, la France est une exception, et prétendre avoir dans le même temps une politique solidaire ou simplement prospérer eux-mêmes durablement avec des bombes vivantes à côté d'eux ?
S'il faut poser des conditions à notre aide, qu'au moins elles préparent l'avenir. Investissement dans les équipements collectifs, l'appareil de production, les programmes sociaux, réforme agraire, diminution de la dette intérieure plutôt que des coupes dans les budgets publics d'investissement.
Chers camarades, notre aide a été longtemps une aide aux Etats, voire malheureusement aux gouvernements, et même parfois aux gouvernants. Elle doit devenir de plus en plus une aide aux populations.

(Applaudissements)
Voilà pourquoi développement économique et politique vont de pair. Aider à promouvoir, dans le tiers-monde, tout à la fois, l'égalité civique et l'égalité économique et sociale. En contrepartie, même si c'est difficile à entendre, ouvrir progressivement et plus largement nos marchés aux produits du tiers-monde, sinon notre solidarité serait fictive. Et accroître notre coopération technique. Je pense notamment à l'Afrique qu'abandonnent de plus en plus les investisseurs privés et que nous ne pouvons pas, nous, abandonner. Mes camarades, si nous ne devions scruter qu'un seul (?) signe pour savoir ce que nous avons fait ou non pour qu'advienne une société internationale, ce sera certainement celui-là. Au sein de notre Part; au sein de l'Internationale Socialiste, sur ces questions, nous devons donc consacrer notre énergie, notre capacité intellectuelle, notre enthousiasme, notre pugnacité à refuser la fatalité. Si d'autres pays ne le font pas par générosité et par sens de la justice, qu'ils le fassent du moins par égoïsme.
Car j'ai la certitude que, sinon, la spirale du sous-développement et de la violence qu'il engendre nous entraînera nous aussi au naufrage, nous, pays riches qui nous croyons à l'abri. Les pauvres savent où se trouve la richesse. De toutes façons, tôt ou tard, le partage s'opérera. Il vaut mieux le gré que la force.
Cette réorientation en profondeur de l'aide au développement, ce refus du tout libéralisme, nous ne pouvons pas seuls, évidemment, en être les avocats. C'est une raison supplémentaire pour notre engagement européen. Je ne veux pas insister sur un thème que j'ai souvent abordé avec vous et qui est essentiel. Il ne peut s'agir de réaliser seulement un grand marché intérieur, une zone de libre échange sans politique commune. Il ne peut s'agir de construire un édifice technocratique car ce serait, à deux siècles de distance par rapport à 1789, une sorte de contre-révolution.
L'Europe doit être non seulement un multiplicateur de puissance économique, mais un multiplicateur de justice sociale et d'action politique sur la scène internationale.
Action en matière de développement, je viens d'en parler.
Action en matière commerciale, action en matière de défense commune, car il sera de plus en plus difficile de fonder notre politique étrangère sur la construction européenne et notre politique de défense sur une conception hexagonale. Les années 1991/1992 seront à cet égard nos années de vérité européenne. Nous montrerons alors vraiment si, face à l'empire américain, face à l'emprise japonaise, nous sommes capables de marquer une empreinte européenne.
Mes camarades, j'ai voulu montrer que le nouvel ordre mondial devait être un autre droit, bien sûr, mais pas seulement. Il doit être un ordre de justice et un ordre de partage. Pas le nouvel ordre du plus fort, au contraire le nouvel ordre qui protège le plus faible, celui qui garantit à toute nation sa souveraineté, à toute minorité ses droits, et fait en sorte qu'il revienne aux plus puissants d'aider efficacement les plus pauvres.
J'ai parlé du nouvel ordre mondial parce que tel était notre choix. Pour autant, nous savons tous que le nouvel ordre mondial commence par un nouvel ordre

chez nous. L'un et l'autre font partie de cette culture de solidarité qui doit être fondamentalement la nôtre. C'est sur cela aussi, et sur cela surtout, que la Gauche sera jugée.
Dès lors, même s'il y a eu des évolutions, qu'on ne nous dise pas que tous les clivages politiques sont dépassés. Ou bien l'on croit que la liberté, et elle seule, est créatrice et qu'elle doit balayer tout, ou bien l'on croit - et c'est le message de la Gauche - que l'on ne peut pas séparer liberté et solidarité.
C'est vrai à l'échelle de l'entreprise où la véritable modernisation ne peut être que démocratique. C'est vrai à l'échelle de la France, et c'est pourquoi il faut déraciner l'exclusion. C'est vrai à l'échelle de l'Europe qui doit être beaucoup plus qu'un marché unique. C'est vrai à l'échelle du monde : nouvel ordre de démocratie, de développement et du désarmement.
De l'entreprise jusqu'à l'organisation internationale, nous devons penser la liberté et l'égalité non pas comme contradictoires, même pas comme complémentaires, mais désormais comme inséparables.
Un dernier mot : on dit souvent les Français lassés par la politique, une politique paralysée par l'absence de choix, réduite à ses plus dérisoires enjeux et caricaturée dans ses moins bonnes causes. On dit parfois nos propres militants désorientés par le manque de perspectives, douchés par la confrontation au réel, désolés de voir certaines questions essentielles réduites à un théâtre d'ombre.
Or, voilà que depuis la fin des années 80 en Europe d'abord, puis au niveau planétaire, nous sentons qu'il s'agit de l'histoire, laquelle saisit les responsables, les militants, les citoyens. Dans un même mouvement, les craquements de cette histoire bousculent nos certitudes et ils remettent la politique à sa vraie place. Je pense à ce choix grave que nous avons fait les uns et les autres en conscience lors de la guerre du Golfe à la mi-janvier. En ces moments, la France a retenu son souffle. Elle s'est incarnée, au vrai sens du terme, dans la démarche et dans les choix de François Mitterrand. La politique a été perçue à nouveau comme le champ des grandes décisions et des responsabilités majeures. Elle a atteint le niveau qui devrait toujours être le sien.
Est-il impossible de conserver la même exigence quand il s'agit de construire pacifiquement le futur ? Ou bien un nouvel ordre mondial de paix, de démocratie et de justice, ou bien chacun pour soi, l'injustice pour beaucoup et l'insécurité pour tous ? Aucun d'entre nous ne connaît de question plus décisive.
C'est pourquoi je dis : aujourd'hui, la réflexion libre, approfondie sur ce nouvel ordre du monde et sur la façon dont nos valeurs et notre action peuvent l'infléchir.
Demain, la détermination collective d'un projet pour le Socialisme du siècle naissant.
Chaque jour, l'effort pour défendre et pour faire comprendre l'action du Président et du gouvernement, sachant, quand il le faut, l'enrichir par nos analyses et par nos propositions.
Avec, à chaque étape, nous le souhaitons, la volonté de rassembler. C'est cela qu'attendent de nous les militants et tous les Français : le souci constant de nous tourner vers les autres plutôt que de nous observer nous-mêmes.

Alors, mais alors seulement, le nouvel ordre mondial pourrait avoir une autre conséquence, imprévue celle-là, et que je souhaite : montrer que la politique, aussi, peut être une belle et grande tâche.
(Applaudissements prolongés)

Le président - La parole est à Bernard Roman.

Bernard Roman

Mes chers camarades, mon cher Laurent je suis très heureux de m'exprimer après toi pour dire, et je veux le faire remarquer alors que nos travaux en cette Convention se terminent, que j'ai été heureux pour ma part de voir tous les délégués à cette Convention applaudir tous les intervenants à cette Convention.
Et je le dis, mon cher Laurent, j'ai en tous points un accord à formuler avec le discours que tu viens de prononcer sur la situation internationale, bien sûr, qui a fait l'essentiel de nos débats : 80 à 90% des interventions à cette tribune ont été consacrés à ce nouvel ordre mondial. Débat qui a été riche, qui a permis d'enrichir le texte de la Commission des résolutions qui sera présenté dans quelques minutes.
D'accord aussi avec toi pour dire que le problème, somme toute mineur, que constitue la date de notre Congrès ne doit pas être la seule chose que l'on retienne.
D'accord avec toi pour dire que nous avons, c'est vrai, le risque de nous faire piéger à cause de la méthode, là encore d'accord avec toi.
Les journalistes font leur travail et j'ai pu constater dans les dépêches d'hier de nombreuses dépêches qui évoquaient le fond de nos interventions, le fond de notre débat.
Mais qu'est-ce qui risque de nous piéger dans cette affaire ?
Le fait que nous évoquions ce problème devant notre Convention nationale, qui est d'abord la représentation légale de l'ensemble de nos fédérations ? Non. C'est notre rôle, c'est sa fonction.
Le fait que Pierre Mauroy en ait saisi le Bureau exécutif du Parti il y a 15 jours pour que le dialogue s'engage ou que la question soit évoquée ? Non. C'était son rôle et c'était le rôle du Bureau exécutif.
Le fait que le Premier secrétaire ait engagé avec l'ensemble des responsables des courants cette discussion pour fixer la date de notre prochain Congrès ? Non, non plus.
Non, ce qui risque de nous piéger - mais je crois que nous l'éviterons - c'est le fait que les observateurs ont cru pouvoir déceler sur cette question, avant même que nous ne menions la discussion entre nous, un point de désaccord affirmé ou affiché à l'extérieur alors que le débat - mais somme toute ton intervention laissait-elle ouverte cette porte à la discussion - ne fait que commencer et devra se clôturer au Comité directeur de juin.
Alors, chers camarades, puisque cette question nous est posée et puisque, cher Laurent, tu as évoqué toi-même les arguments, je voudrais en développer trois dont un nouveau qui me semble particulièrement important, et dire quelques

mots sur le fonctionnement de notre Parti là aussi si souvent évoqué à cette tribune.
Je ne reviens pas sur l'opportunité qui est offerte par notre Convention nationale prévue au mois de décembre. Je ne reviens pas non plus sur les raisons politiques de fond sinon pour dire que nombreux ont été les orateurs à cette tribune qui ont souligné qu'il y avait un vrai problème de fonctionnement à évoquer entre nous pour notre Parti.
Je voudrais répondre à un argument que tu avances, mon cher Laurent, que d'autres ont avancé sur la nécessité de ne pas faire d'introspective, d'introspection, mais d'être sur le terrain à l'extérieur.
Chers camarades, je crois que nous n'avons pas pris conscience du nouveau cadre légal, législatif dans lequel nous allons engager la campagne des élections législatives de 1993.
Si nous reculons notre Congrès au mois de juin 1992, parce que nous ne pouvons pas mener de pair la préparation de notre Congrès et la désignation de nos candidats, nous désignerons nos candidats à la rentrée de septembre 1992 pour les élections législatives. Ils seront ratifiés au plus tôt en octobre par une Convention nationale. Ils se mettront au travail sur le terrain de leur circonscription en novembre, c'est-à-dire à la date à laquelle l'affichage devient interdit, à la date à laquelle tout est contraint par le nouveau cadre législatif.
Chers camarades, ce cadre législatif qui fixe à un an avant la date de l'élection, le financement, l'organisation des campagnes nous imposera dès après les élections cantonales et régionales de 1992 de désigner nos candidats et de faire en sorte que, là, nous soyons sur le terrain, là nous fassions notre travail de communication sur le terrain des circonscriptions. Et je crois que cette raison doit être intégrée dans notre discussion aujourd'hui.
Je ne reviens pas non plus sur l'argument selon lequel nous aurions rencontré chez les militants la crainte de refaire le Congrès de Rennes. Je crois que le meilleur moyen de l'éviter, c'est de réunir les conditions qui soient contraires à celles de Rennes, c'est-à-dire de camper l'organisation de notre prochain Congrès dans un décor programmatique, dans un décor de projet. Et quelle plus belle occasion que celle de cette Convention nationale prévue au mois de décembre.
Mais si nous voulons éviter Rennes, chers camarades, je crois que cela dépend d'abord de nous, de nous collectivement, de notre capacité à avoir une approche plus ouverte entre nous, entre nos courants, une conception, oui, une conception plus ouverte dans tous les sens du terme de notre fonctionnement en courants.
Nous ne réglerons pas ce problème en quelques jours, ni en quelques semaines, mais je crois qu'il se pose.
A cet égard, chers camarades, je ne veux pas prendre la défense de l'expression de Jean-Marc Ayrault hier, devant cette convention, mais je n'ai pas compris à l'expression de Jean-Marc Ayrault, ni à aucune de celles qui ont été émises à cette tribune, qu'un camarade de notre Parti souhaitait la disparition pure et simple des courants.
Ce que souhaitait Jean-Marc Ayrault, et je le rejoins dans l'esprit, c'est que

constatant que les courants actuels ne correspondent plus à des socles d'idées qui se différencient, on puisse considérer la nécessité, l'absolue nécessité de recréer dans la vie démocratique de notre Parti l'adéquation entre des corps d'idées et l'organisation de notre courant, et sur ce point, je rejoins tout à fait Jean-Marc Ayrault.

Chers camarades, il faut que, faute d'un débat d'idées fondamental depuis plusieurs années à l'intérieur de notre Parti se reconstituent les ossatures si besoin est idéologiques de notre Parti en reformulant des courants qui correspondent à des choix essentiels. Quoi de plus normal et combien ont été nombreux ceux qui l'ont dit à cette tribune, chers camarades, que de s'interroger après vingt ans de fonctionnement sur les modifications, les adaptations à apporter au fonctionnement de notre Parti ?

Je crois pour ma part que chacun a conscience de cette nécessité, d'une certaine adaptation, et personne ne propose un déchirement ou l'établissement d'un rapport de force entre ceux qui voudraient aller vers tel ou tel système ou vers tel ou tel autre.

Ce que je propose, ce que Jean-Marc Ayrault propose, ce que d'autres ont proposé, ici, c'est que là encore on se mette autour de la table pour faire le constat ensemble et qu'on dise comment faire évoluer le fonctionnement de ce parti.

Oui, après vingt ans, connaissez-vous des entreprises, connaissez-vous des organisations, connaissez-vous des associations, qui ne se remettent pas en cause dans leur façon de fonctionner, qui ne l'adaptent pas à l'évolution de la réalité des choses et, pour nous, à l'évolution de la réalité de notre Parti ?

Des propositions ont été émises à cette tribune. Je dois dire que si je partage l'esprit de celles qui ont été faites, je n'en partage pas toujours le détail. J'avais émis, dans le cadre de la préparation de notre dernier Congrès, une idée qui était une contribution et je crois qu'elle pourrait être un élément que j'apporte à la tribune de cette Convention, qui pourrait être portée au débat sur cette question : pourquoi ne pas envisager, chers camarades, qu'à côté des courants de notre Parti, qui désigneraient à la proportionnelle leurs représentants comme cela est le cas aujourd'hui, on demande à nos fédérations, à nos Congrès fédéraux, à nos délégués de sections, dans les Congrès fédéraux, de désigner selon des conditions qui resteraient à déterminer, leurs représentants pour une part égale au Comité directeur, afin de faire de ce Comité directeur le véritable Parlement de notre Parti où se retrouvent non pas seulement des logiques fermées de courants et de tous nos courants, mais une conception plus ouverte, plus aérée, de cette vie de nos courants ?

Je crois que cela aurait le premier avantage de ne pas figer notre fonctionnement, de ne pas figer nos courants comme si les idées qui avaient donné lieu à leur naissance étaient éternelles, susceptibles d'aucune adaptation et comme si surtout les hommes qui s'y reconnaissent à un moment donné considèrent qu'ils s'y reconnaîtront toujours.

Je conclus, ce n'est pas, chers camarades, la remise en cause des courants, c'est leur plus grande mobilité, c'est la proposition d'en finir pour une partie de nos

responsables avec le mandat impératif à tous les niveaux conçu au sommet des courants, c'est-à-dire bloquant le fonctionnement la vie, le débat dans notre Parti.
Je considère, mes chers camarades, que c'est cette nécessité d'ouverture, de respiration des courants de notre Parti qui doit être au centre de notre discussion sur l'adaptation de notre fonctionnement.
J'ai la conviction, si nous n'en prenions pas nous-mêmes l'initiative que, dans l'avenir, et dans un avenir proche, nos fédérations, nos adhérents, nos sections, nous amèneraient à nous poser cette question. Je pense qu'il serait mieux que nous nous la posions avant et nous-mêmes.
Je vous remercie.
(applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Yves Autexier.

Jean-Yves Autexier

Chers camarades, comment ne pas désirer ce nouvel ordre mondial qu'on nous présente sous un jour aussi favorable, et comment ne pas confondre le désir que nous en avons avec la réalité ?
Cette fresque du monde où la justice éclairée par le droit éveille l'ONU à un rôle nouveau, suscitera le désarmement, mettra la paix à notre portée, annoncera l'avènement de la sécurité collective par l'arbitrage international, comment ne pas y aspirer ?
Seulement, quel est son rapport à la réalité ?
S'agit-il d'un rêve éveillé ? Retournons-nous aux années 20 qui virent tout à la fois les premières expériences d'écriture automatique et les espérances d'Aristide Briand ?
Sachons nous garder de l'un comme de l'autre. La paix va t-elle être instaurée dans la région du Golfe ou sommes nous entrés dans une phase d'instabilité chronique marquée par la libanisation de l'Irak, la guerre civile, le martyre kurde, la répression contre les chiites.
La démocratie va t-elle y avancer ?
Un code international pour réglementer les ventes d'armes va t-il s'établir ?
La manne pétrolière sera t-elle plus justement répartie ?
N'est-il pas prématuré ou hâtif de se dire satisfait du dénouement ? Plus que les faits, ce sont les interrogations qui sont là.
La restauration de la dynastie Al-Sabah va-t-elle repousser à plus tard la démocratisation du Koweït. L'intégrisme sera t-il renforcé, notamment en Arabie Saoudite ?
Comment allons nous retrouver avec les peuples des pays du Maghreb la confiance brisée tout simplement parce qu'ils ont trouvé la France dans le camp qu'ils n'attendaient pas.
Bien sûr, chers camarades, on ne saurait en trois mois régler des litiges ou des drames qui durent depuis si longtemps. Mais nous sommes bien fondés à poser la question de savoir si la guerre a fait avancer les choses ou si elle les a

Fondation Jean-Jaurès

aggravées et quelle sera la vraie nature du nouvel ordre mondial.
Convenons qu'au Proche-Orient il ressemble fermement à l'ancien. Cet ordre là ressemble au désordre établi que constatait Mounier.
Cette nouvelle régulation internationale suscite peut-être les mêmes reproches que ceux que formulait Luther King. Elle aime la justice, mais elle place l'ordre au dessus de la justice : l'ordre du plus fort qui ligote le Liban, l'ordre imposé qui empêche de régler la question israélo-palestinienne, l'ordre de la dictature qui tyrannise ou anéantit les kurdes, l'ordre du monde qui amnistie Tien An Men et fait oublier les baltes.
Ni la candeur, ni l'idéalisme ne rendent compte de la réalité nouvelle qui se dessine.
J'appartiens à un courant à qui l'on reproche quelquefois de surestimer le rôle ou le rang de la France. Mais lire un document sur le nouvel ordre mondial où l'on doit attendre la 9ème page pour voir cités les Etats-Unis d'Amérique ne me parait pas un signe de réalisme, et nous devrons analyser plus finement le mouvement qui a conduit les Etats-Unis à rétablir une prééminence diplomatique et militaire au moment où ses positions économiques sont grignotées par le Japon et par l'Europe.
Je ne suis pas atteint par les attaques contre les antiaméricains qu'on n'entend plus d'ailleurs qu'à Paris.
Je considère même que les capacités de mouvement de l'administration Bush, spécialement au Proche-Orient, sont plus grandes qu'aucune administration depuis quarante ans.
Seulement voilà, la tournée au Proche-Orient c'est M. Becker qui l'effectue et non M. Perez de Cuellar. Nous formons tous des vœux ardents pour sa réussite, mais convenons que cette régulation sera américaine et ne devra rien à l'ONU, la perspective des conférences internationales s'éloigne.
Dans ces conditions, est-ce que le poids de la France dépend de la compréhension ou de l'écoute des Etats-Unis ou bien de sa capacité à proposer au reste du monde une voie différente ?
Et la réussite d'une initiative telle que la propose Michel Vauzelle, d'une conférence franco-maghrébine, d'une relance de la coopération en Méditerranée occidentale, ne dépend-t-elle pas de cette capacité ?
Gérard Fuchs a raison de dire que nous ne devons pas être comme des sous-développés impuissants vis-à-vis des Etats-Unis, mais ne soyons pas non plus des Gaulois fascinés par la nouvelle Rome, et je me sens à tout prendre plus Arverne qu'Eduen.
Rêver le monde n'est pas la meilleure manière de le transformer, ni même de le comprendre.
Il s'ajoute pour nous, Socialistes, une autre question. Peut on acquiescer à l'idée d'un nouvel ordre mondial dont découlerait un ordre économique unique et normalisé ?
Lorsque je lis qu'il n'y a pas d'alternative à la politique actuelle, je vois la trace d'une bonne et solide culture de gouvernement, et je ne connais pas de gouvernement pour dire qu'il y a une meilleure politique que celle qu'il conduit.

Fondation Jean Jaurès

Mais est-ce acceptable pour des Socialistes qui ne renoncent pas à transformer les rapports sociaux ?
Pour des Socialistes qui constatent comme hier que les inégalités demeurent, que la première d'entre elles est le chômage ?
Tous les atouts de la croissance sont-ils réunis pour l'emploi et davantage d'égalité sociale ?
Y a-t-il urgence et nécessité de poursuivre une politique fiscale qui va à l'encontre de ces objectifs
Plutôt que d'affirmer très péremptoirement qu'il n'y a qu'une seule politique économique possible, cherchons à cerner les marges de manœuvre existantes, en matière de politique industrielle, de politique monétaire, de taux d'intérêt. Donnons-nous ce cap au lieu de nourrir la désespérance.
Je voudrais conclure en parlant de notre Parti. Notre débat d'aujourd'hui a commencé à partir d'un texte unique, un unanimisme discret, mais demain un vrai débat nous attend, celui sur notre projet, et je crois que ce sera beaucoup mieux de débattre sur ce projet à partir de ce que nous voulons pour l'avenir.
Vous connaissez la formule de Lucien Herr, l'unanimisme, nous ne prétendons pas en partir, mais nous avons l'ambition d'y parvenir.
Voilà la bonne méthode.
On a parlé ici de crise de courants, mais il faut d'abord rappeler qu'il s'agit de courants de pensée. Et plus qu'une crise de courants, c'est une crise de pensée dans les courants. Abondance ou trop plein de pensée dans chaque courant, plutôt qu'à la dissolution des courants, nous en appelons à une refondation des courants, afin qu'ils redeviennent ce qu'ils doivent être : des courants de pensée.
Nous n'allons tout de même pas fêter le 20ème anniversaire d'Epinay en enterrant la proportionnelle, en revenant à la cooptation.
Oui, nous en appelons davantage à la refondation des courants, et qu'elle soit à l'œuvre pour l'élaboration du projet des Socialistes. Détachons cette tâche des compétitions de pouvoir ; que l'élaboration du projet soit un grand moment de notre Parti, pas un Congrès extraordinaire, mais limité au projet et non à la composition des équipes de pouvoir ou de direction.
Voilà ce que nous proposons. Soyons fidèles à nous-mêmes, à notre Parti. En octobre 1900 dans le grand hall de l'hôtel de ville de Lille, le discours des deux méthodes, Jaurès rappelait l'ambition de ce parti qui a assez de foi dans la puissance de ses principes pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique.
Eh bien, plus nous aurons confiance dans nos principes, moins nous aurons crainte des débats, des divergences, plus nous serons en mesure de les assumer et plus nous serons capables de nous rassembler ensemble sur une vision d'avenir.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Yves.
Mes chers camarades, de nombreux délégués ont demandé à parler : Jean Le Garrec, Alain Claeys, Dominique Strauss-Kahn et bien d'autres encore... Cela

dit, nous arrivons à un moment où il nous faut passer à la discussion et au vote sur les propositions de la Commission des résolutions.
Je remercie donc ces camarades d'accepter dans la bonne humeur de renoncer à ce droit de parole et je clos la discussion générale.
(Applaudissements)
L'ordre du jour appelle donc maintenant la présentation des résolutions adoptées cette nuit par notre Commission des résolutions, qui sera faite à la fois par Yannick Bodin, premier orateur (qui se lève et qui vient à la tribune), Jérôme Lambert et Marcel Debarge.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, je voudrais rendre compte devant vous des travaux de la Commission vie interne et, plus précisément, du groupe qui a été chargé d'examiner les statuts fédéraux et de vérifier leur conformité avec les nouveaux statuts nationaux, ceux que notre Parti s'est donné au Congrès de Rennes.
36 fédérations nous ont adressé leurs statuts fédéraux.
Pour 24 d'entre elles, la Commission demande à la Convention de déclarer ces statuts fédéraux conformes aux statuts nationaux, sous réserve de quelques modifications que ces fédérations se sont engagées à faire (nous les avons reçues individuellement) et à nous retourner dans un délai d'un mois.
Je cite ces fédérations. Il s'agit du Tarn, de la Vendée, du Val d'Oise, du territoire de Belfort, de l'Indre-et-Loire, de l'Essonne, de l'Isère, du Gard, du Finistère, du Cher, de la Charente-Maritime, de la Charente, du Cantal, de l'Aude, de l'Aube, des Alpes-Maritimes, de l'Allier, de la Loire-Atlantique, de l'Aisne, de Paris, des Hauts-de-Seine, du Val d'Oise, de la Corse du sud, de la Seine-Maritime.
Pour les 12 autres fédérations, nous avons constaté que nous ne pouvions pas déclarer leurs statuts conformes, pour la seule et bonne raison que ces fédérations nous ont envoyé leurs anciens statuts... peut-être avec l'espoir qu'on ne s'en apercevrait pas... mais malheureusement, là, nous sommes dans l'obligation de dire : "Revoyez votre copie !"
Cela dit, c'est facile et rapide à faire et, disant cela, je m'adresse d'ailleurs aux autres fédérations qui n'ont pas encore fait ce travail, en leur demandant de le faire maintenant le plus rapidement possible.
La Commission a pensé qu'il pourrait vous être utile de vous adresser un document très bref, une espèce de "mode d'emploi" en quelque sorte, insistant sur les points les plus importants qui doivent être modifiés dans vos statuts fédéraux, si vous voulez qu'ils soient conformes aux statuts nationaux. Nous allons donc, dans les jours prochains, adresser aux fédérations cette note et nous vous demanderons de vous mettre le plus rapidement possible au travail.
Vous connaissez l'importance de ces statuts fédéraux, vous avez bien compris que nous entrions dans une phase où nous aurons à désigner des candidats, à préparer d'autres Conventions, à préparer, bien sûr, notre prochain Congrès, il faut que vos statuts soient à jour de façon à éviter toute difficulté sur le terrain.
Voilà ce que je voulais dire de la part de la Commission vie interne, en

demandant au président de bien vouloir vous consoler pour les 24 fédérations qui ont remis des statuts fédéraux, pour nous, conformes aux statuts nationaux.
(Applaudissements)

Le président - Il n'y a pas d'objection à l'adoption de ces 24 statuts ?
Non.
Je les considère donc comme validés.
Je vous remercie.
Jérôme Lambert ?

Jérôme Lambert

Mes chers camarades, à mon tour, après Yannick Bodin, je vais rendre compte des travaux de la Commission vie interne et du groupe qui a été chargé d'examiner les problèmes de réintégration et de contentieux.
La Commission vie interne, après avoir examiné chaque demande et après en avoir débattu, propose unanimement à la Convention nationale d'accepter les demandes de réintégration de 159 camarades de 16 fédérations qui avaient été exclus il y a au moins deux ans, délai minimum statutaire, je le rappelle, pour que le Parti puisse autoriser des camarades exclus à demander leur réintégration au Parti.
Ces autorisations doivent donc permettre à chacun de ces camarades de demander leur ré-adhésion à une section de leur choix, selon nos règles statutaires.
Ces camarades, comme je vous l'ai indiqué, sont au nombre de 159. Aussi, je ne vais pas, à la tribune, vous en donner la liste. Sachez toutefois qu'ils sont 10 dans l'Aube, 51 dans les Bouches-du-Rhône, 1 dans le Calvados, 1 en Corse du sud, 2 en Côte D'or, 4 dans le Gard, 21 en Gironde, 1 dans l'Eure, 1 dans l'Indre, 36 dans l'Isère, 1 en Moselle, 1 dans le Nord, 3 dans les Hautes-Pyrénées, 1 dans le Var, 19 dans le Vaucluse, 6 dans l'Essonne et 2 en Martinique.
Dans les jours qui viennent, le Secrétariat national aux fédérations adressera à chacune de ces fédérations une notification écrite.
La Commission, unanime, a d'autre part estimé qu'il était nécessaire que la Convention nationale donne mandat au Comité directeur d'examiner les demandes de réintégration qui nécessitent, pour diverses raisons, un examen plus poussé avant d'être présentées au Parti.
Nous demanderons donc aux fédérations des Bouches du-Rhône, de la Drôme et de l'Eure-et-Loir de poursuivre le travail sur quelques demandes.
La Commission vie interne a ensuite été saisie de quelques problèmes d'ordre contentieux.
La fédération de Martinique nous a indiqué quelle était la situation dans ce département à la suite de la constitution d'un Parti Socialiste martiniquais qui compte, en son sein, quelques militants et élus membres du Parti Socialiste.
Nos règles de fonctionnement ne permettant pas l'appartenance à plusieurs partis politiques, en accord avec la fédération de la Martinique la Commission

Fondation Jean Jaurès

considère que les instances disciplinaires compétentes doivent être saisies par la fédération de la Martinique à l'encontre des camarades membres du Parti en situation de double appartenance.
Enfin, la Commission vie interne a rejeté, toujours unanimement, le recours déposé contre la création d'une section en Meurthe-et-Moselle et, pour terminer, la Commission a estimé qu'en l'état actuel du dossier il convenait que la fédération de la Dordogne suive les règles statutaires pour trouver une issue à un problème posé par la constitution d'une nouvelle section dans le canton de Lalinde.
Toutes ces propositions unanimes de la Commission vie interne ont fait l'objet d'un accord hier au soir de la Commission des résolutions et il conviendra maintenant que la Convention se prononce.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jérôme.
Je vais donc mettre aux voix l'ensemble de ces propositions acceptées à l'unanimité par la Commission des résolutions...

Claude Germon - Une question...

Le président - C'est sur ce point que je fais voter, pas sur les autres problèmes...

Claude Germon - Comme il y a d'autres problèmes de contentieux et que je ne les ai pas entendus ici, ils seront vus ailleurs ?

Le président - Ce n'est pas de même nature, ils seront évoqués par Marcel Debarge à l'issue du vote.
Donc, qui est opposé ?
Qui s'abstient ?
…
Je considère donc que tous les autres votent pour.
Je vous remercie.
(Applaudissements)
Marcel Debarge ?

Marcel Debarge

Mes chers camarades, tout d'abord je me félicite de toutes les interventions qui ont eu trait à la grande politique. J'y ai participé, modestement, je crois que beaucoup d'idées et d'idées importantes ont été avancées ici, dans cette salle.
Je vais maintenant me livrer, en partie, toujours, à de la grande politique, mais en partie aussi à autre chose... Ce n'est pas que je sois embarrassé, mais je préfère vous prévenir à l'avance !
(Rires)
Chers camarades, la Commission des résolutions a adopté à l'unanimité, moins

Fondation Jean-Jaurès

une voix contre et deux refus de prendre part au vote, différents textes et amendements qui font un ensemble.

- Un texte sur les actes d'indiscipline.
- Un deuxième texte sur la modification du mode de scrutin des élections régionales.
- Et enfin, puisqu'il avait été pris, en quelque sorte, en considération, le texte plus politique concernant le nouvel ordre mondial.

Je dirai d'entrée, surtout en abordant le premier texte, ou en rappelant peut-être ce que vous connaissez tous (mais quelquefois il faut rappeler...), que le Parti Socialiste fonctionne, et nous le savons, en respectant des règles démocratiques.
Chacun, même si je me répète, est libre de s'exprimer, chacun peut mettre en avant ses opinions, mais encore une fois, sans "chasse aux sorcières", ce qui nous a guidés, c'est de dire qu'une fois la décision prise démocratiquement par le Parti, elle s'applique à tous !
(Applaudissements)
Dans les débats qui se sont tenus, notamment au Bureau exécutif, à la Commission des résolutions hier, il y avait, certes, des appréciations différentes quant à ces actes d'indiscipline, mais l'ensemble des membres du Bureau exécutif, l'ensemble des membres de la Commission des résolutions ont cherché avant tout, et par esprit de responsabilité, à vous présenter un texte sur ce sujet quasi-unanime. Je dis bien, avec esprit de responsabilité.
Concernant les actes d'indiscipline, je vous lirai le texte adopté à la virgule près : "La Commission des résolutions propose à la Convention nationale de confirmer la décision de suspension de délégation prise par le Comité directeur du 2 février.
Cette décision concerne 11 parlementaires ayant voté contre ou s'étant abstenus lors du vote, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, sur la déclaration gouvernementale du 15 janvier 1991 (8 députés : Roland Carraz, Jean-François Delahaye, Julien Dray, Jean-Pierre Fourré, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Pierre Michel, Hélène Mignon, Gilbert Marin-Moskowitz. 3 sénateurs : Maryse Bergé-Lavigne, Paul Loridant, Jean-Luc Mélenchon).
En outre, Max Gallo, membre du Comité directeur, signataire d'un appel public contraire à nos décisions collectives, est concerné par ces mêmes dispositions.
La Commission des résolutions, à l'unanimité moins une voix et deux refus de vote que je rappelle, sur l'ensemble du texte, concernant cette partie du texte, vous soumet les propositions suivantes.

- Le terme de la suspension de délégation est fixé à la fin de la session ordinaire de printemps pour les parlementaires suivants : Jean-François Delahaye, Jean-Pierre Fourré, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Pierre Michel, Hélène Mignon, Paul Loridant, Marie Bergé-Lavigne, Gilbert Marin-Moskowitz.
- Dans quatre cas, ceux de Roland Carraz, Julien Dray, Max Gallo et Jean-Luc Mélenchon, cette sanction est prolongée jusqu'à la Convention nationale de rentrée qui appréciera.

Deuxième texte : modification du mode de scrutin des élections régionales. Le

Parti Socialiste se félicite de la volonté du gouvernement de réformer la loi électorale pour l'élection des Conseillers régionaux et, reprenant le mode de scrutin voté à l'unanimité par le Bureau exécutif, système municipal avec listes départementales, la Convention mandate la direction du Parti afin qu'elle prenne rapidement les contacts avec nos partenaires de la Gauche et de la majorité présidentielle pour définir une stratégie commune efficace. Cela impliquera un accord politique sur les grandes orientations.
La convention donne mandat au Bureau exécutif pour fixer la date d'ouverture et de clôture des opérations, de désignation des candidats aux régionales et de détail de la procédure pour ces désignations.
A cet effet, une circulaire sera adressée dans un proche délai aux Premiers secrétaires fédéraux, un Comité directeur ratifiera avant l'été les candidatures arrêtées dans les départements.
Conformément aux statuts, une Convention nationale, dont la date sera fixée au prochain Comité directeur, clôturera le processus de désignation à l'automne.
Le même Bureau exécutif fixera le calendrier des conditions des candidats aux élections cantonales.
Sur le texte, qui était le texte que vous avez pris en considération, je vous lis les rectifications. Un certain nombre d'amendements ont été transmis à la Convention nationale par les conventions fédérales. Ces amendements ont été examinés, retenus par la Commission des résolutions qui vous propose de les adopter par insertion dans le texte "pour un nouvel ordre mondial" qui a été adressé à tous les militants et débattu dans les fédérations.
Amendement n°1, page 7, chapitre "Le Liban doit retrouver sa souveraineté", rédiger ainsi le dernier paragraphe: "Les Socialistes réaffirment la nécessité de l'évacuation de toutes les troupes étrangères aujourd'hui présentes sur le territoire libanais".
Amendement n°2, page 8, chapitre "prendre en compte la question kurde", insérer le paragraphe suivant : "dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'Irak et les forces coalisées, des fractions importantes du peuple irakien se sont soulevées pour demander des comptes au dictateur qui les avait conduits à une terrible catastrophe, et pour obtenir l'instauration d'un régime démocratique dans leur pays. Personne n'a oublié le massacre des populations kurdes en 1988, Saddam Hussein a repris la même politique de répression barbare, et lancé les restes de sa garde prétorienne contre les minorités kurdes.
Pour échapper au massacre, des centaines de milliers de kurdes ont pris le chemin de l'exile.
Le Parti Socialiste tient à faire part de sa solidarité avec ces populations, une fois encore plongées dans le malheur, et qui combattent pour la démocratie et le respect de leur identité.
Le Parti Socialiste se félicite de l'initiative du gouvernement français qui a aboutit à la résolution 688 des Nations Unies ainsi que les premières mesures d'aide humanitaire prévues par la France."
Amendement n°3, page 8, après le chapitre "prendre en compte la question kurde", nous vous proposons d'adopter l'amendement suivant : "vers un droit

Fondation Jean Jaurès

d'intervention humanitaire: dans le monde, tel qu'il est, avec des frontières qui tirent leur légitimité de l'histoire, nous ne croyons pas qu'à chaque nationalité doive nécessairement correspondre un Etat, mais en revanche à chaque nationalité doit correspondre le respect des droits, droit à l'identité, droit à la langue, à la culture, et bien sûr droits de l'Homme.
Il est indispensable que les organisations internationales et particulièrement l'ONU envisagent un élargissement de leur action au-delà des relations entre Etats.
D'ailleurs, le Conseil de sécurité s'est reconnu compétent pour sanctionner l'Afrique du sud, coupable de faire régner l'apartheid. Quand la vie d'un peuple est en danger, comment l'ONU pourrait-elle s'abstenir d'intervenir ?
La non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat reste sans doute un principe essentiel, mais notre conscience de Socialiste nous appelle à un véritable droit d'intervention humanitaire."
Amendement n°4, page 9, "repenser la sécurité collective", le paragraphe est ainsi rédigé : "la crise du Moyen-Orient a mis en évidence la nécessité de progresser dans deux directions essentielles, le désarmement et le contrôle des ventes d'armes", le reste sans changement.
Amendement n°5, "L'Union Européenne", supprimer la dernière phrase, la remplacer par le paragraphe suivant : "les Socialistes veulent construire une Europe dotée de politique commune, volontariste, notamment dans les domaines de l'industrie et de l'aménagement du territoire.
Dans le même temps, le développement de l'Europe sociale doit faire de la Communauté européenne un modèle capable d'entraîner l'adhésion populaire indispensable à l'évolution vers l'union politique".
Amendement n°6, page 12, chapitre "les grands chantiers du quotidien", après la phrase, "il faut continuer sur cette lancée" introduire le paragraphe suivant : "à l'issue de la crise du Golfe, des difficultés internationales économiques accrues apparaissent, c'est dans ce contexte qu'il nous faut adapter notre politique économique, et sociale, pour à la fois tenir bon sur le front de l'emploi, et pour suivre les réformes qui doivent en profondeur réduire les inégalités en France.".
Amendement n°7, page 15, chapitre "Un progrès ambitieux", pour prendre acte du quitus qui a été donné à la Direction nationale sur son rapport d'activité, je vous propose de modifier ainsi ce dernier paragraphe.
"La Convention nationale en votant le quitus à une très large majorité a approuvé le rapport d'activité de la Direction nationale, elle mandate la direction du Parti pour la suite" sans changement.
Les rapports les meilleurs étant les rapports les plus courts, je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci Marcel.
J'ai été saisi d'un amendement au texte de la Commission des résolutions, et d'un seul par écrit.
Son auteur a donc la parole pour le soutenir brièvement, et je l'en remercie.

Claude Germon...

Claude Germon

Mes chers camarades, brièvement... oui je serai bref, les choses sont simples. On touche là à la conception du Parti. Ce Parti, nous l'avons créé avec des règles, et jusque là ces règles nous avons cherché à les appliquer avec rigueur, avec un principe que Marcel Debarge rappelait à l'instant, la discussion est entièrement libre, lorsque la décision est prise, elle s'applique à tous.

Ceci, nous l'avons appliqué en permanence et je pense à beaucoup de bons camarades qui avaient contrevenu à ces règles. Je pense à ceux qui n'avaient pas voulu suivre les orientations du Parti en 1977 quand il fallait obligatoirement faire l'union de la Gauche dans leurs Conseils municipaux. Certains étaient des militants chevronnés qui avaient beaucoup donné et on n'a pas hésité à les exclure.

Des milliers et des milliers de militants l'ont été. Jean Glavany rappelait hier à cette tribune que des camarades qui avaient tenté leur chance, non désignés par les sections, ayant été élus députés, avaient été exclus. On les réintègre, c'est bien. Mais c'est cela qui nous a permis - parce que nous avons eu cette rigueur et que le Parti s'est exprimé d'une seule voix - de faire tout ce que nous avons fait au fil des années et de conquérir et d'exercer le pouvoir.

Je voudrais saluer ici - et ce n'est pas mon habitude - nos camarades rocardiens qui ont eu la vie dure dans cette période.

(Applaudissements)

J'ai été de ceux qui les ont combattus politiquement mais j'observe qu'à aucun moment il ne leur est venu à l'idée de ne pas respecter la discipline de vote. Cela n'a pas dû pourtant leur être quelquefois très facile. C'est cela qui distingue un parti d'une association informe, sans principes et qui nous a permis, qui devrait nous permettre encore d'aller plus loin.

L'acte accompli par un certain nombre de parlementaires est infiniment plus grave que ce que j'évoquais à l'instant. Voter contre le Premier Ministre et contre le Président de la République, dans une période aussi tendue, avec un enjeu de cet ordre, est-ce que cela ne mérite pas l'exclusion du Parti, de la même façon que ceux qui étaient candidats dans une commune ou dans un canton ont été exclus dans nos instances

Il se trouve que parmi ceux-là certains sont encore allés plus loin, ont combattu le Parti, jour après jour, dans cette période : les meetings à la Mutualité, les manifestations, les interventions sur les radios, sur les télévisions, dans la presse, les affiches... Certes, pas leurs affiches, on sait créer des associations pour cela. Je pense à l'association "La paix maintenant" dans l'Essonne où quatre parlementaires sur neuf ont voté contre le gouvernement.

Nous ne pouvions pas tenir sur les murs les affiches du Parti qu'immédiatement étaient recollées par les militants de la NES celles de "La paix maintenant".

Voilà, mes chers camarades, est-ce que cette situation n'est pas plus grave que celle qui, autrefois, a mérité des exclusions ?

J'observe à l'instant, en ayant écouté Marcel Debarge, que les sanctions qui sont

prises sont des sanctions faibles et symboliques et je crois que nous assistons à quelque chose de grave. C'est à cet instant même le changement de nature du Parti dès lors qu'on n'est pas capable de prendre des sanctions et que les chefs de courant l'ont unanimement décidé, couverts par le Premier secrétaire de notre Parti. Dès lors qu'on n'est plus capable de faire respecter les règles du Parti, c'est la porte ouverte à tout. Est-ce que nous pourrons faire respecter la discipline de vote dans nos Conseils municipaux ? Qu'allons-nous dire à ceux qui refuseront de voter nos budgets ? Qu'allons-nous dire à ceux qui, à l'Assemblée Nationale, exprimeront des cas de conscience parce qu'ils estiment que le peuple corse, par exemple, cela n'existe pas ?
C'est la porte ouverte à l'indiscipline, c'est-à-dire à tout ce qui fait que nous ne serons plus le Parti que nous avions conçu jusque là.
C'est pourquoi, mes chers camarades, et je conclus, j'ai déposé un amendement et des amendements de repli.
L'amendement est tout simple. C'est de dire que tous ceux qui ont voté contre le gouvernement et contre le Président de la République sont exclus du Parti. Je demande que cet amendement soit mis aux voix.
Bien entendu, il y a des amendements de repli, que j'ai également déposés, qui sont de dire que si l'on ne veut pas exclure les 11 ou 12 parlementaires, eh bien, au moins que ceux d'entre eux qui sont allés plus loin le soient et que si l'on ne veut pas encore que les quatre soient exclus, eh bien, il y en a deux qui ont encore fait plus que les autres. Ce sont ceux de la NES. Que ceux-là soient exclus, que les amendements suivants s'appliquent de façon dégradée... (rires)... s'appliquent selon le même principe aux dispositions qui ont été prises par le Commission concernant la suspension et en demandant que la suspension soit faite au moins jusqu'au Congrès.
(Applaudissements)

Jean Glavany - Je demande la parole.

Le président - Pour répondre à Claude Germon, Pierre Mauroy m'a demandé la parole, je la lui donne.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, avec l'autorisation du rapporteur et, je l'espère, de Pierre Guidoni.
Nous n'allons pas faire un débat sur cette question. En tous les cas, je vous le demande et je voudrais vous en dire les raisons.
Mon cher Claude, le Parti n'a pas l'habitude d'exclure des milliers et des milliers de camarades, n'exagérons pas... n'exagérons pas ! Et je vous demande de ne pas mettre sur le même plan les interventions qui arrivent après toutes les élections, le Parti est obligé de se protéger lorsqu'il y a des élections, que les orientations sont fixées, que la liste des candidats est déposée suivant les normes qui sont celles du Parti, ceux qui, avant les élections, se mettent sur des listes suivantes, il est tout de même naturel que, sur-le-champ, ils reçoivent par

Fondation Jean Jaurès

mesure dérogatoire d'ailleurs, un télégramme du Premier secrétaire pour dire qu'ils se mettent en dehors du Parti. Ensuite, le Parti régularise si vous voulez juridiquement cette situation, et ils sont au moins pour deux ans - oui, c est la règle - en dehors du Parti. Nous avons d'ailleurs réintégré aujourd'hui de nombreux camarades qui ont été dans cette situation. A Marseille même, j'ai eu l'occasion de dire qu'il était le Congrès du rassemblement, que je ne regrette pas que le Parti ait des règles et qu'il les ait appliquées. J'ai même vu des camarades qui avaient été sanctionnés, qui approuvaient mes propos et qui les applaudissaient. C'est cela, le Parti Socialiste.

Mais tout de même, nous ne sommes pas dans cette situation. Le Parti, chaque fois qu'il a eu de graves débats politiques, a eu rarement des exclusions pour fait politique. Dans le Parti, on peut s'exprimer, il faut bien faire attention de bien distinguer l'acte d'indiscipline caractérisé et la libre discussion, et bien entendu ne pas créer une espèce de délit d'opinion dans le Parti.

Nous avons connu des heures difficiles. La guerre du Golfe a secoué les Socialistes, je l'ai dit dans mon intervention, comme toujours dans leur histoire la question de la guerre et de la paix a marqué les Socialistes et, bien souvent, il y a eu des indisciplines.

Cette fois, l'un des nôtres, François Mitterrand, est à la commande, chef de l'Etat, il a, avec une rare maîtrise, un large soutien des Français et du Parti, dirigé avec succès une politique de fermeté et de solidarité.

Des Socialistes ont été indisciplinés. Premier secrétaire, j'ai immédiatement pris mes responsabilités : suspension de délégation, ce qui est une grave sanction. Les camarades n'ont plus le droit de s'exprimer, de parler, d'écrire, au nom du Parti. Ils n'ont plus le droit de se présenter à des élections et nos statuts prévoient que, s'ils ont mandat électif, ils continuent à l'avoir. Cette suspension des délégations constitue juste la mesure avant l'exclusion. Elle est grave.

J'ai pris immédiatement cette mesure. Le bureau exécutif a approuvé à l'unanimité, ensuite le Comité directeur. Je demande à la Convention, de la même manière, de suivre les conclusions du rapporteur, car j'ai présenté un texte qui est devenu collectif après discussion pour traduire le rassemblement du Parti, parce que nous étions dans un domaine politique ; il a largement été approuvé par votre quitus et j'imagine que le vote que vous allez émettre approuvera le texte présenté par Marcel Debarge.

Je vous demande, mes chers camarades, et j'insiste beaucoup, la rigueur, mais aussi la modération, pour nous rassembler tous. Au Bureau exécutif, nous étions un certain nombre comme moi-même pour davantage de rigueur ; d'autres étaient pour davantage de modération. Mon rôle de Premier secrétaire a été de faire en sorte que nous puissions nous rassembler sur des propositions qui sont celles de la rigueur, mais aussi, dans un domaine politique, d'une relative modération.

Le Parti n'est pas un tribunal, mes camarades. Il prend des décisions politiques. Ceux qui le souhaitent, mon cher Claude (et je sais que le militant que tu es connaît bien le Parti), peuvent toujours s'adresser à la Commission des conflits fédérale et à la Commission des conflits nationale. Nous avons notre propre

juridiction pour juger les militants. En ce qui concerne les parlementaires, nos statuts font obligation d'appliquer les sanctions, ce que nous faisons. Pourquoi le Parti a-t-il décidé cela ? Tout simplement parce que, lorsqu'il s'agissait d'indiscipline parlementaire, le débat était toujours politique et une instance politique n'est pas un tribunal qui prend une décision politique. Si tu estimes qu'il doit y avoir des recours contre des camarades de ta fédération, il y a une juridiction à l'intérieur du Parti, c'est la Commission fédérale des conflits, c'est la Commission nationale des conflits.
Nous, nous avons fait notre devoir politique en appliquant nos statuts, qui précisent justement que les parlementaires indisciplinés relèvent d'une Convention. Nous étions unanimes à la Commission des résolutions, le rapporteur, Marcel Debarge, nous en a donné les conclusions, je vous demande de les accepter à l'unanimité.
(Quelques applaudissements)

Jean Glavany - Je demande la parole pour une motion d'ordre.

Le président - Non, non, mes chers camarades !
Chacun a pris ici ses responsabilités. Chacun est conscient que ce débat sur les sanctions n'est peut-être pas celui qu'il convient de faire le plus ressortir. Claude Germon a eu le courage (on peut le lui reconnaître très souvent) de défendre son amendement.
A la demande du Premier secrétaire, je vais maintenant mettre aux voix les conclusions de la Commission des résolutions telles que présentées par Marcel Debarge.

Jean Glavany - Un point d'ordre avant. C'est de droit.

Pierre Mauroy - Tu t'es exprimé sur cette question à cette tribune...

Dans la salle - Il faut discuter sur les amendements.

Jean Glavany - Je ne m'exprime pas sur le fond, mais sur la méthode. C'est promis.

Le président - Si on entre dans ce débat, on n'en sortira pas !

Pierre Mauroy - On est sur une question de discipline. Chacun comprend la gravité de ce débat. Je pense que sur ce sujet il faut aussi savoir se rassembler. Lorsqu'une Commission des résolutions en a discuté très longuement, s'est mise d'accord d'une façon unanime, je pense qu'un camarade qui s'est déjà exprimé sur cette question devrait accepter cette règle du rassemblement. C'est pourquoi je demande au président de mettre aux voix.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - Chers camarades, à la demande de notre Premier secrétaire, je mets aux voix les conclusions de la Commission des résolutions dans tous leurs aspects...
(Mouvements divers)
Qui est favorable à l'adoption des conclusions de la Commission des résolutions ?
Avis contraires ?
Vous comptez, s'il vous plaît. Abstentions ?
Merci. Les conclusions sont donc adoptées. La parole est à notre Premier secrétaire pour conclure cette Convention.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, très rapidement, d'abord je voudrais en votre nom remercier à nouveau. Jacques Carat, le maire de Cachan, qui nous a reçu et qui nous a bien reçu dans sa ville, ainsi que Patrick Sève, le Premier secrétaire de la fédération du Val de Marne.
La Convention témoigne de ce que le débat ne demande qu'à surgir. Nous avons eu une belle et grande convention : présence nombreuse, qualité des interventions. Qui pourrait dire, mes chers camarades, que ce fut une convention pour rien ? Elle fut utile et satisfaisante pour tous. Beaucoup de propositions sur le fond à partir du texte soumis à la Convention nationale, dans l'ordre international et aussi à l'égard des problèmes de société.
Nous avons de grands rendez-vous, mes camarades : le 10 mai, pas seulement une commémoration d'histoire, mais le véritable rendez-vous d'un nouvel élan ; le 15 juin, 20ème anniversaire d'Epinay, célébration d'une volonté, d'une capacité de rassemblement, rassemblement autour de François Mitterrand. Mais la leçon d'Epinay est la suivante : chaque fois que nous sommes unis, l'élan est donné. Ce fut toute notre histoire, l'histoire du mouvement Socialiste et celle du Parti Socialiste depuis 1971. Cela a été vrai à Epinay, cela a été vrai aux assises du Socialisme, cela a été vrai depuis. C'est la leçon à retenir pour le temps présent.
Mes camarades, les Socialistes ne veulent pas revenir au Congrès de Rennes. Ils éprouvent même l'appréhension du prochain Congrès. On me dit avec humeur qu'il ne faut pas ouvrir la boîte de Pandore. Il ne dépend que de nous qu'il en soit ainsi.
Et puis, nous sommes un parti démocratique et, de toutes façons, il nous faudra, bien sûr, un Congrès.
Alors, j'ai fait une proposition et je la maintiens. Le meilleur moyen de tenir un Congrès de rassemblement, c'est encore de se mettre au travail ensemble et d'adopter ensemble le projet. Ce projet doit être la grande affaire des Socialistes pour les 6 prochains mois. Et je salue les efforts de Michel Charzat qui en est le rapporteur.
Mais dans les semaines qui viennent, mes camarades, je discuterai avec les responsables du Parti de toutes les propositions qui ont été faites, et d'autres que je me propose de faire. Car ce qui est en cause ne se limite pas seulement à un

Fondation Jean Jaurès

problème de calendrier. C'est le fonctionnement institutionnel du Parti qui est en cause. Quoi de plus normal d'ailleurs, après 20 ans, quoi de plus normal après un Congrès qui nous a mis dans l'insatisfaction. Quelle que soit la date du prochain Congrès, nous serions tous coupables si nous nous représentions dans le même cas de figure qu'à Rennes. C'est bien cette situation qui serait surréaliste.
Je ferai donc des propositions, comme l'ont suggéré de nombreux orateurs : Lionel Jospin, Louis Mermaz, Gérard Lindeperg et bien d'autres.
Je souhaite que l'esprit du 20ème anniversaire d'Epinay nous inspire dans les prochaines semaines et chacun doit bien comprendre que ma proposition ne se situe pas à un niveau subalterne.
J'ai avec vous 20 ans de rassemblement. Je ne vais pas jouer pour la 21ème année le coup d'éclat de la division.
Investi à l'unanimité après le Congrès de Rennes où j'ai écarté toute solution qui ne soit pas de synthèse, je ne me départirai pas de cet état d'esprit.
Que personne ne compte sur moi pour me transformer en bretteur à l'intérieur du Parti. Mais je ferai tout pour préparer, dans un esprit de rassemblement, et avec l'accord de tous, le prochain Congrès. C'est ma fonction et c'est mon mandat. Vous pouvez, avec tous les militants, compter sur moi.
Merci, chers camarades délégués à cette Convention, de nous avoir donné une belle et grande Convention.
(Applaudissements)

Le président - La Convention de Cachan est donc close.
Bon retour.

Coll. Fondation Jean Jaurès